

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES

LA RESPONSABILITÉ
POUR
DOMMAGES NUCLÉAIRES

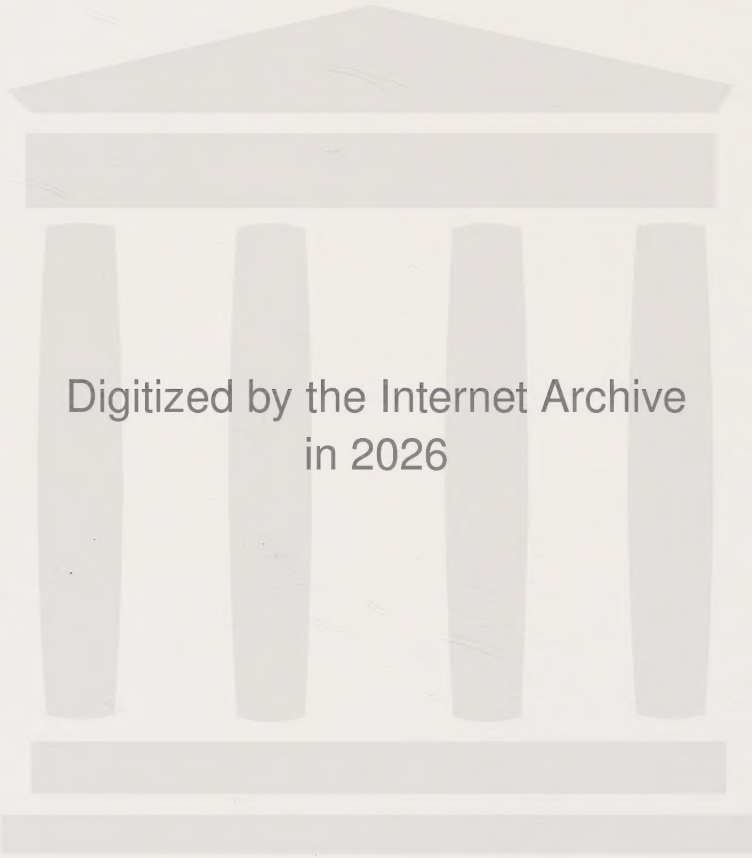
THÈSE

PRÉSENTÉE À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR L'OBTENTION DU GRADE DE DOCTEUR ÈS SCIENCES POLITIQUES
PAR

TEODOR MELEȘCANU
(ROUMANIE)

THÈSE N° 225

BUCAREST
1973



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES

LA RESPONSABILITÉ POUR DOMMAGES NUCLÉAIRES

THÈSE

PRÉSENTÉE À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR L'OBTENTION DU GRADE DE DOCTEUR ÈS SCIENCES POLITIQUES
PAR

TEODOR MELEŞCANU

(ROUMANIE)

THÈSE N° 225

BUCAREST
1973

La Commission mixte, composée des doyens des Facultés de droit, des lettres, et des sciences économiques et sociales, et du directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales, sur le préavis de M. Michel Virally, professeur à l'Université et à l'Institut, de MM. Georges Abi-Saab et Philippe Cahier, professeurs à l'Institut, et de M. Urs. Schwarz, ancien professeur invité à l'Institut, autorise l'impression de la présente thèse, sans entendre par là exprimer d'opinion sur les propositions qui y sont énoncées.

Genève, le 23 décembre 1971

Pour la Commission mixte :
Jacques FREYMOND
Directeur de l'Institut universitaire

Thèse No 225



INTRODUCTION

Dans l'évolution des rapports entre les Etats et le développement de la communauté internationale dans son ensemble, la deuxième guerre mondiale, qui entraîna la défaite de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon et de leurs alliés, signifia sous plus d'un point un tournant marqué au sceau du renouveau. Animées du désir de se forger un avenir meilleur, les nations en guerre se proposaient de nouveaux buts, tentant de trouver dans la voie où elles étaient engagées des motifs nouveaux d'espoir. Date très importante entre autres, l'explosion de la première bombe atomique, lancée le 6 août 1945 par l'aviation américaine sur le port japonais d'Hiroshima, annonçait en effet la découverte d'une nouvelle source d'énergie soumise aux volontés humaines. C'était l'âge atomique qui commençait. La vie de l'humanité tout entière avait à en subir une forte empreinte.

C'est pourtant sous le signe de la course aux armements atomiques et thermonucléaires que cette ère nouvelle prenait son point de départ. Après la bombe d'Hiroshima, des engins mille fois plus puissants étaient mis en oeuvre, des missiles à grand rayon d'action s'implantaient sur des rampes de lancement. Les données habituelles des relations entre Etats allaient en être bouleversées, et la diplomatie mondiale, le droit international, se voyaient poser maints problèmes nouveaux. Les multiples aspects d'une telle évolution, qui firent l'objet de recherches très poussées, méritent certes d'être mis à l'étude. Mais ce à quoi nous voudrions consacrer le présent ouvrage, et qui nous semble devoir susciter le plus d'intérêt pour l'humanité, c'est le thème de l'utilisation de cette énergie nucléaire à des fins pacifiques, de même que les conséquences juridiques qui en découlent sur le plan national et international.

Au cours des quelque vingt années qui suivirent la découverte du savant français Frédéric Joliot-Curie menant à la possibilité

de contrôler la fission nucléaire, avait pris naissance une industrie nucléaire qui gagnait déjà une place importante dans bien des secteurs de la vie humaine. On voit s'intégrer dans l'existence quotidienne aussi bien les centrales atomo-électriques et les bateaux à propulsion nucléaire, que les applications de la nouvelle découverte dans l'agriculture, la médecine, la biologie, etc.

Un pareil essor ne saurait être attribué qu'à la tendance et à la nécessité de mettre en valeur de nouvelles sources d'énergie, ce besoin étant commun à tous les peuples. Ainsi qu'en témoigne la pratique, l'utilisation de cette source d'énergie inépuisable est une préoccupation de presque tous les Etats. C'est pourquoi tenant compte de l'intérêt majeur qu'y attachent toutes les nations de la terre, le *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* (1968) vient sanctionner un nouveau principe de droit international, celui qui confère à chaque pays le droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

En effet, dans le préambule de ce Traité, les Parties en présence se déclarent pour „le principe selon lequel les avantages des applications pacifiques de la technologie nucléaire, y compris tous sous-produits technologiques que les Etats dotés d'armes nucléaires pourraient obtenir par la mise au point de dispositifs, devraient être accessibles, à des fins pacifiques, à toutes les Parties au Traité...“¹.

Il apparaît de toute évidence — et nous nous en sommes mieux rendu compte durant nos recherches — que l'exploitation et la réglementation de cette source d'énergie comportent partout l'intervention de l'Etat. La question s'est posée pour nous de connaître les raisons auxquelles est dû le rôle important joué par l'Etat en la matière et nous croyons qu'elles sont tout d'abord d'ordre historique vu que c'est dans des buts militaires — domaine où il exerce une influence prédominante — que l'énergie nucléaire a été utilisée pour la première fois. Etant donné également qu'il n'y a pas à l'heure actuelle de convention internationale qui interdise les armes atomiques, c'est aux Etats qu'il appartient de contrôler l'activité se basant sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, eu égard au fait que la délimitation de la frontière la séparant, au point de vue technique, d'une utilisation à d'autres fins est incertaine.

Nous devons ajouter en outre que la nouvelle industrie nécessite des investissements considérables qui ne s'avèrent pas toujours rentables d'après les critères économiques, de sorte que la mise en marche des installations nucléaires réclame forcément l'intervention de l'Etat.

Et, *last but not least*, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires offre lui aussi des incidences dans ce domaine, à

¹ Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, Documents AIEA, INFCIRC/140 du 22 avril 1970, p. 1.

l'article III qui prévoit que : „Tout Etat non doté d'armes nucléaires qui est Partie au Traité s'engage à accepter les garanties stipulées dans un accord qui sera négocié et conclu avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique et au système de garanties de ladite Agence, à seule fin de vérifier l'exécution des obligations assumées par ledit Etat aux termes du présent Traité en vue d'empêcher que l'énergie nucléaire ne soit pas détournée de ses utilisations pacifiques vers des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires... Les garanties requises par le présent article s'appliqueront à toutes matières brutes ou tous produits fissiles spéciaux dans toutes les activités nucléaires pacifiques exercées sur le territoire d'un tel Etat, sous sa juridiction, ou entreprises sous son contrôle en quelque lieu que ce soit“². Ainsi qu'il ressort clairement de ces dispositions, les Etats ont, en vertu du Traité, certaines obligations quant à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. D'une part ils s'obligent à accepter les garanties stipulées dans un accord à conclure avec l'Agence de Vienne, et d'autre part ils assurent à cette dernière, par l'intermédiaire des services relevant de l'organisme national chargé des problèmes nucléaires, l'exercice du contrôle prévu, l'Etat en cause voyant sa responsabilité engagée envers l'Agence en cas de non-respect des dispositions de l'accord de garanties.

Tout ceci vient marquer le commencement de la coopération internationale entre Etats dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, coopération qui doit reposer sur „les principes de l'indépendance et de la souveraineté nationale, de la pleine égalité en droits, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'avantage réciproque“³.

De l'avis de M. Georges Fischer, le départ d'un tel processus a été rendu possible du fait que „le secret qui entourait tout ce qui touche à la nouvelle source d'énergie a été peu à peu levé... On admet, de plus en plus, qu'il est possible de communiquer, d'un pays à l'autre, des informations au sujet de l'application pacifique, et, en conséquence, d'établir une distinction entre celle-ci et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires“⁴.

Hormis l'Agence de Vienne, d'autres institutions à caractère international-régional ont été créées qui poursuivent le même but. Ce sont : l'Euratom, l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire, l'Organisation européenne pour le développement économique, dont les statuts sont entrés en vigueur le 1^{er} février 1958, la Commission permanente du COMECOM pour l'utilisation pacifi-

² Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, *doc. cit.*, p. 2—3.

³ Résolution du X^e Congrès du Parti Communiste Roumain, (Bucarest, 1969), p. 22.

⁴ George Fischer, „La coopération internationale en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire“, *Annuaire français de Droit international*, (1955), pp. 228—229.

que de l'énergie nucléaire, l'Institut unifié de recherches nucléaires (DOUBNA), l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN).

L'existence de telles institutions, dont l'élément caractéristique est la coopération internationale dans le domaine nucléaire, ne constitue pas seulement un phénomène objectif engendré par des nécessités relevant du développement de la science, mais, selon nous, une pareille coopération est due également à des obligations à caractère juridique. C'est en effet là le seul domaine où, à notre connaissance, les Etats développés au point de vue nucléaire ainsi que les organisations internationales respectives se voient obligés, en vertu de certaines dispositions précisées par un traité international, de contribuer au développement des applications de cette énergie dans les pays qui ne sont pas dotés d'armes nucléaires⁵.

En matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, la coopération internationale revêt des formes diverses.

Il y a en premier lieu toute une série d'accords bilatéraux conclus entre des institutions nationales ayant la responsabilité, dans chaque pays, pour le développement de la science et de la technologie nucléaire. Ce sont des accords entre Comités ou Commissions nationales à l'énergie nucléaire.

Une deuxième forme est constituée par la coopération au sein d'organisations internationales, dont la plus importante est certes l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, instituée juridiquement le 29 juillet 1957. Si ce n'est pas, à proprement parler, une institution spécialisée de l'O.N.U., l'Agence de Vienne n'en reste pas moins une organisation à vocation universelle de la famille des Nations Unies, et sa tâche principale est, conformément à l'article 2 de son statut, „de chercher à accélérer et à élargir les contributions de l'énergie atomique à la paix, à la santé et à la prospérité dans le monde“.

En plus de la mise en place de la coopération internationale, un autre effet de cet état de choses est l'apparition d'une nouvelle branche du Droit. „Il existe désormais un droit de l'énergie atomique — affirme M. Henri Puget —. Ce droit est issu de la révolution consécutive à l'exploitation de connaissances toutes récentes. Aussi ne doit-on pas négliger les problèmes qui vont surgir

⁵ Article IV, 2 du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires: „Toutes les Parties au Traité s'engagent à faciliter un échange aussi large que possible d'équipement, de matières et de renseignements scientifiques et technologiques en vue des utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, et ont le droit d'y participer. Les Parties au Traité en mesure de le faire devront aussi coopérer en contribuant, à titre individuel ou conjointement avec d'autres Etats ou des organisations internationales, au développement plus poussé des applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, en particulier sur les territoires des Etats non-dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité, compte dûment tenu des besoins des régions du monde qui sont en voie de développement“.

et les solutions proposées⁶. Et, selon l'avis de M. Hans Krüse, „il semble, après tout, que les auteurs contemporains qui parlent d'un „Droit de l'Energie atomique“ comme d'une branche nouvelle du droit, en développement, comme parfois on parle du „Droit aérien“ ou, par exemple, du „Droit de la Radiodiffusion“, ont le droit d'en faire autant“⁷.

Ce droit atomique dont l'existence est reconnue par nombre d'auteurs, pourrait être défini en tant qu'ensemble de normes juridiques réglementant l'activité des sujets de droit dans le domaine de l'utilisation pacifique de la science et de la technologie nucléaires.

Aussi, Hans Krüse considère-t-il que les fonctions sociales fondamentales de cette nouvelle branche du droit peuvent être déterminées comme il suit :

a) protéger la vie, la santé et les biens contre des dangers qui sont spécifiques à l'âge nucléaire (fonction de protection) ;

b) assurer l'utilisation des résultats de la science et de la technologie dans l'intérêt de la communauté (fonction disciplinaire) ;

c) encourager le progrès et le développement ultérieurs (fonction de développement)⁸.

On pourrait résumer, croyons-nous, ces fonctions du droit atomique en deux mots seulement : protéger et promouvoir, c'est-à-dire protéger l'humanité contre tous les hasards liés à cette source d'énergie, et promouvoir le développement de la science et de la technologie nucléaires⁹.

Le droit atomique procède de l'introduction de nouvelles techniques aux risques desquelles les individus ou les collectivités se trouvent exposés, dans leur personne ou dans leurs intérêts, ces risques pouvant entraîner des dommages dont la réparation réclamait une protection adéquate.

C'est un processus historique qui se déroula durant des années. Les Etats commencèrent à exercer de nouvelles compétences, en instituant des organismes de contrôle et d'intervention,

⁶ Aspects du Droit de l'Energie Atomique (Paris, 1965), I, p. 3.

⁷ Hans Krüse, *Legal Aspects of the Peaceful Utilisation of Atomic Energy*. (Berlin, 1962), p. 3 : "It seems after all to be justified that contemporary authors speak of "Atomic Energy Law as a new and still developing branch of Law, just in the same way as the Air Law or e.g. the Broadcasting Law is spoken of".

⁸ *Ibidem*, p. 10 : "The predominant social functions of the new body of law may in brief be described as being : a) to protect life, health and goods against the specific dangers of the Atomic Age (protectional function) ; b) to ensure the utilisation of the scientific and technological achievements in the interest of the community (disciplinary function) ; c) to encourage further progress and development (developmental function).

⁹ Cf. Werner Boulanger, "The Development of Nuclear Law", *IAEA Training Course on the Legal Aspects of Peaceful Uses of Atomic Energy*, Vienne, 16—26 avril 1968, PL-284, p. 1.

ce qui a eu pour résultat la création de lois et règlements nouveaux, l'apparition de maints arrêts de jurisprudence en la matière ou essais d'interprétation fournis par la doctrine.

„Après chaque découverte, on a utilisé des théories ou des procédés éprouvés de longue date, par exemple la responsabilité civile, l'assurance, la concession, le privilège ou le monopole, l'établissement public. On les a progressivement assouplis, modifiés ; on a introduit des innovations. Après quelque temps, on a abouti à des architectures complexes dans lesquelles se mêlent l'ancien, le rénové, l'inédit“¹⁰.

Un tel processus menant à l'apparition du droit atomique ne représente en somme que la voie qu'ont suivie aussi, dans leur développement, les autres branches du droit.

Mais quel est le critère permettant de déceler l'existence d'une nouvelle branche du droit ? Pourquoi des normes parfois semblables sont-elles regroupées sous des rubriques différentes ?

La réponse à pareilles questions nous est donnée, comme on le voit, par l'analyse même des rapports sociaux constituant l'objet que régissent les normes juridiques respectives. Les rapports sociaux, qui peuvent être considérés comme formant un secteur distinct dans l'ensemble des relations sociales, réclament, en vue du déroulement des activités humaines dans le domaine en cause, une réglementation juridique à caractère obligatoire dont les normes relèvent ainsi d'une branche à part du droit.

En nous fondant sur ce critère, nous estimons que l'on peut parler de l'existence d'un droit atomique, qui ait justement pour but celui de faire réglementer les relations sociales nées au cours du processus d'exploitation de l'énergie nucléaire.

Quant aux sources de ce droit atomique, on a indiqué, avec raison, qu' „il est bien évident que les réglementations nationales constituent, historiquement, la première des sources du Droit nucléaire, et aussi la plus abondante, sinon toujours la plus importante. Au fur et à mesure que naissaient et se développaient les diverses possibilités d'applications, tant pacifiques que militaires, de l'énergie atomique, les pays qui étaient en mesure de s'intéresser directement à ces applications se sont trouvés dans l'obligation d'élaborer tout un ensemble de normes, d'autant plus qu'il s'agissait d'un domaine entièrement nouveau où tout était à créer, même si pour cela il paraissait souvent plus expédient, sinon inévitable, d'avoir recours à des procédés juridiques classiques“¹¹.

Mais le rôle des organes nationaux ne s'arrête certainement pas là puisqu'il leur revient encore d'exercer leur compétence dans la ratification, la publication et l'application des accords internationaux intervenus à ce sujet.

¹⁰ *Aspects du droit de l'Energie nucléaire, op. cit.*, I, p. 5.

¹¹ M. J. Vergne et C. Glaize, „Va-t-on vers l'unité du droit nucléaire ?“. *Cahiers de droit de l'énergie atomique*, p. 5.

Encore faut-il souligner l'influence subie par les réglementations nationales des Etats accédant également cette nouvelle source d'énergie et qui se sont beaucoup inspirés des lois et règlements existants dans les pays plus développés dans ce domaine.

Il est de toute évidence que les conventions ou traités internationaux à caractère bilatéral ou multilatéral qui furent conclus par la suite portèrent, de leur côté aussi, l'empreinte plus ou moins profonde des dispositions des lois nationales.

Une deuxième source du droit atomique est représentée par les normes établies dans des accords internationaux ayant trait à l'utilisation de l'énergie nucléaire.

Parmi ceux-ci, citons tout d'abord les accords bilatéraux que les Etats-Unis d'Amérique ont conclus depuis le mois de novembre 1954. „Les dispositions fondamentales de ces accords portaient sur l'échange de documentation non classifiée concernant l'énergie atomique et la possibilité pour l'U.S.A.E.C. (Commission de l'Energie Atomique des Etats-Unis) de vendre ou de prêter de l'uranium... De plus, le nouveau traitement du combustible irradié devait se réaliser dans les établissements de l'U.S.A.E.C. ou dans ceux qui bénéficiaient du consentement de cette Commission. Les accords de coopération prévoyaient encore certaines mesures de contrôle dans le but d'assurer une utilisation pacifique des matériaux fournis par les Etats-Unis, en faveur desquels une clause était prévue de même les dégageant de toute responsabilité“¹².

Pour la coopération dans le domaine nucléaire, des accords bilatéraux avec plusieurs pays ont été également conclus par l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, le Royaume-Uni et le Canada.

En vertu de tels accords, nombre d'autres pays ont eu la possibilité d'accéder à l'ère atomique et, de la sorte, on voit s'intensifier partout les activités liées à l'utilisation de l'énergie nucléaire.

Non moins dignes d'intérêt sont les accords bilatéraux où l'une des Parties contractantes se trouve être une organisation internationale. Il y a là tout d'abord l'exemple de l'A.I.E.A. Cette agence, à caractère international, conclut en effet deux genres d'accords : ce sont, d'une part, les accords passés avec l'Union Soviétique, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, aux termes desquels

¹² Werner Boulanger, *loc. cit.*, p. 7 : „The main provisions of these agreements were the exchange of unclassified atomic energy information and the preparedness of the USAEC (United States Atomic Energy Commission) to sell or lease uranium... In addition, the reprocessing of irradiated fuel had to be performed in facilities of the USAEC or in those approved by it. Certain controls were stipulated under the cooperation agreements in order to ensure the peaceful use of the materials supplied by the U.S. they also continued on indemnification clause in favour of the United States”.

ces Etats s'engagent à fournir à l'Agence, sous certaines conditions, des matériaux radioactifs, et d'autre part, ceux conclus avec d'autres pays, en vue de leur livrer de tels matériaux nucléaires. A ce sujet, Ole Pedersen précise : „Avant qu'une livraison de matériaux puisse avoir lieu, il faut que deux accords interviennent : l'un de ceux-ci, imposé par l'article XIII du Statut, est une convention de fourniture et il doit définir le type exact et la quantité de matériaux, ainsi que les termes et les conditions de livraison. L'autre accord, connu sous le nom d'accord-projet, est requis par l'article XI.F du Statut“¹³

Suivant l'une des principales dispositions de cet accord, le projet utilisant les matériaux livrés par l'Agence devra être soumis aux garanties prévues par l'article XII du Statut de l'AIEA.

En second lieu dans le cadre de cette même source, nous citerons *l'Euratom* (la Communauté européenne pour l'énergie atomique) qui, en conformité des dispositions du chapitre X du Traité (articles 101-106), entretient, elle aussi, des relations extérieures grâce auxquelles elle peut conclure des accords ou des conventions en la matière. Car „En tant que personne juridique distincte (cette personnalité lui étant formellement reconnue par l'article 184 du traité), la communauté peut en effet s'engager par la conclusion d'accords ou de conventions avec des Etats tiers, des organisations internationales ou des ressortissants des Etats tiers...“¹⁴.

Il a été démontré par la suite qu'en vérité *l'Euratom* n'a pas manqué de se mettre en relation, au moyen d'accords de coopération, avec des gouvernements étrangers, tels ceux des Etats-Unis, de la Grande Bretagne et du Canada.

Une source importante du droit nucléaire est constituée de même par les accord multilatéraux portant création d'organismes internationaux. Ainsi, au cours des années 1956-1957 prirent naissance l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.)¹⁵, la Communauté européenne de l'énergie atomique (*Euratom*)¹⁶

¹³ Ole Pedersen, "The Supply of Nuclear Materials through the IAEA. IAEA Training Course on the Legal Aspects of Peaceful Uses of Atomic Energy, Vienne, 16—26 avril 1968, PL-284, p. 6 : "Before an approved supply of materials can be implemented it is necessary to conclude two agreements. One of these is known as the supply agreement and is required by Article XIII of the Statute. This Agreement defines the exact type and quantity of materials as well as the terms and conditions under which it will be provided. The other agreement is known as the projet agreement ; it is required by Article XI. F. of the Statute".

¹⁴ M. J. Vergne et G. Glaize, *loc. cit.*, p. 7.

¹⁵ Le statut de cette organisation a été adopté dans le cadre d'une conférence internationale, à New York, le 23 octobre 1956.

¹⁶ Le traité instituant *l'Euratom* et le Marché Commun est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1958. Membres : la Belgique, la France, la République Fédérale d'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, les PaysBas.

et l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire (E.N.E.A.)¹⁷, qui ont présidé à l'élaboration de maints documents juridiques dont on ne saurait nier l'importance. „Car bien que leur personnalité juridique soit parfois restreinte, voire même inexistante (c'est le cas par exemple de l'ENEA)... et qu'elles ne possèdent pas en général de pouvoir réglementaire propre (mis à part le cas de l'*Euratom*), elles peuvent cependant adresser des recommandations aux Etats ou aux organismes non-gouvernementaux qui en sont membres, ou soumettre à leur approbation des projets de conventions internationales“¹⁸.

Ces organisations internationales apportent ainsi, bien qu'indirectement, leur contribution à la formation du droit. A ce sujet, nous pensons tout d'abord aux Conventions internationales dans le domaine même de la responsabilité, telles la Convention de Vienne du 21 mai 1963, élaborée par la conférence internationale dont les travaux furent préparés par l'A.I.E.A., la Convention de Paris du 29 juillet 1960, conclue sous l'égide de l'O.C.D.E., la Convention complémentaire du 31 juillet 1963 (O.C.D.E.), etc., documents qui forment l'objet des chapitres V et VI de notre ouvrage.

Pour ce qui est d'autres sources de droit, telle la coutume internationale, nous croyons pouvoir affirmer que le rôle joué par celle-ci dans le droit atomique est minime, sinon inexistant. Bien que, selon l'article 38, 1, lettre b de son statut, la Cour Internationale de Justice applique „la coutume internationale comme preuve d'une pratique générale, acceptée comme le droit“, nous n'avons pu trouver, durant nos recherches, aucune référence quant au rôle de la coutume internationale en tant que source du droit atomique. Vu, en effet, d'une part le nombre restreint d'installations nucléaires mises en oeuvre par divers Etats et, d'autre part la date d'apparition relativement récente de la première loi sur l'énergie atomique,¹⁹ il nous paraît invraisemblable que, dans ce domaine, une manière de se comporter constante ait pu s'instaurer qui soit vraiment susceptible d'être qualifiée „une pratique générale acceptée comme étant le droit“²⁰.

Avant de conclure ces brèves considérations concernant les sources du droit atomique, nous nous arrêterons quelque peu aussi sur la doctrine et la jurisprudence qui, suivant certains auteurs, pourraient constituer une telle source.

¹⁷ Le statut de l'ENEA entre en vigueur le 1^{er} janvier 1958 suite à une Décision du Conseil de l'OECE. Les pays membres : l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la France, La République Fédérale d'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni, le Canada, le Japon, les Etats-Unis.

¹⁸ M. J. Vergne et G. Glaize, *loc. cit.*, p. 5.

¹⁹ La première loi atomique, l'*United States Atomic Energy Act* de 1946, est entrée en vigueur le 1^{er} août 1946.

²⁰ Article 38 du Statut de la Cour Internationale de Justice.

Ne pouvant, quant à nous, partager leur avis, nous croyons ne pas nous tromper en affirmant que ces deux modes d'interprétation juridique ne constituent pas une source de droit ²¹.

On ne saurait certainement pas contester l'autorité dont jouissent les opinions des auteurs et les arrêts des instances dans le cadre du droit international, ainsi que l'appui précieux qu'on peut en obtenir pour le développement de cette branche ; étant donné cependant que leur caractère n'est pas obligatoire, la doctrine et la jurisprudence ne peuvent pas être appliquées comme sources de droit, mais seulement en tant que moyens auxiliaires pour la détermination des règles de droit ²².

Comme nous l'avons déjà indiqué, il est dans notre intention de ne traiter dans cette étude que des problèmes juridiques se rapportant à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Ne feront donc l'objet de nos préoccupations dans ce travail ni les aspects juridiques des applications de cette énergie à des fins militaires, ni les dommages qui peuvent découler de cette utilisation. L'explication en est qu'il a fallu tout d'abord délimiter le champ de nos recherches, vu qu'un même ouvrage ne pourrait embrasser tant de problèmes. Et ensuite, le but que nous nous proposons de mettre au clair les problèmes touchant l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques a sa raison profonde dans ces mêmes tendances qui se manifestent partout au monde dans ce domaine. Utilisée au début comme moyen de force sur le plan militaire où elle prit un développement inquiétant, l'énergie atomique commença dès l'an 1954 à être destinée à des oeuvres pacifiques et cette utilisation pacifique de l'énergie nucléaire devint chaque jour plus intense, de sorte que l'on assiste actuellement à une véritable ampleur d'un tel processus. C'est vers cette voie principale que nous voulons nous diriger en étudiant les problèmes qui s'y rattachent. Enfin, nous nourrissons l'espérance que l'humanité finira par pouvoir imposer sa volonté pour aboutir à l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires dont il est inutile d'évoquer les dangers. Pour ceux qui partagent cette idée, certains faits sont encourageants à cet égard. Les premiers jalons dans cette voie ont été mis par le Traité de Moscou interdisant les expériences nucléaires ²³ et par le Traité de non-prolifération des armes nucléaires ²⁴, mais il faut continuer, il faut „intensifier la lutte pour le désarmement, pour l'interdiction des armes nucléaires et la liquidation des stocks existants, pour le démentèle-

²¹ Cf. L. Siorat, *Le problème des lacunes en droit international* (Paris, 1959), p. 58.

²² Cf. G. Geamănu, *Dreptul Internațional Contemporan* (le Droit international contemporain) (Bucarest, 1965), pp. 38—39.

²³ *Treaty Banning Nuclear Weapon Tests in the Atmosphere, in outer Space and under Water*. Nuclear Law and Economics, vol. 5, n° 2, juillet 1964, p. 234.

²⁴ *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires*, doc. cit.

ment des bases militaires étrangères et le retrait de toutes les troupes stationnant sur le territoire d'autres Etats à l'intérieur de leurs frontières nationales, pour la suppression de la division du monde en blocs²⁵.

Quant à l'économie même de notre étude, nous voudrions mener cette recherche sur plusieurs plans. En débutant par l'analyse de la responsabilité en matière de dommages comme institution du droit national, nous allons nous pencher tout d'abord sur les lois spéciales, dites atomiques, pour prêter ensuite notre attention à l'examen des dispositions des conventions internationales dans ce domaine, tout en traitant de la possibilité et des caractéristiques de la responsabilité dans le droit international public. N'ayant pas l'intention de faire une étude de droit comparé, nous nous voyons néanmoins obligé d'en utiliser les méthodes, afin de faire ressortir les lignes saillantes d'un régime de droit commun et de faire connaître aussi les moyens dont on dispose pour adapter aux conditions spécifiques du droit atomique certaines normes de droit déjà existantes.

Il nous faut souligner ici que les différences apparaissant entre les diverses législations atomiques nationales sont dues au fait que ces dernières sont conçues en fonction de la politique suivie par les Etats dans l'utilisation de cette nouvelle source d'énergie ; ou bien encore, ces différences peuvent refléter des normes juridiques particulières qui se trouvent à la base de la responsabilité dans les divers systèmes de droit. Tout cela nous détermine à ne pas être d'accord avec ceux des auteurs estimant qu'une législation atomique à caractère supernational²⁶ s'impose dans ce domaine. Aussi, les Conventions internationales devront-elles régler des problèmes relevant de l'intérêt commun des Etats (tels les cimetières de déchets radioactifs, etc.), tandis que dans le domaine réservé ce sont des réglementations différentes qui interviennent. C'est au juriste qu'incombe justement la tâche de déceler et de mettre en relief les traits communs caractérisant ces différents systèmes en vigueur.

Les quelques propositions *de lege ferenda* que nous allons nous ingénier à exprimer en guise de conclusions à cet ouvrage pourront ainsi être considérées comme résultat de nos recherches dans le domaine nouveau dont nous nous occupons.

Quant à l'intérêt que cette étude est susceptible de susciter, nous croyons que le thème choisi pour notre essai pourrait — malgré l'adage bien connu *Nil novi sub sole*, et dont la vérité nous semble d'ailleurs avoir diminué par suite des dernières découvertes de la science — présenter une certaine note à part, du fait que la

²⁵ *Resolution du Xe Congrès du Parti Communiste Roumain, op. cit.*, p. 23.

²⁶ G. G. Nonnemmacher, *Vers un droit atomique. Essai sur l'internationalisation et la domestication juridique de l'atome*. (Colmar Imprimerie Alcati, 1956) *passim*, 10—12.

responsabilité en matière de dommages nucléaires n'a pas encore été l'objet, à ce que nous sachions, d'études spéciales où soit traitée, dans son ensemble, pareille institution en vue d'en détacher les traits caractéristiques

Nous avons la conviction que d'autres recherches plus amples ne manqueront pas d'être effectuées dans ce domaine, pour venir compléter par de riches contributions l'essai que nous avons tenté d'entreprendre.

Au moment où nous pouvons présenter cette étude au lecteur, nous ne faisons qu'accomplir un agréable devoir en exprimant notre gratitude à ceux grâce à qui le travail a pu être achevé.

Nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance au professeur Jacques Freymond, directeur de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales de Genève, à Monsieur Philippe Cahier, à M.M. Urs Schwarz et Georges Abi—Saab, professeurs à l'Institut, qui nous ont orientés et guidés dans nos recherches. Nous remercions les professeurs Paul Guggenheim, Michel Virally, Jean Siotis et Pierre Lalive dont nous avons eu le privilège de suivre l'enseignement.

Nous remercions également M. l'Ambassadeur Constantin Flitan qui nous a donné la possibilité de commencer ces recherches et M. l'Ambassadeur Nicolae Ecobescu pour ses conseils sur le choix du sujet et ses critiques extrêmement utiles.

Sans pouvoir nommer ici tous ceux qui nous ont aidé, camarades et amis de Genève et de Bucarest, nous tenons à leur exprimer notre profonde gratitude.

Bucarest, le 10 mars 1972

TEODOR MELEȘCANU

CHAPITRE I

LES RISQUES PARTICULIERS QU'ENTRAÎNE L'UTILISATION DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

Comme nous l'avons montré dans l'introduction à ce travail, la nouvelle source d'énergie, soumise aux volontés des hommes, se trouve à l'intérieur même de l'atome et elle fut connue d'abord grâce à ses manifestations dans les radiations émises par les corps radioactifs. C'est l'énergie atomique ou l'énergie nucléaire.

„Depuis que les réacteurs nucléaires fonctionnent et que malheureusement les bombes A et H explosent, le grand public a appris l'existence de ces „mystérieux“ rayons gamma, bêta ou alpha, inaccessibles à nos sens, mais dont les effets peuvent être quelquefois bénéfiques et le plus souvent terriblement dangereux. Pourtant, à certains égards, les scientifiques les connaissent aussi bien que les rayons lumineux. Ils impressionnent les plaques photographiques, déclenchent des impulsions électriques dans des appareils appropriés, permettent de suivre et de détecter les atomes qui les émettent.

Quelle est leur origine ? D'où provient leur énergie ? Que représentent-ils et comment les observe-t-on ? Quels effets produisent-ils sur la matière ? Pourquoi détruisent-ils les cellules vivantes et comment devons-nous en protéger ?“.¹

Ce sont là toute une série de questions qui se posent à l'homme de science et auxquelles il lui revient la tâche de répondre. Mais elles intéressent en égale mesure le juriste ou le juge car, en cas de demande en réparation pour dommages nucléaires, c'est à lui, compétent en la matière, de décider sur le bien-fondé de cette demande.

SECTION I. L'UTILISATION PACIFIQUE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

1. *Les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire*

Le développement rapide et le dynamisme de la science et de la technique dans le domaine de l'énergie nucléaire rendent difficile un aperçu complet touchant les applications pratiques de cette nouvelle source d'énergie. Nous tenterons néanmoins de dégager les grandes lignes du développement des techniques nucléaires à des fins pacifiques, tout en soulignant à nouveau le fait que de nouvelles possibilités sont apportées chaque jour dans ce domaine. Parmi les applications que tout le monde connaît, nous mentionnerons :

¹ Marc Lefort, *Les radiations nucléaires* (Paris, 1963), p. 5.

— l'utilisation du processus de fission dans les réacteurs pour produire de la chaleur et des radioisotopes ;

— l'utilisation des radioisotopes comme instruments de recherches selon une technologie toute nouvelle.

On peut encore relever, à titre d'exemple, la production de l'énergie électrique, diverses mesurations, la stérilisation des aliments, les utilisations des radioisotopes dans l'industrie, l'agriculture, la médecine, la biologie, etc.

L'utilisation de la source d'énergie nucléaire comporte des risques et d'éventuels dommages, dont nous allons parler dans ce qui suit :

2. Les risques nucléaires ; les noyaux radiactifs, origine des radiations nucléaires

Les chercheurs dans ce domaine nouveau, ont adopté en général deux positions divergentes quant aux risques nucléaires que comporte l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Pour les uns, il est de rigueur de commencer toute étude à ce sujet par une mise en garde solennelle contre les grands dangers que l'on peut encourir par la libération des énergies de l'atome. „La fable de l'apprenti sorcier qui n'est plus maître de sa découverte constitue, elle aussi, une entrée en matière courante et certains se complaisent dans des descriptions de cataclysmes apocalyptiques qui font frémir“².

A l'autre extrême, il y a les auteurs qui se basent surtout sur des statistiques assez favorables et sur la relative facilité avec laquelle on peut réduire les conséquences nuisibles et dommageables, lorsque survient un sinistre, ceux-ci estimant que l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques n'est pas plus dangereuse que les autres industries classiques.

Mais si *est modus in rebus*, la vérité ne devrait-elle pas résider ici encore dans un juste milieu ?

L'*Atomic Energy Commission* des Etats-Unis d'Amérique fait savoir dans son rapport de 1957 que pendant plus de douze années 25 réacteurs ont été utilisés, représentant au total 606.868 heures de travail soit 17,799.000 heures-homme, sans que des accidents graves de radiation fussent intervenus aux personnes ou aux biens. Cette même statistique estime encore qu'il n'y a qu'une chance sur 100.000 pour qu'un accident quelconque puisse survenir, et une sur 1 milliard pour qu'un accident grave se produise par an à chaque réacteur³.

Pour ce qui est des dommages que l'on peut encourir du fait de l'utilisation de l'énergie nucléaire, on remarque : „En général, il y a trois sortes de dommages qui surgissent ou peuvent surgir

² Jean Paul Piérard, *Responsabilité civile, Energie Atomique et Droit comparé* (Bruxelles, 1963), p. 21.

³ *Ibidem*, p. 22.

dans une entreprise atomique. Il y a ceux qui sont dus à des accidents à caractère conventionnel bien qu'ils se produisent dans une installation nucléaire, tels que les déchirures, les contusions, la fracture des os, etc. Puis il y a des accidents qui sont spécifiques à cette industrie, mais sans comporter de radiations, comme par exemple les déchets d'uranium, les incendies. Enfin, il existe des dommages dans lesquels les radiations sont la cause principale ou la seule cause du préjudice⁴.

Comme l'objet de notre étude est constitué par les dommages nucléaires, c'est sur cette troisième catégorie d'accidents que va se concentrer notre attention.

La radioactivité — et par là l'existence des noyaux atomiques — qui sont la source principale des radiations nucléaires provoquant les dommages — a été révélée en 1896 par Henri Becquerel (prix Nobel 1903). Ayant constaté, quelques jours après avoir posé un morceau de minerai d'uranium sur une plaque photographique rendue opaque au moyen d'un papier noir, que celle-ci s'était obscurcie, le physicien français sut pressentir l'importance du phénomène observé et il montra ensuite que la plaque avait été impressionnée par un rayonnement qu'on ne pouvait attribuer à aucun facteur venant du dehors, n'y étant non plus pour rien ni la combinaison chimique englobant l'uranium ni sa température : c'était la radioactivité naturelle qu'il avait découverte.

Après Becquerel, vinrent Pierre et Marie Curie (prix Nobel 1903 et 1911) qui firent connaître, en les isolant du minerai d'uranium, deux éléments nouveaux, le polonium et le radium, qui émettent des radiations dont l'intensité est supérieure à celle de l'uranium.

La radioactivité naturelle est représentée par les rayons cosmiques et par ceux qui proviennent des composés radioactifs se trouvant dans l'écorce terrestre.

Quant à la radioactivité artificielle, elle est due aux activités humaines fondées sur l'utilisation de l'énergie nucléaire et des radioisotopes artificiels, ou encore d'autres sources de rayonnement. Ajoutés de cette manière, surtout à la suite des expérimentations qui ont été faites avec les bombes atomiques ou thermonucléaires, la radioactivité représente un danger pour l'ensemble de la population du globe. Mais il faut relever dès la début que la radioactivité due à l'industrie nucléaire n'est décelable que dans

⁴ E. Blythe Stason, Samuel D. Estep, William J. Pierce, *Atoms and the Law* (Ann Arbor, 1959), p. 687 : "In general, there are three broad classes of injuries arising and likely to arise from atomic enterprise. There are those that arise from accidents of a conventional character although recurring in atomic installations, e.g., ordinary cuts, bruises, broken bones, etc. Then there are accidents that are peculiar to that industry but do not involve radiations as such, e.g., uranium scrap, fires. Finally, these are those in which radiation is the principal or the exclusive cause of injury".

les alentours des sites d'emplacement des installations, et ces zones de contamination éventuelle sont localisées et soumises à une surveillance sévère de la part des autorités compétentes.

Les rayonnements radioactifs sont dus à la désintégration ou à la transmutation par changement du noyau des corps radioactifs suivant un rythme immuable, appelée constante radioactive ou période (temps qu'il faut pour que la masse non transformée diminue de moitié). Les radiations émises pendant ce processus sont les rayons *alpha*, *bêta* et *gamma* ou elles consistent en un flux de neutrons.

Un autre type de radiations est constitué par les rayons X. Ce rayonnement électromagnétique ne se produit pas d'une manière naturelle dans un atome ou une molécule en repos, mais il est l'effet d'une perturbation extérieure au noyau, dans les couches internes des électrons. Un tel rayonnement est réalisé dans des tubes vides au moyen d'électrons accélérés qui viennent frapper une surface métallique en arrachant ainsi aux atomes de ce métal les électrons orbitaux des couches internes.

Les rayonnements sont donc, comme on le voit, une conséquence des désintégrations du noyau. Pareilles désintégrations ont été obtenues aussi par voie artificielle, quand Rutherford réalisa, en 1919, la transmutation de l'atome par suite du bombardement du noyau d'azote avec des particules alpha ; et c'est toujours en utilisant ces particules que les physiciens Irène et F.J. Curie réalisèrent en 1934 le premier radioisotope artificiel de la riche série des radio-éléments artificiels connus à l'heure actuelle. Les diverses particules subatomiques constituant les radiations peuvent également être soumises à des accélérations dans des cyclotrons, des bêtatrons. La connaissance de la structure de l'atome et des corpuscules résidant dans les noyaux a offert la possibilité de passer à utilisation de l'énergie nucléaire. Ce fut le 2 décembre 1942 qu'a été construit et mis en fonction aux Etats-Unis d'Amérique le premier réacteur nucléaire basé sur la fission en chaîne contrôlée des noyaux d'uranium à la suite du bombardement de ceux-ci par des neutrons.

L'avènement de l'ère nucléaire, les bombes utilisées à des fins militaires à Hiroshima et à Nagasaki, les expérimentations qui s'ensuivirent, ainsi que l'utilisation pacifique de la nouvelle source d'énergie ont soulevé, en dehors des mesures propres aux installations en ce qui concerne les risques professionnels, de nouveaux problèmes de sécurité pour l'ensemble de la population du globe ou pour les zones soumises à des dangers issus de la possibilité d'explosion et de l'augmentation des radiations.

C'est pourquoi on a étudié au point de vue qualitatif et quantitatif les diverses propriétés des rayonnements radioactifs et leurs effets physiques, chimiques et biologiques. Il a fallu faire le départ entre la radioactivité naturelle et celle qui peut s'ajouter comme suite à de pareilles activités.

Ainsi, l'apparition de nouveaux corps radiotoxiques dans l'organisme humain a été décelée à l'aide du spectomètre humain, compteur spécial qui a été mis au point vers 1957.

Pour déterminer les effets des rayonnements nucléaires au point de vue quantitatif, on utilise des instruments de précision, comme sont les compteurs, des chambres et des détecteurs des neutrons grâce auxquels ces particules perdent leur caractère mystérieux et on aboutit ainsi à connaître leur nature et leurs propriétés.

SECTION II. LES DOMMAGES D'ORIGINE NUCLÉAIRE

1. Dommages majeurs et mineurs

Une classification pareille a son fondement dans les opinions extrêmes au sujet des risques que l'on peut encourir par l'utilisation de l'énergie atomique, opinions que nous avons mentionnées ci-haut ; selon certains auteurs, les risques revêtiraient un caractère apocalyptique, alors qu'il en est d'autres qui nient l'existence de risques particuliers assumés par l'industrie atomique.

Dans la pratique, il est bien difficile de faire le départ des dommages provoqués par un accident survenu à un réacteur nucléaire. Mais il a été proposé que les limites extrêmes seraient représentées par „aucune victime d'une part, et 3.400 morts et 43.000 blessés, d'autre part. Les dommages aux biens se rangeraient entre 500.000 dollars et 7 milliards dollars“⁵.

On estime en général que les dommages majeurs sont dus à l'éclatement du réacteur ayant pour effet la destruction de celui-ci, des morts parmi les employés et des préjudices assez graves à l'extérieur aux alentours de l'installation.

A la différence des dommages provoqués par les réacteurs de puissance, les dommages mineurs, qui ne peuvent pas atteindre le niveau d'une catastrophe, sont dus à l'utilisation des radioisotopes, aux déchets radioactifs etc.

Certains auteurs considèrent que ces risques mineurs et même encore ceux qui peuvent résulter de l'utilisation de réacteurs de recherche devraient demeurer sous l'empire de la loi et de la jurisprudence classiques, en ce qui concerne la responsabilité basée sur la notion de faute ou de négligence.

Cependant, cette opinion, pensons-nous, n'est pas bien fondée, étant donné que dans la plupart des cas de dommages nucléaires, la faute ou la négligence de l'agent sont difficiles à prouver et parfois elles n'existent même pas. De surcroît, il ne serait pas

⁵ Atomic Energy Commission, *Brookhaven Report* (1957), 50. Cité d'après J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 29.

raisonnable de mettre dans des positions différentes sous le rapport juridique deux victimes de lésions nucléaires en raison uniquement de la source des radiations — l'une des victimes ayant été irradiée par un réacteur, l'autre par des déchets radio-actifs — alors que toutes les deux ont subi un même préjudice, qui doit être réparé.

Une telle considération qui s'appuie sur des critères logiques ne pourrait donc pas, à notre avis, engendrer de différence quant au régime juridique à appliquer aux victimes des dommages nucléaires.

2. Dommages aux personnes et dommages aux biens

— Dommages aux personnes.

Pour mieux saisir la portée des dommages que peuvent subir les personnes, nous considérons nécessaire de faire mention, à ce propos, de quelques-uns des traits caractéristiques des radiations nucléaires.

On doit relever tout d'abord le fait que la sensibilité aux radiations n'est pas la même pour une personne ou pour une autre, ainsi qu'elle diffère entre plusieurs tissus. „On estime, par exemple, qu'une dose de 400 roentgens serait mortelle pour la moitié de la population environ. De même, certains tissus et organes du corps humain peuvent supporter une exposition prolongée avant que des effets nuisibles apparaissent, tandis que d'autres parties sont facilement atteintes par une radiation d'un niveau relativement réduit“⁶.

En second lieu, il ne faut pas perdre de vue l'effet cumulatif des radiations. Ainsi, une faible exposition, de courte durée, inoffensive en soi, peut devenir nuisible si elle se répète plusieurs fois.

Les dommages causés par les radiations nucléaires aux personnes sont de divers types, à savoir :

a) Sensibilisation aux maladies. „Les hommes de science sont généralement d'accord aujourd'hui que l'exposition à des doses importantes de radiations augmente la sensibilité générale d'une personne pour des maladies pouvant l'affecter par la suite“⁷.

⁶ E. Blythe Stason, Samuel D. Estep, W. J. Pierce, *op. cit.*, p. 22 : „It is estimated, for example, that a dose of 400 roentgens is lethal for about one half of the population. Likewise, some of the tissues and organs of the body will endure extensive exposure before harmful results appear whereas other parts are easily damaged by comparatively low amount of radiation“.

⁷ Samuel D. Estep, „Radiations, Injuries and Statistics. The need for a New Approach for Injury Obligation, *Michigan Law Review*, vol. 59, 1960, p. 263 : „Scientist generally agree to day that exposure to significant amounts of radiation increases a person's general susceptibility to diseases to which he may thereafter be exposed“.

Ce dommage n'est donc représenté ici que par une diminution de la résistance aux maladies, et il s'ensuit, pour la personne sensibilisée de la sorte qui exerce un métier la mettant en contact fréquent avec les germes de diverses maladies, une possibilité accrue de contracter pareilles maladies, ce qui la rendra inapte au travail, le dommage pouvant ainsi être assimilé à une invalidité temporaire ou permanente.

b) Diminution de la durée de vie. „Les scientifiques acceptent la conclusion suivant laquelle l'irradiation diminue la durée probable de la vie d'une victime, bien qu'ils ne soient pas d'accord au sujet de l'étendue de cette diminution. Les divers pays aboutissent ainsi à des solutions différentes, mais ce dommage n'est considéré compensable que pour ceux privés de support financier à la suite du décès accéléré de la personne exposée, ou en d'autres circonstances spéciales”⁸.

Il s'agit en l'occurrence d'un cas où la réparation ne peut que difficilement être appréciée. En effet, vu que nul ne saurait anticiper avec précision ni la durée probable de la vie, ni en l'espèce la période dont a été diminuée la vie d'une personne — période sur laquelle d'ailleurs les savants ne se sont pas mis d'accord non plus —, on peut aisément deviner les difficultés qu'aura à surmonter le juge saisi d'une telle demande en réparation, car pour en décider il ne peut se fonder que sur un seul fait certain, qui est l'influence exercée par l'irradiation sur la durée de la vie en général.

c) Le dommage génétique. Les rayonnements peuvent provoquer des lésions dans les cellules germinales, ce qui conduit à des mutations à caractère permanent, de sorte que les descendants des parents ayant subi une pareille irradiation devraient, théoriquement, supporter des conséquences comme : diminution de la durée de la vie, santé déficiente, stérilité ou décès prématuré⁹. Certes, il n'est nullement aisé, ici non plus, de prouver l'origine du dommage et l'existence d'un lien de causalité entre le préjudice reçu et l'irradiation à laquelle la personne respective a été exposée.

d) La stérilité. Les savants sont d'accord sur le fait que les radiations peuvent provoquer la stérilité masculine et féminine. „Un cas de stérilité à cause d'irradiation est parvenu devant un tribunal mais la demande a été rejetée car la femme du réclamant était heureusement devenue enceinte, fait qui a privé le demandeur du dommage invoqué, tout en prévenant en même temps des

⁸ Samuel D. Estep, *loc. cit.*, p. 264 : “Scientist accept the conclusion that irradiation shortens life expectancy of the victim, although they do not agree as to how much. Different countries reach different results, but this should not be a compensable injury except to compensate those deprived of financial support by the accelerated demise of the exposed person, or in other special circumstances”.

⁹ Cf. J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 30.

discussions sur des problèmes intéressant des relations de famille¹⁰.

La stérilité peut être durable ou passagère, mais il semble peu probable qu'elle puisse s'installer à titre définitif, car pour cela il faudrait une dose si grande qu'elle est en même temps létale.¹¹

e) Le dommage foetal. „Des expériences récentes sur des rats exposés à des radiations ont montré que des malformations variées peuvent résulter par suite de l'exposition des embryons aux rayons X¹².

Le dommage foetal peut se manifester par des malformations, des monstruosité, de l'idiotie, etc. Mais il n'y a, heureusement, que très peu de précédents à ce sujet jusqu'à maintenant.

f) La cancer. Bien que l'origine de cette maladie constitue encore un mystère, il a été établi d'une manière catégorique que l'exposition prolongée aux radiations peut provoquer le cancer.

g) La leucémie, qui est un cancer du sang, se manifestant par la présence d'un nombre accru de leucocytes, est en général le résultat de l'influence que les radiations peuvent exercer sur certaines personnes. Ainsi, les données statistiques existantes font ressortir un pourcentage de mortalité par leucémie de 0,53 parmi les physiciens, alors que la proportion en est de 0,39% pour la population en général.¹³

h) La cataracte. Les observations que l'on a faites tant sur les travailleurs des cyclotrons, que sur les victimes des bombardements atomiques au Japon, affectés presque tous par cette maladie, ont permis de constater que l'émission de neutrons peut entraîner la cataracte. Les rayons X ou gamma peuvent également provoquer la cataracte, mais leur action est 40 fois moins intense que celle exercée par les neutrons. Cependant on n'a pas encore établi la nature exacte de cette maladie et l'on ne connaît pas non plus le mécanisme selon lequel les rayonnements radioactifs peuvent la provoquer.

i) L'alopecie. La chute des cheveux constitue l'une des conséquences des bombardements du Japon. C'est après 13 jours que l'on remarquait ce phénomène chez les victimes exposées aux

¹⁰ B. Blythe Stason, Samuel D. Estep, W. J. Pierce, *Atomic Energy Technology for lawyers* (Ann Arbor, 1956), p. 37: "A case of sterility from radiation has already reached a court, but it was dismissed prior to trial when the claimant's wife happily developed pregnancy, a fact which served both to deprive the plaintiff of damages and to prevent any testing of familiar legal presumption".

¹¹ *Ibidem*, p. 31.

¹² *Ibidem*, p. 34: "Recent experiments upon mice exposed to radiation have shown that various kinds of abnormalities result from exposing mouse embryos to X rays".

¹³ Henshaw and Hawkings, *Incidence of Leukemia on Physicians*, J. National Institute 339, 1944, Cité d'après E. Blythe Stason, Samuel D. Estep et W. Pierce, *op. cit.*, p. 32.

radiations, mais les cheveux repoussaient quelques mois après, de sorte que l'on n'a déposé aucun cas d'alopécie définitive.

3. Dommages aux biens

Après avoir montré quelques-uns des dangers que les rayonnements nucléaires font courir à l'homme, il nous faut voir la manière dont les biens peuvent subir des dommages du fait de l'énergie atomique.

a) L'explosion d'un réacteur. Les réactions chimiques ainsi que la formation rapide de produits gazeux à l'intérieur d'un réacteur échappé au contrôle pourraient entraîner l'éclatement de toute installation, cette explosion touchant aussi les biens meubles et immeubles du site respectif. Certes, dans le cas d'une explosion, les dommages subis par l'installation et autres biens sont très importants, sans compter les pertes causées à l'exploitant du fait de la cessation du fonctionnement de l'installation. Ainsi, „les experts américains estiment que les dangers que présente la contamination radioactive dans le cas d'une catastrophe à un réacteur nucléaire pourraient s'évaluer à 200 millions de dollars. Cependant, ils admettent qu'il n'est pas impossible que les dommages puissent dépasser encore ce niveau“¹⁴.

b) Le nuage radioactif. L'explosion d'un réacteur conduit à la formation d'un nuage radioactif qui, par sa mobilité, produit de grands dégâts à la suite de la contamination ou de la destruction du sol, des récoltes, des habitations.

c) L'eau radioactive. Les substances radioactives, les produits de fission ou d'autres radioéléments artificiels, qui peuvent être répandus par l'eau des canalisations, des égouts et des canaux d'irrigation, provoquent des dommages aux biens se trouvant dans les environs ou aux récoltes. On doit encore relever à juste titre les effets que peut avoir, pour la faune aquatique, la pollution des eaux des mers et des océans par les déchets et matières radioactifs qui s'y déversent.

d) La destruction des pellicules et films cinématographiques. Comme nous l'avons indiqué, la radioactivité naturelle a été découverte grâce à la qualité qu'elle a de pouvoir impressionner les plaques photographiques. Une telle propriété des radiations peut causer de grands dégâts à une entreprise produisant des pellicules et des films intéressant l'industrie cinématographique.

e) L'influence du facteur psychologique. L'évaluation des choses comporte, en dehors de certains critères objectifs, l'intervention de critères relevant de la psychologie. Ainsi, on peut aisément concevoir que si une propriété est située à proximité d'une installation nucléaire où a eu lieu un accident, la valeur

¹⁴ Hans Krüse, *op. cit.*, p. 71 : American experts calculate that the dangers caused by radioactive contamination in case of a reactor catastrophe may amount to 200 millions dollars. They admit, however, that it is not impossible that they still exceed this amount“.

de ce fonds s'en trouve diminuée, bien que l'on ait procédé à la décontamination des lieux suivant les indications scientifiques recommandées. J. P. Piérard note à ce propos : „Le simple voisinage d'une installation atomique peut, pour des raisons de crainte, même non-fondée, faire chuter la rentabilité d'un immeuble, le rendement d'un commerce, la valeur d'un terrain“¹⁵.

On sait qu'en général une contamination radioactive n'apporte pas toujours de dégâts aux biens, mais qu'elle peut, même sans les détruire, les rendre inutilisables soit temporairement, soit d'une manière définitive, ce qui ne correspond pas nécessairement au concept classique du dommage.

Il en est autrement quand il s'agit de décontamination et c'est alors qu'un tel dommage selon la définition classique peut apparaître, car les travaux réclamés par cette décontamination „peuvent être difficiles et longs à exécuter ; leurs frais peuvent être élevés et même dépasser la valeur de la chose qui devra être évacuée et détruite, ou isolée par des moyens de protection adéquats“¹⁶.

Il serait vain de tenter de dresser ici un tableau complet des dommages aux biens en la matière. Mais il nous a semblé intéressant de souligner le fait que ces dommages peuvent survenir à tout moment et que leur nature spéciale soulève des problèmes nouveaux, tant au sujet de la responsabilité revenant à l'exploitant, que pour la réparation de ces dommages.

4. DOMMAGES À L'INSTALLATION NUCLÉAIRE ET DOMMAGES AUX TIERS (Responsabilité civile)

Les dommages nucléaires peuvent également être classifiés en fonction des personnes susceptibles de les encourir. Il y a donc, selon ce critère, les dommages subis par l'exploitant de l'installation d'un côté, et ceux qui sont soufferts par des tiers, de l'autre. C'est surtout dans le cadre du régime de l'assurance qu'une telle classification aura à jouer. Quant à nous, elle nous permet de préciser l'objet de nos recherches, qui est d'établir la responsabilité pour les dommages provoqués aux tiers, c'est-à-dire la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires.

a) Dommages à l'installation nucléaire.

Il est de toute évidence que si des tiers peuvent avoir à subir des dommages provoqués par un réacteur, le propriétaire

¹⁵ Cf. J. P. Piérard *op cit.*, p. 33.

¹⁶ W. K. Belser, „Examen des solutions apportées par les lois nationales et les Conventions internationales sur la responsabilité dans le domaine de l'énergie nucléaire aux problèmes posés aux assureurs par la couverture de cette responsabilité“. Droit nucléaire européen (Paris, 1968), p. 73.

ou l'exploitant de l'installation nucléaire pourra tomber lui aussi victime des dégâts résultant d'un accident. Ces dommages peuvent aller depuis la destruction totale du réacteur par suite d'une explosion, jusqu'à de petits dégâts à réparer qui réclament des interruptions dans le déroulement de l'activité. Ce sont des dommages matériels. Vu les investissements considérables que comporte la mise en place d'une installation nucléaire, l'exploitant passe d'habitude un contrat d'assurance en vue de couvrir les dommages de ce genre. La période où ceux-ci peuvent survenir comporte deux phases bien distinctes : la première — disons période non radioactive — est celle de la mise en oeuvre de l'installation, durant laquelle les réacteurs n'utilisent pas de combustible nucléaire et par conséquent, les dommages pouvant résulter sont du type classique. Nous n'aurons donc pas à nous en occuper.

La seconde phase est caractérisée par la présence sur le site du combustible et des matières radioactives et dès lors, les dommages éventuels sont d'origine nucléaire proprement-dite.

Dans la pratique, les assureurs distinguent eux-mêmes ces deux phases et, pour ce qui est de la première, les assurances qu'ils engagent en couverture des dommages éventuels sont classiques.

b) *Dommages aux tiers.*

C'est cette seconde catégorie de dommages qui formera l'objet de notre étude.

Au point de vue de la classification des dommages que nous avons établie, il est un problème qui présente un aspect tout particulier et dont les conséquences pratiques sont très importantes dans le domaine de la responsabilité : c'est le cas de plusieurs installations construites sur le même site. En effet, aux termes des Conventions internationales conclues à ce sujet, les Etats ont toute latitude de considérer les installations se trouvant sur un même site comme n'en formant qu'une seule¹⁷. Dans cette hypothèse, le dommage éventuel provoqué par l'un des réacteurs du site devra être englobé dans la catégorie des *dommages à l'installation*, tandis que si au contraire les réacteurs d'un même site sont considérés comme étant des unités séparées, les dégâts pouvant être causés aux installations seront traités comme des *dommages aux tiers*.

Conclusions

Après ces brefs éclaircissements sur la nature de l'énergie atomique et sur l'ampleur des dangers que son utilisation peut comporter, nous présenterons maintenant quelques considérations d'un caractère plus général.

¹⁷ Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, article premier, lettre j, dernier paragraphe.

Malgré le développement toujours accru de la science atomique, il n'en reste pas moins un domaine de recherche et d'application tout nouveau — et c'est là une première remarque à faire —, les connaissances scientifiques n'étant pas toujours en mesure de donner des réponses précises à maintes questions intéressant les juristes. Ainsi, nombre de phénomènes relevant de l'exploitation de l'énergie nucléaire ne peuvent trouver une explication satisfaisante. Par exemple, au cas où le réacteur „échappe au contrôle“, comme mentionné plus haut, il n'est pas possible de préciser scientifiquement s'il s'agit en l'espèce d'une négligence ou bien d'une défaillance des mécanismes.

En second lieu, une autre difficulté surgit pour le juge quand il doit se prononcer sur l'origine des dommages constatés, dans le cas où ceux-ci sont dus en même temps à des causes naturelles et à des causes artificielles.

Enfin, une troisième conclusion se dégage en ce qui concerne la portée réelle des dommages que pourrait entraîner l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. C'est qu'il ne faut ni exagérer, ni mésestimer ces dommages, car si, théoriquement, les réacteurs de grande puissance qui sont en activité peuvent engendrer des dommages atomiques aux proportions catastrophiques, il est tout aussi vrai que les accidents nucléaires sont assez rares et les dommages produits n'ont pas dépassé le niveau habituel. Encore faut-il mentionner que les autres utilisations de l'énergie nucléaire en dehors du réacteur ne présentent qu'un danger assez limité.



Il reste aussi à savoir si le danger nucléaire constitue réellement un phénomène nouveau menant à l'ébranlement de toute la structure de nos connaissances en matière de dommages. A ce sujet, on doit relever dès le début que le dommage nucléaire offre dans certains cas une différence qualitative par rapport au dommage habituel. Nous pensons à la possibilité qu'un pareil dommage „affectant une personne soit ensuite transmis à ses descendants sur plusieurs générations“¹⁸. Il est évident qu'on pourrait parler dans ce cas-là d'un bouleversement des connaissances, puisque des individus qui ne sont pas encore des personnes juridiques deviendraient victimes d'un dommage nucléaire. La question est difficile à trancher, mais, bien que M. José Maria Lopez Olaciregui affirme que „les maladies héréditaires d'un certain type avaient et ont toujours, la capacité d'engendrer le même type de conséquences lointaines chez des individus passifs“¹⁹, notre opinion est qu'il existe une différence

¹⁸ José Maria Lopez Olaciregui, *Responsabilité civile et droit nucléaire*, Bulletin de droit nucléaire, nr. 5, 1970, 32.

¹⁹ *Ibidem*.

qualitative entre le dommage nucléaire et le dommage classique. Quant à l'argument selon lequel certains accidents classiques peuvent être parfois comparables aux accidents nucléaires, il ne fait que démontrer clairement que ce sont là des exceptions. Or, les dommages nucléaires revêtent toujours un caractère exceptionnel, l'exception constituant la règle dans le domaine nucléaire.

CHAPITRE II

LA RESPONSABILITÉ CIVILE DANS LE DROIT INTERNE

Dans le domaine de la science, il est d'usage de commencer l'analyse d'un phénomène par une définition adéquate, après quoi on en examine les traits caractéristiques afin de mieux le comprendre. Cependant, un tel procédé ne saurait être indiqué en matière de responsabilité civile, car cela équivaldrait à une prise de position entre les deux théories — celle de la faute et celle du risque — qui s'affrontent dès la fin du siècle dernier, sans aboutir jusqu'à l'heure actuelle à quelque solution de compromis.

Le terme même de responsabilité, bien qu'usité couramment aujourd'hui, n'a été introduit que récemment dans le langage juridique¹.

Sans entrer dans les détails des discussions doctrinales, nous relèverons tout d'abord que la responsabilité civile implique un dommage (un préjudice) et la personne qui en est victime. Si l'auteur du dommage et la victime qui en souffre sont deux personnes différentes, un conflit va naître entre ceux-ci, la victime étant amenée à demander réparation à l'auteur du préjudice. On peut donc affirmer qu'une personne est responsable lorsqu'elle est tenue de réparer un dommage ; c'est bien là aussi le sens étymologique du terme : „le responsable, c'est celui qui répond“².

SECTION I. LA RESPONSABILITÉ CIVILE BASÉE SUR LA FAUTE

Les principaux systèmes de droit du monde fondent, comme on le sait, la responsabilité civile sur l'idée de faute. Ainsi, nous citerons les Codes civils de France (art. 1382 et 1383)³, de

¹ „On ne le rencontre pas dans l'oeuvre de DOMAT. Quant à POTHIER, il ne l'emploie qu'exceptionnellement. Sans doute l'expression fut-elle empruntée par les philosophes du XVIII^e siècle à l'Angleterre ; „on la retrouve dans Necker et l'abbé FERAUD dit dans Dictionnaire critique (1769) : C'est un mot de M. Necker“. Quoi qu'il en soit, on ne découvre pas souvent le terme sous la plume des rédacteurs du Code civil... (français n.n.). „Henri et Léon MAZEAUD, Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle, I, 3^e édition (Paris, 1938), p. 1—2.

² Henri et Léon Mazeaud, *op. cit.*, p. 2.

³ *C. civ. de France*, — art. 1382 : „Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer“.

— art. 1383 : „Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou imprudence.

Belgique (mêmes articles du Code Napoléon), d'Italie (art. 2043)⁴, d'Espagne (art. 1902)⁵, de Grèce (art. 914)⁶, d'Allemagne (art. 823 du *Bürgerliches Gesetzbuch*)⁷, du Japon (art. 709)⁸, de l'Union Soviétique (art. 403)⁹ et le Code des obligations de Suisse (art. 41)¹⁰.

Il en est de même pour les pays de *Common law*, où le fondement de la responsabilité implique le concept de négligence.

Bien que l'idée de faute soit commune à tous les systèmes juridiques, la pratique offre d'assez grandes variations quant à la portée et à l'application de cette notion.

1. LA FAUTE, ÉLÉMENT CONSTITUTIF DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE

Planiol donne une définition des plus connues de la faute, en considérant qu'elle est „un manquement à une obligation préexistante, dont la loi ordonne la réparation quand il a causé un dommage à autrui“¹¹. Il montre ensuite, en développant sa théorie, que l'obligation de réparer ne prend naissance qu'au cas où il y a un acte illicite, une transgression des normes juridi-

⁴ *C. civ. d'Italie*, art. 2043 : „Réparation pour fait illicite. Toute faute qui cause injustement un dommage à autrui oblige celui qui l'a commise à le réparer.“

⁵ *C. civ. d'Espagne*, art. 1902 : „Celui qui par action ou par omission cause un dommage à autrui par sa faute ou sa négligence, est obligé de réparer le dommage causé.“

⁶ *C. civ. de Grèce*, art. 914 : „Est tenu à réparation celui qui, par sa faute, a causé contrairement à la loi, un dommage à autrui“.

⁷ *C. civ. d'Allemagne*, art. 823 : „Actes illicites. Celui qui, à dessein ou par négligence, lèse illégalement la vie, le corps, la liberté, la propriété ou tout autre droit d'une autre personne, est tenu envers celle-ci de réparer le dommage causé. La même obligation incombe à celui qui transgresse une loi faite en vue de protéger une autre personne. Si, d'après la teneur de la loi, la transgression est possible, même sans faute, l'obligation de réparer le dommage n'a lieu qu'en cas de faute.“

⁸ *C. civ. du Japon*, art. 709 : „Quiconque a, volontairement ou par sa faute, porté atteinte au droit d'autrui est tenu de réparer le dommage qui en résulte“.

⁹ *C. civ. de l'U.R.S.S.*, art. 403 : „Celui qui cause un dommage à la personne ou aux biens d'autrui est tenu de réparer le dommage. Il est libéré de cette obligation s'il prouve qu'il ne pouvait prévenir ce dommage, ou qu'il avait le droit de l'infliger, ou que le dommage se produit à la suite de la préméditation ou de la négligence grossière de la victime elle-même“.

¹⁰ *Code des obligations de Suisse*, art. 41 : „Celui qui cause, d'une manière illicite, un dommage à autrui, soit intentionnellement, soit par négligence ou imprudence, est tenu de le réparer. Celui qui cause intentionnellement un dommage à autrui par des faits contraires aux bonnes mœurs est également tenu de le réparer“.

¹¹ Marcel Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, onzième édition, t. II (Paris, 1939), p. 302.

ques, car ...les règles de pratique dont l'inobservation constitue une maladresse ne sont en elles-mêmes que des méthodes et non des lois ; à les méconnaître, on risque seulement à échouer ; le résultat sera une réussite manquée ou un malheur provoqué...¹². Mais de l'avis des frères Mazeaud, quoique la définition soit exacte, elle ne saurait couvrir tous les cas. En effet, en rapportant la faute à la violation d'une norme juridique déterminée, on peut avoir des difficultés à se prononcer quant aux obligations non déterminées. C'est surtout „l'obligation générale de prudence et de diligence“¹³ qui peut être violée et apparaître plus fréquemment dans la pratique.

Les auteurs examinent également les définitions données à la notion de faute par Demogue¹⁴ et par Emmanuel Lévy¹⁵, tout en passant en revue encore d'autres critiques formulées à l'encontre des définitions qui, en confondant la faute et le lien de causalité, ou la faute et le préjudice, sont considérées comme aboutissant à la négation même de la faute. Ainsi, notons ce qu'en disent les frères Mazeaud : „La critique de toutes ces définitions de la faute relève clairement le centre même de la difficulté, la question à laquelle on est toujours ramené, celle qu'il faut nécessairement résoudre pour donner un critère précis de la faute. Quand on commet une faute, on n'agit pas comme il faudrait : on commet ce qu'on peut appeler une erreur de conduite... Quand peut-on dire que l'auteur du dommage n'a pas agi comme il faudrait ? Tout est là“¹⁶.

Selon eux, la faute est „une erreur de conduite telle qu'elle n'aurait pas été commise par une personne avisée placée dans les mêmes circonstances „externes“ que l'auteur du dommage“¹⁷.

La théorie basée sur la faute fait deux distinctions très nettes : la première, entre la faute délictuelle et celle contractuelle ; la deuxième, entre la faute par omission et celle par commission. Tous les auteurs sont d'accord quant à l'existence

¹² M. Planiol. *op. cit.*, p. 303.

¹³ H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, p. 455.

¹⁴ „Deux conditions“ d'après la jurisprudence, semblent indispensables : l'une objective et l'autre subjective ; une atteinte au droit et le fait d'avoir aperçu „ou pu apercevoir que l'on portait atteinte au droit d'autrui“, *ibidem*, p. 452.

¹⁵ „La faute ... c'est la confiance légitime trompée ... Les autres sont responsables envers nous dans la mesure où nous avons besoin d'avoir confiance en eux pour agir ; dans la mesure où, pour agir, nous avons besoin d'avoir confiance en nous-mêmes, nous ne sommes pas responsables envers autrui“. *Ibidem*, p. 456—457.

¹⁶ *Ibidem*, p. 457—458.

¹⁷ *Ibidem*, p. 489.

de ces distinctions, bien que l'effet juridique qui en découle soit très discuté¹⁸.

De nos jours, sans contester les différences existant entre la responsabilité délictuelle et la responsabilité contractuelle, on considère que la faute, et par conséquent la responsabilité, est une institution unitaire, car les différences qu'on y constate ne visent pas les principes fondamentaux des deux phénomènes.

Quant à la seconde distinction entre la faute par omission et celle par commission, elle est due à ce que „la faute peut être un acte positif, comme le fait de blesser par imprudence une personne, ou un acte négatif, comme le fait de ne pas prévenir un propriétaire de l'usurpation qu'un tiers commet sur ses biens“¹⁹.

De l'avis de Planiol, bien que presque tous les ouvrages traitant de la responsabilité civile fassent mention d'une telle distinction, celle-ci n'aurait aucune importance. Mais — chose capitale —, selon lui, „il est toujours nécessaire que le fait ou l'abstention, qu'on reproche à une personne comme une faute, soit contraire à une obligation antérieure de s'abstenir, si elle a accompli un fait positif, ou d'agir, si elle s'est abstenue“²⁰.

2. LE DOMMAGE, UN AUTRE ÉLÉMENT DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE

Parmi les éléments de la responsabilité civile, il en est un dont la doctrine et la jurisprudence sont unanimes à reconnaître la nécessité : c'est le préjudice ou le dommage. En effet, l'institution de la responsabilité, qui doit aboutir à assurer la réparation du dommage, ne saurait évidemment être conçue sans qu'il y ait effet dommageable à réparer, et donc aussi une victime de ce dommage²¹.

On peut distinguer plusieurs sortes de dommages, tels que : le dommage matériel aux biens corporels, le dommage pécuniaire, l'atteinte à la santé ou à la vie des personnes. Mais dans ce

¹⁸ „Il est d'usage de scinder en deux groupes très distincts les questions soulevées dans le domaine de la responsabilité civile : d'une part, celles qui ont trait à la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle, d'autre part celles qui visent la responsabilité contractuelle. La division est considérée par certains auteurs comme tellement fondamentale que, loin de songer à réunir l'étude de ces deux branches, ils ne traitent que de l'une ou de l'autre. Il en est même qui vont jusqu'à soutenir que l'expression „responsabilité“ doit être réservée au domaine des délits et quasi-délits, le terme „garantie“ devant seul être employé en matière de contrat“, *op. cit.*, p. 110.

¹⁹ M. Planiol, *op. cit.*, p. 307 : „Les anciens distinguaient déjà la *culpa in omittendo* et la *culpa in committendo*“.

²⁰ *Ibidem*, p. 307.

²¹ C'est ici que le droit est différent de la morale. En effet, dans le domaine de la morale, la faute est considérée en elle-même, en faisant abstraction de tout autre élément. En droit, pour qu'il y ait responsabilité, la faute doit provoquer un préjudice, qui est par conséquent une condition de la responsabilité civile.

domaine, la principale division à faire est celle entre dommages matériels et dommages d'ordre moral ²².

Pour que le dommage matériel puisse permettre à la victime de demander une réparation, il doit être, d'abord, certain. Il ne s'agit pas du fait que ce dommage doit déjà exister, car dans ce cas-là, la question ne se pose pas. Le dommage ne doit pas être simplement hypothétique, éventuel ²³.

Au sujet de cette notion de préjudice certain, les auteurs établissent encore une distinction : celle entre le préjudice éventuel et le préjudice futur ²⁴.

En second lieu, le préjudice ne doit pas avoir été déjà réparé, vu que dans cette hypothèse, il a cessé d'exister. „Le principe n'est qu'une „lapalissade“ ; cependant son application ne va pas sans difficulté, car il s'agit justement de préciser dans quel cas on peut dire que la victime a obtenu réparation du préjudice par elle subi“ ²⁵.

Aussi le préjudice doit-il avoir été souffert par la personne même qui en demande réparation. Cependant, on ne doit pas entendre par là qu'une action intentée par une personne autre que celle ayant subi le dommage sera toujours repoussée. C'est en général le cas des dommages dits „par ricochet“ ²⁶.

Il est encore une condition — et non dépourvue d'intérêt — exigée par la doctrine pour caractériser le préjudice : pour qu'un dommage existe, c'est à un droit acquis, valable *erga omnes*, qu'il doit avoir porté atteinte.

Une deuxième catégorie de dommages se rapportant à l'institution de la réparation du préjudice est constituée par le dommage moral. En opposition avec le dommage matériel, le dommage moral ne touche en aucune manière le patrimoine de la victime, mais cause à celle-ci une douleur morale. Dans ce domaine, cet important problème que pose l'indemnité à reconnaître pour dommages moraux a été beaucoup discuté.

²² Cette différence est due au fait que le dommage peut se réaliser soit par une diminution du patrimoine de la victime — dommage matériel —, soit, dans le cas du dommage moral, par ce que la victime est frappée moralement, dans son honneur ou dans ses affections. Il est important de faire cette distinction, car s'il est certain que le dommage matériel engage la responsabilité de l'auteur, le dommage moral prête encore à discussion, notamment sur la question de savoir s'il donne lieu à une réparation et quelle doit en être la forme.

²³ „Il faut que le juge ait la certitude que le demandeur se serait trouvé dans une situation meilleure si le défendeur n'avait pas accompli l'acte qui lui est reproché“. H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, p. 268.

²⁴ Cette distinction est faite toujours pour montrer qu'en vérité la différence est plutôt entre le préjudice certain et le préjudice éventuel, hypothétique, car souvent les conséquences, mêmes futures, peuvent être inévitables.

²⁵ H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, p. 289.

²⁶ L'exemple classique qu'on donne d'habitude à cet égard est celui d'une demande en réparation pour enfants qui sont restés sans soutien matériel par suite du décès de leur père, tué dans un accident.

Pour ce qui est de la finalité que l'on pourrait impartir à la réparation en la matière, diverses conceptions ont été formulées. En fait, les juges ne peuvent évaluer au point de vue pécuniaire un pareil dommage moral et ils „...arbitrent souverainement l'indemnité accordée, et cette indemnité prend le caractère d'une sorte de peine civile“²⁷, selon l'opinion de Planiol. Quant à nous, nous pensons que, eu égard au fait que le dommage moral ne produit aucune diminution du patrimoine de la victime, la réparation ne saurait prendre, de son côté non plus, le caractère d'une réparation pécuniaire. Cette réparation doit avoir la même nature et revêtir la même forme que l'acte qui a provoqué le dommage. La décision du juge ne doit pas être — croyons-nous — fondée sur des calculs d'argent, son but étant celui d'assurer une satisfaction morale à la victime d'un préjudice moral. Par conséquent, en vertu de la décision du tribunal, l'auteur du préjudice doit subir une condamnation morale, et toutes les mesures qui s'imposent doivent être prises, pour que soit rétablie la situation d'avant l'apparition du dommage.

3. LE RAPPORT DE CAUSALITÉ ENTRE LA FAUTE ET LE DOMMAGE

Comme nous l'avons déjà vu, la responsabilité pour un dommage suppose que celui-ci a été subi par le demandeur et que la faute a été commise par le défendeur. Mais cela ne suffit pas pour que la réparation intervienne. Un autre élément que l'on doit prendre en considération c'est l'existence d'un „lien de cause à effet entre la faute et le dommage ; il faut que le dommage subi soit la conséquence de la faute commise“²⁸. Bien que les interprétations en la matière soient divergentes, tous les spécialistes traitant de la responsabilité civile sont d'accord sur la nécessité de l'existence même de ce lien de causalité.

Mais les difficultés commencent au moment où il s'agit de faire ressortir, dans la pratique, le rapport de cause à effet entre la faute commise par une personne et le préjudice qu'un autre sujet a subi²⁹.

Le lien de causalité est absent lorsque le dommage ne peut être imputable au défendeur, le préjudice étant le résultat de la force majeure, du cas fortuit, du fait (ou de la faute) de la victime, ou d'un acte commis par un tiers.

a) *La force majeure et le cas fortuit.* On discute si la distinction que la doctrine établit entre la force majeure et le cas

²⁷ M. Planiol, *op. cit.*, II, p. 309.

²⁸ Henri et Léon Mazeaud, *op. cit.*, p. 379.

²⁹ De l'avis des frères Mazeaud, il faut faire une distinction très nette entre la faute et lien de causalité, car il peut y avoir lien de causalité sans faute et il peut également y avoir faute sans lien de causalité. Celui qui fait absorber du poison à une personne, laquelle est tuée immédiatement après par un tiers d'un coup de revolver, n'est pas civilement responsable de cette mort ; sans doute a-t-il commis une faute, mais cette faute n'est pas la cause du dommage. Cf. H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, p. 386.

fortuit peut trouver une base dans la pratique. Sans doute il n'y a aucune distinction à faire du point de vue de leurs effets sur le lien de causalité, étant donné que la force majeure et le cas fortuit entraînent tous les deux la destruction du lien de causalité. C'est du moins l'avis des frères Mazeaud³⁰.

D'autres auteurs, tels Ambroise Colin et Henry Capitant ont édifié la théorie, d'ailleurs très répandue, selon laquelle „le cas fortuit consiste dans l'impossibilité *relative* d'exécution, par conséquent une impossibilité dont une volonté mieux armée, mieux outillée aurait pu triompher, tandis que la force majeure serait l'impossibilité *absolue* provenant d'un obstacle irrésistible, imprévu et imprévisible (tempête, foudre, tremblement de terre, guerre)“³¹.

b) *Le fait de la victime*. On peut dire que la victime participe, elle aussi, d'une manière ou d'une autre, à la production du dommage. Mais, au regard de la théorie de la responsabilité, il faut déterminer la situation, ou mieux encore, les faits imputables à la victime qui ont pour effet d'exonérer l'auteur du dommage de l'obligation de la réparation.

Cette question se pose plus clairement encore au cas où la loi contient une présomption de responsabilité à la charge d'une personne, auquel cas celle-ci doit, aux fins d'en être libérée, produire la preuve du fait de la victime.

Le droit romain avait adopté à ce propos une règle brutale, formulée par Pomponius dans les termes suivants : *Quod si quis ex culpa sua damnum sentit, non intelligitur damnum sentire*³².

Le principe a été repris de nos jours quand on reconnaît que la faute de la victime influe sur la responsabilité. L'acte de la victime doit offrir les traits caractéristiques de la faute.

En ce qui concerne la portée de cette influence sur la responsabilité, les systèmes juridiques nationaux et la doctrine, en faisant la distinction entre la faute lourde et la faute légère, offrent deux solutions. Alors que pour tous les systèmes juridiques la faute lourde entraîne l'exonération de l'agent et détruit le lien de causalité, il en est quelques-uns seulement qui prévoient que tout acte par lequel la victime s'est exposée à un dommage est de nature à exclure la responsabilité de l'auteur du dommage.

SECTION II. LA RESPONSABILITÉ OBJECTIVE, LA THÉORIE DU RISQUE

En mettant en relief, dans ce qui précède, quelques principes qui résident à la base de la responsabilité civile, nous avons montré que la préjudice ou le dommage représente, en dehors

³⁰ H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, passim 514—527.

³¹ *Ibidem*, p. 521.

³² Fr. 203 au Digeste, *De regule juris*, 50, 17. Cf. H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, p. 406.

de la faute, l'un de ses éléments constitutifs. Cependant, „Tandis que nul ne conteste la nécessité d'un préjudice pour qu'il y ait responsabilité civile, l'existence même de la faute comme élément constitutif de la responsabilité est fort débattue“³³. C'est ici que les deux conceptions dominantes en matière de responsabilité civile se séparent, l'une étant basée sur l'idée de la nécessité d'une attitude fautive de la part de l'auteur du dommage, tandis que l'autre nie totalement la nécessité d'une telle attitude. Il faut dire que les adeptes de la théorie du risque contestent la nécessité de l'existence d'une faute, car — selon eux — tout fait, relevant ou ne relevant pas d'une faute et lequel cause un préjudice à une personne, comporte l'obligation à réparation.

Comment est apparue une pareille évolution dans la doctrine et dans la pratique ? Quelles en sont les raisons ? Plusieurs explications ont été données en ce qui concerne le processus qui a conduit à une telle solution.

Tout d'abord, d'après certains auteurs, cela serait dû aux influences d'ordre philosophique fondées sur l'opinion suivant laquelle le droit a pour mission d'assurer le développement de la société, „en faisant fléchir devant l'intérêt général l'intérêt d'une minorité“³⁴.

D'autres auteurs mettent à la base de la théorie du risque les principes de la morale et de l'équité. Eu égard au fait que le concept de faute a pour résultat de faire subir seulement à la victime les effets d'un dommage au cas où une faute ne saurait être imputable à l'auteur, ils sont d'avis qu' „il est équitable que les conséquences dommageables d'un acte pèsent sur celui qui a accompli cet acte, et non sur celui qui n'a eu qu'un rôle passif, car il dépendait du premier, non du second, que le dommage ne se réalisât pas“³⁵.

Enfin, il en est quelques-uns qui estiment que ce sont le développement de l'industrie, l'instauration du machinisme, l'apparition de bateaux à propulsion mécanique, de véhicules à moteur, d'aéronefs, etc. — d'où découlaient de nouveaux risques rendant de plus en plus difficile la situation de la victime dans le cadre d'une responsabilité basée seulement sur la faute — qui ont présidé à la naissance et à l'évolution de la théorie du risque.

A ce sujet, J. P. Piérard note : „Deux normes de justice sont ici en conflit. Pour l'une, il est juste que celui qui a, par sa faute, causé un dommage, doive le réparer, avec le corollaire logique qu'il est injuste de condamner quelqu'un à réparation si son comportement n'est en rien fautif. Pour l'autre, il est juste

³³ H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, p. 408.

³⁴ Cf. notamment HITIER, „La dernière évolution doctrinale du socialisme, le socialisme juridique“, *Revue d'économie politique*, 1906, p. 345 et s. ; Emmanuel Lévy, „L'exercice du droit collectif“, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1903, p. 6. Cité d'après H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, p. 412.

³⁵ H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, p. 413.

qu'une victime qui, elle non plus, n'a rien à se reprocher, obtienne la compensation du dommage subi³⁶.

Une bonne partie des auteurs qui soutiennent la théorie du risque considérant que l'on ne peut faire assigner à tous les actes dommageables l'obligation à la réparation, sont d'avis que le critère servant à déterminer la responsabilité doit se fonder sur l'adage : *ubi emolumentum ibi onus*. Selon ce principe, la responsabilité incombe à celui qui, utilisant une source de richesse dont il bénéficie, crée aux tiers un risque.

Quant à nous, nous estimons que ce sont les activités dangereuses développées dans la société moderne qui ont fait une brèche dans l'édifice de la responsabilité basée sur la faute : „celui qui s'engage dans une activité dangereuse doit supporter les conséquences, même indépendantes de son comportement, qui peuvent résulter de son activité. Par différents moyens, qui dans la plupart des cas peuvent se rapporter à l'établissement d'une présomption, la responsabilité de celui qui exerce une activité dangereuse tend à devenir objective“³⁷.

Pour ce qui est de la portée de celle-ci, „nulle part, cependant, ce système d'une responsabilité sans faute n'est entré exclusivement en vigueur. Dans tous les droits modernes, la faute est restée la base de la responsabilité“³⁸. La théorie du risque, apparue à l'époque moderne, surtout dans le droit industriel, peut se définir par la notion de „risque professionnel“ ; d'après cette théorie, l'indemnité ne dépend pas de la preuve de la culpabilité du chef d'entreprise, mais la réparation correspondante est reconnue à partir du moment où l'on constate qu'un accident est intervenu qui a produit des dommages à un tiers. En effet, „en développant cette théorie, Piérard parle du „risque juridique“ et affirme que si, dans le cas d'un accident ayant causé les dommages, il est impossible de déterminer la culpabilité, il est injuste de ne pas réparer le dommage causé sous prétexte qu'il existe des doutes quant à la preuve“³⁹.

Les défenseurs les plus ardents de cette théorie dans le droit civil allemand, où elle fut connue sous le nom de „Kausalhaftung“ à l'opposé de la „Schuldhaftung“ (*culpa*), ont été, lors de son apparition, Rümelin, Heinsheimer et Träger. En

³⁶ Cf. J. Piérard, *op. cit.*, p. 37—38.

³⁷ R. Fornasier, *Le droit international face au risque nucléaire*, Annuaire Français de Droit International, 1964, p. 307.

³⁸ Ernst von Caemmerer, *La responsabilité du fait des choses inanimées et le risque atomique*, Aspects du droit de l'énergie atomique, (Paris, 1965), p. 19.

³⁹ Alfonso de los Santos Lasurtegui, *Etude comparée d'une législation nationale et des Conventions Internationales existantes sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire*. Cours de l'AIEA sur les aspects juridiques des applications de l'énergie atomique à des fins pacifiques (Vienne, 16—26 avril 1968, PL-284), 2.

France, des théoriciens du droit civil de grand prestige, comme Saleilles et Josserand⁴⁰, soutinrent aussi cette théorie. En Italie, Orlando et Coviello ne l'admettent qu'à titre exceptionnel, tandis que Venezian (o), allant plus loin dans l'innovation, tend à la généraliser et il rappelle que même Ihering, qui affirmait que c'est la faute et non le dommage qui justifie la réparation, s'était vu contraint à reconnaître que dans certains cas on peut se trouver face à une responsabilité „sans faute“, pour des raisons d'intérêt ou d'ordre public⁴¹.

En Angleterre et aux Etats-Unis, la *case leading* en matière de responsabilité sans faute est offert par le cas *Rylands v. Fletcher*, qui a été l'objet d'une décision de la *House of Lords*, en 1868. Ce cas est bien connu : le propriétaire d'un moulin avait construit sur son terrain un réservoir d'eau, ignorant que sous celui-ci il y avait des galeries de mines houillères abandonnées. Sous la pression de l'eau du réservoir la terre qui couvrait les mines céda et l'eau, en pénétrant dans une mine, y causa des dégâts importants.

Par sa décision, le Chambre des Lords reconnaissait que la responsabilité du propriétaire du moulin pour les dommages causés était engagée. „Il est fort possible que ce cas ait été alors mal jugé. L'observateur d'aujourd'hui serait tenté de penser que le réservoir d'eau n'avait pas été construit avec toutes les précautions commandées par la situation des lieux : il y aurait donc une négligence de la part du propriétaire du moulin. Mais cela n'influence guère sur l'importance qu'a eue cette décision“⁴².

La Chambre des Lords, niant l'existence d'une faute dans ce cas, a posé le principe que l'occupant d'un fonds est responsable des dégâts causés par les choses qui se trouvent sur ce fonds et qui s'échappent de celui-ci, même au cas où aucune faute ne peut lui être imputable. Bien qu'il s'agisse là d'une présomption de responsabilité, de nombreux auteurs sont d'avis qu'il n'y a pratiquement pas grande différence par rapport à la „responsabilité objective“, puisqu'il ne suffit pas, pour écarter la présomption, de prouver la non culpabilité, mais il faut, en outre, faire préciser la cause et les circonstances du dommage, démontrer que le préjudice a été dû à un cas fortuit ou de force majeure ou que c'est le résultat d'une cause étrangère non imputable au gardien de la chose.

En France, où la responsabilité civile est basée de même sur le concept de faute, la jurisprudence a transféré, par l'interprétation des derniers mots du premier alinéa de l'article 1384 du Code civil, le fardeau de la preuve sur la partie défenderesse.

⁴⁰ Saleilles, *Théorie générale de l'obligation*, 3^e édition ; Josserand, *Transports*, 2^e édition.

⁴¹ Cf. Alfonso de los Santos Lasurtegui, *op. cit.*, 2.

⁴² Ernst von Caemmerer, *loc. cit.*, p. 21.

Ainsi, en base de la preuve d'un vice des choses, était établi le principe de la faute présumée de la part de celui qui a des choses sous sa garde. Aux termes de la loi spéciale de 1898, les employeurs assumaient une responsabilité objective dans le contrat de travail. A ce sujet, il nous faut mentionner que, sur la base de l'arrêt rendu le 13 février 1930, la Cour de Cassation transformait la présomption de faute en présomption de responsabilité. Aussi, bien que les articles 1382 et 1383 du Code civil, qui instituent le principe général d'une responsabilité issue de la faute, gardent toute leur valeur, l'état actuel de la jurisprudence française peut être rendu comme il suit ⁴³ :

1. La victime d'un accident causé par une chose inanimée bénéficie d'une présomption qui la dispense de prouver la faute du gardien de cette chose.

2. Le gardien est celui qui a un pouvoir effectif de disposition et de surveillance sur la chose.

3. Une telle présomption à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose peut être écartée non par un moyen prouvant qu'il n'a pas commis de faute, mais seulement par une preuve démontrant que l'accident a été dû à un fait qui ne pourrait pas être imputable au gardien.

Quant à la situation constatée en Allemagne en la matière, nous citerons Ernst von Caemmerer : „Dans le droit allemand, le problème de la responsabilité pour le risque créé ou, comme nous disons, de la „Gefährdungshaftung“, a été résolu non par la jurisprudence mais exclusivement par le législateur qui a promulgué, pour certaines entreprises particulièrement dangereuses, des lois spéciales qui ont introduit une responsabilité sans faute“ ⁴⁴. Sont visés par ces lois introduisant la responsabilité pour le risque créé les entreprises ferroviaires, les véhicules automobiles, les aéronefs, les lignes électriques de haute tension, les conduites à gaz. Cette institution a pour fondement l'idée que ces activités comportent des risques d'accident, que l'on ne pourrait éliminer même avec la plus grande prudence. Vu que l'utilisation de tels moyens techniques devient de plus en plus fréquente, la possibilité des accidents s'accroît, sans qu'aucune faute soit à la charge de l'employeur. D'autre part, c'est la collectivité, en son entier, qui impose à la personne qui bénéficie de telles entreprises d'envisager l'éventualité des dommages et d'en indemniser les victimes.

La mise à la charge de l'exploitant de la responsabilité pour le risque de ses activités, stimule celui-ci à réduire, autant que possible, le danger, par des mesures appropriées de précaution, qu'il ne manquera pas de rendre de plus en plus efficaces.

⁴³ Cf. J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 36.

⁴⁴ Ernst von Caemmerer, *loc. cit.*, p. 22.

Voyons, à titre d'exemples, quelques cas pouvant exister en pratique et où l'obligation de réparer le préjudice est à la charge d'une personne, même en l'absence d'une faute établie, ou présumée de la part de celle-ci.

Il s'agit, en premier lieu, de la responsabilité du fait d'autrui, où il y a plusieurs subdivisions. Nous en relevons : la responsabilité des parents du fait de leurs enfants, la responsabilité des instituteurs du fait de leurs élèves, la responsabilité des artisans du fait de leurs apprentis, et celle des maîtres et commettants du fait de leurs domestiques et préposés. Nombre d'auteurs font dans ce domaine une distinction entre la responsabilité „du fait d'autrui“, „pour autrui“, et la responsabilité „du fait d'autrui“ mais non seulement „pour autrui“. C'est le cas, selon ces auteurs qui sont en général partisans de la théorie de la faute, de la responsabilité des instituteurs ou des parents répondant non seulement pour le fait d'autrui, mais aussi pour le manquement à l'obligation que leur incombe de faire surveiller les enfants.

Une deuxième grande catégorie est offerte par les cas de la responsabilité du fait des choses, avec, comme principales subdivisions, la responsabilité pour dommages provoqués par la ruine d'un bâtiment, la responsabilité du fait des animaux et celle du fait des choses inanimées.

C'est au sujet de ces cas-ci que viennent s'affronter les adeptes des deux systèmes, celui de la faute et celui du risque ; les premiers s'efforcent de démontrer l'existence d'une faute, tandis que les autres estiment que l'auteur se trouve dans l'obligation, même en l'absence d'une faute, de réparer les préjudices découlant des risques créés, et c'est ainsi que sont jetées les bases du concept de la responsabilité objective.

Il est cependant des cas où ces théories admettent toutes les deux l'idée d'une responsabilité sans faute⁴⁵ : c'est la responsabilité en matière de travaux publics, reconnue en droit administratif français, ainsi que celle qui intervient dans l'exploitation des chemins de fer, les accidents du travail et ceux causés par les aéronefs.



Nous avons essayé de brosser le tableau des principaux problèmes soulevés en droit interne quant à la réparation d'un dommage, notamment ceux ayant trait à la responsabilité civile.

Parmi les conditions requises pour qu'il y ait responsabilité, mentionnons en premier lieu que cette responsabilité ne peut être engagée qu'au cas où il y a un préjudice et à partir du moment où un lien de causalité a été établi entre le fait incriminé et le dommage subi.

Quant à la personne responsable, à l'attitude de celle-ci envers l'acte dommageable, deux théories sont en opposition : Selon

⁴⁵ Voir à ce sujet M. Planiol, *op. cit.*, pp. 356—357.

le première, il est nécessaire qu'une faute existe et qu'elle soit imputable à l'auteur, tandis que suivant les adeptes de la seconde, la personne qui produit un préjudice (ou qui crée un risque menant à un préjudice) est tenue à le réparer même s'il n'y a, dans son action, aucune attitude fautive.

Peut-on prendre position pour l'un ou l'autre de ces deux systèmes en matière de responsabilité civile ? C'est là une question bien embarrassante, mais nous pouvons dire — et la pratique semble d'ailleurs avoir frayé cette voie — qu'il est sans aucun doute que tous les systèmes juridiques existants se fondent, en général, sur l'idée de faute en responsabilité civile.

Les partisans de la théorie de la faute ont donc bien raison à cet égard. Mais il ne faut pourtant pas perdre de vue que, par suite du développement de la société moderne, de nouvelles techniques apparaissent qui, utilisées dans l'intérêt même de la société, entraînent des risques conduisant à des dommages où il se peut qu'aucune faute ne soit constatée. Or, soutenir en ce cas que de tels dommages ne sont pas réparables uniquement en raison du fait qu'on ne peut les imputer à l'auteur, ne serait-ce pas s'engager sur une fausse route ? C'est là notre avis, car cela signifierait qu'une personne qui fait subir à une autre un dommage quelconque peut tranquillement tirer bénéfice de son activité d'où découle ce dommage, sans en être tenue responsable.

Cette fois-ci, c'est aux adeptes de la théorie du risque que l'on accordera crédit, car il est juste en effet de réparer, même sans l'existence d'une faute, les préjudices qui peuvent survenir.

Jusqu'ici, deux théories ont été discutées, celle de la faute et celle du risque (responsabilité causale), aux adeptes desquelles nous avons donné raison pareillement.

Il n'en est pas de même pour ce qui est de la tendance que l'on remarque chez les uns comme chez les autres à vouloir démontrer que la responsabilité aurait *comme seul fondement soit la faute soit la causalité*. Il va de soi qu'en prenant comme point de départ un seul critère on peut aisément parvenir à des constructions juridiques ingénieuses qui soient à même d'expliquer tous les phénomènes. Mais est-il besoin d'en arriver là ? Peut-être que non. Il ne nous semble en effet aucunement difficile d'accepter que ce soit la faute qui constitue la base de la responsabilité, mais que, pour certains dommages, soit établie une responsabilité causale s'étayant sur la théorie du risque professionnel.

En conclusion à ces quelques réflexions sur la responsabilité dans le droit civil, nous ne pouvons nous empêcher de souligner encore que ce sont des considérations tant d'utilité sociale que d'équité et de justice qui ont déterminé — selon nous — le légis-

lateur à établir, par suite du développement technique de la société, un nouveau critère, celui de la responsabilité causale, pour certains cas d'exception, tout en maintenant le concept de faute comme fondement de la responsabilité. Ce deuxième critère ne saurait pourtant remplacer la responsabilité traditionnelle, car il ne s'applique qu'exceptionnellement dans certains secteurs prévus d'avance là surtout où sont développées des „activités dangereuses“. Or l'utilisation même pacifique de l'énergie atomique peut très bien se ranger parmi de pareilles activités dangereuses et nous verrons au chapitre suivant qu'en vertu des lois dites atomiques, presque tous les pays ont institué dans le domaine dont nous traitons, également une responsabilité causale.

CHAPITRE III

LA RESPONSABILITÉ CIVILE POUR LES DOMMAGES NUCLÉAIRES DANS LE CADRE DES DIVERSES LÉGISLATIONS NATIONALES. LES LOIS ATOMIQUES

A peu d'exceptions près, tous les systèmes juridiques mettent à la base de la responsabilité civile — ainsi que nous l'avons indiqué — l'idée de faute, de négligence ou d'imprudence, impliquant une absence de précautions ou des actes d'imprévoyance. Pourtant, nous avons fait relever aussi l'apparition et le développement de l'institution juridique de la responsabilité objective (causale), dont le rôle est très important dans le cadre de certaines activités industrielles quand la preuve de l'existence d'une faute n'est pas exigée.

SECTION I : PROBLÈMES CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ POUR LE RISQUE NUCLÉAIRE DANS LE DROIT INTERNE

A ce sujet, Norbert Pelzer remarquait : „Il est unanimement admis aujourd'hui que la responsabilité indépendante de l'existence d'une faute (responsabilité dérivant du risque créé, responsabilité causale, responsabilité objective) est la forme de responsabilité qui convient au risque potentiel découlant de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Par l'effet de cette forme de responsabilité, non seulement la partie lésée se voit débarrassée du traditionnel fardeau de la preuve, ce qui constitue pour elle un allègement sur le plan matériel et celui de la procédure, mais en outre, il y a lieu à la réparation, et c'est la caractéristique essentielle de cette forme de responsabilité, même dans l'hypothèse où il ne peut manifestement être fait grief d'aucune faute à l'auteur du dommage“¹.

1. Possibilité de faire appliquer le droit commun de la responsabilité aux dommages nucléaires.

Nous avons mentionné au chapitre précédent que nombre de pays ont adopté des lois sur l'exploitation et le fonctionnement d'établissements comportant des dangers et pour lesquels on a

¹ Norbert Pelzer, Problèmes posés par l'établissement du lien de causalité entre l'accident et le dommage nucléaire. Le problème de la causalité dans le droit de la responsabilité civile nucléaire, *Droit nucléaire européen* (Paris, 1968) p. 41.

introduit le principe d'une responsabilité objective. Parfois, la loi fait l'énumération de pareilles activités dangereuses, sans les limiter, tandis que d'autres systèmes juridiques n'établissent pas une telle énumération.

L'existence dans maintes législations de cette responsabilité objective en matières de dommages pose la question de savoir si cette institution juridique ne pourrait constituer un fondement pour des demandes en réparation d'un dommage nucléaire provoqué par un réacteur dont l'activité rentre certainement dans la catégorie des activités industrielles dangereuses.

En ce qui concerne la recevabilité d'une telle action, les Etats peuvent être classifiés en deux groupes : on distingue d'une part les pays où la réparation d'un dommage résultant d'un accident atomique peut être accordée sans grande difficulté au point de vue théorique ; d'autre part, il y a ceux où un tel dédommagement n'est reconnu que sous des conditions restrictives ou même n'est pas consenti du tout. Dans cette deuxième catégorie se situent en général les pays qui ont un système de droit du type germanique basé sur une détermination limitative des cas dans lesquels est admise une responsabilité objective.

Bien qu'il n'y ait pas de précédent en matière de dommages nucléaires, une action en réparation se fondant sur des règles de droit de ce genre ne pourrait avoir de chances de succès que si la victime de l'accident était à même de fournir la preuve de la faute de l'auteur.

Quant aux Etats-Unis d'Amérique, on se saurait les englober dans aucune des catégories mentionnées vu que la jurisprudence des 50 Etats constituant l'Union est fort variable. Ainsi, les tribunaux de certains de ces Etats considèrent comme catégoriquement irrecevable une action qui entraînerait la responsabilité absolue ayant comme précédent le cas *Rylands v. Fletcher*, alors que ceux d'autres Etats, où la jurisprudence n'est pas fixée en la matière, tantôt reconnaissent le principe d'une responsabilité objective (indépendante de la faute), tantôt l'écartent en l'absence d'un critère précis à l'appui.

Dans les pays où le dédommagement pour un accident nucléaire est accordé aux termes des lois existantes, la responsabilité revêtant un caractère illimité peut devenir à vrai dire exorbitante pour l'exploitant ou ses fournisseurs. Si nous prenons par exemple le cas d'un producteur de petites pièces destinées à un réacteur, il peut arriver, par suite d'un accident ou d'un défaut de fonctionnement de ces pièces, que ce producteur, en qualité de participant à la construction de l'installation, se voit assigné en justice par des milliers de personnes.

Au cas de la responsabilité objective, la victime doit prouver l'existence d'un lien de causalité entre le sinistre atomique et le dommage qu'elle a subi elle-même.

Toutes les législations nationales prévoient cette exigence d'un lien de causalité et on la retrouve aussi dans les conventions internationales (art. II de la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires ; art. 3 de la Convention de Paris en matière de responsabilité civile nucléaire).

Bien que le principe du lien de causalité soit reconnu partout, les conséquences juridiques du rapport entre le fait dommageable et l'obligation à réparation qui incombe à l'auteur offrent maintes différences. Celles-ci sont dues au fait que les conditions *sine quibus non* déterminant l'action dommageable ne peuvent naturellement pas toutes en constituer la preuve. „S'il en était autrement — précise N. Pelzer —, il faudrait en dernière analyse faire remonter la responsabilité jusqu'aux ancêtres de l'auteur du dommage, car eux-aussi auraient été à l'origine de l'une des causes du dommage, en procréant l'auteur de ce dernier“². Ou encore : „*The fatal trespass done by Eve was cause of all our woe*“³.

Il est donc évident que si l'on prenait en considération toutes les causes concourant à l'effet produit, on serait amené à avoir une chaîne sans fin d'agents auxquels appartiendrait la responsabilité. Mais en connaissant d'un procès de cette nature, le juge a pour mission justement de faire dégager la cause pertinente en droit et c'est en conformité de celle-ci seulement qu'il rendra sa décision.

2. Les dommages nucléaires et le lien de causalité

Certes le problème du lien de la causalité en droit nucléaire doit être éclairci dans le cadre plus large de l'ensemble du droit. C'est la difficulté que présentent tant le problème de la causalité en général, que son application au domaine spécifique des dommages nucléaires qui nous a déterminé à nous pencher tout d'abord sur ce sujet.

Il nous faut préciser que la notion de causalité peut être envisagée sous deux aspects, notamment :

— La causalité au sens scientifique et philosophique du terme, constituant la base de conception de causalité en droit, et, en second lieu

— la causalité à pertinence juridique, dont la détermination est beaucoup plus difficile.

Il n'est donc pas surprenant que l'on rencontre, dans presque tous les systèmes juridiques plusieurs théories sur le lien de causalité.

² Norbert Pelzer, *loc. cit.*, p. 42.

³ Harper et James, *The law of torts*, vol. II (Boston et Toronto, 1956), p. 1108, cité d'après Norbert Pelzer, *ibidem*.

Nous citons à ce propos :

„Dans les pays de droit allemand (Allemagne, Autriche, Suisse) prédomine une théorie généralisante, dite de la causalité adéquate. Elle postule que la cause, au sens juridique du terme, est uniquement celle qui, d'une manière générale, est de nature à produire un résultat du type considéré. En France, il n'existe pas de doctrine unique et incontestée, encore que l'on note dans ce pays une certaine propension de la théorie de la causalité adéquate“⁴.

Dans le droit anglo-américain, on utilise la notion de *tests* de causalité que la jurisprudence adapte plus ou moins à chaque cas d'espèce.

La causalité en matière de dommages nucléaires est un problème assez compliqué, étant donné que la chaîne respective s'avère être assez longue, comme, à titre d'exemple, au cas des dommages génétiques. La partie lésée doit prouver deux choses : premièrement l'existence d'un dommage produit par des radiations, et deuxièmement que les rayonnements ionisants proviennent d'une installation nucléaire, dont l'exploitant sera rendu responsable du dommage.

Vu le fait que les radiations sont insaisissables pour les sens et que les connaissances scientifiques dans le domaine atomique ne sont pas assez développées, cette preuve n'est pas facile à produire à l'heure actuelle. Prenons un exemple d'exposition aux radiations : on sait bien que les rayonnements ionisants provoquent certaines maladies mais celles-ci peuvent aussi avoir été provoquées par d'autres causes, de sorte que la simple existence de l'affection ne peut être concluante en l'occurrence.

A ce sujet, Norbert Pelzer formule dans l'ouvrage précité une idée très intéressante quant à la mission que doit remplir le droit pour discerner, surtout de nos jours, le lien de causalité. En effet, les moyens scientifiques n'étant parfois que peu sûrs, c'est aux juges qu'incombe le rôle très important de pallier ces difficultés,⁵ le droit devant ainsi essayer de remédier aux insuffisances des autres branches de la science.

Tenant compte de cette situation, examinons maintenant si les législations nationales ou les conventions internationales ont assoupli la position de la victime face aux difficultés de l'administration des preuves en ce qui concerne le lien de causalité. Il est à mentionner dès l'abord que ces nouvelles réglementations n'ont apporté que quelques solutions pouvant servir à alléger la situation de la victime; bien que l'on y trouve maints points intéressants et des innovations originales.

Parmi celles-ci, il y a, en premier lieu, le cas du dommage causé conjointement par un accident nucléaire et par un événe-

⁴ Norbert Pelzer, *loc. cit.*, p. 43—44.

⁵ *Ibidem*, p. 45—46.

ment non-nucléaire, sans que l'on puisse déterminer la part qui revient à ce dernier. Il a été alors décidé que la partie du dommage relevant d'un fait non-nucléaire serait imputée aussi à l'accident nucléaire.⁶

Une deuxième solution est offerte pour le cas où le dommage représente le résultat d'effets associés imputables à des installations ou à des matériaux radioactifs appartenant à plusieurs exploitants, si la part attribuable à chacun d'entre eux ne pouvait être déterminée. Dans ce cas, on considère que ce dommage a été provoqué conjointement par tous les exploitants à la charge desquels est prévue une responsabilité solidaire, cette solution étant apportée par les Conventions internationales⁷ et quelques législations nationales⁸.

Le dommage représentant l'effet cumulatif de plusieurs faits, dont l'action prise séparément serait inoffensive, relève aussi du domaine de la responsabilité solidaire. Ainsi, ayant pour point de départ l'accident nucléaire qui se trouve à l'origine, la loi autrichienne contient des dispositions couvrant également des dommages de ce type, la responsabilité de tous les exploitants mis en cause y étant engagée d'une manière solidaire⁹.

Comme on le voit, malgré le nombre restreint des solutions qu'elles offrent, les conventions internationales et les lois spéciales (atomiques) apportent bien quelque chose de nouveau dans le domaine de la causalité et surtout pour ce qui est de la responsabilité solidaire. Mais, dans les autres cas, le problème de la causalité, et partant, celui de la responsabilité pour dommages nucléaires, — restent liés aux solutions classiques, étant soumis au droit commun, aux normes qui régissent la procédure, notamment l'administration des preuves. Sans approfondir cette analyse qui dépasserait le cadre de notre étude, il faut bien dire que nous sommes enclin à admettre une probabilité moindre par rapport à une possibilité confinant à la certitude, en tant que degré des moyens probatoires de la causalité en matière de dommages nucléaires. Cette solution peut paraître par trop audacieuse, surtout pour les systèmes juridiques qui exigent d'ordinaire un degré de probabilité très élevé. Nous devons préciser cependant qu'il ne

⁶ Convention de Paris, art. 3 (b) ; Convention de Vienne, art. IV ; Convention complémentaire de Bruxelles, art. IV. La disposition est aussi reprise par quelques-unes des lois nucléaires nationales.

⁷ L'art. II, 3 (a) de la Convention de Vienne, l'art. VII de la Convention complémentaire de Bruxelles.

⁸ L'art. II, 1^{er} alinéa de la loi autrichienne de 1964 en matière de responsabilité civile nucléaire.

⁹ Cf. Norbert Pelzer, *loc. cit.*, p. 47. Dans l'article 1^{er}, paragraphe 3, le législateur prévoit : „Si plusieurs faits au sens des paragraphes 1 et 2, dont chacun pris isolément ne serait dommageable que par l'effet de leur action conjointe, ils sont à considérer comme constituant un seul fait nucléaire au sens de la présente loi fédérale.“ (conformément à l'article 31, paragraphe 2, tous les intéressés sont solidairement responsables d'un tel fait nucléaire „cumulé“).

s'agit pas là d'une règle générale, mais d'un régime d'exception à envisager eu égard aux dangers tout particuliers découlant de l'utilisation de l'énergie nucléaire. Notons encore qu'il s'agit en l'espèce plutôt du problème de l'imputabilité juridique d'un dommage, et par conséquent d'un problème d'équité. En effet, nous pensons qu'il est plus facile d'admettre qu'on puisse se tromper sur le compte d'un exploitant quant à sa responsabilité, étant donné qu'il est assuré pour les risques de l'entreprise d'où il tire profit, tout en bénéficiant aussi de la garantie de l'Etat, tandis que les victimes, elles, sont dans la plupart des cas innocentes et dépourvues de toute assurance ou garantie pour de tels dommages.

Norbert Pelzer remarque à juste titre : „Il est donc à recommander, en cas de dommages de ce genre, de ne pas poser d'exigences trop sévères en matière d'administration de la preuve, mais de les assouplir dans chaque cas d'espèce jusqu'à appliquer la règle américaine des 50⁰%. Ce faisant, il ne sera pas créé un nouveau dogme juridique, mais il deviendra possible de maîtriser le risque nucléaire sur le plan juridique, sans porter atteinte, en principe, au droit régissant la responsabilité individuelle“¹⁰.

SECTION II. LE RÉGIME JURIDIQUE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE POUR DOMMAGES NUCLÉAIRES INSTAURÉ PAR LES LOIS DITES ATOMIQUES

C'est à juste titre qu'on pourrait se demander pourquoi il a fallu qu'une législation spéciale intervienne encore dans le domaine de la responsabilité nucléaire, du moment qu'il existe dans le droit interne une réglementation sur le responsabilité objective. La réponse est pourtant simple. En effet, quoiqu'il y ait une responsabilité objective dans certains secteurs et que l'on ait atténué le principe de la faute en base des dispositions légales ou de procédure, la législation interne ne peut, d'une part, être adaptée aux nécessités découlant de la spécificité du dommage nucléaire, et d'autre part, on ne doit pas exposer les victimes d'un tel dommage aux aléas de l'application des règles édictées pour d'autres installations dangereuses. En outre, les dispositions des lois existantes ne constituent pas une responsabilité „absolument absolue“ du fait de l'existence d'un très grand nombre de clauses d'exonérations, dont surtout le cas fortuit, la faute d'un tiers, etc. . En second lieu, comme nous l'avons déjà fait remarquer, la responsabilité objective prévue par le droit interne, est illimitée, de sorte qu'une telle réparation illimitée ne pourrait frapper l'exploitant d'un réacteur nucléaire, car elle devrait atteindre des chiffres exorbitants, sans parler du fait que, dans une pareille situation, les victimes ne pourraient vraisemblablement jamais être dédommagées par une seule personne.

¹⁰ *Ibidem*, p. 53.

Il faut tenir compte également du problème de la dispersion des responsabilités. On sait que, suivant le droit commun, en dehors de l'exploitant un grand nombre de personnes peuvent être tenues pour responsables en cas d'accident, cela pouvant placer les victimes d'un sinistre atomique dans une situation bien défavorable. De plus, les personnes visées de se couvrir dans le cas d'un accident se voyant ainsi obligées de se couvrir par un contrat d'assurance, les coûts de l'industrie s'en trouveraient accrus. Ce sont les déficiences que nous venons de mentionner, ainsi que le caractère profondément unitaire des problèmes s'y rapportant, qui ont conduit à l'apparition de dispositions légales, sous la forme de lois spéciales, désignées généralement du nom de lois atomiques. Une législation nationale s'est avérée nécessaire, malgré certaines opinions contraires : „A l'origine, on avait pu penser, ou même espérer, qu'une convention sur les risques nucléaires entre les dix-huit pays membres de l'O.E.C.E. rendrait inutile toute législation nationale sur le même sujet“¹¹. C'était une vue utopique et les Conventions qui s'ensuivirent ont démontré clairement cela par le biais du renvoi au droit national aux fins de la réglementation de certains points.

La première loi atomique fut l'*Atomic Energy Act* des Etats-Unis d'Amérique de 1946, mis en vigueur le 1^{er} août 1946. Ensuite, huit ans après la promulgation du *Mac Mahon Act*, paraissait le 30 août 1954 l'*Atomic Energy Act*, complètement révisé. Des amendements furent apportés à cette nouvelle loi par l'*Anderson-Price Act* du 2 septembre 1957, qui contient encore des dispositions sur la responsabilité civile et sur les assurances. Dans ce domaine est intervenue également, à la date du 23 septembre 1959, une loi complémentaire, le *Federal-State Cooperation Act*. „Il est d'ailleurs complété par des passages concernant l'énergie atomique qui se trouvent dans d'autres lois, comme l'Acte pour l'amendement de la loi sur le contrat de bail en droit minier...“¹².

C'est en base de l'*Atomic Energy Act* de 1946 et de 1954, que l'*United States Atomic Energy Commission* a émis maints règlements et instructions en la matière.

Au Royaume-Uni, la responsabilité pour les activités nucléaires avait été confiée pendant la deuxième guerre mondiale au Département de la recherche scientifique et industrielle (*Department of Scientific and Industrial Research*), et on l'assignait ensuite au Ministère de l'Approvisionnement (*Ministry of Supply*). Enfin, comme suite au développement de ces activités, les attributions respectives ont été transférées, en 1953, au *Lord President of the Council*. Pour ce qui est de la législation, le 6 no-

¹¹ René Gautron, „Législations nationales et Conventions internationales“, *Aspects du droit de l'énergie atomique*, (Paris, 1965), p. 42.

¹² Hans Krüse, *op. cit.*, p. 16—17 : „It is moreover supplemented by passages concerning atomic energy in other statutes, such as the Act to amend the Mineral Leasing Laws and the Mining Laws...“

vembre 1946 on promulguait le *British Atomic Energy Act*, complétée par le *Radioactive Substances Act* du 30 juillet 1948. En 1954, en vertu de l'*Atomic Energy Authority Act*, a été créée l'*United Kingdom Atomic Energy Authority*.

„Les problèmes concernant la licence pour les réacteurs fixes (stationnaires) qui ne sont pas exploités par l'*Atomic Energy Authority* et ceux ayant trait à la responsabilité et à l'assurance sont réglementés par le *Nuclear Installation (Licencing and Insurance Act)*, entré en vigueur le 1^{er} avril 1960“¹³.

C'est en base de cette dernière loi que le *Minister of Power* et le *Secretary State for Scotland* ont édicté des réglementations en la matière. Le *Radioactive Substances Act* du 2 juin 1960 a pour objet le problème et le contrôle des déchets radioactifs, ainsi que la réglementation de l'enregistrement des utilisateurs des substances radioactives. Une nouvelle loi britannique sur les installations nucléaires entrainée en vigueur le 1^{er} décembre 1965. Des lois spéciales touchant la prospection, l'exploitation minière et l'exportation des minerais et corps radioactifs, tels que l'uranium, le thorium, etc., ont été mises en application au cours des années 1947—1948 dans les colonies et protectorats britanniques.

Au Canada, en vertu de l'*Atomic Energy Control Act* de 1946, qui a subi plusieurs amendements, a été créé l'*Atomic Energy Control Board* ayant le droit d'initiative législative. En base de la 9^e Section de la loi, le *Board* a fait publier les *Atomic Energy Regulations of Canada*, qui sont toujours en vigueur, avec les amendements de 1954. Il y existe aussi des dispositions détaillées en ce qui concerne la prospection et l'exploitation des sources radioactives ou le transport et le transfert des radioisotopes. Le Canada ne possède pas une loi spéciale sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, les dispositions en cette matière étant contenues dans une décision du *Conseil privé* approuvée par le Gouverneur Général le 26 avril 1960.

L'A.E.C.L.¹⁴ est autorisée, dans le cadre des contrats relatifs à la construction ou à l'exploitation d'un réacteur nucléaire auxquelles elle est partie, à indemniser les contractants, les sous-contractants et les fournisseurs de l'entreprise nucléaire pour leur responsabilité civile“¹⁵.

En France a été institué le 16 octobre 1945¹⁶, le *Commissariat à l'énergie atomique* (C.E.A.), dont l'organisation et le fonctionnement ont été déterminés par le *Règlement d'Administration*

¹³ *Ibidem*, p. 19 : „The matter of licencing of stationary installations not operated by the Atomic Energy Authority as well as of liability and insurance are governed by the Nuclear installation (Licencing and Insurance Act)... in force since april, 1, 1960“.

¹⁴ La Société „L'Energie Atomique du Canada“ (*Atomic Energy of Canada Limited* — AECL) est une société de la Couronne, chargée des activités de recherche et de développement dans le domaine nucléaire, sous le contrôle du Ministre, membre du Conseil privé.

¹⁵ *Législations nucléaires*. Etude analytique, Agence Européenne pour l'énergie nucléaire, 1967, p. 29.

publique du 18 octobre 1945. Des dispositions supplémentaires ont été prises par le Décret n°52—1052 du 12 septembre 1952 portant création d'un Comité des mines et le décret du 18 novembre 1952 portant création d'un Comité de l'équipement industriel, ces deux Comités fonctionnant près le Commissariat à l'énergie atomique. La loi du 23 juillet 1957 contenait des dispositions concernant le programme de la recherche et les problèmes ayant trait à la responsabilité civile en matière d'énergie nucléaire forment l'objet de la loi n° 68—943 du 30 octobre 1968, entrée en vigueur le jour de sa publication¹⁷. Cette loi venait remplacer celle du 12 novembre 1965 qui instituait un régime spécial en matière de responsabilité en attendant la mise en application de la Convention de Paris¹⁸.

En Suède, sur la base d'un ordre du Cabinet, intervenu en novembre 1945, était créé le *Svenska Atomkomitten* (Comité de l'énergie atomique) et, deux ans après, en 1947, on a fondé l'*Aktiebolaget Atomenergy*. Le Conseil de la recherche atomique (*Statens råd för Atomforskning*), créé en 1959, succédait au Comité de l'énergie atomique. L'Office de l'énergie atomique (*Delegationen för Atomenergifrågor*) est un autre organe, institué en 1956 et placé sous l'autorité du Ministère de l'Industrie¹⁹.

La législation de Suède pour la réglementation des activités nucléaires comprend plusieurs lois portant sur les matières nucléaires²⁰, les brevets²¹, la responsabilité civile²², ainsi que sur la protection contre les radiations²³.

¹⁶ Ordonnance n° 45.2563, publiée dans le Journal officiel du 31 octobre 1945, modifiée par la loi n° 47.1497 du 13 août 1947 publiée dans le Journal officiel du 14 août 1947 ; par Décret n° 51—7 du 3 janvier 1951, publié dans le Journal officiel du 4.I.1951 ; par Décret n° 56—1281 du 14 décembre 1956, publié dans le Journal officiel du 19.XII.1956 et par Décret n° 68—852 du 25 septembre 1968, publié dans le Journal officiel du 3.X.1968.

¹⁷ Loi n° 68.943 du 30 octobre 1968, publiée dans le Journal officiel du 31.X.1968.

¹⁸ Décret n° 69—154 du 6 janvier 1969, publié dans le Journal officiel du 11 février 1969.

¹⁹ Décret Royal n° 490 du 15 septembre 1961, publié dans S.F. 1961, n° 490.

²⁰ Le régime des minerais est prévu dans la Loi n° 679 du 2 décembre 1960, publiée dans S.F. 1960, n° 679 du 20.XII.1960 et celui des combustibles nucléaires dans la Loi n° 306 du 1^{er} juin 1956, publiée dans S.F. 1956, n° 306 du 13.VI.1956.

²¹ Au Danemark, en Finlande, en Norvège et en Suède, de nouvelles lois coordonnées sur les brevets sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1968, mais elles ne contiennent pas de dispositions particulières concernant le domaine nucléaire. Les activités respectives se trouvent cependant réglementées par le Loi n° 722 du 29 novembre 1946, publiée dans S.F., 1946, n° 722 du 4.XII.1946, qui s'occupe des inventions présentant un intérêt pour la défense nationale.

²² La loi provisoire sur la responsabilité civile nucléaire, du 1^{er} juillet 1960.

²³ La loi de protection contre les radiations, loi n° 110 du 14 mars 1958, modifiée par la Loi n° 423 du 30 juin 1960, publiée dans S.F. 1960, n° 423 du 12.VII.1960.

En République Fédérale d'Allemagne, la loi n°22 de la Haute Commission Interalliée, du 2 mars 1950, modifiée par la loi n°53, interdisait toute activité liée à l'utilisation de l'énergie nucléaire. Ensuite, en conformité de la Convention concernant les relations entre les trois Puissances et la République Fédérale d'Allemagne, entrée en vigueur le 5 mai 1955, le législateur était en mesure de prendre des dispositions en cette matière. Plusieurs projets de lois furent élaborés qui ont abouti, le 23 décembre 1959, à l'Acte ayant trait à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et la protection contre ses dangers (*Atomgesetz*), cette loi entrant en vigueur le 1er janvier 1960²⁴. Trois ans après, elle est modifiée par la loi du 23 avril 1963, publiée au *Bundesgesetzblatt* (B.G.B.L., 1963, p. 201). Les autres documents juridiques allemands concernent le régime des combustibles nucléaires²⁵ et la protection contre les radiations²⁶, la responsabilité civile pour dommages nucléaires étant régie par la loi atomique, complétée par le décret portant règlement de la garantie financière²⁷.

En Autriche, il n'existe pas d'autorité gouvernementale qui ait la charge des affaires nucléaires ; ce sont l'*Oesterreichische Studiengesellschaft für Atomenergie* — S.G.A.E. (Société autrichienne d'Etudes nucléaires) et le Centre de réacteurs de Seibersdorf qui régissent les activités dans ce domaine. Quant aux minerais, ils sont soumis au régime commun établi par la Loi minière (*Berggesetz*)²⁸. L'importation et l'exportation des radioisotopes s'effectuent sur autorisation conformément à la Loi du commerce extérieur (*Aussenhandelgesetz*)²⁹. Enfin, la Loi fédérale autrichienne du 29 avril 1964, mise en application le 1-er septembre 1964 réglemente la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En Belgique, c'est un organisme de droit public, le Commissariat à l'Énergie Atomique, dépendant du Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie, ainsi que la Direction des applications nucléaires près ce même Ministère, qui coordonnent et contrôlent les activités nucléaires. Ce commissariat, qui a été créé

²⁴ Loi du 23 décembre 1959, *Bundesgesetzblatt*, I, p. 814.

²⁵ Loi du 23 décembre 1959, B.G.B.L., 1959, p. 814, Décret du 24 juin 1960, B.G.B.L., I, p. 430, version modifiée du 15 octobre 1965, B.G.B.L., I, p. 1653.

²⁶ Décret du 24 juin 1960, modifié. Version du 15 octobre 1965 dans B.G.B.L., I, p. 1653.

²⁷ Loi du 28 décembre 1959 dans B.G.B.L., 1959, p. 814, modifiée par la Loi du 23 avril 1963 dans B.G.B.L., 1963, p. 201 ; Décret du 22 février 1962 dans B.G.B.L., 1962, I, p. 77, modifié par le Décret du 6 août 1965.

²⁸ Loi minière publié dans le B.G.B.L., 1954, n° 73.

²⁹ Loi sur le Commerce extérieur du 3 décembre 1956, B.G.B.L. 1956, modifiée par la Loi du 9 juillet 1958, B.G.B.L., 1958, n° 163 et du 17 décembre 1959.

en 1950, n'a pas la personnalité juridique³⁰. L'Arrêté Royal du 28 février 1963 portait Règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre les dangers des radiations ionisantes, le régime de la responsabilité étant établi en cette matière par la Loi sur la responsabilité civile de 1966³¹.

Au Danemark, la Commission de l'Energie Atomique (*Atom-energi Kommissionen*), instituée en 1955, a pour tâche le développement de l'utilisation pacifique de l'atome³². Le chapitre 3 de la Loi sur les Installations nucléaires du 16 mai 1962 renferme des dispositions relatives à la responsabilité civile dans le domaine nucléaire³³.

En Espagne, l'organisme central pour le développement de l'énergie nucléaire est la *Junta de Energia Nuclear* (JEN), créée en 1951³⁴. La responsabilité civile forme l'objet de la Loi sur l'énergie nucléaire du 29 avril 1964³⁵ et le Décret du 22 juillet 1967 vise la couverture des risques nucléaires³⁶.

En Italie, les activités nucléaires sont confiées au *Comitato Nazionale per l'Energia Nucleare* (C.N.E.N.)³⁷, le programme énergético-nucléaire étant à la charge d'un établissement de droit public, l'*Ente Nazionale per l'Energia Elettrica* (ENEL). La loi atomique italienne contient, au chapitre III, des dispositions sur la responsabilité civile³⁸.

Au Japon ont été promulguées, le 17 juin 1961, deux lois connexes, respectivement la Loi n°147 relative à l'indemnisation des dommages nucléaires et la Loi n°148 sur l'établissement des conventions ayant pour objet l'indemnisation des dommages nucléaires, toutes les deux entrées en vigueur le 15 mars 1962. Les organismes s'occupant du développement de la science et de la technologie atomiques sont la Commission de l'Energie Atomique, l'Agence pour la science et la technologie, dont relève le Bureau

³⁰ Arrêté Royal du 31 décembre 1950, publié dans le Moniteur belge du 17.III.1951 et Arrêté Royal du 30 juillet 1960, publié dans le Moniteur belge du 18.VIII.1960.

³¹ Loi du 18 juillet 1966, publiée dans le Moniteur belge du 23.VIII.1966.

³² Loi n° 312 du 21 décembre 1955 (Lovtidentende for Kongeriget Danmark, A, 1955, p. 827), Décret Royal n° 120 du 26 mars 1960 (Lovtidentende for Kongeriget Danmark, A, 1960, p. 376), Décret Royal n° 303 du 3 septembre 1962 (Lovtidentende for Kongeriget Danmark, A, 1962, p. 909).

³³ Loi n° 170 du 16 mai 1962 (Lovtidentende for Kongeriget Danmark, A, 1962, p. 606).

³⁴ Décret-loi du 22 octobre 1951 créant la „Junta de Energia Nuclear“, publié au „Boletín Oficial de España“ du 24.X.1951.

³⁵ Loi sur l'énergie nucléaire du 29 avril 1964, publiée au Journal officiel de l'Espagne du 4 mai 1964, entrée en vigueur le 5 mai 1964.

³⁶ Décret n° 2177 du 22 juillet 1967 sur la couverture des risques nucléaires.

³⁷ Loi n° 933 du 11 septembre 1960, publiée dans la Gazzeta Ufficiale n° 268 du 6.IX.1960.

³⁸ Loi n° 1860 sur l'énergie nucléaire, du 31 décembre 1962, publiée dans la Gazzetta Ufficiale n°27 du 30 janvier 1963.

de l'Energie Atomique, ainsi que d'autres institutions ayant un caractère plus ou moins public.

Aux Pays-Bas, la matière de la responsabilité civile pour dommages nucléaires constitue l'objet de la Loi du 27 octobre 1965, entrée en vigueur le 1-er janvier 1966³⁹, mais dans ce pays il n'existe pas une institution centrale spécialisée dans le domaine du développement de l'énergie nucléaire.

En Suisse, c'est la Loi fédérale du 23 décembre 1959 sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et la protection contre les radiations qui s'occupe des problèmes du droit nucléaire. Elle est entrée en vigueur le 1-er juillet 1960⁴⁰.

1. La nature de la responsabilité spéciale pour les dommages nucléaires.

La législation nationale en matière de responsabilité civile basée sur l'idée de faute, ne peut constituer — ainsi que nous l'avons déjà vu — un cadre juridique qui soit à même de couvrir les dommages nucléaires. Pour les motifs qui ont été exposés plus haut, dans ce domaine l'idée de faute a été écartée, vu que „non seulement il serait extrêmement difficile pour le demandeur de prouver l'existence de n'importe quelle faute, si une telle faute existe, mais on peut rencontrer des dommages dont la cause n'est due à aucune faute“⁴¹.

a) Responsabilité objective et absolue de l'exploitant

La responsabilité objective, qui s'applique à certaines activités, dans le cadre national, ne saurait, elle non plus, offrir une solution complète à notre problème. C'est la raison pour laquelle on a promulgué et mis en application, dans nombre de pays, des lois spéciales aux fins de réglementer la responsabilité en matière de dommages nucléaires.

Ce qu'il faut dès l'abord relever quant à la nature d'une telle responsabilité, c'est qu'il s'agit ici d'une responsabilité objective, principe clairement énoncé dans maintes lois atomiques. Mentionnons, à titre d'exemple, la loi atomique de la République des Philippines qui prévoit, à la partie VII, section 38 (a) : que : „la responsabilité de l'exploitant d'une installation doit être absolue“. Il en est de même de la Loi fédérale allemande qui dispose, aux articles 25 et 26, que l'exploitant d'une installation nucléaire est

³⁹ Loi du 27 octobre 1965, publiée dans le Bulletin des Lois, Règlements et Décrets n° 546 du 31.XII.1965.

⁴⁰ Loi fédérale du 23 décembre 1959, publiée dans le Recueil officiel, 1960, ch. IV et V.

⁴¹ J. P. H. Trevor, „Principles of Civil Liability for Nuclear Damage, Reprint from Legal Series n° 5 : „Nuclear Law for a Developing World“, IAEA (Vienne, 1969), p. 2.

tenu à une responsabilité objective pour tout dommage causé aux personnes et aux biens. Ceci est valable pour toutes les lois atomiques ⁴², à l'exception toutefois de la Loi atomique belge relative à la responsabilité civile du Centre d'étude de l'énergie nucléaire, promulguée le 27 juillet 1962, qui avait d'ailleurs, aux termes de l'article 29 ⁴³, un caractère provisoire. En Belgique, à l'heure actuelle, c'est la loi du 18 juillet 1966, qui a pour objet la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Une deuxième caractéristique de la responsabilité objective en matière de dommages nucléaires consiste dans sa limitation, ce qui représente d'ailleurs le complément logique du point de vue juridique d'une responsabilité qui n'est pas basée sur l'idée de faute.

Pour ce qui est des raisons d'une telle limitation, nous citerons : „Selon les règles traditionnelles de la responsabilité, celui qui a causé un préjudice à autrui, doit le réparer : il répond avec tout son patrimoine. Face au risque nucléaire, le principe de la responsabilité illimitée s'avère particulièrement inadéquat sur le plan juridique et dangereux sur le plan économique“ ⁴⁴.

C'est en tenant compte de la grande portée d'une responsabilité objective et dans le but d'assurer en même temps l'utilisa-

⁴² L'art. 3(1) et (2) de la Loi fédérale autrichienne du 29 avril 1964 relative à la responsabilité civile ; l'art. 2 de la loi belge du 18 juillet 1966 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire ; chapitre 3, art. 13 et art. 16 (1) de la loi danoise n° 170 du 16 mai 1962 sur les installations nucléaires ; art. 45 de la loi espagnole sur l'énergie nucléaire du 29 août 1964 ; art. 15 de la loi italienne n° 1860 du 31 décembre 1962 sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ; art. 3 de la loi japonaise n° 147 relative à l'indemnisation des dommages nucléaires ; l'art. 3(1) de la loi néerlandaise du 27 octobre 1965 sur la réglementation en matière de responsabilité civile, dans le domaine de l'énergie nucléaire ; art. 12(1) de la loi fédérale suisse du 23 décembre 1959 sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique.

⁴³ Il est à remarquer en premier lieu que la loi de 1962 ne vise qu'une seule organisation, celle du Centre d'étude de l'énergie nucléaire, établissement d'utilité publique, situé à Mol (Belgique) et créé en base de l'Arrêté Royal du 27 juillet 1957. A la différence des autres législations nucléaires nationales établissant le principe de la responsabilité objective de l'exploitant pour les dommages nucléaires, cette loi offre la particularité singulière de s'en tenir au droit commun traditionnel en matière de responsabilité supposant la preuve de la faute. Ainsi, aux termes de la loi, la victime ne peut obtenir réparation que si elle prouve l'existence de la faute de la part de l'exploitant ou le vice de l'installation, et seulement si l'accident atomique n'est pas dû à un cas fortuit ou de force majeure.

Les conditions posées par un pareil système sont de nature à réduire d'une manière considérable l'efficacité des garanties prévues. L'idée qui a conduit les auteurs de cette loi était celle d'assurer à la victime d'un sinistre atomique une réparation intégrale découlant du principe de la responsabilité illimitée conformément à la théorie de la faute. Néanmoins, eu égard à la difficulté de prouver l'existence de la faute et au fait que pratiquement une réparation intégrale n'est pas possible, le but que se sont proposé les auteurs de la loi ne peut pas être atteint.

⁴⁴ R. Fornasier, *loc. cit.*, p. 308.

tion industrielle de l'énergie nucléaire que l'on a prévu dans les lois atomiques des limites à une telle responsabilité. Cette limitation se rapporte en premier lieu à un montant global (plafond), variable d'un pays à l'autre, et en second lieu la responsabilité est limitée dans le temps (la prescription) et, enfin, les lois contiennent des clauses d'exonération.

b) *Limitation de l'indemnisation en cas d'accident*

Vu les multiples mesures de précaution, de contrôle et de sécurité que l'on prend à l'égard de la construction des réacteurs, il est difficile d'imaginer qu'un accident aux proportions catastrophiques puisse s'y produire. Néanmoins, tenant compte du fait qu'il s'agit d'une industrie nouvelle pouvant, au point de vue théorique, donner lieu à de telles catastrophes, la législation spéciale concernant l'utilisation de l'énergie nucléaire envisage pareilles éventualités, aussi éloignées soient-elles. Le moyen usité pour couvrir la responsabilité étant celui de passer un contrat d'assurance, il est évident que l'on ne voulait pas imposer aux compagnies d'assurances une garantie illimitée. En conséquence, on a limité la responsabilité⁴⁵, afin de permettre à la nouvelle industrie de fonctionner.

Dans la plupart des cas, la limitation de la responsabilité pour dommages nucléaires est en étroite liaison avec l'intervention de l'Etat, soit comme assureur, soit comme responsable à côté de l'exploitant après épuisement de la garantie de celui-ci. Les différentes lois nationales en fixent généralement le montant en fonction de deux facteurs, à savoir :

- la possibilité du marché des assurances ;
- le niveau général de vie du pays.

Les limites prévues dans les législations nationales ne seront donc pas les mêmes dans tous les pays. Ainsi, aux Etats-Unis, compte tenu de l'allocation que fournit l'Etat, le montant de la

⁴⁵ „La limitation de la responsabilité est connue dans d'autres domaines du droit. Sur le plan international, la responsabilité des exploitants d'avions pour les dommages causés aux personnes et à la propriété sur le sol a été limitée par la Convention de Rome (Rome Convention for Unification of Certain Rules Relating to Damage Caused by Aircraft to Third Parties on the Surface, 1933, U.S. Av. R. 284, Second Rome Surface Damage Convention (1952), 19 J. Air L. and Comm. 447 (1952), 52 Am. J. Int. L. 593 (1958)). Dans le droit maritime, la responsabilité de l'armateur a été limitée d'abord sur le plan national et ensuite sur le plan international (International Convention for the Unification of Certain Rules Relating to the Limitation of Liability of the Owners of Sea-Going Vessels (Brussels, 1924), League of Nations Treaty Series n° 2763 ; Convention Relating to the Limitation of the Liability of the Owners of the Sea-Going ships (Brussels, 1957). La limitation de la responsabilité a été adoptée là où le risque de l'industrie était grand, mais dont le développement était une question de l'intérêt public“.

International Problems of Financial Protection Against Nuclear Risk. A study Under the Auspices of Harvard Law School and Atomic Industrial Forum, Inc. (New York, 1959), p. 45.

responsabilité est fixé à 500 millions de dollars. Aux Pays-Bas, il est de 450 millions de florins (soit 150 millions de dollars environ), l'exploitant étant tenu de passer un contrat d'assurance ou de présenter une garantie financière de 50 millions de florins ; si les indemnités à payer au titre de réparation des dommages s'avèrent supérieures à ce chiffre, c'est à l'Etat de prélever sur les fonds publics les sommes nécessaires pour couvrir les dommages jusqu'à concurrence du montant global de la responsabilité de l'exploitant, c'est-à-dire 450 millions de florins. En France, le montant maximal de l'exploitant a été fixé à 30 millions de francs (soit 12 millions de dollars) par accident jusqu'à concurrence d'un montant total de 600 millions de francs (240 millions de dollars) par accident, cette somme ne pouvant pas être excédée. En Belgique, la loi fixe le montant maximal de la responsabilité de l'exploitant à 500 millions de francs belges (10 millions de dollars) (loi du 18 juillet 1966).

Le principe de la limitation de la responsabilité est formulé clairement et établi d'une manière conséquente par les diverses législations nationales ⁴⁶, quoique les moyens pratiques pour sa mise en œuvre soient variables d'un pays à l'autre.

En vue de mieux préciser le mécanisme employé à cet effet, nous tenterons ci-après d'analyser quelques-uns des systèmes caractéristiques en la matière dans les différents pays.

Ainsi, selon le système adopté par la loi atomique allemande, la responsabilité de l'exploitant est limitée à la somme requise comme garantie financière prévue aux termes de cette loi. En ce qui concerne cette garantie même, il nous faut mentionner que „l'exploitant de toute centrale nucléaire est tenu d'établir le montant de la garantie à constituer, en procédant à des calculs complexes qui doivent tenir compte de la puissance thermique et de la densité de la population dans un rayon de 20 km“ ⁴⁷. On limite en second lieu la réparation à accorder à la victime d'un dommage corporel ou à l'ayant droit d'une victime décédée, la rente annuelle à payer dans ce cas étant fiée à un maximum de 15 000 DM. Après épuisement de la couverture financière, c'est l'Etat qui assumera un supplément de responsabilité jusqu'à un montant global de 500 millions DM.

⁴⁶ En Allemagne, la garantie minimale est de 1 million de DM (environ 250.000 dollars) et la garantie maximale est fixée à 80 millions DM (environ 20 millions dollars). En Autriche la garantie maximale est fixée à 130 millions de shillings (environ 5 millions dollars). Le plafond de la responsabilité financière de l'exploitant danois est fixé à 70 millions de couronnes (environ 10 millions dollars). En Espagne le montant de la couverture exigible devra s'élever à 300 millions de pesetas (environ 5 millions dollars). En Italie les indemnités dont l'exploitant est susceptible d'être redevable, sont au maximum de 3.150 millions de livres (environ 5 millions dollars).

⁴⁷ M. P. Dangelmaier, „Les assurances contractées par la Centrale nucléaire d'Obrigheim“, *Groupe d'études sur les assurances*, (Vienne, 24—28 novembre 1969), p. 6.

En Suisse, la responsabilité limitée qui n'est reconnue ni même pour ce qui est du système de la Convention de Rome de 1933 sur la réparation des dommages causés au sol par des aéronefs⁴⁸, a donné lieu à de vives controverses quant aux dommages nucléaires. La solution retenue à l'issue de ces discussions, a été de fixer à 40 millions de francs suisses la limite de la responsabilité. Ce montant est prescrit „par installation“ et, selon l'article 22 de la loi, l'exploitant est obligé de reconstituer cette garantie après une éventuelle réduction.

Si nous faisons, de plus, mention des dispositions en vertu desquelles l'administration suisse a toute latitude d'augmenter ou de réduire le plafond prévu par la loi selon que les risques sont plus ou moins graves, il en résulte un aspect qui permet d'établir une analogie avec la loi allemande, dont le système ne repose pas sur un plafond fixé d'avance.

Selon la loi suédoise, la responsabilité est doublement limitée : premièrement à un montant de 25 millions de couronnes „par événement“, et deuxièmement, à une somme de 200 000 couronnes au maximum, par personne, à payer au titre d'indemnité pour dommages corporels. L'établissement de valeurs plutôt basses par comparaison aux montants prévus par la loi allemande ou suisse, peut s'expliquer par le fait qu'en Suède, c'est l'Etat qui garantit, sans limite aucune, la réparation des dommages en sus de la couverture fournie par l'exploitant.

La législation anglaise prévoit une limitation de la responsabilité à un montant de 5 millions £ (14 millions dollars)⁴⁹ pour l'exploitant titulaire d'une autorisation, l'Autorité instituée à l'Energie Atomique ou l'Etat. Au-delà de cette somme, la loi anglaise prévoit également la possibilité d'un supplément de responsabilité à la charge de l'Etat, mais l'intervention de celui-ci a un caractère facultatif.

Aux Etats-Unis, c'est l'*Anderson-Price Amendment* (Section 242 venant s'ajouter à l'*Atomic Energy Act* de 1954⁵⁰, qui pré-

⁴⁸ Cf. J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 198—199.

⁴⁹ Cf. *Législations nucléaires citées*, p. 67.

⁵⁰ „Section 242 : Limitation de responsabilité. Le concessionnaire d'une licence pour un établissement de production ou d'utilisation ne supportera pas de responsabilité supérieure à deux fois le montant du capital originnaire représentant le coût d'un tel établissement, dans le cas de dommages survenant à cause du mauvais fonctionnement de l'établissement. Le montant compris dans cette limitation s'étendra à et comprendra tous les fournisseurs et sous-traitants du bénéficiaire de la licence au sujet de la création, de la construction et de l'activité de l'établissement. Dans le cas où les demandes relatives aux dommages causés par un tel mauvais fonctionnement viendraient du capital originnaire ayant servi à construire l'installation le bénéficiaire de la licence peut demander au tribunal compétent pour les faillites de limiter sa responsabilité, y compris celle des fournisseurs et sous-traitants, au montant fixé par cette section et de réduire les demandes après que la preuve des dommages subis ait été rapportée“. Cité d'après J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 274—275.

voit une limitation de la responsabilité de l'exploitant par accident.

Si la législation américaine institue — ainsi que les dispositions respectives le laissent aisément voir — une responsabilité limitée en matière de dommages nucléaires, il n'en reste pas moins que c'est aux tribunaux qu'il appartient d'en déterminer en dernière analyse le montant maximum (le plafond). Pour ce qui est de la garantie de l'Etat, au-delà de la responsabilité de l'exploitant, la section 53 l (8) de la loi précitée consacre le principe de la non-responsabilité de celui-ci au cas de dommages provoqués par une installation nucléaire privée.

Ce principe est demeuré la règle, mais il a fallu l'assortir des dispositions d'exception de la nouvelle section 170, cette manière de procéder démontrant le véritable état d'esprit du législateur américain.

En effet, alors que les lois des divers pays exigent en axiome l'intervention obligatoire des pouvoirs publics en ce qui concerne la responsabilité en matière de dommages nucléaires, tout en la limitant dans le temps, la législation des Etats-Unis établit le principe de la non-intervention de l'Etat, nonobstant qu'en réalité celui-ci se déclare prêt à intervenir à ce sujet dans les cas où certaines conditions se trouvent réunies⁵¹.

En Espagne, le principe de la responsabilité limitée est prévu à l'article 45 de la Loi sur l'énergie nucléaire du 29 avril 1964, „cette limite ayant été fixée pour les installations nucléaires à 300 millions de pesetas, chiffre qui sera automatiquement porté au montant minimal prévu par les conventions internationales ratifiées par l'Espagne“⁵². (Il s'agit naturellement des Conventions ayant comme objet la responsabilité pour les dommages nucléaires). A son article 16, la même loi précise que le montant de 300 millions de pesetas est fixé par accident survenu dans une installation en service quel que soit le nombre des personnes lésées et la catégorie des dommages nucléaires. Enfin, l'article unique du Chapitre X intitulé „De l'intervention de l'Etat dans la réparation des dommages nucléaires“ assigne au „Ministère des Finances le droit de déterminer les systèmes ou procédures destinés à fixer les montants qu'il convient de mettre à la charge de l'Etat pour la réparation des dommages nucléaires, indépendamment de la responsabilité civile engagée dans les cas prévus par la dite loi et dans les Conventions internationales ratifiées par l'Espagne“⁵³.

Arrivant maintenant à la législation japonaise, il importe de faire relever que c'est la seule qui, à notre connaissance, n'institue pas un régime de responsabilité limitée. Ainsi, l'article 16 de la

⁵¹ Cf. J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 278.

⁵² Alfonso de los Santos Lasurtegui, *op. cit.*, p. 17.

⁵³ *Ibidem*, p. 323.

loi japonaise relative à l'indemnisation pour dommages nucléaires dispose : „Si un dommage nucléaire survient, le Gouvernement donnera à l'exploitant nucléaire toute assistance nécessaire pour qu'il puisse réparer ce dommage nucléaire, dans le cas où le montant qu'il devrait fournir pour la réparation de ce dommage en vertu de l'article 3 excède le montant de la couverture financière prévue et dans le cas où le Gouvernement estime son intervention nécessaire pour réaliser les objectifs de la présente loi“.

Du moment où, même après que la couverture financière de l'exploitant ait été épuisée, l'Etat offre *son aide* à celui-ci, sans dédommager les victimes pour son compte, on peut en conclure que la responsabilité de l'exploitant reste toujours ouverte, en d'autres termes, que la responsabilité de l'exploitant japonais est illimitée⁵⁴. L'aide que l'Etat consent à accorder à celui-ci est en fonction des crédits votés par la Diète, mais, en l'absence de dispositions contraires de la loi, la responsabilité de l'exploitant ne se trouve limitée d'aucune manière, de sorte que l'on peut déduire qu'il est tenu à une réparation intégrale des dommages nucléaires.



Mettons en évidence, après cette revue de quelques législations, les lignes saillantes du problème de la limitation de la responsabilité en droit nucléaire.

Il faut affirmer en premier lieu que le principe de la limitation de la responsabilité de l'exploitant en ce qui concerne le montant affecté au dédommagement des victimes a été partout adopté, à l'exception du Japon. C'est ici que l'on peut parler de l'influence exercée sur la législation par des facteurs psychologiques, les souvenirs d'Hiroshima et de Nagasaki étant — selon nous — à la base de cette décision prise par le Japon. Le législateur de ce pays où les effets des radiations ont été malheureusement trop bien connus, a été amené à mettre la victime dans la meilleure situation possible, en instituant la responsabilité objective associée à une responsabilité illimitée.

Dans les autres pays où le principe de la limitation de la responsabilité est reconnu, celui-ci offre des différences et des aspects variés sous plus d'un point d'un pays à l'autre.

Une différence qui se présente de prime abord est celle qui porte sur la base même d'une telle limitation prévue soit par installation (Suisse, Royaume-Uni), soit par événement (Allemagne, Espagne).

La question de savoir quelle est la meilleure entre ces deux solutions est sujette à discussion. Il est évident que la limitation de la responsabilité par accident signifie qu'au cas où plusieurs accidents se produisent, le montant global représente en fait un multiple de la somme prévue. D'autre part, au cas où la respon-

⁵⁴ Cf. J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 323.

sabilité est limitée à un montant par installation, où plusieurs accidents surviennent, il se peut que le fonds soit épuisé et, à partir d'un certain moment, l'exploitant n'est plus tenu responsable.

En second lieu, pour ce qui est de la somme qui constitue la limite, on se trouve aussi en présence de deux systèmes, notamment celui consistant dans l'établissement d'un certain montant comme plafond (qui d'ailleurs varie beaucoup d'un pays à l'autre), et celui prévu dans la plupart des lois atomiques, où des critères objectifs et subjectifs ont mené à la fixation d'un montant variable pour chaque installation (Allemagne, Etats-Unis).

Un troisième trait qu'il nous faut encore relever en l'espèce est l'intervention de l'Etat à partir de l'épuisement des fonds représentant la responsabilité limitée de l'exploitant, intervention qui revêt le caractère d'une possibilité ou d'une obligation limitée ou illimitée.

c) *Les clauses d'exonération*

La responsabilité pour les dommages nucléaires est, comme nous l'avons montré par le détail dans nos développements antérieurs, une responsabilité objective, bien que comportant des limitations, dont celle du montant de la réparation.

Nous allons dans ce qui suit traiter des clauses d'exonération en la matière.

Il existe, en ce qui concerne ce problème, deux points de vue extrêmes ainsi que maintes combinaisons possibles entre ceux-ci. En effet, la loi peut adopter soit un système d'où sont exclues toutes clauses d'exonération en faveur de l'exploitant, soit, à l'autre extrémité, celui de faire bénéficier celui-ci de tous les cas d'exonération existants dans le droit général de la responsabilité. Aussi certains auteurs considèrent-ils qu'il „est logique de prévoir que la responsabilité de l'exploitant n'est pas engagée dans le cas suivants : faute de la victime elle-même, force majeure, cas fortuit, guerre, insurrection ou cataclysme naturel...”⁵⁶. Cette manière de voir les cas d'exonération ne correspond pas, selon nous, aux problèmes spécifiques ayant trait à la responsabilité nucléaire. En fait si le cas fortuit est considéré comme clause d'exonération, on pourrait, croyons-nous, faire rentrer presque tous les accidents nucléaires dans le cadre de tels „cas fortuits“. Même la force majeure nous semble être trop large, et nous sommes d'avis qu'une énumération des cas concrets devrait être établie, où la force majeure n'intervienne que limitativement pour dégager la responsabilité de l'exploitant.

Passons maintenant à l'examen de la situation que nous offrent à cet égard les législations nationales existantes.

⁵⁶ Alfonso de los Santos Lasurtegui, *op. cit.*, p. 12.

La première clause d'exonération que l'on retrouve dans presque tous les législations est celle ayant trait à la guerre ; „faits de guerre“ en Suisse ⁵⁷, „dommages nucléaires consécutifs à des faits de guerre, de conflit armé, de guerre civile ou d'insurrection“ ⁵⁸, en Suède, „troubles sociaux graves“ ⁵⁹, au Japon, „dommage nucléaire causé par un accident nucléaire dû de façon directe à un acte de conflit armé, à des actes d'hostilités, à la guerre civile ou à une insurrection“ ⁶⁰, aux Philippines, etc.

Comme on peut le remarquer, la première clause d'exonération retenue par les lois atomiques, bien que sous des formules variées, c'est la survenance d'une guerre ou d'un fait similaire. Nous devons rappeler que, pour ce qui est de la formule japonaise, celle-ci est due à la situation particulière du Japon consacrée aux termes mêmes de la Constitution selon lesquels ce pays n'a pas le droit d'envisager un état de guerre (art. 8, Constitution japonaise).

Une deuxième clause d'exonération que l'on peut retenir dans la législation actuelle, c'est la force majeure, une situation créée par des cataclysmes exceptionnels. Dans la loi atomique suisse, ce sont „des cataclysmes naturels de caractère exceptionnel“ ⁶¹, et la loi japonaise prévoit l'exonération de l'exploitant au cas d'un „dommage causé par un désastre naturel de caractère exceptionnel“ ⁶².

La pratique a démontré que de telles dispositions d'exonération se réfèrent à des inondations, à des tremblements de terre ou autres cataclysmes. Mais pour que l'exonération intervienne, il faut que les cataclysmes revêtent un caractère exceptionnel, c'est-à-dire qu'ils soient totalement imprévisibles et d'une grande intensité. Par rapport au premier cas d'exonération, ce dernier est beaucoup moins fréquent. Cependant, il existe une loi dans laquelle ces cataclysmes naturels sont expressément censés ne pas représenter des cas d'exonération. C'est la loi atomique des Philippines, dont la section 38, (b), de la VII^e partie stipule à ce sujet : „L'exploitant de l'installation ne doit pas être exonéré de la responsabilité pour un dommage nucléaire du fait qu'un tel dommage est causé directement ou indirectement par un grave désastre naturel de caractère exceptionnel“.

⁵⁷ Art. 14 de la Loi fédérale sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique et la protection contre les radiations.

⁵⁸ Art. 11 (b) de la Loi n° 45 du 8 mars 1968 sur la responsabilité nucléaire.

⁵⁹ Art. 3,1 de la Loi relative à l'indemnisation des dommages nucléaires.

⁶⁰ Sec. 41 de l'Act Providing for Licencing and Regulation of Atomic Energy Facilities and Materials. Establishing the Rules on Liability for Nuclear Damage, and for other Purposes.

⁶¹ Art. 14 de la Loi suisse citée.

⁶² Art. 13,1 de la Loi japonaise citée.

C'est là un exemple frappant du caractère de validité général que revêtent les principes juridiques et de la nécessité d'être adaptés aux conditions spécifiques d'un pays ou d'un autre. Quoique les lois atomiques des autres pays et également les Conventions internationales en matière de dommages nucléaires prévoient que les cataclysmes de caractère exceptionnel constituent des cas d'exonération, le législateur de la République des Philippines a considéré que là où on enregistre presque chaque jour des tremblements de terre, ceux-ci ne sauraient être retenus comme cas d'exonération.

Une autre clause dont il nous faut encore tenir compte est celle qui se rapporte à la faute de la victime et qui ne figure que dans un certain nombre de législations.

Ainsi, tel l'article 27 à ce sujet de la loi atomique allemande : „Lorsqu'une faute de la victime a contribué à la naissance du dommage, l'article 254 du Code civil trouve application. En cas de dommage à un bien, la faute de la victime est à égalité avec la faute du détenteur de la puissance effective“. L'article 254 du Code civil, applicable en l'espèce, prévoit : „Si une faute de la partie lésée a contribué à causer le dommage, l'obligation de le réparer et le montant de la réparation dépendent des circonstances spécialement de savoir si le dommage a été causé principalement par l'une ou par l'autre partie“. Rien n'empêche d'interpréter cette disposition comme ne se rapportant pas seulement à une faute grave, mais même à une *culpa levissima*, une simple imprudence de la part de la victime, et dans cette hypothèse-là, eu égard au système de la responsabilité absolue de l'exploitant d'une installation nucléaire adopté par la loi atomique allemande, ne serait-ce affaiblir ce système que de l'assortir de la clause d'exonération prévue à l'article 27 ?⁶³

Cette législation est d'ailleurs la seule qui contienne une clause d'exonération d'une telle étendue, ce qui peut s'expliquer par l'institution traditionnelle du droit allemand concernant le partage de la responsabilité.

D'autres législations qui renferment des clauses d'exonération concernant la faute, comme les lois de Suisse et de Suède, précisent que c'est seulement la faute grave de la victime, l'intention de provoquer un accident qui peut libérer l'exploitant de sa responsabilité.

Pour conclure sur les cas d'exonération, nous relevons que la clause la plus importante et que l'on trouve dans toutes les législations nationales est celle qui concerne les dommages nucléaires dus à des faits de guerre ou à des actes semblables. Une deuxième clause d'exonération, également adoptée d'une manière générale est celle qui se rapporte à des dommages nucléaires causés par un cataclysme naturel. Il n'en est cependant pas ainsi pour la loi

⁶³ Cf. J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 161.

atomique philippinaise, qui constitue ici la seule exception, que l'on doit d'ailleurs attribuer aux conditions locales. Cette loi dispose en effet d'une manière explicite que l'exploitant ne peut se libérer de sa responsabilité au cas d'un cataclysme.

La troisième clause d'exonération, celle d'une faute grave de la part de la victime est généralisée, elle aussi, bien que dans une moindre mesure. Selon nous, une telle clause serait à retenir au cas où il s'agit d'une faute grave commise par la victime et seulement sous la forme d'un droit de recours de l'exploitant.

d) *La limitation dans le temps ; la prescription*

Dans l'établissement d'une législation nucléaire, le problème de la prescription représente l'un des aspects importants de la responsabilité en matière de dommages nucléaires. Ce sont les effets différés provoqués par les dommages nucléaires qui ont conduit les spécialistes à demander des délais très prolongés de prescription, pouvant aller jusqu'à trente ou quarante ans, ou même davantage. Car, ainsi qu'en a déjà fait état le premier chapitre de notre ouvrage, „les dommages corporels causés par une contamination radioactive peuvent, dans certains cas, ne se manifester qu'un certain temps après l'exposition au rayonnement dû à l'accident“ ⁶⁴.

D'autre part, parmi les principes que l'on admet d'une manière unanime dans le domaine des dommages nucléaires, il en est un — dont on reparlera d'ailleurs dans la troisième section de ce chapitre — qui est constitué par la condition qui impose que la couverture financière pour la responsabilité de l'exploitant soit assurée préalablement. Cette garantie revêt, dans la majorité des cas, la forme d'un contrat d'assurance. Mais les *pools* d'assurance considèrent que les assureurs ne sauraient accepter un délai très long de prescription en raison du fait que ceci est contraire aux besoins techniques qui réclament la clôture des livres à l'expiration de l'exercice financier. En pratique donc, les assureurs ont toujours demandé des délais plus courts, qui ne dépassent pas cinq ans. Ainsi, on remarque à juste titre : „La période de prescription doit établir une balance entre la garantie à prévoir pour les intérêts du public et la protection à accorder à l'industrie nucléaire (et ses assureurs) contre l'exposition à une foule de demandes attardées pour des maladies où les radiations représentent seulement l'une des causes possibles“ ⁶⁵.

⁶⁴ Alfonso de los Santos Lasurtegui, *op. cit.*, p. 20.

⁶⁵ International Problems of financial Protection Against Nuclear Risk, *op. cit.*, p. 64 : "The period of prescription should strike a balance between providing safeguards for the interests of the public and protecting the nuclear industry (and its insurers) against exposure to a host of delated claims for all the ailments for which radiation is only one among the number of possible causes".

Aux fins d'apporter une solution à ce problème trois, délais ont été adoptés pour la prescription :

— un délai de 2 à 3 ans, commençant dès le moment où la victime a eu connaissance du dommage et de l'auteur ;

— délai de 10 ans ;

— un délai plus long, de 30 ans, à compter du jour de l'accident.

Examinons les solutions adoptées à ce sujet dans quelques-unes des lois atomiques.

La loi relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire en France prévoit, à l'article 15 : „Les actions en réparation se prescrivent par trois ans, soit à compter du moment où la victime a eu connaissance du dommage et de l'exploitant responsable, soit à compter du moment où elle a dû raisonnablement en avoir connaissance ; elles ne peuvent toutefois être intentées plus de dix ans à compter du jour de l'accident“.

Les dispositions de l'article 15 de la loi française, dont nous venons de faire mention, rentrent dans le pratique générale basée justement sur l'adoption d'un court délai de trois, ans à partir du moment où la victime a eu connaissance du dommage et de l'auteur, et d'un délai plus long de dix ans, à compter du moment où est intervenu l'accident.

Il est à remarquer de même que la précision supplémentaire concernant le délai de trois ans, suivant laquelle celui-ci est à compter du moment où la victime a connu le dommage et l'auteur ou „elle a dû raisonnablement en avoir connaissance“, se retrouve aussi dans d'autres législations. Ainsi donc, en vertu d'une telle prescription et compte tenu du fait que la plupart des demandes de réparation sont formulées aussitôt après l'accident, les demandes des assureurs pour un court délai se sont vu donner, croyons-nous, une réponse leur accordant satisfaction.

Cependant, c'est d'un délai plus long, de dix ans que les victimes ont à bénéficier au cas où elles n'ont connu ni le dommage, ni la personne qui s'en était rendue responsable.

La loi italienne du 30 janvier 1963 statue que les actions en réparation des dommages provoqués aux personnes ou aux biens par un accident nucléaire, devront être intentées dans un délai de trois ans à partir du jour où l'intéressé s'est aperçu du dommage, Aucune demande ne peut être formulée plus de dix ans après l'accident nucléaire, ou après le vol, la perte ou l'abandon de substances nucléaires.

La loi atomique de la République des Philippines dispose qu'aucune demande en réparation ne peut être introduite après l'écoulement du terme général de prescription de dix ans. La loi prévoit aussi un délai de trois ans à partir du moment où la victime a connu ou aurait dû connaître le dommage ainsi que l'ex-

exploitant responsable, pendant lequel la victime doit intenter son action sous peine de déchéance ⁶⁶.

Dans la République Fédérale d'Allemagne, le problème de la prescription fait l'objet de l'article 32 de l'*Atomgesetz*, qui prévoit deux hypothèses : selon la première la victime qu'a eu connaissance du dommage et de la personne responsable, doit formuler sa demande en réparation dans un délai de deux ans ; suivant la seconde hypothèse, le délai est porté à trente ans à compter de la date de l'accident ⁶⁷, au cas où la victime ne se rend pas compte du dommage ou elle ne connaît pas l'exploitant responsable. Il y a donc d'une part un délai de deux ans qui correspond à l'intérêt général d'une bonne justice et est à même de satisfaire aux exigences des compagnies d'assurances quant à la constitution de leurs réserves pour des accidents (sinistres) en suspens, et d'un autre côté, la délai plus long, atteignant trente ans, dont bénéficie la victime quand elle ne connaît pas le préjudice ou le responsable.

On retrouve également dans la législation suisse le critère des deux délais de prescription : un délai de deux ans pendant lequel est reçue la demande en réparation de la victime qui a eu connaissance du préjudice et du responsable, toute demande étant prescrite par dix ans écoulés depuis la date de l'accident ⁶⁸.

Ces mêmes délais de deux et de dix ans sont retenus aussi par le législateur suédois : deux ans à partir du jour où la personne lésée a eu connaissance du dommage et du responsable, dix

⁶⁶ *Section 62 de la loi philippinaise citée* : Rights of compensation under this Act shall prescribe after ten years from the date of the nuclear incident. Furthermore, actions for compensation under this Act shall be barred unless within three years from the date on which the person suffering nuclear damage had knowledge or should have had knowledge of the damage and of the installation operator liable for the damage : Provided, however, that any person who claims to have suffered nuclear damage and who has brought an action for compensation within the period applicable pursuant to this section may amend his claim to take into account any aggravation of the damage, even after the expiry of that period : Provided, further, that final judgement has not been entered in the case.

⁶⁷ *La loi atomique allemande citée, Art. 32 : Prescription.* 1) Les revendications en réparation du dommage relevant de ce chapitre sont touchées par la prescription à l'expiration d'un délai de deux ans à compter du moment où l'ayant-droit a pris connaissance du dommage et de l'identité du redevable et, à défaut de cette connaissance, à l'expiration de 30 ans à compter de la date de l'événement ayant provoqué les dommages.

⁶⁸ *Art. 17, lettre f, de la loi atomique suisse citée.* Prescription. 1. Les actions en dommage-intérêts et en réparation du tort moral fondées sur la présente loi se prescrivent par deux ans à compter du jour où le lésé a eu connaissance du dommage et de la personne qui en est responsable, mais en tout cas par dix ans dès le jour où l'influence nocive s'est produite.

ans en tout cas après la survenance de l'accident⁶⁹. Quant aux indemnités à payer pour satisfaire aux demandes éventuelles des victimes, c'est à l'Etat que cette charge incombe, en Suède, après que la prescription de dix ans se soit écoulée. Cette obligation subsidiaire est limitée par un délai de prescription de 30 ans à dater de l'événement dommageable⁷⁰.

Selon les prévisions de la législation anglaise, la victime d'un dommage nucléaire peut faire valoir ses droits à réparation au cours d'un délai de trente ans, période qui commence depuis le jour de l'accident, l'exploitant étant libéré de toute responsabilité après dix ans à partir de l'accident. Le *Nuclear Installation Act* prévoit que le Parlement décidera si l'Etat prendra en charge les responsabilités de l'exploitant privé⁷¹ pendant la période de 20 ans qui reste non couverte.

Pourtant une différence est à signaler entre le sort de la victime en Grande Bretagne et celui de la personne lésée en Suède, bien que les délais de prescription y soient les mêmes : un délai de trente ans pour la victime et un délai de dix ans à compter depuis le moment de l'accident après expiration duquel l'exploitant se trouve libéré de toute responsabilité. La situation de la victime est différente du fait que l'intervention de l'Etat est obligatoire en Suède, tandis qu'en Grande Bretagne l'Etat a seulement la possibilité d'intervenir. Ceci nous permet de conclure que les victimes d'un dommage nucléaire ont une position bien différente pour faire valoir leurs droits à réparation.

La pratique nous démontre que les législateurs nationaux, pour faire concilier les intérêts des assureurs et ceux des victimes, ont adopté des solutions que l'on peut diviser en deux catégories. Dans la première de ces catégories, rentrent les législations qui

⁶⁹ Les articles 21 (a) et 21 (b) de la loi atomique n° 45 du 8 mai 1968, prévoient qu'une action en réparation d'un dommage nucléaire est prescrite si elle n'a pas été intentée contre l'exploitant responsable ou son assureur dans un délai de trois ans à partir de la date à laquelle la victime a eu ou aurait dû raisonnablement avoir eu connaissance à la fois de l'identité de l'exploitant responsable et de l'existence d'un dommage lui ouvrant droit à la réparation.

Le droit à réparation d'un dommage nucléaire est éteint si aucune action n'a été intentée contre l'exploitant ou son assureur dans un délai de dix ans à partir de la date de l'accident. Cependant, lorsque les substances nucléaires qui ont provoqué l'accident, ont été volées, perdues ou abandonnées et n'ont pas encore été retrouvées, les actions en réparation peuvent être intentées dans un délai de vingt ans à compter de la date du vol, de la perte ou de l'abandon.

⁷⁰ L'art. 13,2^e paragraphe de la loi suédoise citée : Pour un dommage nucléaire se manifestant plus de dix ans, mais moins de trente ans après l'événement dommageable, l'indemnité est versée par l'Etat....

⁷¹ Point 4 (4) du *Nuclear Installations (Licencing and Insurance Act 1959)*. — Nonobstant toute autre législation, une demande basée sur la sous-section 1 de la présente section, peut être introduite à n'importe quel moment avant (mais jamais après) l'expiration d'un délai de 30 ans à partir de la „relevant date“ (date pertinente), c'est-à-dire : — la date

fixent un délai court de prescription, de deux ou de trois ans, à compter de la date à laquelle le demandeur a eu connaissance du dommage et de l'auteur de celui-ci ou il aurait dû raisonnablement les connaître, et le délai de dix ans à partir du moment de l'accident (France, République des Philippines). La deuxième catégorie est constituée par les législations nucléaires qui établissent en fait trois délais de prescription : un délai court de deux ans pour le cas où la victime connaît le dommage et la personne qui en est responsable, un autre de dix ans qui libère l'exploitant de sa responsabilité, et encore un délai de trente ans pendant lequel la victime peut faire valoir des éventuels droits. Pour la période allant de dix à trente ans l'intervention de l'Etat représente soit une obligation (Suède), soit une possibilité (Angleterre).

Il s'ensuit que toutes les législations nationales ont adopté en ce qui concerne la prescription, un système basé sur plusieurs délais. Le délai court de deux ou de trois ans correspond aux intérêts des assureurs qui veulent avoir une situation claire quant à leurs obligations. Les dispositions respectives sont complétées par l'indication prévoyant que ce délai commence à courir soit à partir de la date où la victime a connu le dommage et l'auteur, soit du moment où elle aurait dû raisonnablement les connaître.

Le deuxième délai de dix ans ou de trente ans correspond aux intérêts de la victime qui n'a eu connaissance ni de l'auteur du préjudice, ni de ce dommage lui-même. Il nous faut souligner que pareil délai ne saurait trop embarrasser les assureurs, étant donné que dans la majorité des cas les demandes de réparation sont intentées durant les plus courts délais, tout de suite après l'accident. En effet, le délai plus long a été fixé plutôt pour garantir des cas tout spéciaux qui pourraient intervenir.

de la survenance du fait (sur l'installation autorisée où en rapport avec son activité) qui a donné naissance à la demande ; où — si l'événement offre un caractère de durée où de continuité, où s'il s'agit d'une succession d'événements tous attribuables à une opération particulière sur l'installation, où la répétition sur l'installation d'opérations particulières : la date du dernier événement dans le courant de ces opérations où successions d'opérations auxquelles la demande se réfère.

Etant entendu que, si une telle demande est reconnue fondée, mais se trouve n'être pas une de celles pour la réparation desquelles des fonds doivent être disponibles conformément à la sous-section 1 de la section 5 de cette loi, où si elle est faite plus de dix ans après la „relevant date“ susmentionnée, le concessionnaire ne sera tenu à aucun paiement pour indemniser cette demande, à moins que, ou jusqu'à ce que le Parlement ne prenne pas des dispositions afin de s'assurer que le montant requis pour indemniser la demande, ou si la demande est formulée au cours des 10 ans après la „relevant date“ survisée, la partie de ce montant qui ne peut pas être payée avec les fonds susdits, serait, si le concessionnaire le désire, remboursée au concessionnaire par tels moyens que le Parlement pourrait déterminer ; et après l'adoption d'une telle disposition, aucun paiement par le truchement d'un compromis entre concessionnaire et demandeur ne pourra être fait à moins que le ministre n'en ait approuvé les termes.

2. *Le principe de la canalisation*

Il va de soi que la victime d'un dommage nucléaire, pour recevoir réparation en base du droit commun de la responsabilité, malgré les situations variables que pourraient offrir les différents systèmes juridiques, peut se trouver devant une multitude de responsables virtuels, que l'on ne peut que très difficilement poursuivre.

De même, si un accident nucléaire a pour cause le mauvais fonctionnement de l'équipement, le fournisseur de celui-ci pourrait en être tenu responsable, selon le droit commun. De cette manière, pour couvrir pareils risques, l'exploitant, l'expéditeur, le transporteur, les fournisseurs de matériaux, d'équipements ou de services devraient tous assurer leur responsabilité. J.P.H. Trevor nous montre à ce sujet : „La canalisation de la responsabilité sur une seule personne, l'exploitant de l'installation nucléaire, permet qu'une seule police d'assurance couvre l'entière responsabilité envers les tiers et prévient ce que l'on a décrit comme la pyramide inutile d'assurances. Ceci a pour résultat inévitable de réduire d'une manière substantielle le montant de l'assurance offerte à l'exploitant“⁷².

Aussi l'importance de la canalisation de la responsabilité sur l'exploitant est-elle démontrée clairement, eu égard tant à la possibilité de conclure un seul contrat d'assurance qu'à l'intérêt qu'ont les victimes d'un dommage nucléaire de connaître la personne qui en est responsable.

Le principe de la canalisation a pour résultat d'assurer à la victime d'un accident nucléaire la possibilité d'adresser sa demande en réparation au seul exploitant, et le corollaire en sera que les autres personnes (à l'exception de l'auteur d'une faute intentionnelle) sont à l'abri d'une action de la part de la victime. Une autre conséquence importante que comporte ce principe en matière de recours, c'est l'impossibilité pour l'exploitant de se retourner contre l'auteur du dommage, sauf faute intentionnelle de sa part ou si un tel recours a été prévu par contrat. „La responsabilité de l'exploitant nucléaire apparaît donc comme exclusive à l'égard de la victime, alors qu'elle n'emporte pas l'obliga-

⁷² J. P. H. Trevor, "Principles of Civil Liability for Nuclear damage," Reprint from Legal Series n°. 5 : "Nuclear Law for a Developing World". International Atomic Energy Agency, Vienne 1969, p. 110 : "Concentrating liability on a single person the operator of the nuclear installation, permits a single insurance to cover al liability to third parties and prevents what has been described as the unnecessary pyramiding of insurance, which would have the inevitable result of substantially reducing the amount of insurance cover available to the operator".

tion pour l'exploitant de supporter seul le poids de la réparation, puisqu'il peut s'en décharger par contrat pour tout ou partie⁷³.

Le système de la canalisation juridique de la responsabilité sur l'exploitant de l'installation nucléaire, système qui est consacré aujourd'hui dans nombre de législations nationales⁷⁴, en ce qui concerne la responsabilité civile pour dommages nucléaires, a été appliqué pour la première fois aux Etats-Unis, durant la période quand la *Commission Américaine de l'Energie Atomique* (U.S.A.E.C) était le seul organisme qui utilisait l'énergie nucléaire. C'est en base des contrats conclus avec les entreprises privées que l'U.S.A.E.C. déchargeait en principe les fournisseurs de toute obligation de réparation pouvant naître comme suite à un accident nucléaire lors de l'exécution des contrats, étant donné que ces entreprises n'étaient pas disposées autrement à apporter leur collaboration. Ainsi, „l'U.S.A.E.C. ne s'obligeait assurément à couvrir elle-même la responsabilité des fournisseurs du chef du dommage à l'égard des tiers, que dans le mesure des fonds disponibles“⁷⁵.

Néanmoins, étaient exclues de cette couverture les obligations d'indemnisations résultant d'une négligence grave, d'un préjudice intentionnel ou d'un dol, imputables aux représentants du contractant⁷⁶. A l'heure actuelle, l'exploitant du réacteur, le détenteur de matières radioactives etc, sont indemnisés par l'Etat à concurrence de certaines sommes qui leur ont été réclamées par des tiers victimes d'un accident nucléaire. Les personnes

⁷³ Yves Demoures, „La responsabilité de l'exploitant nucléaire au regard de la réglementation française de la responsabilité civile (Principe de canalisation)“, *Droit nucléaire européen*, (Paris, 1968), p. 121.

⁷⁴ *République des Philippines* : sec. 37, part. VII, Ann Act Providing for the Licencing and Regulation of Atomic Energy Facilities and Materials, Establishing the Rules on Liability for Nuclear Damage, and for other Purposes, 22 janvier 1968.

— *Danemark*, art. 16 de la Loi n° 170 on Nuklear Anlaeg (Atom-anlaeg) 16 mai 1962.

— *France* : art. 2 de la Loi n° 68—943 du 30 octobre 1968 relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

— *Grande Bretagne* : Sec. (1) (2), Nuclear Installations (Licencing and Insurance) Act, 1958.

— *Italie* : art. 15,27 Legge, n° 1860. Impiego Pacifico dell'energia nucleare del 31 decembre 1962.

— *Autriche* : paragraphes 3, 24, 35, 57, Bundesgesetz vom 29.4.1964 über die Haftung für nukleare Schäden (Atomhaftpflichtgesetz).

— *Suède* : paragraphes 4,9 Lag om ersättning för skada i föld ar atomreaktoridcift n.n. (atomausvarighetslag) du 3 juin 1960.

⁷⁵ Hans Fischerhof, „Essai d'une théorie juridique de la canalisation de la responsabilité sur l'exploitant d'une installation nucléaire“, *Droit nucléaire européen*, (Paris, 1968), p. 112.

⁷⁶ Cf. Heunessey, „Indemnification of the U.S. Atomic Energy Commission Contractors against Liability for Nuclear incidents, *Progress in nuclear Energy*, Series X, Law and Administration 3, Nuclear Liability, Oxford 1962, p. 252 et suiv.

qui bénéficient de l'indemnisation gouvernementale rentrent dans les catégories ci-après :

— les exploitants de réacteurs privés qui ont l'obligation de passer une convention d'indemnisation avec l'U.S.A.E.C. ;

— tous ceux qui sont engagés dans des liens contractuels avec l'exploitant d'une installation atomique : architectes, entrepreneurs, fournisseurs, sous-traitants, etc.⁷⁷ ;

— même ceux qui, en dehors de tout engagement contractuel, peuvent être amenés à encourir une responsabilité.

Notons aussi que la pratique américaine applique le principe de la canalisation de la responsabilité également dans le cadre des accords internationaux de coopération conclus par les Etats-Unis avec divers pays d'Europe et d'autres continents.

La loi suisse consacre d'une manière claire, à l'article 12⁷⁸, le principe de la canalisation des responsabilités sur l'exploitant. Cette loi prévoit que l'exploitant est le seul responsable, la notion d'exploitant comprenant en dehors des exploitants d'installations nucléaires, tous les autres détenteurs de combustible nucléaire et de résidus radioactifs, à condition que le dommage ait été provoqué par un processus nucléaire. S'il s'agit du transport, c'est l'exploitant expéditeur des matières nucléaires qui est le seul responsable des dommages survenus avant la prise en charge par l'exploitant d'une autre installation nucléaire⁷⁹. En revanche, au cas de l'importation de matières nucléaires, c'est l'exploitant destinataire qui est responsable pour les dommages causés en Suisse⁸⁰. La loi suisse n'a pas retenu le critère adopté par la loi allemande (art. 26), selon lequel les détenteurs et les personnes manipulant des matières fissiles pouvaient dégager leur respon-

⁷⁷ Cf. J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 279.

⁷⁸ Art. 12, a, 1. *Principe* : Si au cours de l'exploitation d'une installation atomique, des processus nucléaires, par leurs effets radioactifs, toxiques, explosifs ou autres provoquent la mort d'une personne, la lèsent dans sa santé ou causent un dommage matériel, l'exploitant de l'installation est seul responsable.

2. De même, l'exploitant d'une installation atomique est seul responsable des dommages causés par des processus nucléaires se produisant au sein de combustibles nucléaires et de résidus radioactifs qui proviennent de son installation et qui, au moment du sinistre n'avaient pas encore été pris en charge par l'exploitant d'une autre installation atomique.

3. L'exploitant d'une installation atomique qui reçoit des combustibles nucléaires et des résidus radioactifs de l'étranger est responsable des dommages causés en Suisse par des processus nucléaires se produisant au sein de ces matières en cours de transport à destination de son installation.

4. En cas de transport de combustibles nucléaires et de résidus radioactifs, le bénéficiaire de l'autorisation de transport peut, avec l'assentiment de l'autorité compétente, assumer la responsabilité à la place de l'exploitant de l'installation atomique, s'il justifie de l'assurance ou des sûretés exigées.

5. Aucune autre personne que celles mentionnées aux alinéas premier à 4 n'est responsable des dommages de cette sorte.

⁷⁹ Art. 12 (2) de la Loi Fédérale suisse du 23 décembre 1959.

⁸⁰ Art. 12 (3) de la Loi Fédérale suisse du 23 décembre 1959.

sabilité en établissant qu'ils avaient pris toutes les précautions utiles, compte tenu des circonstances de l'accident.

La loi suédoise sur la réparation des dommages nucléaires, promulguée le 8 mars 1968 et entrée en vigueur le 1^{er} avril 1968, a retenu, elle aussi, le principe de la responsabilité de l'exploitant, les articles 5 et 14 (a) attribuant la responsabilité pour un dommage nucléaire au seul exploitant.

En cas de transport sur le territoire suédois, c'est l'exploitant expéditeur qui est responsable et au cas d'un transport international destiné à une installation suédoise, l'exploitant de cette dernière est le responsable (art. 6 a et b).

La nouvelle loi britannique du 1^{er} décembre 1965 sur les installations nucléaires adopte aussi la solution de la responsabilité concentrée sur l'exploitant (art. 12 (1), par. b). Quant à la teneur de cette responsabilité, l'article 17 (3) de la loi⁸¹ dispose : „En cas de concours de responsabilité, les personnes concernées seront solidairement responsables du dommage jusqu'à ce que les demandes formulées aient été satisfaites, dans le cas d'un titulaire d'autorisation jusqu'à concurrence de 5 millions de livres (environ 14 millions dollars) au maximum, et dans le cas d'un exploitant étranger d'un pays contractant à concurrence du montant maximal de la garantie financière qui lui est imposée, avec un minimum de 1,75 millions de £ (environ 5 millions dollars)“.

En cas de transport, le responsable est celui pour le compte duquel s'effectue le transport, sauf lorsque l'accident est survenu sur le site d'un autre exploitant se trouvant en Grande Bretagne (art. 21 (3)).

La législation japonaise prévoit également que l'exploitant d'un réacteur en activité est le responsable des dommages nucléaires dus au fonctionnement de cette installation, à l'exclusion de toute autre personne⁸². Quant au dommage nucléaire survenu en cours de transport de matières nucléaires d'une installation à une autre, il est imputable à l'exploitant destinataire⁸³.



Après cet aperçu sur quelques dispositions des lois atomiques spéciales, il nous faut en examiner de plus près le fondement.

Comme on a pu le remarquer, le principe de la canalisation de la responsabilité sur l'exploitant est admis dans toutes ces législations, soit juridiquement en vertu de prévisions explicites,

⁸¹ 1. Cf. *Législations nucléaires citées*, p. 66.

⁸² Art. 4 de la *Loi japonaise citée* : Lorsqu'un dommage nucléaire est couvert par l'article 3, toute personne autre que l'exploitant nucléaire responsable pour un tel dommage suivant l'article 3, ne sera pas responsable pour ce dommage.

⁸³ *Ibidem*, art. 3 (2) : Lorsqu'un dommage nucléaire est couvert par le paragraphe 1^{er} de cet article et si un tel dommage trouve sa cause dans le transport de combustibles nucléaires, entre des exploitants nucléaires, l'exploitant destinataire de tels combustibles nucléaires, sera responsable d'un tel dommage.

comme dans la plupart des cas analysés, soit par le biais économique (canalisation économique) dans quelques pays, tels les Etats-Unis d'Amérique.

Le fondement juridique de ce principe n'est pas de date récente ; la canalisation de la responsabilité civile existe depuis longtemps déjà, comme, à titre d'exemple la responsabilité du chef de l'entreprise pour les dommages causés par ses employés et préposés. Mais — phénomène juridique nouveau —, la canalisation en matière de dommages nucléaires vise une seule personne à l'exclusion de toute autre. Cela représente, selon nous, une nécessité issue de l'utilisation et du développement de l'énergie atomique à des fins pacifiques dans l'intérêt supérieur de la collectivité, objectif qui peut être atteint aussi, vu le caractère propre des effets d'une telle industrie, par l'institution sur le plan juridique d'une responsabilité canalisée, en principe, vers une seule personne.

Nous trouvons d'ailleurs, clairement exprimées par les Etats participants à la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire — point 15 de l'Exposé des motifs —, les raisons ayant conduit à la nécessité d'une telle canalisation de la responsabilité civile : „Toute la responsabilité est concentrée sur une personne, à savoir l'exploitant de l'installation nucléaire où l'accident nucléaire se produit. D'après la Convention, l'exploitant, et l'exploitant seul, est responsable des accidents survenant dans l'installation, à l'exclusion de toute autre personne... Deux motifs ont conduit à concentrer toute la responsabilité sur l'exploitant, ce qui constitue une restriction des droits reconnus à la victime par le droit commun de la responsabilité. D'abord il est souhaitable d'éviter les difficultés et les délais qui résulteraient dans chaque cas de la possibilité d'actions en responsabilité multiples.

Ensuite, il serait nécessaire, pour couvrir tous ceux qui pourraient être associés à l'exploitation d'une installation nucléaire en plus de l'exploitant, de contracter des assurances spéciales très onéreuses et dont il n'est même pas sûr qu'elles pourraient être obtenues“.

Quant aux critiques de ce principe, on observe : „Les objections d'ordre théorique formulées à l'adresse de la canalisation juridique sont atténuées dans une certaine mesure par la reconnaissance du droit de recours de l'exploitant en cas de dommages causés intentionnellement par des tiers“⁸⁴.

Un examen minutieux du régime de la responsabilité de l'exploitant consacré dans les différentes législations nous permet de relever „le souci constant de faciliter à la victime l'indemnisation des dommages causés par une activité à laquelle elle est étrangère et dont elle ne profite pas“⁸⁵.

⁸⁴ Hans Fischerhof, *op. cit.*, p. 199.

⁸⁵ Yves Demoures, *op. cit.*, p. 131.

Bien que tous les auteurs soient d'accord sur les raisons judiciaires résidant à la base de l'institution de la canalisation, des différences peuvent être signalées au regard de son fondement juridique.

Ainsi, certains auteurs dont Yves Demoures, considèrent que l'idée même d'entreprise nucléaire sert à fonder la canalisation de la responsabilité sur l'exploitant, étant donné que dans l'état actuel de nos connaissances et de la technique nucléaire, c'est à l'exploitant qu'incombe la tâche d'assurer la prévention des accidents nucléaires, même si des tiers (notamment les fournisseurs) participent plus ou moins directement à l'exploitation, car le risque nucléaire existe au niveau de l'installation, et non à celui de la fourniture. Aussi, ce risque doit-il être couvert là où il peut se produire, c'est-à-dire au niveau de l'entreprise dans le sens le plus large. De plus, les tiers dont la responsabilité est couverte par celle de l'exploitant peuvent, en ce qui les concerne, ignorer les conséquences de leurs actes sur le plan nucléaire, tandis que pour l'exploitant il en est autrement, car il doit les connaître ⁸⁶.

De son côté, Hans Fischerhof est d'avis que l'existence du principe de la canalisation rentre dans la catégorie de „certaines anomalies qui, sur le plan de la sociologie du droit, cadrent avec la réalité sociale et sont le résultat des forces inhérentes à la société, à condition bien entendu que ce résultat n'ait aucune répercussion néfaste sur la collectivité“ ⁸⁷.

SECTION III. LA COUVERTURE DE LA RESPONSABILITÉ NUCLÉAIRE

On a vu que la responsabilité objective dans le domaine nucléaire comporte la limitation du montant destiné à faire réparer les dommages respectifs. Après avoir présenté le principe de la canalisation sur l'exploitant de l'installation nucléaire, il importe, pour avoir une vue d'ensemble sur le système de la responsabilité en matière de dommages nucléaires, d'en examiner les modalités offertes par diverses législations aux victimes pour faire valoir leurs droits.

En effet, selon J. P. H. Trevor, „aux fins d'assurer que les demandes en réparation sur lesquelles il a été décidé soient satisfaites, il est nécessaire que l'exploitant possède une assurance où une autre garantie financière pour couvrir sa responsabilité“ ⁸⁸.

Les législations nationales posent le principe d'une assurance obligatoire ou d'une garantie financière dont la constitution représente une condition pour l'exploitant en vue d'obtenir l'autorisa-

⁸⁶ J. P. Trevor, *op. cit.*, p. 112.

⁸⁷ Hans Fischerhof, *op. cit.*, p. 120.

⁸⁸ J. P. H. Trevor, *op. cit.*, p. 112.

tion requise de fonctionnement⁸⁹, bien que la somme à affecter ou sa forme concrète varient, suivant le pays.

Cette couverture financière consiste soit dans une assurance, soit dans le versement d'un dépôt en espèces ou en valeurs gageables ou en toute autre garantie approuvée par l'autorité nationale compétente; cependant, le cas le plus fréquent est celui de la souscription d'une police d'assurance⁹⁰.

Aux fins de fournir de telles garanties, nombre de *pools* nationaux et internationaux d'assurance ont été formés de nos jours dans le domaine nucléaire.

Si une telle concentration des fonds est devenue nécessaire, c'est que, selon les assureurs, les risques qu'entraînerait l'utilisation de l'énergie nucléaire revêtiraient des caractéristiques nouvelles, telles que :

- ampleur exceptionnelle et multiplicité des dommages pouvant être encourus à la suite de la survenance d'un seul accident ;

- nombre plutôt réduit d'installations existantes à l'heure actuelle ;

- effets différés des dommages pouvant résulter d'un accident nucléaire ;

- aggravation possible des lésions subies dans le temps ;

- grande valeur des réacteurs ;

- nécessité de rétention de réserves techniques ;

⁸⁹ — *Allemagne*, art. 13 (1 et 2), art. 35 (1 et 2), art. 15 (2), art. 13 (4), art. 35 (3), art. 15 (1 et 2) de l'*Atomgesetz* et le chapitre I et II du Décret sur la garantie financière du 22/II/62.

— *Autriche* : art. 17 (1), art. 18 (1), art. 30 (2) de la Loi atomique.

— *Belgique* : art. 2, 6, 7 et 8 de la Loi belge du 18 juillet 1966 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

— *Danemark* : art. 17 (1), 21, 25, 26, 28 (3) de la Loi danoise n° 170 du 16 mai 1962 sur „Les installations nucléaires“, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1962.

— *Espagne* : art. 55, 56, 57, 58, 59, 63, 64, de la Loi espagnole sur l'énergie nucléaire du 29 avril 1964, publiée au Journal officiel de l'Espagne le 4 mai 1964.

— *Etats-Unis* : partie 140, art. 11 et 13 (a) du Règlement de la Commission de l'Energie Atomique.

— *France* : art. 7 de la Loi citée de 1968.

— *Italie* : art. 19, 20, 21, de la Loi 180 du 31 décembre 1962 sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

— *Japon* : art. 6, 7 et 8 de la Loi japonaise citée.

— *Pays-Bas* : art. 9 (1) et 10 de la Loi néerlandaise du 27 octobre 1965 sur la réglementation en matière de responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

— *Philippines* : Section 46 de l'Act cité.

— *Royaume Uni* : art. 16 (1) (c) et (3), 17 (3), 19 (1) (3) et (4), 18 (1) de la Loi anglaise citée.

— *Suède* : art. 6, 10 (a) et (b) et 11 de la Loi suédoise citée.

— *Suisse* : art. 21 (1) (2) et (4) art. 22 (1) et (2), art. 22 (1 et 2), art. 23 et 25 de la Loi suisse citée.

⁹⁰ Alfonso de los Santos Lasurtegui, *op. cit.*, p. 24.

— manque de données statistiques basées sur l'expérience⁹¹.

Les assurés, quant à eux, estiment que les primes d'assurance sont trop élevées, eu regard des précautions et mesures de sécurité prises par l'exploitant et compte tenu du fait que le fonctionnement des réacteurs n'a pas produit jusqu'à maintenant de dommages plus graves que ceux provoqués par d'autres entreprises.

Ne perdons cependant pas de vue que „l'élaboration d'un système général d'assurance a suscité jusqu'à présent des difficultés en raison de la diversité des filières des réacteurs et de l'évolution rapide de la technologie nucléaire. Il a donc semblé naturel d'adapter les conditions de la police aux caractéristiques propres à l'installation à assurer“⁹².

Bien que, dans la réalité, ces conditions des polices d'assurance varient d'une installation à l'autre, toujours est-il que des traits fondamentaux communs s'en dégagent, ce qui permet de distinguer en la matière deux types d'assurances, à savoir : le système continental (celui d'Europe), où la garantie suppose une énumération des risques assurés, et le type américain d'assurances offrant une garantie „tous risques“.

Examinons de plus près ces deux systèmes d'assurances.

1. L'assurance des risques nucléaires aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, comme dans les autres pays, toute autorisation pour l'utilisation d'un réacteur est conditionnée par l'obligation qu'a l'exploitant de disposer d'une garantie financière. Le montant et le type en sont fixés par l'*Atomic Energy Commission* et ils sont sujets à révision. Le montant exigé est fonction de la puissance du réacteur et de la densité de la population se trouvant aux environs de l'installation. Ainsi, le *Règlement de l'A.E.C.* dispose à l'art. 11, du titre 10, 140^e partie, que la couverture minimale doit représenter 150 000 dollars par Mégawatt (mille KW) d'énergie thermique produite, ce montant ne pouvant être inférieur à 250 000 dollars par réacteur. Il y est encore précisé que la couverture financière peut consister en tous moyens approuvés par la Commission, spécialement en une police d'assurance responsabilité civile, émise par une compagnie privée. Quant aux dommages excédant la couverture financière requise, on prévoit l'intervention de l'Etat fédéral au moyen de conventions d'indemnisations⁹³.

⁹¹ Cf. A. Campbell Miles, „Some Considerations Affecting Nuclear Insurance in respect of Land-Based Installation“ et M. Lacroix, „Détermination des réserves techniques en matière d'assurance des risques“. *Groupe d'étude de l'assurance nucléaire*, Vienne, 24—28 novembre 1969, *passim*.

⁹² C. Hertel, „Principes fondamentaux de l'assurance contre les risques nucléaires“. *Groupe d'experts sur les assurances nucléaires*, Vienne 24—28 novembre 1969, p. 1.

⁹³ Cf. *Législations nucléaires*, *op. cit.*, p. 42.

Les institutions qui, en vertu d'une loi fédérale ou de la législation locale, bénéficient d'une exonération en matière de responsabilité civile, peuvent se voir imposer par l'*Atomic Energy Commission*, qui en possède le droit, de déclarer formellement qu'elles renoncent à une telle exonération, avant que l'autorisation leur soit accordée⁹⁴.

Un exemple est offert par les Universités d'Etat qui, en tant qu'institutions publiques, jouissent d'immunités et qui font installer un réacteur de recherches scientifiques. On a observé à juste titre à ce sujet : „Une question de principe se pose ici : un établissement public a-t-il le pouvoir, aux Etats-Unis, de renoncer ou même de modifier son statut d'immunité ? Dans certains Etats, la chose est interdite par la Constitution même de l'Etat et une loi particulière, même fédérale, ne peut attenter à cette disposition d'ordre public“⁹⁵.

Pour ce qui est du régime des réacteurs, on observe que : „les réacteurs de recherche, au même titre que les réacteurs de puissance, sont soumis au régime de l'autorisation, de la couverture financière et de la convention d'indemnisation. Encore que des mesures particulières puissent favoriser les établissements scientifiques par l'octroi de conditions moins strictes, en ce qui concerne notamment la constitution de sûretés financières, en principe cependant, la procédure prévue est la même pour les deux activités : l'utilisation industrielle et la recherche scientifique“⁹⁶.

En nous arrêtant sur l'obtention et l'étendue des polices d'assurance, il y a lieu de mentionner que : „Aux Etats-Unis l'assurance responsabilité civile nucléaire est faite par deux associations de compagnies d'assurance, dont l'une est la *Nuclear Energy Liability Insurance Association* (NELIA), société groupant à peu près tous les fonds des compagnies d'assurances des Etats-Unis, tandis que l'autre, la *Mutual Atomic Energy Liability Underwriters* (MAELU) est une société qui comprend les compagnies d'assurance mutuelle des Etats-Unis. Couramment la capacité de la NELIA est de 63.550.000 dollars et celle de MAELU est de 18.450.000 dollars, la capacité combinée étant par conséquent de 82.000.000 dollars“⁹⁷.

⁹⁴ Cf. Stason, Estep, Pierce, *op. cit.*, p. 586.

⁹⁵ J.P. Piérard, *op. cit.*, p. 282.

⁹⁶ *Ibidem*, p. 282—283.

⁹⁷ A. C. Rand, „A Brief Commentary on Nuclear Insurance in the United States“, *Groupe d'études sur les assurances*, Vienne, 24—28 novembre, p. 3 ; „In the United States, Nuclear Energy Liability Insurance is written by two associations of insurance companies, one-Nuclear Energy Liability Insurance Association (NELIA) is an organisation of almost all the stocks liability insurance companies in the United States, while the other, Mutual Atomic Energy Liability Underwriters (MAELU), is the underwriting group for most of the mutual liability insurance companies

Ces polices couvrent une grande variété de risques, tels que : blessures, maladies, dommages matériels, privation de jouissance, et „Elles ont comme première particularité non seulement de protéger uniquement le propriétaire de l'installation visée par le contrat, mais aussi toute autre personne qui serait déclarée civilement responsable d'un accident causé par cette installation, par exemple, la compagnie d'aviation dont un appareil s'abattrait sur les locaux en question“⁹⁸.

Le contrat d'assurance est conclu pour une durée indéterminée, mais il peut être dénoncé par l'une des parties ou il cesse après l'épuisement du montant affecté aux dédommagements. Ceci constitue une deuxième particularité de la police d'assurance aux Etats-Unis.

Enfin, R. J. Fischer en relève un troisième trait particulier : „Après un accident qui vient de réduire le plafond de la police, les *pools* sont d'accord de refaire le plafond, mais il ne s'agit pas d'une opération automatique comme dans la majorité des polices d'assurance“⁹⁹.

Les cas qui sont exclus d'une pareille assurance responsabilité civile ne sont pas nombreux. Ainsi, ne sont pas reçues les demandes des victimes qui travaillent sur le site du réacteur, le régime légal de telles compensations variant d'un Etat à l'autre. Un autre cas d'exclusion vise la fabrication et le transport d'armes nucléaires ainsi que tous les risques qui découlent d'une guerre. Comme dans tous les contrats d'assurance responsabilité civile, les dommages au réacteur et aux biens se trouvant sur le site en sont exclus.

Une situation spéciale qu'offrent les contrats américains en la matière est celle où une garantie de la responsabilité civile dans le domaine nucléaire ne joue pas, dans certaines conditions, au cas d'un accident. Il s'agit en l'occurrence d'une compagnie A qui, fournissant à l'entreprise B un moteur contracte une assurance pour le mauvais fonctionnement de ce moteur, pour la somme de 25.000 dollars. Au cas d'une installation nucléaire à laquelle a été fourni le moteur en question et qui est assurée pour la somme de 1 million de dollars aux fins de couvrir les dommages subis par des tiers lors de la survenance d'un accident, étant donné que l'assurance de l'entreprise

in the United States. Currently, the capacity of NELIA is 63,550,000 dollars and the capacity of MAELU is 18,450,000 dollars, giving a total combined capacity of 82,000,000.

⁹⁸ René Gautron, „La responsabilité civile et la protection financière en raison des risques atomiques aux Etats-Unis, *Aspects de droit de l'énergie atomique*, tome I, (Paris, 1965), p. 71.

⁹⁹ R. J. Fischer, „Nuclear Energy Liability Insurance in the United States of America“, *Legal Series no. 5*, „*Nuclear Law for a Developing World*“, International Atomic Energy Agency, Vienne 1969, p. 168 : „After an incident has reduced this policy limit, the pools will consider restoration of the limit, but this is not accomplished automatically as in most policies“.

B couvre aussi la responsabilité de l'entreprise A (en tant que fournisseur), la garantie de cette dernière se trouve automatiquement exclue. C'est pour ne pas être à la merci des exploitants nucléaires qui achètent les produits, que les producteurs doivent souscrire une police d'assurance intitulée „*Nuclear Energy Liability Suppliers and Transporters Form*“, „Le rôle majeur de cette police étant de pourvoir l'assuré d'une couverture pour la responsabilité dérivant des dangers de l'énergie nucléaire, liés aux matériaux nucléaires qui ne sont pas situés sur le site de l'exploitant assuré“¹⁰⁰.

Dans cet exemple, la responsabilité de la compagnie A aura été couverte par une police „*Nuclear Energy Liability Suppliers and Transporters form*“, bien que la compagnie B — en l'espèce l'installation nucléaire — maintienne aussi une assurance.

Une autre caractéristique intéressante à faire relever quant à l'assurance nucléaire aux Etats-Unis est l'institution de l'*Industry Credit Rating Program*, selon lequel environ 67% de la prime annuelle payée par un assuré sont versés dans un fonds de réserve. Les dépenses nécessaires sont faites sur ce fonds, mais au cas où elles sont inférieures aux primes payées, ce fonds de réserve est restitué à l'assuré¹⁰¹, à l'expiration d'une période de dix ans. On note, à ce sujet : „Un exemple en est la Police MF-1 émise pour la Compagnie *General Electric* en 1957. La prime pour l'année 1969 s'est montée à 21.759 dollars, mais, conformément à l'*Industry Credit Rating Program*, une somme de 13.905 dollars a été restituée en 1967 (réserve prime 63,9% de la prime normale)“¹⁰².

Une fois examinés les traits caractéristiques de l'assurance responsabilité civile, c'est aux problèmes qui se posent à l'exploitant en ce qui concerne la garantie portant sur ses propres biens que nous allons passer maintenant. Il y a ici deux phases à distinguer : la première, qui couvre la période allant du commencement de la construction du réacteur jusqu'à la date de l'arrivée du combustible nucléaire sur le site et la deuxième qui débute au moment où le réacteur atteint le stade de „criticité“. Pendant la première période, la garantie revêt la forme d'une assurance du type „all risks“ couvrant aussi les inondations, les tremblements de terre, etc., à l'exclusion des dommages nucléaires.

Après que le combustible ait été amené sur le site, l'exploitant doit maintenir un autre type d'assurance pour couvrir

¹⁰⁰ A. C. Rand, *op. cit.*, p. 4 : „The major purpose of this policy is to provide the named insured with coverage for liability arising out of the nuclear energy hazard associated with nuclear materials not located at a nuclear facility owned or operated by the named insured“.

¹⁰¹ Cf. A. C. Rand, *op. cit.*, p. 5 et R. J. Fischer, *op. cit.*, p. 172.

¹⁰² A. C. Rand, *op. cit.*, p. 5.

sa propriété. Il y a aujourd'hui aux Etats-Unis deux grands *pools* aux fins d'assurer la propriété nucléaire, ayant une capacité totale de 82.000.000 dollars, à savoir la *Nuclear Energy Property Insurance Association* (NEPIA), à une capacité de 66.500.555 dollars, et le *Mutual Energy Reinsurance Pool* (MERP), ayant une capacité de 15.500.000 La police NEPIA est affectée, selon ses conditions expresses, à la couverture des dommages à la propriété „on-site“ de l'exploitant : „L'assurance NEPIA n'est pas limitée aux dommages résultant de l'utilisation de l'énergie nucléaire. Elle s'étend à tous les risques ayant trait à la propriété de l'assuré pour tout danger, parmi les nombreux cas d'exception spécifiés, les plus importants étant représentés par l'accumulation graduelle de la contamination radioactive, la négligence de l'assuré en ce qui concerne les mesures raisonnables à prendre pour protéger la propriété du danger conduisant à des dommages physiques, à des vols, à des pertes, à des dommages au terrain, ainsi que les dommages causés par la guerre ou représentant des profits non réalisés...“ ¹⁰³.

Ne pouvant prendre comme point de départ pour le calcul des primes à payer ni une expérience quelconque, ni des données statistiques qui sont absentes en la matière, et vu également que le nombre des assurés est quelque peu restreint mais que la possibilité de sinistres importants existe, c'est en examinant chaque cas individuellement que sont établies les primes d'assurance, en tenant généralement compte des facteurs ci-après :

- le type du réacteur ;
- l'utilisation à laquelle il est affecté (réacteur fournisseur d'énergie, réacteur de recherche, destiné à la production de radioisotopes, etc.) ;
- la puissance du réacteur ;
- la densité de la population dans la zone respective.

Quant à la fréquence des indemnités payées par les compagnies américaines d'assurances, on note : „...en onze ans les *pools* ont été requis de satisfaire à quatre demandes. L'une représentait 70.000 dollars, mais les autres ne s'élevaient qu'à moins de 5.000 dollars chacune“ ¹⁰⁴.

¹⁰³ E. B. Stason, E. D. Estep, W. J. Pierce, *op. cit.*, p. 601 : „NEPIA insurance is not limited to damages arising from nuclear energy hazards, but extends to all risks to the property of the insured by any peril of the numerous specified exceptions, however, the most important would appear to be gradual accumulation of radioactive contamination, neglect of the insured to use reasonable means to save and preserve the property when it is in danger of physical damage, theft losses, injuries to land, war damage, interruption costs...“.

¹⁰⁴ R. J. Fischer, *op. cit.*, p. 172 : „...in over eleven years the *pools* have been required to pay only four claims. One of this was for 70.000 dollars, but the remainder were all under dollars 5.000“.

2. L'assurance des risques nucléaires en Europe

Par suite de l'apparition du risque nouveau auquel a donné lieu l'utilisation de l'énergie atomique, c'est à des problèmes difficiles que les assureurs ont eu à répondre.

On a remarqué, à juste raison, à ce sujet : „Les progrès techniques dans tous les domaines vont de pair avec l'augmentation des risques sous des formes variées, ce qui entraîne aussi un accroissement continu des demandes pour leur couverture. L'assurance nucléaire nous offre un exemple quant à la variété des formules de l'assurance. Les développements dans ce domaine suivent deux directions. Les nouvelles formes de la transformation de l'énergie créent de nouvelles sources de risques et l'énorme concentration des biens conduit à des possibilités de dommages sans précédent“¹⁰⁵.

Comme on le sait, la technique des assureurs repose, pour une large part, sur des données statistiques résultant d'une pratique prolongée, mais pour ce qui est du risque atomique, l'assureur se voit restreint à des procédés de nature empirique.

Ainsi, on considère que deux catégories de dommages sont à envisager selon ce système :

— les dommages d'ordre biologique (aux personnes et aux animaux, etc.) ;

— les dommages matériels¹⁰⁶.

Bien que nous avons traité au premier chapitre des caractéristiques de ces dommages, nous estimons qu'il nous faut relever encore que les dommages matériels peuvent représenter une valeur importante, quand il s'agit de frais de décontamination supérieurs parfois à la valeur même des objets endommagés.

Vu l'étendue des risques nucléaires, les assureurs étaient d'avis, au premier abord, que personne ne pouvait en assurer la responsabilité.

Pourtant, en vertu de certaines mesures légales, on a été amené à la mise en place d'un système de couverture d'un

¹⁰⁵ O. Vossen, „Material Damage Insurance and Reinsurance of Nuclear Facilities“, *Speech delivered in the Haus of Technik*, 28 avril 1969, Translated from German, Groupe d'études sur les assurances nucléaires, Vienne 24—28 nov. 1969, p. 69 : „Technical progress in all fields goes hand in hand with an increase in a wide variety of risks, with the result that is also, a steady rise in the requirement for insurance cover. Nuclear insurance provides an example of how varied the forms of insurance cover have become. Developments in this field are along two lines. New forms of energy conversion create new sources of risk and the enormous concentration of assets leads to unprecedented possibilities of damage...“

¹⁰⁶ Cf. W. E. Belser, „Examen des solutions apportées par les lois nationales sur la responsabilité dans le domaine de l'énergie nucléaire, aux problèmes posés aux assureurs par la couverture de cette responsabilité“, *Droit nucléaire européen*, (Paris, 1968), p. 75

risque tellement grand. C'est ainsi „que des *pools* ont été créés dans la plupart des pays européens : les *pools* français, britannique, allemand, danois, finlandais, suisse, belge, norvégien et italien suivront en 1957 l'exemple du *pool* suédois, qui a été constitué le 10 octobre 1956 comme premier *pool* européen. Suivront en 1958 le *pool* néerlandais, en 1959 le *pool* autrichien, en 1962 le *pool* turc, en 1966 le *pool* portugais et en 1967 le *pool* espagnol“¹⁰⁷.

L'établissement de réglementations juridiques adéquates en la matière, la création des *pools* nationaux, de même que les moyens techniques, tels la coassurance¹⁰⁸ et la réassurance¹⁰⁹ ont permis aux compagnies d'assurance de conclure des contrats avec les exploitants d'énergie nucléaire dans les différents pays d'Europe.

Aussi, les compagnies d'assurance européennes accordent-elles, selon la préférence des exploitants d'installations nucléaires, des assurances qui puissent couvrir tous les dommages nucléaires possibles, à savoir la responsabilité civile, les dommages matériels aux installations et les dommages aux personnes.

Avant de faire l'analyse de ces diverses garanties, il nous faut encore montrer qu'étant donné que les risques nucléaires apparaissent seulement après l'arrivée du matériel radioactif sur le site, pour la période antérieure durant laquelle le réacteur est en construction et peut encourir des risques traditionnels, les *pools* d'assurance sont à même de fournir une assurance de type classique.

Relevons dans ce qui suit les problèmes spécifiques à chacun des trois types de couverture mentionnés.

a) Assurance responsabilité civile

Les assureurs ont adapté leurs contrats d'assurance aux nouvelles conditions, compte tenu des caractéristiques propres au droit atomique¹¹⁰, ce qui a pour résultat que seuls sont couverts les dommages faisant l'objet des demandes d'indemnité introduites par les victimes dans les délais fixés qui sont, en général, de dix ans à compter de la date de l'accident.

Ainsi, „L'assureur garantit la responsabilité légale pouvant incomber à l'exploitant d'une installation du fait des dommages causés par un accident nucléaire. Ce contrat couvre donc implicitement toute personne dont la responsabilité pourrait être

¹⁰⁷ F. Lacroix, *L'Assurance des risques nucléaires en Europe, Cours sur les aspects juridiques de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire*, Vienne 16—26 avril 1968, p. 8.

¹⁰⁸ La coassurance est le procédé de répartir a priori la garantie elle-même sur plusieurs assureurs.

¹⁰⁹ La réassurance est faite par le passage au réassureur des montants de garantie qui excèdent les capacités de la société.

¹¹⁰ Voir la deuxième section de ce chapitre.

mise en cause et en particulier celle ayant fourni des services, des matériaux ou de l'équipement à l'occasion de la mise au point, de la construction, de la modification, de l'entretien, de la réparation ou de l'exploitation de l'installation nucléaire ¹¹¹.

Il n'est guère facile, sinon pratiquement impossible d'établir en cas de sinistre une distinction nette entre les dommages nucléaires et les dommages classiques. C'est pourquoi la garantie revêt un caractère intégral qui couvre sous une même assurance les deux sortes de risques, bien que l'on en fixe séparément le montant respectif.

C'est d'habitude une police d'assurance „par installation“ qui est choisie et non pas „par accident“, compte tenu „du montant élevé des couvertures, du nombre limité des objets assurés et de la multiplicité éventuelle des polices de responsabilité civile couvrant le dommage matériel“ ¹¹².

Le montant en est limité et reste le même pour une certaine période, mais il peut être réduit en fonction des sinistres survenus et des dédommagements payés.

Cependant la plupart des lois nucléaires prévoient une couverture „par accident“ et la méthode pratiquée ne correspond pas aux termes de ces lois ; les assureurs, estimant que ce système ne pourrait être appliqué, utilisent le système de la négociation après chaque accident, pour reconstitution du plein de la souscription. A cet effet, l'exploitant assuré paye une prime supplémentaire et l'assureur, de son côté, assume l'obligation de reconstituer le plein de l'assurance jusqu'au plafond fixé par la législation nationale.

Dans le cadre de l'assurance de responsabilité civile, on pose aussi le problème de la couverture des risques découlant du transport de matières nucléaires en provenance d'une installation ou qui sont destinés à celle-ci. Pour couvrir les dommages provoqués par un accident mettant en cause des matières, l'exploitant peut passer soit un contrat couvrant également ces risques, soit des contrats distincts visant l'installation ou le transport en question. „Les deux solutions sont utilisées, mais à l'heure actuelle, la majorité des assureurs de l'Europe continentale se prononcent en faveur de contrats distincts“ ¹¹³.

Le montant est fixé par transport, les obligations de l'assureur étant restreintes à ce montant, quel que soit le nombre des accidents qui pourraient intervenir en cours de transport.

¹¹¹ F. Lacroix, „L'Assurance des risques nucléaires en Europe“, *Cours sur les aspects juridiques de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire*, Vienne 16—25 avril 1968, Agence Internationale de l'Energie Atomique, PL-284, p. 2.

¹¹² G. Hertel, „Principes fondamentaux de l'assurance contre les risques nucléaires“, *Groupe d'experts sur les risques nucléaires*, Vienne 24—28 novembre 1969, p. 3.

¹¹³ F. Lacroix, *op. cit.*, p. 3.

Sont exceptés de l'assurance de responsabilité civile, en règle générale, les cas suivants :

- les lésions génétiques ;
- les dommages mutuels subis par les coassurés ;
- les dommages causés à l'installation même ;
- les risques de guerre et les dommages dus à des actes d'hostilité, à des opérations militaires, troubles insurrectionnels, émeutes, grèves etc ;
- les dommages causés par des catastrophes naturelles d'un caractère exceptionnel ;
- les dommages provoqués intentionnellement ¹¹⁴.

b) Assurance des dommages matériels

Dans le cadre de l'assurance de ce type, l'estimation de la valeur de l'installation nucléaire présente une importance toute particulière ; d'après les calculs des assureurs, un sinistre détruisant un grand réacteur, son chargement de combustible et les installations annexes peut provoquer des dommages se montant à des sommes variant de 60 à 100 millions de dollars, estimation dont on tient compte au cas d'une assurance „valeur totale“.

F. Lacroix note à ce sujet : „Je sais que les représentants de l'industrie nucléaire nient la possibilité d'une telle catastrophe en décrivant les dispositifs de sécurité surabondants dont sont pourvus les réacteurs. Néanmoins, si minime que soit le risque, un accident reste possible, qui pourrait causer des dommages considérables“ ¹¹⁵.

C'est pour cela que les assureurs tiennent compte d'une pareille possibilité, pour faire établir le montant de la police et les primes à payer par l'assuré.

Quant à un réacteur d'une nouvelle conception et lequel n'a pas encore fait ses preuves (prototype), qui suscite des problèmes particuliers, il est difficile d'obtenir une assurance, car les risques que les assureurs devaient couvrir sont beaucoup plus grands pendant la mise au point d'un tel réacteur ¹¹⁶.

La police d'assurance dommages matériels couvre en général les objets se trouvant dans l'installation contre les dommages causés par les incendies, les explosions, la foudre, la chute d'avion, l'emballement du réacteur et la contamination due à un dégagement accidentel de radioactivité provenant du réacteur. Certaines polices garantissent aussi d'autres dommages, tels ceux qui sont dus à la tempête, aux tremblements de terre, aux inondations, etc.

¹¹⁴ Cf. G. Hertel, *op. cit.*, p. 4.

¹¹⁵ F. Lacroix, *op. cit.*, p. 5.

En tout cas, en Europe, la couverture est limitée aux risques énumérés dans la police d'assurance, tandis que les compagnies d'assurance américaines offrent en matière de dommages matériels une police „tous risques“, sans les indiquer.

Il y a lieu de relever aussi le fait que sur tous les marchés d'assurances, les risques classiques et les risques nucléaires font l'objet d'un seul contrat, étant donné qu'une même cause primaire peut être à l'origine des deux catégories de dommages. On observe à ce sujet : „Cette façon d'agir résulte du fait que dans la pratique, il sera malaisé sinon impossible, de faire la distinction entre les deux catégories de risques“¹¹⁷.

D'une manière générale, les polices couvrent plusieurs risques nucléaires, parmi lesquels ceux qui conduisent à des dommages résultant d'une température excessive dans le réacteur ou de la contamination. La plupart des contrats comprennent deux grandes catégories de frais à rembourser à l'exploitant, notamment :

- les frais de sauvetage (dépenses pour la prévention ou la limitation des dommages) ;
- les frais consécutifs à un sinistre (frais de démolition, d'évacuation, de décontamination).

En ce qui concerne l'étendue de cette obligation de l'assureur, on remarque : „Etant donné le caractère particulier d'un dommage par contamination, une indemnisation n'est versée que si les objets assurés sont devenus partiellement ou totalement irréparables ou inutiles, s'ils doivent être abandonnés ou s'ils ne perdent pas leur radioactivité dans un délai raisonnable“¹¹⁸.

Cependant, les contrats d'assurance du type examiné ne couvrent pas :

- les dommages dus à une contamination radioactive progressive qui est le résultat d'un fonctionnement normal ;
- les dommages causés par une guerre, une invasion, par des grèves, des émeutes ou des opérations militaires ;
- l'usure normale due à l'exploitation ou à des avaries des composants ;
- les dommages indirects, notamment les pertes entraînées par une interruption d'exploitation¹¹⁹.

Etant donné que les dommages dus à des avaries aux machines sont exclus, comme on le voit, de la police dommages matériels et compte tenu de la grande valeur de ces outillages, l'exploitant a l'intérêt d'en obtenir une couverture appropriée. Les pools d'assurance offrent à cette fin l'assurance dénommée

¹¹⁶ G. Hertel, *op. cit.*, p. 1.

¹¹⁷ F. Lacroix, *op. cit.*, p. 4.

¹¹⁸ G. Hertel, *op. cit.*, p. 6.

¹¹⁹ G. Hertel *op. cit.*, p. 6.

„bris de machines“ couvrant, d'une façon générale, les machines et autres objets contre tout dégât accidentel d'origine mécanique ou électrique. Chaque objet assuré est indiqué séparément, la police mentionnant aussi le montant de la somme assurée et la franchise applicable.

Quant à la teneur de l'assurance, il y est observé : „La somme assurée doit pour chaque objet, être à tout moment égale à la valeur de remplacement à neuf, c'est-à-dire au prix d'un objet neuf en tous points identique, acheté isolément et augmenté des frais d'emballage, de transport et de montage ainsi que des taxes et droits éventuels“ ¹²⁰.

Aux fins de l'assurance *bris de machines*, les compagnies d'assurance distinguent trois zones relevant d'une installation nucléaire, à savoir :

- la zone de radioactivité élevée (le coeur du réacteur et son contenu) ;
- la zone de faible radioactivité (les constituants du réacteur qui se trouvent en dehors de la zone de radioactivité élevée, mais sont en contact avec la radioactivité et où, compte tenu du niveau de radiations, des précautions spéciales sont nécessaires) ;
- la zone de radioactivité nulle qui englobe toutes les autres parties du site.

La réparation des dommages survenus dans la zone de radioactivité élevée, comportant l'utilisation de techniques spéciales (vêtements protecteurs, maniement à distance, personnel hautement qualifié), entraîne des frais additionnels tels :

- frais pour les travaux permettant d'accéder aux objets endommagés ;
- frais pour la protection du personnel (vêtements de protection, périodes de repos, etc.) ;
- frais de décontamination ;
- frais spéciaux résultant du fait que les objets sont à remplacer et non seulement à réparer ;
- frais dus à la nécessité de réaliser encore une inspection des objets une fois la réparation effectuée ;
- frais de déblaiement ou d'enlèvement des débris ¹²¹.

L'évolution de l'assurance des dommages matériels commence, à la première phase, avec une police couvrant seulement les risques classiques et ensuite on accepte de couvrir aussi des frais additionnels jusqu'à la concurrence d'un montant limité.

¹²⁰ Commission Permanente du Risque Atomique, l'Assurance „Les bris de machines“ dans les installations nucléaires, *Groupe d'experts sur les assurances nucléaires*, Vienne 24—28 novembre 1969, p. 2.

¹²¹ F. Lacroix, *op. cit.*, p. 6.

La zone de radioactivité nulle peut faire l'objet d'un contrat consenti par un assureur spécialisé du marché ordinaire, mais au cas où celui-ci refuse de couvrir les risques qu'entraînent les zones de radioactivité faible et élevée, ce sont les pools nucléaires qui en assurent la couverture.

c) Assurance des dommages aux personnes

La nécessité d'une assurance des personnes est relevée par F. Lacroix : „En règle générale, et dans la plupart des pays, les personnes exposées aux dangers des radiations ionisantes, ne peuvent pas faire valoir leurs droits à la réparation des dommages corporels subis du fait d'un accident nucléaire survenu dans l'installation où elles exercent leur profession en vertu d'un contrat de travail, sur la base d'une action en responsabilité civile. Les préposés victimes d'un dommage bénéficient à ce titre des prestations prévues par le régime national ou public d'assurance médicale, de sécurité sociale ou de réparation des accidents de travail et maladies professionnelles“¹²². Mais, pour pallier cette situation, les assureurs sont à même d'offrir aux personnes intéressées deux formes de contrats, tels : l'assurance de l'individu isolé et l'assurance „individuelle“ de groupe.

Pour ce qui est de la première formule, il a été observé : „Parmi les individus isolés, ceux qui s'assurent le plus contre les risques atomiques sont les médecins. Si nous prenons le cas d'un médecin radiologue, il stipulera avec son assureur „que celui-ci paiera aux ayants droit un certain capital en cas de mort si cette mort a pour cause les radiations ionisantes dans les circonstances précisées au contrat“¹²³. Il y a au cas de ce contrat, trois parties : l'assureur, l'assuré et l'ayant droit ou les ayants droit de l'assuré qui est la victime potentielle¹²⁴.

Le rôle de ce type d'assurance directe des individus est celui de couvrir les risques qui ne sont pas pris en charge par la sécurité sociale, ou dans les pays qui ne connaissent pas l'assurance sociale, de remplir la fonction de cette institution.

L'assureur s'engage en vertu de la police souscrite de payer en cas de décès, un capital représentant de 5 à 10 fois le salaire annuel. „Le capital est dû seulement si la mort a été causée par les radiations ionisantes dans les circonstances prévues au contrat“¹²⁵. En cas d'invalidité, la compagnie d'assurance fournit à l'assuré une rente de base qui représente d'ordinaire 60% du capital „mort“.

¹²² F. Lacroix, *op. cit.*, p. 6.

¹²³ André Chenu. „L'assurance directe des personnes contre les risques atomiques“, *Aspects du droit de l'énergie atomique*, (Paris 1965), p. 158.

¹²⁴ *Ibidem*, p. 159.

¹²⁵ *Ibidem*, p. 162.

d) Assurance pour les pertes causées par la non activité
du réacteur

La couverture de ce genre de risques est basée sur le fait que l'assurance dommages matériels exclut une pareille garantie, de sorte que l'exploitant se voit dans la nécessité de maintenir aussi une assurance pour des dommages encourus à la suite de l'interruption de l'activité du réacteur¹²⁶.

Le contrat respectif, qui prend en considération toutes les possibilités d'un accident entravant le bon fonctionnement de l'installation, est conclu pour une période déterminée et on précise les dommages à réparer, tels que : ceux dus pour l'interruption du fonctionnement, pour la décontamination, pour le remplacement de certaines machines, etc.

Après avoir examiné les différentes catégories de garanties que peuvent soucrire les pools d'assurance en faveur des exploitants nucléaires, il nous reste encore à dire quelques mots sur la constitution et la détermination des réserves techniques en matière d'assurance des risques issus de l'utilisation de l'énergie atomique.

Ce sont les particularités propres aux risques nucléaires qui ont amené les assureurs à la nécessité de constituer des réserves techniques spéciales, en plus des réserves habituelles des compagnies d'assurances. Au sujet de la constitution de ces réserves, nous citons : „On a coutume de définir comme réserves techniques les postes passifs du bilan des compagnies d'assurances qui correspondent à autant d'obligations soit simplement „probables“ (dites réserves de primes ou réserves pour risques en cours), soit „certaines“ dans leur teneur juridique, mais „incertaines“ quant au moment de leur liquidation effective et au montant précis de cette liquidation (elles sont dites réserves pour sinistres à régler)“¹²⁷. C'est à ces rubriques fondamentales que les pools d'assurance nucléaire estiment qu'il est nécessaire d'ajouter une réserve technique spéciale, qui est constituée par :

— une réserve d'équilibrage ou de catastrophe, étant donné la variabilité des fréquences et des intensités de ces

¹²⁶ A. Campbell Miles, „Some Considerations Affecting Nuclear Insurance in Respect of Land-Based Installations“, *Groupe d'études sur les assurances*, Vienne, 24—28 novembre 1969, p. 5 : „Where a power reactor is concerned, the objective would be to devise a basis of cover sufficient to meet all (or the bulk of) the “fixed expenses” with which the operator has to contend, even though for the time being the reactor is shut down and the proceeds from the sale of the electricity are not longer available. The actual form of policy would be similar to that written in the national market concerned for comparable conventional risks, subject to such modifications as may be necessary when dealing with a nuclear installation”.

¹²⁷ Note du Comité Européen des Assurances, Commission Permanente du Risque Atomique, „Détermination des réserves techniques en matière d'assurance des risques atomiques“, *Groupe d'études sur les assurances nucléaires*, Vienne, 24—28 novembre 1969, p. 2.

dommages, voire même la possibilité d'un dommage catastrophique ;

- une réserve de sécurité pour pallier les écarts entre les prévisions et les coûts réels, à cause des effets différés des dommages dus à un accident nucléaire et à l'aggravation des lésions dans le temps.

Grâce à la constitution de telles réserves, les assureurs sont à même d'adapter le système de compensation dans le temps à l'obligation d'arrêter les bilans chaque année. Pour ce qui est du montant, il est à remarquer : „L'absence des données statistiques ne leur permet pas de calculer le montant de la réserve technique spéciale qui doit être évaluée de façon plus ou moins forfaitaire. Bien que théoriquement, plusieurs accidents nucléaires puissent se produire successivement à des intervalles de temps très courts, des assureurs nucléaires pensent que la réserve spéciale devrait être fixée de façon à leur permettre à faire face au minimum à un seul sinistre important. Ils proposent en conséquence qu'une somme égale à la rétention maximum qu'un assureur a souscrite sur l'ensemble des risques d'une seule installation nucléaire puisse être mise en réserve et exonérée d'impôts“¹²⁸.

Vu la complexité des aspects que peut présenter le régime des assurances dans le domaine nucléaire, les quelques considérations que nous venons de faire à ce sujet ne peuvent évidemment constituer qu'un aperçu à caractère plutôt général du problème.

3. A CASE STUDY — La Centrale nucléaire d'Obrigheim

Aux fins de mieux illustrer les situations si complexes auxquelles doit faire face l'exploitant en ce qui concerne les assurances à contracter dans le domaine de d'utilisation de l'énergie nucléaire, il faut examiner — croyons-nous — un cas d'espèce. C'est sur la Centrale Nucléaire d'Obrigheim (CNO) qu'est tombé notre choix et nous allons mettre en évidence dans ce qui suit les données essentielles y afférentes, que nous avons extraites de l'exposé de M. P. Dangelmaier, intitulé „*Les assurances contractées par la Centrale nucléaire d'Obrigheim*“¹²⁹.

La Centrale nucléaire d'Obrigheim, d'une puissance brute de 300 MW, construite par la maison Siemens, est située en Allemagne du Sud, près de Heidelberg, sur le Neckar. En ce qui

¹²⁸ Note du Comité Européen des Assurances (Commission Permanente du Risque Atomique), *op. cit.*, p. 3.

¹²⁹ L'exposé a été fait devant le Groupe d'études sur les assurances, Vienne 24—28 mai 1969.

concerne les coûts, il sera possible de s'en faire une idée grâce au relevé ci-dessous portant sur les diverses parties de l'installation :

— Constructions (prix global)	48,2 ¹³⁰
— Circuit primaire (réacteur, pompes primaires, échangeurs de chaleur etc.)	44,6
— Circuit secondaire (conduites principales de vapeur, groupe turbo-générateur, condenseur, pompes d'alimentation, poste de distribution à ciel ouvert, etc.)	62,5
— Matériel auxiliaire nucléaire (pompes d'accélération haute pression, dispositif de dégazage, dispositif d'expansion, dispositif de réglage chimique, etc.)	5,2
— Matériel auxiliaire classique (purification de l'eau d'alimentation, ateliers, génératrices de secours, etc.)	5,7
— Divers	11,2

Le point de départ quant à la prise des assurances était constitué par la source même d'énergie utilisée. A ce sujet, l'exposé précité note : „La séparation voulue du secteur, où des phénomènes nucléaires (fission) sont utilisés pour produire de l'énergie thermique, constitue, ...un critère important pour l'établissement du montant de la couverture financière“ ¹³¹. Ainsi, l'exploitant a fait couvrir les risques que comporte le fonctionnement de son entreprise par des assurances appropriées, telles que : la responsabilité civile, les dommages matériels occasionnés à son propre personnel et les dommages directs ou indirects subis par ses propres biens. De même, l'autorité délivrant l'autorisation pour la construction et l'exploitation d'une centrale nucléaire impose, en tant que condition nécessaire, la constitution d'une assurance responsabilité civile de la part du futur exploitant. De plus, une couverture est exigée dans le cadre des arrangements de crédit, tel étant aussi le cas de la centrale nucléaire considérée.

C'est en tenant compte de tout ceci que l'exploitant a passé divers contrats d'assurance, dont nous allons faire état dans ce qui suit.

¹³⁰ Tous les coûts sont donnés en millions de D.M.

¹³¹ P. Dangelmaier, *op. cit.*, p. 3.

a) *Assurances pour le compte des tiers*

— *Assurance de la responsabilité civile nucléaire*

Le décret allemand sur la garantie financière du 22 février 1962¹³² et la Loi atomique allemande (*Atomgesetz*)¹³³ stipulent que l'exploitant doit passer un contrat d'assurance responsabilité civile pour les dommages provoqués à des tiers.

Selon les normes légales allemandes, l'exploitant d'une centrale nucléaire doit établir le montant de la couverture à constituer en base de calculs complexes où l'on tient compte de la puissance technique et de la densité de la population dans un rayon de 20 km¹³⁴. C'est à 60 millions de DM que peut s'élever le montant maximum d'indemnisations que la CNO devrait verser par sinistre. L'assureur s'est engagé de reconstituer la garantie après un sinistre, tout en se réservant la droit de modifier à cette fin, le quantum de la prime.

M. Dangelmaier émet, dans l'étude suscitée, l'opinion que cette police d'assurance responsabilité civile couvre non seulement l'exploitant mais aussi la responsabilité du constructeur, après l'arrivée du combustible nucléaire sur le site. Cela est — nous semble-t-il — très pertinent, étant donné que le constructeur continue à déployer son activité aussi après l'arrivée des matériaux fissiles, quand la possibilité des dommages nucléaires, qui peuvent être imputés au constructeur également, est à envisager.

Si le contrat, qui est conclu au début pour une période d'un an n'est pas résilié, il est tacitement reconduit d'année en année. La résiliation du contrat n'est juridiquement valable que si elle est faite par écrit avec un préavis de trois mois au moins avant la date de son expiration.

— *Assurance de responsabilité civile en cas d'exposition aux rayonnements*

Une autre garantie porte sur des dommages dus aux radiations. Ainsi : „La responsabilité civile que comporte l'exploitation autorisée de l'installation est couverte par l'assurance de responsabilité civile nucléaire. Cependant, il n'a pas été possible d'y inclure les risques inhérents aux sources étalons, aux avertisseurs d'incendie à chambres d'ionisation et aux transports de petites quantités de matières radioactives. Il a donc fallu conclure une assurance complémentaire dite „de responsabilité civile en cas d'exposition aux rayonnements“¹³⁵. Le mon-

¹³² Chapitre L, art., 1, 2, 6 (1), (2) et (3) du Décret sur la garantie financière du 22 février 1962. *Législations nucléaires citées*, p. 15.

¹³³ Art. 15 (1) et (2) de l'„*Atomgesetz*“, *ibidem*.

¹³⁴ P. Dangelmaier, *op. cit.*, p. 6.

¹³⁵ *Ibidem*, p. 7.

tant en est fixé à la somme de 1 million de DM pour dommages causés aux personnes, une autre somme de 200.000 DM étant destinée à payer les dégâts matériels.

— *Assurance de responsabilité civile classique*

L'exploitant a passé aussi un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité pour des dommages du type classique causés à des tiers, bien qu'une pareille obligation ne figure pas dans la législation allemande. Cette garantie, se montant à 1 million de DM pour les dommages aux personnes et à 100.000 DM pour ceux provoqués aux biens, s'est avérée nécessaire du fait que l'assurance responsabilité civile nucléaire ne joue que dans le cas où des phénomènes nucléaires sont mis en cause. Les primes versées aux termes de ce contrat sont moins élevées que celles versées au titre de l'assurance nucléaire.

— *Assurance de responsabilité civile en cas de pollution des eaux*

Aux termes de la loi promulguée en République Fédérale d'Allemagne (Wasserhaushaltgesetz) aux fins d'empêcher la pollution des eaux, les usines qui sont installées sur des cours d'eau sont obligées de prendre les mesures techniques nécessaires et économiquement rationnelles à ce sujet¹³⁶.

Conformément à la loi, la CNO a pris les mesures qui s'imposent pour la purification des eaux usagées, mais l'exploitant, estimant qu'il encourt un risque résulté de l'évacuation de celles-ci, a jugé qu'il est nécessaire de couvrir également sa responsabilité dans ce domaine. Le montant respectif s'élève à 1 million de DM.

b) *Assurances pour le compte du personnel de la centrale*

— *Assurance contre les risques d'irradiation*

L'arrêté relatif à la radio-protection du 24 juin 1960 dispose que les responsables sont tenus d'en assurer l'observance, conformément aux règles générales de protection, en tenant compte des normes scientifiques et techniques¹³⁷.

Mais dans une centrale nucléaire, malgré les précautions prises à ce sujet, il y a un risque d'irradiation des personnes professionnellement exposées. C'est pour se couvrir d'un tel risque portant atteinte à la santé de son personnel que l'exploitant de la CNO a contracté „une assurance correspondante conformément à l'obligation de prévoyance et d'assistance qu'assume

¹³⁶ *Ibidem*, p. 8.

¹³⁷ *Ibidem*, p. 9.

un employeur à l'égard de son personnel"¹³⁸. Cette assurance représente en somme un complément aux dispositions légales nationales relevant du domaine de l'assurance sociale.

Dans le but d'établir une base de calcul des primes à payer, l'exploitant et les assureurs ont procédé à la classification du personnel suivant les critères ci-après :

- personnes occupées à l'intérieur de la zone de contrôle ;
- personnes occupées en dehors de la zone de contrôle, mais exécutant plus de 50% de travaux dans cette zone ;
- personnes non appelées à manipuler des matières ou des appareils émettant des rayonnements¹³⁹.

Les indemnités à payer en cas d'accident sont établies suivant le degré d'invalidité, la base de calcul étant fonction des rémunérations versées à l'employé. On peut adopter aussi le système des sommes forfaitaires fixées d'avance, à verser en cas d'invalidité ou de décès.

— Assurance collective contre les accidents

Le caractère de l'assurance collective étant celui d'une assurance bénévole dont les primes sont à la charge de l'employeur, elle couvre les risques résultant d'accidents de travail ou d'accidents survenus à l'extérieur de l'installation, notamment au cours du trajet direct du domicile jusqu'au lieu de travail, subis par les employés.

L'indemnisation est cependant refusée, selon les conditions offertes par l'association professionnelle des assureurs, au cas où la durée du trajet a été prolongée ou bien si l'itinéraire a été interrompu pour des raisons privées (achats, visites de restaurants etc.).

En outre, les membres du personnel ont la latitude, moyennant le versement d'une prime qui d'ailleurs n'est pas trop élevé et dont ils supportent la majoration, d'obtenir une assurance à caractère individuel pour les risques non-professionnels.

c) Assurance pour le compte de l'exploitant de la centrale

— Assurance contre les bris de machines

Comme il a été indiqué, cette assurance couvre les machines, les installations et les appareils et elle présente une importance toute particulière pour l'exploitant nucléaire dont l'installation a une valeur très élevée. M. P. Dangelmaier note au sujet de cette garantie : „En Allemagne, l'Association des

¹³⁸ Ibidem, p. 9.

¹³⁹ Ibidem, p. 10.

centrales électriques allemandes a élaboré, de concert avec les assureurs, les „Conditions spéciales de l'assurance machines“¹⁴⁰. Dans ces conditions, sont énoncées les principales prescriptions concernant la chose assurée, le lieu de l'assurance, les risques couverts, le montant de responsabilité, la date à laquelle l'assurance prend effet, les obligations de l'assuré, le versement de l'indemnisation et d'autres détails“¹⁴¹. Ce sont des conditions générales à être appliquées à chaque cas d'espèce et elles ne comportent pas une garantie pour des dommages dus à l'utilisation de l'énergie atomique.

C'est pour cela qu'à la suite des négociations intervenues entre la Centrale nucléaire et les assureurs, on est convenu d'englober parmi les prestations à verser au titre de la couverture „bris de machines“ en dehors des dommages dus aux risques prévus dans les conditions spéciales — premiers risques — également les sommes à verser pour :

- la réparation des dommages causés aux machines, notamment ceux subis pour éliminer la contamination radioactive due au fonctionnement du réacteur ;

- le démolition et la construction des murs de l'enceinte abattus pour rendre les objets sinistrés accessibles ;

- la protection du personnel chargé de réparer le dommage, notamment les dépenses entraînées par l'emploi des vêtements de protection supplémentaires, par les interruptions de travail ou par la limitation de la charge de dose admissible ;

- le remplacement des machines endommagées qui ne peuvent être réparées à cause de la contamination¹⁴².

La garantie s'étend à toutes les machines, la solution d'une assurance portant seulement sur les constituants plus importants de l'installation s'avérant inapplicable du fait qu'elle donne lieu à de grosses difficultés quant à la délimitation précise en cas de sinistre. L'assurance bris de machines ne couvre pas pour le moment les accidents survenus au caisson de pression du réacteur, aux structures internes de celui-ci ou aux éléments combustibles. Néanmoins, la pratique a démontré que cette partie d'une installation nucléaire est moins sujette aux avaries qu'on ne l'avait généralement admis.

— Assurance incendie classique

Située en l'ancien pays de Bade, la Centrale nucléaire d'Obrigheim s'est vu obligée d'assurer tous ses bâtiments, les structures internes de ceux-ci, ainsi que les objets scellés aux bâtiments auprès de la „Badische Gebäudeversicherungsanstalt“

¹⁴⁰ On désigne l'assurance, „bris de machines“ aussi comme „assurance machines“.

¹⁴¹ P. Dangelmaier, *op. cit.*, p. 12

¹⁴² *Ibidem*, p. 13.

(Compagnie d'assurance immobilière de Bade)¹⁴³, qui bénéficie d'un monopole dans ce domaine. Les autres objets de l'installation nucléaire ont été assurés par *l'Association allemande des assureurs de réacteurs*.

Quant à l'étendue de la garantie à accorder par la Compagnie d'assurance immobilière de Bade, selon un arrêt rendu le 22 janvier 1963 par le Tribunal administratif de Baden-Württemberg, „La Compagnie d'assurance immobilière de Bade est tenue, conformément aux dispositions de la loi relative à l'assurance immobilière, de couvrir aussi le risque d'incendie ou d'explosion provoqué par une libération d'énergie nucléaire...”¹⁴⁴.

La question a été soumise aux débats de ladite instance, à l'initiative prise par la Compagnie de construction et d'exploitation des réacteurs nucléaires de Karlsruhe, qui a eu aussi l'accord de la Compagnie d'assurance de Bade qui, en vertu de cette décision, est tenue de couvrir les dégâts causés aux bâtiments par un incendie ou une explosion d'origine nucléaire. Cependant toute une série de dommages nucléaires, notamment ceux résultant de la contamination déclenchée par un incendie, la foudre ou une explosion, ne sont pas couverts.

Le risque d'incendie pour les machines, installations, appareils et autres objets de valeur est couvert par un contrat d'assurance conclu avec une compagnie privée. Ce contrat précise les risques à couvrir, fait mention des objets assurés avec leur valeur de restitution, les primes à verser, etc...

— Assurance combinée

L'Association allemande d'assurance de réacteurs nucléaires consent à accorder, en base des „Conditions générales pour l'assurance combinée des installations atomiques contre les risques d'incendie et d'accidents nucléaires“, élaborées par les assureurs de la République Fédérale d'Allemagne, une garantie qui couvre, outre les risques de l'assurance incendie, comme les dégâts causés par le feu, la foudre, les explosions, etc., les dommages survenus à la suite de dégagements excessifs de chaleur dus aux phénomènes de fission et les dommages provoqués par contamination radioactive.

¹⁴³ La Compagnie d'Assurance immobilière de Bade assume en vertu de la loi sur l'assurance immobilière, la responsabilité pour les dommages causés par incendie, explosion ou chute de foudre, ainsi que pour les dommages ultérieurs qui seraient une conséquence inévitable de ces événements. En outre, conformément à la loi du 7 mars 1960 relative à l'assurance des immeubles contre les dégâts des intempéries et autres cataclysmes, la *Badische Gebäudeversicherungsanstalt* couvre aussi les dommages causés aux bâtiments et parties de bâtiment assurés, par les cataclysmes suivants : tempêtes, grêle, crues, inondations, pression de la neige, avalanches, chutes de rochers, glissements de terrain où éboulements. Cf. P. Dangelmaier, *op. cit.*, p. 15.

¹⁴⁴ Cité d'après P. Dangelmaier, *op. cit.*, p. 16.

La pratique d'une telle couverture des risques nucléaires s'étendant aussi à ceux issus d'un incendie ordinaire, et devenue générale ¹⁴⁵.

Pour ce qui est de la Centrale nucléaire en question, face à la demande des assureurs pour une garantie globale, l'exploitant a essayé de faire limiter l'assurance combinée au bâtiment du réacteur. Les négociations menées à ce sujet entre les intéressés ont abouti, grâce à certaines modifications des conditions générales, à la conclusion d'un contrat qui prévoit la couverture, au titre d'assurance combinée, du bâtiment du réacteur, y compris son contenu, à l'exception des aménagements se trouvant derrière l'écran biologique. Le montant total de la garantie s'élève à environ 32 millions de DM, mais une couverture complète ne pouvant pas être maintenue, l'indemnisation est limitée à 9,9 millions de DM par accident ¹⁴⁶.

En conclusion, la situation de l'assurance dommages matériels de la Centrale nucléaire d'Obrigheim peut être résumée comme il suit :

- les bâtiments sont assurés en totalité auprès de la Compagnie d'assurance immobilière de Bade contre l'incendie (même s'il est provoqué par l'énergie nucléaire) et autres cataclysmes ;
- les dommages dus à un dégagement excessif de chaleur résultant d'une fission nucléaire ou ceux dus à une contamination radioactive sont couverts par une assurance combinée d'un montant de 10 millions de DM environ ;

¹⁴⁵ A l'alinéa 1 du paragraphe 4 des Conditions générales d'assurance combinée, il est stipulé :

„Par dégagements excessifs de chaleur on entend les températures anormales qui ne sont pas prévues au cours du déroulement régulier des opérations et proviennent de l'installation assurée ou des matières radioactives assurées à la suite d'une augmentation ou libération accidentelle d'énergie nucléaire“.

A l'alinéa 2 de ce même paragraphe, il est précisé „qu'on se trouve en présence d'une contamination radioactive lorsque les objets assurés sont devenus totalement ou partiellement défectueux et inutilisables et doivent être abandonnés ou lorsque, sans mesure de décontamination, ils ne perdent pas leur radioactivité dans un délai raisonnable“. Cité d'après P. Dangelmaier, *op. cit.*, p. 18.

¹⁴⁶ La délimitation du bâtiment abritant le réacteur a été définie comme suit :

„Le passage pour les personnes et celui pour les matériels se terminent l'un et l'autre à la face externe de la partie extérieure. En ce qui concerne l'exécution des conduites de vapeur et les conduites d'alimentation en eau, il a été convenu que du point de vue de l'assurance les collerettes se trouvant à l'extérieur de l'enveloppe en béton mais scellées à celle-ci doivent compter comme faisant partie du bâtiment abritant le réacteur. En vue de tenir compte des autres traversées pour tuyaux et câbles. le périmètre extérieur de l'enveloppe en béton est complété de façon pertinente. Du point de vue de l'assurance, les canaux adjacents pour tuyaux et câbles n'appartiennent plus au bâtiment du réacteur. Cité d'après P. Dangelmaier, *op. cit.*, p. 20.

- les dommages causés aux machines et aux installations à l'exception des dégâts subis par le caisson de pression (lequel est couvert par une assurance au premier risque d'un montant de 200.000 DM) et par les éléments combustibles, sont couverts par une assurance „bris de machines“ ;
- les risques de l'interruption du fonctionnement forment aussi l'objet d'un contrat d'assurance.

Pourtant, en ce qui concerne la fourniture d'énergie, toute défaillance à ce sujet n'entraîne pas, aux termes des contrats conclus par la CNO avec les consommateurs, des dépenses supplémentaires pour l'exploitant d'Obrigheim, de sorte que celui-ci n'a contracté aucune assurance pour un risque pareil.

On ne saurait, en terminant ces quelques propos sur les risques nucléaires, éviter de souligner à nouveau l'importance que revêt l'institution des assurances pour la nouvelle industrie. En effet, eu égard à la valeur élevée des investissements que demande la mise en place d'une installation nucléaire, on peut se rendre compte que l'obligation prescrite par les diverses législations nationales pour l'exploitant nucléaire d'avoir une couverture financière, ne peut en général se réaliser que sous la forme d'une assurance. Les exploitants ont la faculté en théorie de constituer cette garantie aussi au moyen de fonds immobilisés, mais en pratique la méthode des assurances des risques s'avère être la meilleure.

Aussi, en s'organisant d'une façon efficace, en unissant leurs fonds dans des pools nationaux et internationaux, les assureurs d'Europe ont réussi à répondre aux nécessités des exploitants nucléaires de même qu'aux demandes des victimes éventuelles des risques que comporte l'utilisation de l'énergie nucléaire. C'est ainsi que les assurances eurent à jouer leur rôle dans le développement de cette nouvelle industrie.

A cet effet, nombre de lois furent adoptées en divers pays d'Europe et l'on peut en dégager les principes communs caractérisant les assurances de notre continent dans le domaine nucléaire. Mais ces principes ne représentent que des abstractions juridiques par rapport à la réalité dont les aspects sont beaucoup plus complexes. Même l'analyse d'un cas concret n'a pas la vertu d'offrir un exemple à suivre en tous points et partout. Le fonctionnement d'une centrale nucléaire pose, comme on l'a vu dans le cas de la Centrale nucléaire d'Obrigheim, le problème de l'établissement d'une concordance entre les modalités de l'assurance et les dispositions légales. C'est en vue d'harmoniser ces intérêts, tout en accomplissant une exigence d'ordre général, que s'unissent les efforts de l'assuré et de l'assureur pour aboutir aux solutions les plus adéquates que peut offrir la nouvelle branche de droit, celle du Droit atomique.

SECTION IV. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

1. *Conclusions*

En traitant dans le présent chapitre du régime de la responsabilité dans le cadre national, nous avons évoqué quelques solutions apportées en la matière par les lois spéciales, dénommées lois nucléaires ou lois atomiques. Pour ce qui est du mode de l'élaboration et de la portée de ces lois, il y a lieu de faire remarquer que l'on y est parvenu en suivant deux voies d'approche différentes. En effet, certaines lois contiennent des dispositions qui, étant greffées sur le fonds des normes juridiques touchant la responsabilité civile du pays respectif, n'y apportent que des modifications minimales pour assurer l'efficacité de la nouvelle institution. On peut faire rentrer entre autres dans cette catégorie la législation nucléaire des Etats-Unis où l'*Anderson Price Amendment*, tout en conservant le système juridique de la responsabilité, introduit des règles nouvelles qui se sont avérées nécessaires dans le domaine de la responsabilité nucléaire, telles celles qui portent sur la limitation de la responsabilité, la couverture financière obligatoire, etc.

Par contre, maintes lois nucléaires relevant d'autres législations offrent nombre d'innovations. Certes, il ne s'agit pas toujours de principes révolutionnaires. Quelques-uns de ces principes, tels ceux de la canalisation de la responsabilité, ou de la responsabilité objective étaient déjà reconnus dans la majorité des systèmes juridiques. En outre, le système juridique existant n'a pas manqué d'exercer son influence sur les règles prescrites en vertu de ces nouvelles lois.

Ainsi, le droit de recours prévu en faveur de l'exploitant par la Loi atomique allemande est basé sur le principe du partage de la responsabilité entre l'auteur et la victime du droit civil allemand, principe qui constitue une tradition dans ce domaine ¹⁴⁷.

C'est pour cela — et ceci représente une autre conclusion à formuler — que les prévisions des lois atomiques instituant un régime d'exception en matière de la responsabilité pour dommages nucléaires doivent être interprétées et appliquées à la lumière des règles du droit commun ayant trait à la responsabilité civile, les normes spéciales étant dépendantes des dispositions à caractère général.

Les sociétés d'assurances, organisées en pools ou syndicats nationaux ou internationaux, intéressées à connaître l'étendue de leurs engagements quant aux risques à couvrir, exercent, elles aussi, une influence notable sur la réglementation légale

¹⁴⁷ L'article 27 de la Loi atomique allemande „*Atomgesetz*“ du 23 décembre 1959, Législations nucléaires, *op. cit.*, p. 14.

dans ce domaine. En effet, les assurances en matière de dommages nucléaires diffèrent par rapport à la couverture d'autres risques, étant donné la possibilité d'un accident à caractère de catastrophe ; voilà pourquoi les primes sont élevées et les assureurs ne sont pas en mesure de couvrir dans leur totalité pareils risques nucléaires. L'augmentation des primes rendrait d'ailleurs non compétitive l'industrie nucléaire. Quant à l'intervention de l'Etat dans le cadre de l'exploitation de l'énergie nucléaire et de la couverture des risques qu'elle comporte, cette question fera l'objet d'un chapitre spécial.

Les lois atomiques ont été évidemment adoptées là où l'énergie nucléaire est utilisée à des fins pacifiques, mais il existe également des pays où une réglementation légale a été mise en oeuvre avant que l'on ait pu procéder à l'utilisation de cette source d'énergie sur échelle industrielle, tel le cas de la République des Philippines.

La législation nucléaire plus récente, bénéficiant de l'expérience offerte par la réglementation antérieure, par les travaux des diverses organisations internationales ou de l'aide directe des spécialistes sur le plan international, comme ceux de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, aboutit à des solutions meilleures par rapport à celles qui furent adoptées lors de la rédaction des premiers règlements en la matière.

En nous reportant du point de vue historique aux conventions internationales et aux liens existant entre celles-ci et diverses législations nationales du domaine nucléaire, il nous faut mentionner que les lois atomiques promulguées antérieurement ont fourni maintes solutions qui furent prescrites par lesdites conventions. De son côté, la réglementation internationale représente une source pour les lois nationales qui doivent être mises en accord avec les prescriptions des conventions internationales, auxquelles participent les Etats respectifs. En outre, les juristes qui apportent leur contribution à la rédaction de telles lois, cherchent à tirer profit de l'expérience commune des Etats dans ce domaine.

2. Propositions

Avancer des propositions *de lege ferenda* en la matière n'est certes pas chose aisée, mais nous estimons devoir présenter quelques constations et suggestions.

Tout d'abord, comme il a été déjà démontré, dans l'élaboration des lois atomiques le législateur doit partir des principes qui résident à la base du système dont les traditions sont héritées par l'ensemble du Droit national.

L'amélioration de la législation nucléaire existante peut, selon notre avis, viser divers aspects, tels : la limitation de la

responsabilité, le plafond de cette limite, le régime des exonérations, le régime des assurances etc.

La responsabilité, comme on l'a vu, diffère d'un pays à l'autre en fonction de l'échelle des prix ou du niveau général de vie. Les écarts et les possibilités de dédommagement pour les victimes varient ainsi d'une manière sensible, en fonction du montant de responsabilité : aux Etats-Unis, où la somme à affecter au titre de réparation s'élève, compte tenu de l'allocation fournie par l'Etat, à 500 millions de dollars, les demandes des victimes peuvent être satisfaites dans une plus grande mesure que, par exemple, en Espagne où la limite de la somme respective est fixée seulement à 300 millions pesetas, c'est-à-dire 5 millions de dollars¹⁴⁸. Bien que les conventions internationales aient essayé de porter remède à de telles situations, la garantie se maintient à un niveau toujours bas et nous sommes d'avis qu'il faudrait faire rapprocher ces divers niveaux, en base de nouvelles lois atomiques ou au moyen d'amendements à apporter à celles qui ont déjà été mises en vigueur.

En ce qui concerne le plafond de la responsabilité de l'exploitant, il est à observer que le montant respectif peut faire varier les primes d'assurances entre des limites qui sont soit trop élevées, soit trop basses. C'est la raison qui nous détermine à proposer un système plus simple, tel qu'il s'applique aux Etats-Unis et dans la République Fédérale d'Allemagne. Suivant ce système, le plafond de la responsabilité est établi dans le cadre de la limitation générale, pour chaque cas d'espèce, en tenant compte de la puissance du réacteur, de la zone où est située l'installation, etc. ; ce qui a conduit à la diminution des primes d'assurances.

Les clauses d'exonération en matière de dommages nucléaires présentent, de leur côté, une importance toute particulière pour l'implantation de cette nouvelle industrie. Chaque pays, en se basant sur ses propres traditions, devra en faire un choix restrictif, car les dispositions visant le cas fortuit en tant que possibilité d'exonération pourrait fort bien faire bloquer tout le système de la responsabilité nucléaire. En effet, l'exploitant serait à même de démontrer très facilement l'intervention du cas fortuit et se libérer ainsi de toute responsabilité envers des tiers : ceci entraînerait une situation tout à fait difficile pour les éventuelles victimes.

Enfin, les Compagnies d'assurances offrent leurs garanties non seulement pour les risques résultant de l'utilisation des radioisotopes et de l'application des rayonnements dans l'industrie, l'agriculture, la médecine et la recherche, mais aussi

¹⁴⁸ Alfonso de los Santos Lasurtegui, *op. cit.*, p. 16—17.

pour les risques importants que présentent les réacteurs, les usines de fabrication d'éléments de combustible, les installations de retraitement des combustibles irradiés. Le risque nucléaire s'avère ne pas être si fréquent : d'après une estimation faite aux Etats-Unis, les risques d'accidents mortels d'automobile sont de 1 : 5 000, tandis que les risques d'accidents nucléaires seraient de 1 : 500.000 millions¹⁴⁹. Cela est dû aux mesures exceptionnelles de sécurité prises par les exploitants d'installations nucléaires, grâce au progrès de la science et de la technologie.

Etant donné cet état de choses, on peut entrevoir — et nous en exprimons l'espoir — une réduction des primes d'assurances. L'adoption par les pays d'Europe, dans ce même domaine des assurances, du système de garantie „tous risques“ pourrait aussi faire éliminer la fragmentation ou l'impossibilité pour l'exploitant d'avoir une couverture intégrale, et, par là, le retard par rapport aux Etats-Unis où l'on pratique avec succès un tel système d'assurance.

¹⁴⁹ Rapport sur la loi *Price Anderson*, d'octobre 1957, p. 3. Cité d'après Alfonso de Los Santos Lasurtegui, *op. cit.*, p. 14.

CHAPITRE IV

LA RESPONSABILITÉ DANS LE DROIT INTERNATIONAL

L'institution de la responsabilité des Etats présente une importance toute particulière en droit international, eu égard que cet ordre juridique ne comporte pas l'existence d'un organe central — législatif, juridictionnel ou exécutif — destiné à veiller au respect des règles respectives. C'est justement l'institution de la responsabilités des Etats, représentant dans l'évolution du droit international une étape marquante, qui joue en partie ce rôle, en assurant la coopération des entités de la communauté internationale dans la paix, basée sur le Droit, sur l'exécution des devoirs internationaux. Georg Schwartzberg fait observer à ce sujet : „...les normes concernant le principe de la responsabilité des Etats sont le complément de toutes les autres règles de droit international. Elles transforment les préceptes de la morale en normes juridiques et, dans ce sens, elles peuvent être décrites... comme des sanctions de droit international“¹. Cette opinion est partagée également par à peu près tous les auteurs qui traitent du problème de la responsabilité internationale de l'Etat² et l'idée se trouve aussi à la base des arrêts rendus par des juges ou par des instances internationales. Ainsi, dans son rapport sur les réclamations britanniques touchant la zone espagnole du Maroc, le juge Max Huber affirmait : „La responsabilité est le corollaire nécessaire du droit. Tous droits d'ordre international ont pour conséquence une responsabilité internationale“³. Une formule semblable a été utilisée dans le cas de l'usine Chorzow, quand il a été déclaré : „...it is a principle of international law and even a general conception of law, that any breach of an engagement involves an obligation to make reparation“⁴.

¹ „The rules underlying the principle of international responsibility are the complement of all others rules of international law. They transform otherwise admonitory precepts into legal norms and, in this sense, may also be described — albeit with little gain — as sanctions of international law“.

² Voir par exemple Ian Brownlie, *Principles of public International Law*, (Oxford, 1966), p. 353 et suivantes ; Louis Delbez, *Les principes généraux du Droit International public*, troisième éd. (Paris, 1964), p. 351 et suivantes ; Louis Cavaré, *Le Droit International public positif*, tome II, (Paris, 1951), p. 270 et suivantes ; Denis Levy, „La responsabilité pour omission et la responsabilité pour risque en droit international“, *Revue générale de Droit International Public*, n° 4, 1961, pp. 744—764.

³ United Nations, *Reports of International Awards*, ii, p. 613—641.

⁴ Chorzow Factory Case (1928), P.C.I.J., Ser. B, n° 17, p. 29.

On voit donc que la fonction des règles qui instituent une telle responsabilité des Etats consiste à faire déterminer les conséquences qu'entraînent les actes accomplis à l'encontre des normes préexistantes, qu'il s'agisse de prévisions des traités, de la coutume, ou de principes généraux de droit international.

Pour ce qui est de l'origine historique de ce principe, la pratique et la doctrine ont eu comme point de départ deux conceptions tout à fait dissemblables. Selon la première conception, d'essence romaine, la responsabilité ne saurait être engagée qu'en base d'une faute à imputer à l'auteur, tandis que l'autre position, partant de la coutume germanique, soutient l'idée d'une responsabilité solidaire en vertu de laquelle les délits commis par un membre d'un groupe social contre un autre groupe représentent des actes pouvant être imputés à la collectivité en son entier et qui en répond avec les biens et le sang de tous les membres du groupe⁵. Une pareille conception résidait à la base des rapports entre les entités politiques au cours du Moyen Age.

En ce qui concerne l'apparition et le développement de la responsabilité à l'époque moderne, il y a lieu de faire relever que nombre d'auteurs font état du rôle qu'a eu en cette matière la pratique de certains Etats impérialistes envers des Etats débiteurs. On note à ce propos : „L'histoire du développement du droit international de la responsabilité des Etats pour dommages causés aux étrangers représente un aspect de l'histoire de l'„impérialisme“ ou de la „diplomatie du dollar“. Aussi, existe-t-il nombre de déclarations grandiloquentes sur le „devoir“ de l'Etat de protéger ses nationaux à l'étranger, mais à présent une telle obligation n'est plus imposée ni par le droit international, ni, semble-t-il, par le droit interne“⁶. Bien que cette affirmation puisse être contestée, il n'en reste pas moins que les règles ayant trait au domaine de la responsabilité des Etats apparurent vers la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle comme un effet direct de l'action des grands Etats, intéressés à mettre sur pied un instrument pour obliger de petits Etats à réparer des dommages subis par leurs nationaux qui plaçaient des capitaux à l'étranger. Mais, ensuite l'institution a pris un développement indépendant, le principe de la responsabilité fondé sur

⁵ A. Decencière-Ferrandière, *La responsabilité internationale des Etats à raison des dommages subis par des étrangers* (Paris, 1925), p. 76 et Adolph Jess, *Politische Handlungen Privater gegen das Ausland und das Völkerrecht*, Abhandlungen aus dem Staats und Verwaltungsrecht, 37 Heft (Breslau, 1923), passim 7—14.

⁶ Philipp C. Jessup, *A Modern Law of Nations, An Introduction*, (New-York, 1948), p. 105 : „The history of the development of the international law of responsibility of states for injuries to aliens is thus an aspect of the history of „imperialism“ or „dollar diplomacy“. There are numerous grandiloquent statements about the „duty“ of a state to protect its nationals abroad, but actually no such duty is imposed either by international law, or, so far as appears by national law“.

le droit international pouvant être invoqué par de petits Etats à l'encontre d'autres Etats, si grands soient-ils. C'est à juste raison qu'on remarque à ce sujet : „La fonction du droit de la responsabilité des Etats pour les dommages causés aux étrangers, aux fins de la modernisation du droit international, est celle de prescrire, dans l'intérêt général, une protection adéquate pour l'étranger, dans le but de faciliter les voyages, le commerce et l'échange“⁷.

Plusieurs raisons ont été invoquées à l'appui du développement du droit de la responsabilité, si nécessaire à la bonne entente entre les nations.

Ainsi, il est des auteurs qui estiment que le fondement de la responsabilité internationale des Etats réside dans le principe même de l'égalité de ceux-ci, en sorte que tout acte portant atteinte à l'égalité foncière réclame un rétablissement de la situation initiale à la charge de l'Etat qui, par son acte, s'est rendu coupable et doit en assumer la responsabilité. On rencontre une telle opinion chez Ch. de Visscher qui considère que la responsabilité des Etats est le corollaire obligé de l'égalité de ceux-ci⁸, ou bien chez Louis Delbez qui observe : „L'existence de la responsabilité internationale se présente en effet comme un corollaire du principe fondamental du droit des gens, le principe d'égalité des Etats, car dans toute société d'égaux la violation des obligations sociales entraîne *ipso facto* la responsabilité du coupable“⁹.

Cependant, pour pouvoir faire engager la responsabilité et en déterminer la portée, en fonction du principe d'égalité, il faut établir certaines normes constituant le „test“ de la conduite à suivre par tous les Etats.

Certains auteurs se prévalent aussi d'un autre principe fondamental du droit international, celui de la souveraineté nationale, pour justifier la responsabilité des Etats. Ainsi : „Pour les actes dommageables accomplis sur le territoire d'un Etat, ce qui est le cas le plus fréquent, — pense Louis Cavaré — il faut ajouter que la responsabilité est la conséquence de l'autorité territoriale qu'il possède“¹⁰. Ce principe est reconnu comme fondement de la responsabilité internationale par Delbez également quand il précise : „Le pouvoir territorial emporte le devoir de protection à l'égard de tous les résidents, nationaux et étrangers. La responsabilité apparaît alors comme la sanction normale

⁷ Philip C. Jessup, *op. cit.*, p. 105 ; „The function of the law of responsibility of states for injuries to aliens, in terms of the modernisation of international law, is to provide, in the general world interest, adequate protection for the stranger, to the end that travel, trade and intercourse may be facilitated“.

⁸ Charles de Visscher, *La responsabilité des Etats*, Bibl. Vissériana, t. II—IV sur la Responsabilité Internationale.

⁹ Louis Delbez, *op. cit.*, p. 351.

¹⁰ Louis Cavaré, *op. cit.*, p. 271.

de ce devoir, car pouvoir et responsabilité vont toujours de pair¹¹.

Quant à l'évolution du concept même de la responsabilité des Etats dans la doctrine du droit international moderne, il nous faut montrer qu'elle remonte à Grotius qui, le premier, en donna une expression théorique précise. En se basant sur l'idée de faute à imputer à l'auteur, il affirmait, dans son *De jure belli ac pacis*, que nulle société, civile ou d'autre nature, ne peut être responsable du fait des membres qui la composent que si elle y a contribué par son propre acte ou par sa négligence : *Communitas ut alia, ita et civilis, non tenetur ex facto singulorum sine facto suo aut omissione* (II, XXI, 2, 1). Cette théorie de Grotius suscite néanmoins des difficultés d'ordre pratique „quand on cherche à apporter la preuve du concours de l'Etat dans le fait de l'individu“, comme il est remarqué aussi par Robert-Louis Perret¹². Malgré cela et en dépit des attaques de certains auteurs, cette théorie, dérivée du droit romain, continue à être valable et à être appliquée, dans ses grandes lignes, même aujourd'hui¹³.

Une autre étape marquante dans l'élaboration doctrinale de cette institution juridique dans les conditions de la vie moderne est représentée par les travaux de Triepel¹⁴, dont la contribution est appréciée dans les termes suivants : „*Not only is he the first to give the subject an independent and specialized, treatment, but he is the first to attack seriously the Grotian theory of fault*“¹⁵.

Le principe de la responsabilité internationale de l'Etat a été par la suite mis à l'examen dans l'ouvrage spécial élaboré par Anzilotti¹⁶, ainsi que dans les travaux des auteurs allemands Schoen¹⁷ et Strupp¹⁸. Mais l'étude qui semble avoir le mieux traité du problème est celle de Borchard¹⁹, qualifiée d'ailleurs par Eagleton comme „...probably the most valuable study yet made of the subject“²⁰.

¹¹ Louis Delbez, *op. cit.*, p. 351.

¹² Robert-Louis Perret, *De la faute et du devoir en droit international*, Fondement de la responsabilité (Zürich, 1962), p. 73—74.

¹³ Clyde Eagleton, *The Responsibility of States in International Law* (New York, 1928), p. 18.

¹⁴ H. Triepel, *Völkerrecht und Landesrecht* (Leipzig, 1899).

¹⁵ C. Eagleton, *op. cit.*, p. 20.

¹⁶ D. Anzilotti, *Teoria generale della responsabilità dello Stato nel diritto internazionale* (Firenze, 1902) et *Cours de Droit International*, I (Paris, 1929).

¹⁷ Paul Schoen, *Die Völkerrechtliche Haftung der Staaten aus unerlaubten Handlungen*, Ergänzungsheft 2 zur Zeitschrift für Völkerrecht Band X (Breslau, 1917).

¹⁸ Karl Strupp, *Das völkerrechtliche Delikt*, Stier Somlo Handbuch des Völkerrechts, Dritter Band, Erste Abteilung (Stuttgart, 1920).

¹⁹ E. M. Borchard, *The Diplomatic Protection of Citizens Abroad* (New York, 1915).

²⁰ C. Eagleton, *op. cit.*, p. 20.

*Section I. LA NATURE ET LE FONDEMENT
DE LA RESPONSABILITÉ EN DROIT
INTERNATIONAL PUBLIC*

La responsabilité civile en droit interne, comme il a été montré plus haut²¹, est basée soit sur l'idée de faute, soit sur l'idée de risque, au cas d'une responsabilité objective. Elle suppose encore d'autres éléments pour pouvoir justifier une demande en réparation et il s'agit principalement de l'existence d'un préjudice, d'un lien de causalité et, pour certains auteurs, il faut envisager aussi l'attitude psychique du coupable, son intention par rapport à l'acte engendrant le dommage.

Nous allons nous arrêter dans ce qui suit tant sur les conditions de fond que sur celles de procédure relevant de la responsabilité de l'Etat en droit international public. Examinons brièvement tout d'abord les éléments dont tous auteurs reconnaissent la nécessité pour qu'une action en réparation puisse être justifiée.

1) *Le dommage*

L'existence du dommage, en droit international constitue, de l'avis de Louis Delbez une condition indispensable pour la responsabilité. „En droit international la responsabilité pénale n'existant pas, ou n'existant que dans des cas très exceptionnels (crimes de guerre), le dommage devient la condition préliminaire indispensable“²². Une autre différence à relever par rapport au droit interne, consiste dans le fait qu'en droit international public il est à envisager aussi le préjudice causé à l'Etat, bien que les cas les plus fréquents soient ceux des dommages encourus par des nationaux résidant à l'étranger, quand „l'Etat n'intervient que pour protéger son national“²³.

En dehors de ceci, le dommage constitue, tant en droit international qu'en droit interne, une première condition de la responsabilité. Pour que celle-ci soit engagée, il faut que le dommage n'ait pas été réparé, eu égard qu'en toute équité un préjudice ne saurait entraîner une double réparation²⁴ ou offrir la possibilité d'en obtenir un gain.

En second lieu, pour ce qui est de la nature des dommages à réparer, la plupart des auteurs sont d'accord quant à la réparation intégrale des dommages matériels, même quand il s'agit d'un meurtre²⁵, tandis que le problème de la réparation due en

²¹ Voir le chapitre II.

²² Louis Delbez, *op. cit.*, p. 355.

²³ Louis Cavaré, *op. cit.*, p. 305.

²⁴ Cf. Louis Delbez, *op. cit.*, p. 356. Il fait aussi une distinction entre le dommage qui a été causé à une seule personne, cas qui n'offre pas de difficulté, et celui subi par des personnes différentes, où l'interdiction du cumul n'est pas aussi stricte.

raison d'un préjudice moral n'est pas résolu d'une manière unitaire.

En second lieu, pour ce qui est de la nature des dommages à réparer, la plupart des auteurs sont d'accord quant à la réparation intégrale des dommages matériels, même quand il s'agit d'un meurtre²⁵, tandis que le problème de la réparation due en raison d'un préjudice moral n'est pas résolu d'une manière unitaire.

Suivant les législations anciennes et le droit romain, „les atteintes à l'honneur étaient réprimées plus sévèrement que les dommages matériels“²⁶. Le droit interne actuel reconnaît aussi un droit à réparation pour préjudice moral, sous certaines conditions. En droit international, „on rencontre, dans les premières années du siècle, nombre de sentences arbitrales qui refusent de tenir compte du dommage moral. Mais la jurisprudence récente est en sens contraire. S'inspirant de plus en plus de l'équité, elle s'est orientée, semblable en cela aux jurisprudences internes, vers la réparation du préjudice moral. On peut invoquer dans ce sens les affaires MANINAT en 1902, la célèbre affaire du LUSITANIA en 1916, l'affaire AGNES CONNELLY en 1927, l'affaire CHEVREAU en 1931...“²⁷.

2) *L'acte illicite*

Un bon nombre des auteurs considèrent que l'existence du dommage ne pourrait justifier en droit international comme en droit interne, à elle seule, la mise en oeuvre de la responsabilité. En effet, tel qu'on l'a souligné ces auteurs voient dans l'institution de la responsabilité internationale des Etats l'effet d'une sanction de normes juridiques préexistantes. D. Lévy note à ce sujet : „Puisque dans son essence même, la responsabilité est la sanction d'une règle de droit, il paraît à la fois simple et logique d'admettre que tout manquement à une obligation internationale ayant causé un dommage entraînera la responsabilité du sujet de droit auquel ce manquement pourra être imputé. La condition première de la responsabilité est donc l'existence de la violation d'une règle préexistante ; elle a un caractère objectif et direct“²⁸.

C'est là une définition qui rentre dans l'ordre logique, l'acte illicite représentant la violation d'un engagement international qui entraîne l'obligation de réparer.

²⁵ Le meurtre peut entraîner des répercussions diverses sur le plan de la réparation. Ainsi, d'après la jurisprudence, toutes personnes à la charge de la victime sont en droit d'être indemnisées ; Louis Cavaré, *op. cit.*, p. 307—308 ; Borchard, *op. cit.*, pp. 424 et suiv. ; Louis Delbez, *op. cit.*, pp. 356—357.

²⁶ Louis Cavaré, *op. cit.*, pp. 308—309.

²⁷ Louis Delbez, *op. cit.*, p. 357.

²⁸ Denis Lévy, „La responsabilité pour omission et la responsabilité pour risque en droit international public“, *Revue Générale de Droit International Public*, 19, n° 4, 1961, p. 746.

P. Reuter considère aussi que le fondement de la responsabilité est constitué par le caractère illicite de l'acte à imputer à l'Etat : „L'illicite est le fondement premier de la responsabilité, celui d'où découlent tous les autres : imputation de l'acte illicite, préjudice et réparation“²⁹.

Comme il est précisé par D. Anzilotti, c'est au fait illicite que se rattache la naissance d'un nouveau rapport juridique „entre l'Etat auquel est imputable le fait dont il s'agit, qui est tenu à réparation, et l'Etat envers lequel existait le devoir non exécuté, qui peut exiger la réparation“³⁰. L'auteur cité, pour faire ressortir la différence existant dans le droit interne entre la responsabilité civile et la responsabilité pénale, montre que dans ce dernier cas l'illicite peut déterminer deux relations distinctes³¹, conduisant aux dommages-intérêts et à la peine, distinction qui est inconnue au droit international.

En outre, tandis que dans le droit interne il y a un organe destiné à élaborer des règles de conduite obligatoire, à caractère de généralité, dans le domaine du droit international, les Etats contribuant, en vertu de l'idée de souveraineté, à la création des normes, possèdent la garantie qu'ils ne peuvent répondre que dans la mesure où, enfreignant les obligations internationales assumées, ce sont eux-mêmes qui ouvrent la voie d'une poursuite aux fins de réparation. Ainsi, „l'Etat créant lui-même son propre droit dessinait par là même le cadre dans lequel pouvait jouer cette responsabilité...“³².

En examinant de plus près en quoi consiste l'acte illicite, on peut considérer, selon Anzilotti, que „est fait illicite international toute violation d'un devoir imposé par une norme juridique internationale, c'est-à-dire tout fait contraire à une promesse d'un Etat envers d'autres Etats“³³. Naturellement, le contenu même de l'acte illicite est sujet à des appréciations assez différentes³⁴. Anzilotti estime, conformément à sa théorie, qu'il

²⁹ Paul Reuter, *Droit International public*, II^e éd., (Paris, 1963), p. 135.

³⁰ Dionisio Anzilotti, *Cours de Droit International*, vol. I, (Paris, 1929), pp. 467—468.

³¹ Les deux relations auxquelles Anzilotti pense sont celles qui s'établissent d'une part entre l'auteur du dommage et la victime, et de l'autre, entre l'auteur du dommage et la collectivité personnifiée dans l'Etat.

³² C'est George de Berlia qui, dans son ouvrage „De la responsabilité internationale de l'Etat“, *Mélanges Scelle*, II. porte des considérations d'ordre psychologique qui pourraient heurter les Etats dans leur conception de la souveraineté ; Louis Delbez, *op. cit.*, p. 358.

³³ Dionisio Anzilotti, *op. cit.*, p. 468.

³⁴ Louis Cavaré pose la question de savoir si l'acte illicite est un acte accompli contrairement au droit interne et au droit international, ou seulement au droit international. De son avis, le droit international étant supérieur au droit interne, une violation de celui-ci est suffisante pour entraîner la responsabilité internationale de l'Etat ; Louis Cavaré, *op. cit.*, p. 327. Il n'en reste pas moins vrai que les réponses peuvent être différentes étant liées aux positions doctrinales touchant les rapports du droit interne et du droit international.

faut y voir d'une part une certaine manière de se conduire de l'Etat (l'imputabilité), et, d'autre part, que cette conduite est contraire à celle qui est imposée par la norme respective.

La doctrine fait une distinction entre l'acte illicite simple dû à l'activité d'un certain organe de l'Etat dont le comportement est définitif et lequel ne peut être changé, et l'acte illicite complexe résultant de l'action entreprise par un organe d'Etat d'ordre inférieur, pouvant être annulé à un échelon supérieur. Au point de vue pratique, cette classification sert à fixer le cadre de la responsabilité à imputer à l'Etat ; au cas d'un acte illicite simple la responsabilité de l'Etat est immédiate, tandis que dans l'hypothèse d'un acte illicite complexe elle ne pourrait intervenir qu'après épuisement de toutes les possibilités offertes au particulier lésé pour faire effacer sur le plan interne les conséquences dommageables de l'acte incriminé.

Mais quels sont les cas concrets qui peuvent entraîner un acte illicite dont l'Etat pourra être rendu coupable ?

En règle générale, la responsabilité de l'Etat peut être mise en cause à la suite d'actes internationalement illicites issus de l'activité même qu'exercent ses organes en matière législative, juridictionnelle ou administrative. Ainsi, la responsabilité de l'Etat peut être engagée en matière législative (constitutionnelle) soit par action, soit par omission : „par action si son organe constituant vote ou maintient une disposition constitutionnelle contraire au droit international coutumier (affaire (*Heldewier*), ou si son organe législatif vote une loi contraire aux obligations internationales expresses ou tacites de l'Etat ; par omission, s'il ne prend pas les mesures législatives qui constituent „le droit interne internationalement obligatoire“, par exemple, si signataire de la Convention de Genève (1910) sur le pillage, il n'a pas organisé l'appareil de prévention et de répression prévu“³⁵. En matière juridictionnelle, l'Etat peut se rendre internationalement responsable du fait d'une organisation judiciaire défectueuse ou pour déni de justice³⁶. Les Etats peuvent encourir une responsabilité internationale pour des activités administratives causant des dommages aux étrangers : „Les organes administratifs dont l'activité peut engendrer ces dommages sont très variés. Ils peuvent être plus ou moins élevés dans la hiérarchie. La tendance, rappelons-le, consiste à permettre aux fonctionnaires inférieurs d'engager la responsabilité de l'Etat aussi bien qu'aux fonctionnaires supérieurs“³⁷.

³⁵ Louis Delbez, *op. cit.*, p. 360.

³⁶ L'hypothèse du déni de justice a une importance particulière. C'est une règle indiscutée que les étrangers doivent trouver dans les tribunaux du pays où ils résident bonne et prompte justice. L'Etat qui refuserait de connaître des demandes en justice formées par des étrangers engagerait *ipso facto* sa responsabilité. Louis Delbez, *op. cit.*, p. 360.

³⁷ Louis Cavaré, *op. cit.*, p. 360.

3) L'imputabilité

Pour que l'Etat soit reconnu pour responsable, il faut encore que le dommage résultant de l'acte illicite lui soit imputable.

Anzilotti, discutant des éléments constitutifs de la responsabilité internationale, faisait ressortir l'importance toute particulière de l'imputabilité : „la question consiste donc à savoir quelles sont les conditions qui doivent se trouver réunies pour que le droit international impute à l'Etat des actions individuelles qui, prises objectivement, concrétisent une activité contraire aux devoirs de l'Etat“³⁸.

Au cas où les actes qui ont provoqué le dommage ont été accomplis par des organes ou agents de l'Etat, l'imputation ne présente pas de difficultés ; en effet, il est tout à fait clair que les organes ou leurs représentants se confondent avec l'Etat lui-même et le dommage peut être imputé à celui-ci aux fins de la réparation. Tous les auteurs en sont d'accord, mais il reste encore à préciser si, au regard du droit international, le fait personnel du fonctionnaire agissant en dehors des limites de sa compétence peut engager la responsabilité de l'Etat.

A la différence de la solution admise en droit interne, la doctrine et la jurisprudence sont, en général, d'avis que l'Etat est responsable même dans ce cas : en effet, les Etats étrangers n'étant pas en mesure de connaître les exigences du droit interne concernant la compétence des agents³⁹, il suffit que ceux-ci se soient comportés manifestement en tant qu'organes d'Etat pour que l'acte soit considéré, au regard du droit international, comme le fait de l'Etat... lui-même.

Etant donné que seuls les actes des organes étatiques peuvent entraîner la responsabilité de l'Etat, il reste encore à mettre au clair si les faits des particuliers pourraient aussi l'engager. Il est à supposer au point de vue logique qu'en l'occurrence la responsabilité de l'Etat ne saurait être mise en cause. Cependant l'histoire diplomatique et la jurisprudence internationale offrent maints cas où il a été décidé dans le sens contraire. Pour certains auteurs, dans ces affaires, „la responsabilité de l'Etat peut s'affirmer en cas de faute de sa part, en particulier s'il approuve ces actes ou s'il les ratifie“⁴⁰. Une telle explication, donnée pour la première fois par Grotius, est contestée par quelques auteurs plus récents. Pour Grotius, l'Etat serait en faute comme complice du délit, soit qu'il néglige de l'empêcher (*patientia*), soit

³⁸ Dionisio Anzilotti, *op. cit.*, p. 469.

³⁹ Cf. Louis Delbez, *op. cit.*, p. 363. Cavaré partage la même idée : „Il semble que sur le plan international, on ne puisse que se poser la question suivante : le fonctionnaire agit-il dans les limites *apparentes* de la fonction ? Dans l'affirmative, l'Etat sera responsable. Au contraire, si le fonctionnaire exerce son activité de telle sorte que l'on puisse douter du rattachement de celui-ci à la fonction, l'Etat sera irresponsable“. Louis Cavaré, *op. cit.*, p. 338.

⁴⁰ Louis Cavaré, *op. cit.*, p. 341.

qu'il permette au délinquant d'échapper au châtement (*receptus*)⁴¹.

Les adversaires de l'idée de complicité de l'Etat sur laquelle est étayée la théorie de Grotius, tout en écartant la faute en tant qu'élément de la responsabilité internationale de l'Etat, affirment que l'acte des individus n'est jamais en lui-même la cause immédiate et directe d'une pareille responsabilité. Cet acte en représente seulement l'occasion : „La responsabilité de l'Etat naît de l'attitude qu'adopte l'Etat à l'égard de cet acte, cette attitude pouvant révéler un manquement, par l'Etat, à ses obligations internationales. Ce n'est donc pas le fait du particulier qui est imputé à l'Etat, c'est la façon dont l'Etat a réagi en face de ce fait, quand il ne s'est pas conformé aux exigences du droit coutumier en la matière et n'a pas observé, pour parler avec les anglo-saxons, la diligence due“⁴².

4) Le problème de la faute

Un problème qui est d'une importance toute particulière pour la théorie de la responsabilité internationale, est celui de la faute. Cette notion⁴³, spécifique au droit interne, vise l'attitude psychique de l'auteur du dommage envers la lésion. Selon Denis Lévy, la faute représente une violation consciente d'une obligation : „Il n'y a faute que s'il y a obligation préexistante, et la faute ne diffère de la violation pure et simple d'une règle obligatoire que par la condition supplémentaire qui fait que le manquement doit être conscient“⁴⁴.

C'est Grotius qui a introduit dans le droit international public la théorie de la faute, telle qu'elle a été formulée par le droit romain ou par les législations internes en tant que fondement de la responsabilité, dans son livre *De jure belli ac pacis*.

Cependant nombre d'auteurs récents font relever que „la théorie repose sur un postulat inadmissible. Elle admet que l'Etat est doué de volonté, indépendamment de ses organes“⁴⁵. Aussi, le problème de la faute divise-t-il les auteurs „quoique, à vrai dire, les partisans de la faute se fassent de moins en moins nombreux et que, parmi les internationalistes vivants, on

⁴¹ Cf. Louis Delbez, *op. cit.*, p. 362.

⁴² Louis Delbez, *op. cit.*, p. 362.

⁴³ Un auteur a relevé 23 définitions de la faute. (A. Rabut, *De la notion de faute en droit privé*, thèse, (Paris, 1949) pp. 199 et suivantes ; Denis Lévy, *loc. cit.*, p. 748.

⁴⁴ Denis Lévy, *op. cit.*, p. 748.

⁴⁵ Louis Delbez, *op. cit.*, p. 366. C'est aussi l'avis de D. Lévy qui pense que cette transposition en droit international entraîne à des constructions aventurées, car ce n'est qu'au moyen de fictions discutables qu'on peut passer d'une théorie appliquée essentiellement à des personnes physiques à des sujets comme les Etats. Cf. Denis Lévy, *loc. cit.*, p. 749.

ne puisse guère citer que Kelsen, Accioly, Verdross et Cavaré⁴⁶.

Les auteurs modernes, adeptes de l'idée de faute de Grotius, ont procédé à sa rectification, en substituant à la faute de l'Etat celle de son organe. Mais, suivant la plupart des auteurs dont P. Guggenheim, pareille théorie moderne de la faute n'est pas plus défendable que celle de Grotius, car „il nous semble impossible, dans beaucoup de cas, de déterminer quelle était l'attitude psychologique de l'organe au moment où il commettait l'acte contraire au droit“⁴⁷.

La conséquence logique est d'après Jean Salmon que le seul fondement de la responsabilité internationale est le manquement à une règle de droit international.

Si la faute joue un certain rôle en matière de responsabilité internationale, par exemple dans les cas quand la responsabilité surgit du fait des particuliers „ce n'est pas comme élément essentiel à l'existence de la responsabilité, mais plutôt comme élément de preuve“⁴⁸.

Les considérations d'ordre théorique ne sont pas seules à écarter la faute, celle-ci ne pouvant être retenue, en tant que fondement de la responsabilité internationale ni au point de vue pratique. Exiger la faute subjective en matière de responsabilité internationale aboutirait — de l'avis de Denis Lévy — à en réduire le domaine, eu égard à la manière dont les compétences sont organisées dans les rapports entre Etats, notamment l'exercice du contrôle territorial⁴⁹. Et l'auteur cité de conclure : „Appliquée dans sa forme stricte, la thèse de la responsabilité pour faute subjective combinée avec le fait de la souveraineté territoriale aboutirait à conduire à une responsabilité de fait dans la plupart des espèces du droit international“⁵⁰.

⁴⁶ Louis Delbez, *op. cit.*, p. 366. Encore faut-il souligner que la faute est interprétée d'une manière différente même par les auteurs qui reconnaissent sa nécessité. Par exemple, Cavaré considère que 1) la faute n'est pas toujours nécessaire pour qu'il y ait responsabilité ; 2) la faute retenue ne peut être qu'une faute grave ; 3) malgré la faute, il n'y a pas toujours responsabilité de l'Etat. Louis Cavaré, *op. cit.*, pp. 313 et suivantes. Une position semblable est celle de Ian Brownlie qui dit que „Although culpa is not a general condition of liability, it may play an important role in certain contexts“. Ian Brownlie, *op. cit.*, p. 361.

⁴⁷ P. Guggenheim, *Traité de droit international public*, t. II (Genève, 1953—1954), pp. 50—51. Cette idée est contestée par Alexandre Carlebach, *Le problème de la faute et sa place dans la norme du droit international*, (Paris, 1962), p. 122.

⁴⁸ Jean J. A. Salmon, *La responsabilité internationale* (Bruxelles, 1963). 1-ère édition, p. 19.

⁴⁹ Cf. Lévy, *loc. cit.*, p. 750. Cette opinion aussi est combattue par Alexandre Carlebach qui essaye de démontrer que même de nos jours il y a une place pour l'idée de faute dans les normes de droit international. A. Carlebach, *op. cit.*, p. 121.

⁵⁰ Denis Lévy, *loc. cit.*, p. 750.

5) *La théorie du risque*

La théorie du risque, dont on a relevé l'apparition en droit interne, offre un intérêt tout spécial quant à la portée qu'elle pourrait avoir dans le domaine de la responsabilité internationale des Etats. Pour ce qui est de la signification même de l'idée de risque, elle suppose que „celui qui, pour son plaisir ou pour son profit, vient d'introduire une chose dangereuse dans la société, devient responsable pour tous les accidents ayant comme source la chose, même si on ne peut lui imputer la moindre faute ou négligence“⁵¹.

Ce fut Paul Fauchille qui, le premier, a fait valoir en 1900, la possibilité d'une responsabilité internationale basée sur l'idée de risque, sans qu'un acte illicite fût intervenu : „La théorie du risque étatique en matière internationale paraît avoir été soutenue pour la première fois devant une assemblée de juristes par le regretté Paul Fauchille, lors de la session de l'Institut de Droit International, tenue à Neuchâtel en 1900. Le savant jurisconsulte avait tiré argument du développement du risque dans le droit interne de plusieurs pays“⁵². Mais, comme il a été observé, „il est d'ailleurs historiquement vrai que, dans un certain sens, la responsabilité internationale a commencé au Moyen Age sous la forme d'une responsabilité sans acte illicite, basée sur le seul lien de solidarité qui unit les sujets appartenant à la même entité nationale. Sous la pratique de représailles, l'Etat, considéré comme une simple collectivité tenue de réparer les dommages causés par l'un quelconque de ses membres, pourrait dans plusieurs cas se trouver responsable en absence de toute violation de sa part des règles du droit international public“⁵³.

Pourtant la théorie d'une responsabilité objective fut fondée à la même période où prenait son essor la doctrine de la responsabilité internationale des Etats : „Plusieurs lois l'ont sanctionnée et des efforts renouvelés se font pour l'étendre du droit interne au droit international. M.le doyen Duguît, dont la science fait autorité, et M. le doyen Josserand, d'autres encore, ont développé l'idée que l'activité de l'Etat s'exerçant dans l'intérêt de la collectivité toute entière, il est juste de faire peser sur la collectivité toutes les charges que cette collectivité entraîne“⁵⁴.

⁵¹ Max Sorensen, *Manual of Public International Law* (London, 1968), p. 538. „...he who, for his pleasure or for his profit, introduces a dangerous thing into society, becomes liable for any accident arising from it, even if no fault or negligence is imputable to him“.

⁵² Jacques Dumas, „La responsabilité des Etats à raison des crimes et délits commis sur leur territoire au préjudice d'étrangers“, *R.C.A.D.I.*, 1931/2, t. 36, p. 211.

⁵³ Mohamed Sami Abdel Hamid, *Les perspectives d'une responsabilité internationale sans acte illicite*, Thèse (Paris, 1964), p. 3.

⁵⁴ Jacques Dumas, *op. cit.*, p. 212.

Dans le domaine du droit international public, après Fauchille d'autres auteurs ont admis l'idée de la responsabilité pour risque, dont Pasquale Fiore qui, dans son *Droit International Codifié*, déclare expressément à l'article 599 : „Le Gouvernement d'un Etat qui accomplit un fait dont le résultat est un dommage pour un autre Etat, doit être tenu de réparer ce dommage, l'Etat étant responsable même si l'acte peut être légal et comme tel justifié“⁵⁵.

Une hypothèse semblable fut avancée dans la troisième édition de Oppenheim, dirigée par Ronald F. Roxburg. Déclarant, non sans raison, que „an act of a State committed by right or prompted by self preservation in necessary self-defence, does not constitute an international delinquency, however injurious it may actually be to an other state“, il trouve cependant que „nevertheless, they remain violations, may therefore be repulsed and indemnities may be demanded for damage done“⁵⁶.

⁵⁵ Pasquale Fiore, *International Law Codified and its Legal Sanctions or the Legal organization of the Society of States*, Translation from the fifth italian Edition with an introduction by Edwin M. Borchard, New York, 1918, p. 283.

Direct responsibility.

Art. 599. When the Government of a state, by reason of momentary exigencies and public necessities, takes action with results in an injury to a foreign state or to its citizens, it is bound to repair the damage. The state must be held directly responsible therefor, even though the action of the government may deemed lawful and justified as such.

Commentaire : In order to understand our rules fully, it must be observed that the legal exercise of sovereign power may exclude in principle any international responsibility of the state. No one, in effect, may forbid the state from doing whatever public necessity require, and whatever may be considered as within the limits of legality. Therefore, if a government, even in doing what it has a right to do, should be led to injure the property rights of others, it could be held with reason that it ought not to be bound to repair the damage rejecting any claim of the injured parties to indemnification.

The right of private persons must necessarily be subordinated to that of the collectivity and of the sovereignty which represents it. Therefore, the acts of the sovereign to provide for the social requirements and defense of the rights of the state cannot imply any international responsibility. Yet, in our opinion, it cannot be maintained that the injured person should not receive any indemnity and that the responsibility of the state is not to be admitted as regards indemnification for the injury done to foreigners through the necessity of providing for the protection of social interests.

Consequently, we believe that the case requires the application by analogy of the general principles which justify expropriation on grounds of public utility, and that a just indemnity should be recognized.

Our rule might find application in a case where, during a revolution, civil and military authorities exercise exceptional powers justifiable under international or public municipal law, the exercise of which inflicts a real and material damage upon foreigners, as for instance, in case of the bombardment on a fortified commercial city.

⁵⁶ Mohamed Sami Abdel Hamid, *op. cit.*, p. 228.

G. Scelle, partant de l'idée de Léon Duguit sur la „solidarité qui existe dans des collectivités de base“⁵⁷, estime que la responsabilité a pour origine „la naissance d'un dommage causé dans l'ordre des rapports internationaux, par l'activité des organes étatiques agissant comme organes internationaux“⁵⁸ et il ajoute que „la responsabilité est imputée à l'Etat qui dirige en fait les relations internationales, alors même que les actes dommageables ont été accomplis par des organes qui ne sont pas les siens. Cela prouve encore qu'il ne peut pas s'agir là que d'une responsabilité objective pour risque“⁵⁹.

Donc, on admet au moins partiellement la possibilité d'une responsabilité objective, sans acte illicite, bien que la majorité des auteurs remarquent que si l'on rattache la responsabilité à l'idée de risque, on est instinctivement entraîné, puisqu'il s'agit d'un risque social imposé à l'Etat, non pas en tant que coupable, mais seulement en tant qu'expression de la collectivité, à ne reconnaître de droit qu'à l'Etat dont relève la partie lésée elle-même“⁶⁰.

Certains auteurs sont d'avis que la théorie du risque a trouvé son application devant certaines instances et „la plus significative parmi les décisions arbitrales basées sur la notion de risque auxquelles Basdevant a fait allusion est peut-être celle rendue dans l'affaire *du Phare* par la Cour de Cassation de France le 29 juillet 1880“⁶¹.

Quelques caisses d'armes étant confisquées par les autorités de Nicaragua au bord du navire français *Le Phare*, le capitaine du bâtiment. M. Alard, tout en protestant contre la saisie des armes, demande l'intervention de son gouvernement. En vertu d'un compromis signé à Paris le 15 octobre 1879, à la suite de la réclamation française et sur la proposition faite par le gouvernement de Nicaragua, le différend fut soumis à l'arbitrage de la Cour de Cassation de France. Voilà l'issue de cette affaire : „Par la sentence arbitrale du 29 juillet 1880, la Cour de Cassation de France déclara le Nicaragua responsable, quoique convaincue que la saisie fut juridiquement justifiée. Voici le passage essentiel de la sentence :

„...Attendu que de tout ce qui précède, il résulte que le dommage causé au Capitaine Alard dans sa propriété, n'est expliqué par aucun fait légalement et juridiquement imputable à ce

⁵⁷ Georges Scelle, „*La doctrine de Léon Duguit et les fondements du Droit des Gens*“, Recueil Sirey, Paris, pp. 104—105.

⁵⁸ *Ibidem*, p. 920.

⁵⁹ *Ibidem*, p. 917.

⁶⁰ Jacques Dumas, *op. cit.*, p. 215. Pour une critique plus détaillée de la théorie du risque, voir aussi les pages 214—217.

⁶¹ Mohamed Sami Abdel Hamid, *op. cit.*, p. 237. Cf. aussi l'affaire *du Phare*, sentence arbitrale rendue par la Cour de Cassation de France, le 29 juillet 1880, entre la France et le Nicaragua, *La Fontaine, Pasicrisis internationale*, 1902, p. 225 et suivantes.

dernier, que si néanmoins le gouvernement de Nicaragua s'est déterminé à ordonner la mesure dommageable, il apparaît nettement que de toute sa correspondance et des témoignages recueillis dans l'instruction suivie à Cavinto, que c'est dans un but purement politique, dans une pensée de conservation sociale, en vue d'éviter que les armes saisies tombassent dans les mains du parti révolutionnaire dont le gouvernement se préoccupait alors de déjouer les manœuvres et les projets, que si prises dans telles conditions les mesures de cette nature constituent des actes de légitime défense, il reste cependant qu'elles ne sauraient être accomplies que sous la responsabilité du gouvernement qui a cru devoir les prendre et sous l'obligation de réparer, vis-à-vis de ceux qui en sont victimes, le dommage qu'elles ont pu causer, qu'à ce point de vue, dès lors et dans cet ordre d'idées, le Gouvernement de Nicaragua doit être déclaré responsable⁶².

En revanche, il y a d'autres cas d'une interprétation différente : „Le principe de la responsabilité internationale de l'Etat pour les actes de ses fonctionnaires accomplis en dehors de leur compétence, admis dans l'affaire Caire et dans plusieurs autres affaires, telles l'affaire Flaon (le Mexique v. les Etats-Unis), sentence rendue le 16 novembre 1926, l'affaire Garcia (les Etats-Unis v. le Mexique), sentence rendue le 3 décembre 1926 et l'affaire Kling (les Etats-Unis v. le Mexique), sentence rendue le 8 octobre 1930 — suppose a priori la distinction et la dissociation de deux notions jusque là associées et parfois confondues, le manquement à un devoir international et l'obligation de réparer un dommage, et ne peut être par conséquent basé sur une notion de risque ou de garantie⁶³.

L'expérimentation d'engins nucléaires dans une zone de la haute mer par les Etats-Unis a offert certaines incidences en matière de responsabilité internationale, bien qu'il ne s'agisse pas ici de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire : „Cette zone a été proclamée dangereuse par les Etats-Unis, interdite à la navigation, pendant certaines périodes dès 1954, et sa surface a été graduellement étendue depuis. Les expériences de 1954 et les chutes radioactives consécutives ont causé des dommages à un certain nombre de bateaux de pêche japonais⁶⁴.

Le Japon protestant de ce chef auprès du gouvernement des Etats-Unis, celui-ci accepta à la fin de faire dédommager les pêcheurs contaminés, mais il remarquait que le paiement était fait à titre gracieux, le gouvernement américain ne se reconnaissant pas responsable en droit : „The United States paid such compensation in the Bikini case but as a matter of

⁶² Mohamed Sami Abdel Hamid, *op. cit.*, p. 238.

⁶³ *Ibidem*, p. 241—242.

⁶⁴ *Ibidem*, p. 249 bis.

grace“⁶⁵. C'est dans une note du 19 mars 1956 que le Département d'Etat américain se déclarait prêt à examiner avec le Japon les dommages subis par les ressortissants de celui-ci, en envisageant le versement des indemnités respectives⁶⁶.

En examinant ce cas, Jenks notait : „the State carrying out the test would appear to be liable for injury to the persons or property of other States“⁶⁷.

Cependant, nous sommes d'avis que ce cas comporte une interprétation plus nuancée : en effet, les Etats-Unis acceptant d'accorder *ex gratia* des indemnités aux pêcheurs japonais, bien qu'ils aient souligné que l'activité mise en cause ne revêtait pas un caractère illicite au regard du droit international, on peut en déduire que les Etats-Unis ont admis l'existence d'un droit à réparation et que „la liaison entre le problème de la légalité d'une certaine activité internationale, et celui concernant la réparation des dommages qui pourraient en résulter n'est pas seulement concevable et possible, mais, en certaines circonstances, d'autant souhaitable qu'heureuse“⁶⁸.

Il s'agit ici, selon M. Mohamed Sami Abdel Hamid, d'un premier pas et „non le moins important vers une reconnaissance explicite de la théorie du risque en tant que base juridique valable de la responsabilité internationale que pourraient engendrer les activités internationales exceptionnellement dangereuses (ultra hazardous activities)“⁶⁹. Aussi l'apparition de telles indemnités, bien qu'accordées *ex gratia* et à condition que la licéité des activités ayant engendré des dommages n'est pas mise en cause, montre-t-elle que les Etats en sont venus à la conception suivant laquelle la responsabilité de l'Etat est engagée du fait de certaines activités qui présentent des dangers pour des Etats tiers ou leurs ressortissants. Ou, pour préciser : „ce n'est pas le devoir de réparer qu'ils refusent d'admettre, c'est plutôt l'existence d'un acte internationalement illicite“⁷⁰.

Après avoir présenté ces quelques idées sur la théorie du risque, en montrant quelques cas où elle a trouvé application, on peut aisément voir son aboutissement différent par rapport à la responsabilité internationale, basée sur l'acte illicite. Louis Cavaré affirme, à juste titre, que conformément à la théorie de l'acte illicite on considère : „...l'Etat sujet de droit comme une personne morale qui peut donc se rendre coupable d'un manquement, d'une violation du droit. Le rôle du sujet de droit est

⁶⁵ *Department of State Bulletin*, 2 avril 1956, p. 566—567, cité d'après G. Fischer, *op. cit.*, p. 310.

⁶⁶ Georges Fischer, „Droit international et expérimentation des armes nucléaires“, *A.F.D.I.*, 1956, p. 309.

⁶⁷ C. W. Jenks, *op. cit.*, p. 361.

⁶⁸ Mohamed Sami Abdel Hamid, *op. cit.*, p. 253.

⁶⁹ *Ibidem*.

⁷⁰ *Ibidem*, p. 254.

capital dans cette doctrine puisque le droit international a pour origine sa volonté. C'est, en définitive, la théorie de la souveraineté dans son dernier état. Au contraire, le point de départ de la théorie du risque est éminemment solidariste. A la base de cette doctrine on trouve l'idée de solidarité sociale. Cette dernière est le fondement de la responsabilité objective⁷¹.

6) *Les causes d'exonération de la responsabilité*

Comme dans le droit interne, il y a en droit international aussi, des cas où l'acte illicite en soi n'entraîne cependant pas de conséquences sur le plan de la responsabilité, vu qu'il perd, dans certaines circonstances, le caractère illicite ou bien il représente l'exercice d'un droit l'emportant sur le droit violé. Mais, tandis qu'en droit interne il y a une autorité constituée qui décide sur les cas d'exonération, l'appréciation de ceux-ci, en tant qu'exceptions au principe de la responsabilité internationale, s'avère être assez difficile en fait et en droit.

Arrêtons-nous quelque peu sur ces causes d'exonération :

— *La légitime défense.* Cette notion suppose l'existence d'un fait objectivement illicite, qui est destiné à repousser une violence effective et injuste ; représentant une exception à la règle selon laquelle il est interdit de se faire justice soi-même, principe reconnu par toutes les nations civilisées anciennes ou modernes, elle trouve son application, dans l'ordre interne, en matière pénale.

En droit international, la légitime défense est consacrée par quelques textes conventionnels et elle est prévue aussi par la Charte des Nations Unies, d'une manière expresse, à l'article 51 : „aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de Sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales“.

En tant qu'action, la légitime défense ne peut comporter, dans les rapports entre les Etats, aucun fait illicite s'il s'agit aussi de l'intégrité territoriale ou du droit d'auto-protection ; c'est surtout sous forme d'exception que ce principe trouve son application, au cas où un Etat pour faire légitimer un acte illicite qui lui est reproché demande l'exonération de responsabilité en excipant d'une situation de légitime défense.

Certes, au point de vue pratique maintes difficultés peuvent surgir, car „conformément aux principes généraux du droit des gens, il appartient à l'Etat intéressé d'apprécier s'il est en état de légitime défense et d'agir en conséquence. Mais son appréciation ne s'impose pas juridiquement aux autres Etats, qui peuvent

⁷¹ Louis Cavaré, *op. cit.*, p. 331.

la contester. Si les faits sont diversement appréciés, on sera en présence d'un différend international d'ordre juridique susceptible d'être tranché selon les mêmes méthodes que les autres différends de cet ordre⁷².

— *La force majeure.* C'est aussi un principe général du droit suivant lequel celui qui étant tenu d'une obligation est mis par un événement de force majeure dans l'impossibilité de l'exécuter, peut se prévaloir de cette exception aux fins d'être exonéré de toute responsabilité. Apprécier au point de vue du droit international les conditions caractérisant une situation de force majeure, bien que celle-ci devrait revêtir un aspect matériel et non seulement moral⁷³, constitue un problème vraiment difficile pour le juge saisi de l'affaire.

— *L'état de nécessité*, invoqué souvent dans la pratique internationale, comporte un acte illicite accompli par un Etat en considération de graves dangers intéressant sa sauvegarde et qui n'auraient pu être autrement évités. Mais, en tant qu'institution, suivant certains auteurs, l'ordre juridique international n'envisage pas l'état de nécessité ; en conséquence l'acte accompli dans ces conditions demeure un acte illicite, s'il en a les caractéristiques essentielles, quelle que puisse être l'appréciation de cet acte par rapport à la morale ou à la politique (De VISSCHER, STRISOWER, BORSI, CAVAGLIERI)⁷⁴.

La fréquence des cas⁷⁵ dans lesquels a été mis en avant par nombre d'Etats l'excuse de l'état de nécessité n'est pas de nature à changer la conception des auteurs qui, dans leur grande majorité, ne considèrent pas l'état de nécessité comme un principe de droit pouvant être transposé du droit pénal sur le plan de l'ordre international.

⁷² Louis Delbez, *op. cit.*, p. 371.

⁷³ La C.P.A., dans sa sentence du 11 novembre 1912, rendue dans l'affaire de l'indemnité russe, a retenu la force majeure. Il s'agissait d'une indemnité à accorder à des sujets russes pour dommages subis pendant la guerre de 1877—1878, et cela sur la base du traité de Constantinople de 1879. Le Gouvernement turc n'avait rien payé et se déclarait hors d'état de payer, un paiement de cette importance étant de nature à mettre son existence en danger. La Cour admit le principe... Cf. Louis Delbez, *op. cit.*, p. 372.

⁷⁴ Dionisio Anzilotti, *op. cit.*, p. 508—509.

⁷⁵ Le principe a été invoqué en 1848 par l'Autriche qui annexe la ville de Cracovie „pour se protéger contre les révolutionnaires dangereux qui agitaient la ville“, en violant l'acte de Vienne de 1815. Aussi, la Turquie dénonce en 1870 le Traité de Paris de 1856 qui neutralise la mer Noire, en invoquant la nécessité de se défendre des Russes. En 1908, c'est l'Autriche à nouveau qui annexe la Bosnie-Herzégovine au mépris du traité de Berlin de 1878, en invoquant les nécessités de l'ordre. En invoquant des nécessités militaires impérieuses, l'Allemagne occupe en 1914 la Belgique et le Luxembourg, Etats neutres. Elle récidive en 1940 envahissant aussi la Hollande. C'est le même principe de l'état de nécessité qui est invoqué en 1933 par le Japon pour occuper la Mandchourie, et en 1935 par l'Italie, pour occuper l'Ethiopie.

SECTION II. LES CONDITIONS DE RECEVABILITÉ DE L'ACTION EN RESPONSABILITÉ

Pour faire jouer la responsabilité internationale, en dehors des éléments précédemment examinés, c'est-à-dire l'acte illicite dommageable imputable à un Etat, il faut encore tenir compte de certaines conditions, dont nous ferons état dans ce qui suit selon la doctrine ou telles qu'elles apparaissent dans la pratique.

1) *La règle de l'origine étatique de l'action*

La responsabilité internationale suppose en général rapport d'Etat à Etat, les Etats étant d'une manière évidente les seuls à être sujets d'actes illicites ou objets qui en souffrent les conséquences. Une pareille relation est tout à fait claire au cas où le dommage a été causé par un Etat à un autre Etat, quand la relation s'établit du fait même du dommage. Cependant, dans l'hypothèse d'un dommage provoqué à un particulier, c'est l'Etat dont ce dernier est le ressortissant qui, étant lésé dans la personne de celui-ci, peut en demander réparation. Il semble que cette conception remonte à Vattel, selon lequel „quiconque maltraite un citoyen offense indirectement l'Etat qui doit protéger ce citoyen“⁷⁶. Cette conception en se développant s'est imposée comme une exigence en la matière. Ainsi il est précisé : „On considère donc que les dommages causés aux nationaux d'un Etat constituent des atteintes aux droits de cet Etat. Il convient de souligner également que d'après la même théorie, l'Etat intervenant en faveur de ses nationaux n'agit pas en qualité de mandataire de ceux-ci. Il entend défendre ses propres droits, exiger la réparation des dommages qu'il a subis en la personne de ses ressortissants“⁷⁷. Une action directe de l'individu est à repousser, selon Cavaré, pour des raisons d'ordre historique (l'individu n'est pas reconnu comme sujet de droit de l'ordre juridique international), ainsi que pour des motifs pratiques (une saisie directe par des particuliers risquerait d'encombrer la justice internationale)⁷⁸.

Bien qu'il y ait des auteurs qui soutiennent que les individus devraient avoir le droit d'ester en justice, la pratique et la théorie sont d'accord⁷⁹ pour estimer que la responsabilité internationale revêt le caractère d'un rapport interétatique.

⁷⁶ Vattel, *Le droit des gens* (Neuchâtel, 1773), p. 284.

⁷⁷ Suat Bilge, *La responsabilité internationale des Etats et son application en matière d'actes législatifs*, Thèse (Istanbul, 1950), p. 26.

⁷⁸ Cf. Louis Cavaré, *op. cit.*, p. 283—284.

⁷⁹ Le statut de la Cour permanente de Justice Internationale, ainsi que celui de la Cour Internationale de Justice confirment cette conclusion. Dans l'article 34 du Statut de la C.P.J.I. (compétences), on précise que „seuls les Etats ou les membres de la S.D.N. ont qualité pour se présenter devant la Cour“. La même chose est prévue dans l'article 34, 1, du Statut de la C.I.J. ; „Seuls les Etats ont qualité pour se présenter devant la Cour“.

2) La règle de la nationalité de la victime

En liaison avec une pareille condition, nous citons : „En vertu d'une règle coutumière bien établie, et qui est peut-être un vestige de l'idée germanique de la solidarité du groupe social, il doit exister un lien juridique et politique entre l'individu lésé et l'Etat réclamant. Ce lien résulte normalement de la sujétion politique, c'est-à-dire de la nationalité“⁸⁰.

Le lien de nationalité, l'appartenance d'une personne à l'Etat demandeur, à vérifier par les juges internationaux, doit avoir existé, ainsi qu'il résulte de la jurisprudence internationale, au moment où la personne en cause a subi le dommage⁸¹ et au moment de la présentation de la demande, „c'est-à-dire au moment où l'instance est liée par la conclusion du compromis“⁸².

Le problème, assez simple quand il s'agit de personnes physiques, présente des difficultés au cas des sociétés, la solution étant en fonction du critère choisi, pour déterminer la nationalité de celles-ci, notamment : siège social, contrôle exercé au départage des intérêts en présence, etc.

3) La règle des „clean hands“

La doctrine des mains propres (*clean hands*), d'origine anglo-saxonne, basée d'ailleurs sur des principes traditionnels, exige que la personne bénéficiant de la protection diplomatique de l'Etat demandeur ait eu une conduite correcte envers l'autre Etat, sous le rapport du respect des lois internes du pays ou des règles de droit international.

Bien que la doctrine ne soit pas unanime à cet égard⁸³, les juges internationaux en font allusion dans certains affaires.

⁸⁰ Louis Delbez, *op. cit.*, p. 377. Voir aussi W. Bishop, *General course of Public International Law*, 1965, RCADI, vol. II, 1965, p. 388 : „In determining whether the claimant is a national of the plaintiff state, we evoke first to the law of that state ; as said in the Hague Convention on Conflict of Nationality Laws of 1931.

⁸¹ La jurisprudence est certaine sur ce point depuis longtemps (Affaire *Orazio de Attelis*, 25 février 1842, Commission mixte Mexico-Américaine et Affaire *Medina*, 31 décembre 1862, Costa-Rica-Etats-Unis, Commission mixte de Washington). La C.P.J.I. confirme ces précédents (affaire du chemin de fer *Panerezys-Saldutiskis*, arrêt du 28 février 1939. Cf. Louis Cavaré, *op. cit.*, p. 286.

⁸² Louis Delbez, *op. cit.*, p. 377—378.

⁸³ Borchard affirme que „c'est une maxime établie en tout droit, interne ou international, que nul ne peut profiter de son propre tort et qu'un demandeur doit comparaître devant un tribunal en ayant les mains propres“. Le juge HACKWORTH, membre de la C.I.J. et le professeur américain HYDE partagent cet avis. Il en est de même du professeur de Londres, BIN CHENG, qui voit dans la condition des *clean hands*, l'application correcte des règles traditionnelles, *nullum commodum capere de sua injuria propria et ex delicto non oritur actio*, ou encore de Sir Gerald FITZMAURICE, qui y voit l'application dans le champ international du principe anglais de l'équité ; Louis Delbez, *op. cit.*, p. 379.

4) La règle de l'épuisement des moyens du droit interne

C'est dans les termes suivants que Louis Cavaré précise la portée de cette règle : „Avant d'intenter l'action contentieuse internationale, l'Etat réclamant doit s'assurer que l'individu lésé dont il assume la protection a commencé par recourir aux moyens que le droit interne du pays lésant mettait à sa disposition, et qu'il a épuisé tous ces moyens“⁸⁴. Le recours aux autorités locales peut éviter à la victime une voie lente et longue, telle celle de la protection diplomatique et il offre également à l'Etat dont la responsabilité internationale serait mise en cause la possibilité d'en échapper en corrigeant les actes de ses agents inférieurs.

Il faut bien souligner que la règle s'applique surtout aux cas des intérêts privés à protéger, car les Gouvernements, quand il y a une convention d'arbitrage obligatoire, sont moins enclins à satisfaire à une pareille condition.

Les problèmes que soulève cette règle dans la doctrine et la pratique portent sur son origine coutumière ou conventionnelle, sur sa nature en tant que règle de fond ou simple condition de recevabilité, ainsi que sur sa pertinence (règle nécessaire ou d'ordre purement pratique pouvant être écartée par la convention des parties). Sans entrer dans les détails de ces discussions, nous en relevons la tendance générale. La majorité des auteurs considèrent qu'il s'agit ici d'une règle coutumière de recevabilité⁸⁵ qui, par conséquent, peut être écartée par une clause expresse stipulée, par exemple, dans le compromis d'arbitrage.

Quant aux modalités d'un telle réparation, il faut noter qu'à la différence du droit interne, celle-ci ne pourrait être considérée en droit international comme une sanction à caractère pénal. La responsabilité internationale correspondant à la responsabilité civile du droit interne, ne saurait revêtir en fait et en droit qu'un aspect compensatoire.

On a adopté d'ordinaire, en base de la coutume, la *restitutio in integrum* en tant que mode de réparation, toutes les

⁸⁴ Louis Cavaré, *op. cit.*, p. 292.

⁸⁵ La réponse à ce problème est donnée par la position concernant le moment de la naissance de l'obligation à réparer. Si on considère que cette obligation prend naissance au moment du refus des autorités supérieures internes de réparer l'acte illicite, elle est une condition de fond. Si au contraire on considère que l'obligation de réparer a pris naissance au moment de l'acte illicite, c'est une condition de recevabilité. Voir Ian Brownlie, *op. cit.*, pp. 403 et suivantes, Louis Delbez, *op. cit.*, p. 381 ; Louis Cavaré, *op. cit.*, p. 296.

fois que cela s'avère possible. Au cas contraire, les juges accordent une indemnité en argent, qui doit comprendre, s'il y a un préjudice patrimonial, à côté du *damnum emergens* aussi le *lucrum cessans*.

Les dommages extra-patrimoniaux, tels ceux résultant de la détention ou de l'expulsion arbitraires, des meurtres, etc., posent aux juges internationaux maints problèmes en ce qui concerne l'appréciation de l'étendue de ces dommages pour les victimes et leurs ayants droit et de celle du tort souffert par l'Etat lui-même.

CHAPITRE V

LA RESPONSABILITÉ POUR DOMMAGES NUCLÉAIRES ET LE DROIT INTERNATIONAL

Après avoir dégagé dans le chapitre précédent quelques traits caractérisant la responsabilité internationale des Etats, nous allons examiner, dans ce même contexte, les problèmes que pose l'utilisation de l'énergie atomique en matière de responsabilité pour dommages nucléaires, ce qui constitue un aspect nouveau propre à l'évolution du droit à notre époque.

Ainsi, Mohamed Sami Abdel Hamid note à ce sujet : „On n'a guère besoin d'être marxiste pour s'apercevoir que les institutions juridiques ont leurs racines dans les conditions matérielles de la vie et par suite ne peuvent être comprises si l'on les analyse d'une façon abstraite, sans tenir compte des conditions concrètes desquelles elles sont issues et dans lesquelles elles se sont développées“¹. Mais c'est en base de la doctrine marxiste que l'on comprend mieux le phénomène de la liaison dialectique entre l'ensemble des relations économique-sociales et la superstructure juridique, la nécessité d'une réglementation juridique sur le plan national et international en conformité des changements intervenus à la suite du développement de l'économie, grâce aux techniques nouvelles.

En effet, la révolution scientifique et technique à laquelle nous assistons et qui est caractérisée, entre autres, par l'essor de l'utilisation à des fins pacifiques de l'énergie nucléaire, par l'exploration de l'espace cosmique etc., ne manquera pas d'avoir des répercussions sur l'institution du droit de la responsabilité internationale, comme ce fut le cas de la responsabilité civile dans maints systèmes juridiques internes qui ont eu à subir l'influence exercée par les activités industrielles du XIX^e siècle. Quant aux nouvelles activités de notre siècle, de par leur portée, ressortissant du domaine des relations interétatiques, elles réclament une réglementation juridique internationale. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà montré, nombre de pays ont adopté des lois spéciales en matière d'utilisation de l'énergie atomique.

La pertinence internationale de la responsabilité pour dommages nucléaires est manifeste, car le problème de la réparation d'un sinistre atomique intéresse dans une égale mesure tous les pays, même les Etats sur les territoires desquels il n'y a pas

¹ Mohamed Sami Abdel Hamid, *op. cit.*, p. 3.

d'installations nucléaires, étant donné que les risques en découlant ne sauraient se limiter aux confins d'un Etat.

„Un sinistre atomique — précise G. G. Nonnemacher — peut provoquer des dommages sur le territoire de plusieurs Etats. Comment sera alors assurée la réparation du dommage causé ? Par la loi de l'Etat dans lequel le sinistre a pris son origine, ou d'après les normes en vigueur dans l'Etat dans lequel le préjudice se manifeste ? Quel sera le juge compétent ? Celui du lieu de l'installation atomique qui a provoqué l'accident, ou celui du lieu dans le ressort duquel le dommage a été causé ? Outre les conflits possibles entre les systèmes juridiques dotés d'une législation spéciale en matière de réparation des sinistres atomiques et les systèmes juridiques ne connaissant pas de réglementation atomique spéciale, il existe encore les conflits qui surgissent entre Etats qui ont leur propre législation atomique“².

Une réglementation intéressant plusieurs Etats afin de mieux déterminer les droits et les devoirs réciproques s'avère nécessaire aussi en raison du fait que l'industrie nucléaire impose la coopération pour la mise en commun des moyens scientifiques, techniques et financiers importants.

Aussi, la responsabilité internationale des Etats peut-elle être engagée du fait des activités atomiques, sous plusieurs points, à savoir :

Premièrement, un accident nucléaire peut causer des dommages non seulement sur le territoire où se trouve l'installation, mais également au-delà des frontières de l'Etat. Au cas où parmi les victimes il y a aussi des étrangers résidents, l'Etat est tenu à réparer le dommage encouru par ceux-ci et, dans l'hypothèse où l'on a épuisé toutes les voies internes de recours, la responsabilité internationale peut alors jouer : „C'est seulement si ces recours lui sont refusés, ou se révèlent insuffisants à lui garantir une indemnisation équitable, qu'une réclamation internationale pourra être présentée“³.

Deuxièmement, le sinistre peut avoir un caractère international s'il résulte d'un fait qui est rattaché à l'Etat, étant accompli par ses organes ou dans la sphère de sa compétence (par ses ressortissants ou sur son territoire)⁴ et qui produit des conséquences dommageables sur le territoire d'autres Etats.

Troisièmement, un sinistre nucléaire revêt un caractère international au cas où il est imputable ou préjudiciable à une organisation internationale.

² Georges Gilbert Nonnemacher, „Vers une réglementation européenne de la responsabilité civile en matière atomique“, *Mélanges Sfériadès*, vol. I, Athènes 1961, p. 185.

³ Mohamed Sami Abdel Hamid, *op. cit.*, p. 344.

⁴ R. E. Charlier, „Questions juridiques soulevées par l'évolution de la science atomique“, *R.C.A.D.I.*, 1957/1, t. 91, p. 344.

Il faut ajouter encore — comme le fait remarquer R. E. Charlier — que le dommage nucléaire „même s'il est interne et national il se peut que la couverture de ses conséquences doit être internationale, pour des raisons financières, comme trop lourde pour être assurée dans le cadre national“⁵.

Ainsi, c'est la question du régime juridique visant la responsabilité pour de tels dommages qui devra être éclairée. Ledit auteur présente une vue d'ensemble touchant la nature de ce régime juridique quand il affirme : „Certains auteurs estiment que tout fait nouveau appelle un droit nouveau et que l'atome impose le bouleversement des conceptions et structures du Droit, surtout dans l'ordre international. D'autres estiment inutile et dangereux un tel romantisme et professent que, depuis la cessation du monopole atomique des Etats-Unis qui ne pouvait être que très temporaire, on est revenu aux conditions d'équilibre qui permettent et imposent le jeu des règles classiques de Droit international“⁶.

Mais, certes, *est modus in rebus* et, face à ces opinions divisées, on peut trouver une réponse adéquate en analysant en premier lieu la possibilité d'adaptation du droit classique de la responsabilité aux dommages résultant de d'application de la nouvelle source d'énergie.

Ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent, la doctrine dominante dans le droit international place à la base de la responsabilité internationale, en matière de dommages, l'acte illicite. Aussi, selon cette conception, tout acte accompli à l'encontre d'une obligation internationale „dont le contenu est parfaitement défini et précis“⁷ rentre-t-il dans cette catégorie. C'est l'acte illicite qui met en jeu la responsabilité internationale, en tant que „devoir de réparer ces dommages s'ils sont la conséquence d'actes ou d'omissions, contraires aux obligations de l'Etat“⁸. Il nous faut maintenant savoir si une telle théorie peut être appliquée au cas des dommages nucléaires.

A ce sujet, on peut dès l'abord souligner que l'acte même d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ne saurait être considéré comme étant contraire aux règles du droit international en le faisant rentrer dans la catégorie des actes illicites eu égard que, dans l'ordre international toute activité qui n'est

⁵ R. E. Charlier, *op. cit.*, p. 344—355.

⁶ *Ibidem*, p. 221.

⁷ F. V. Garcia Amador, „Cinquième rapport sur la responsabilité des Etats“ présenté à la Commission du Droit international des Nations Unies, Document A/CN. 4/125, dans *l'Annuaire de la Commission*, 1960, vol. 2, n° 67, p. 53.

⁸ F. V. Garcia Amador, „Deuxième rapport sur la responsabilité des Etats“, présenté à la Commission du Droit international des Nations Unies, Document A/CN. 4/106, dans *l'Annuaire de la Commission*, 1957, vol. 2, p. 119.

pas expressément interdite est permise, que le droit qu'ont tous les Etats d'utiliser à des fins pacifiques l'énergie nucléaire⁹ se trouve confirmé par un document international de l'importance du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, et enfin que presque tous les Etats ont procédé ou vont passer à l'implantation sur leurs propres territoires d'installations nucléaires dans des buts industriels ou scientifiques.

Par conséquent, „On peut, sans hésitation, affirmer, qu'au moins en ce qui concerne les activités atomiques destinées aux fins purement scientifiques et pacifiques (industrielles et médicales) personne ne conteste leur caractère tout à fait licite...”¹⁰.

Ceci posé, il importe de préciser la norme coutumière, la disposition conventionnelle ou les principes généraux de droit international pouvant être mis en cause au cas d'un dommage nucléaire pour faire engager la responsabilité internationale de l'Etat dont relève l'acte illicite.

Pour justifier une demande en réparation à raison d'un accident nucléaire survenu sur le territoire d'un autre Etat, on peut faire valoir le principe de droit international relevé par M. G. Fischer, en vertu duquel „un Etat ne doit pas exercer ses compétences territoriales d'une manière préjudiciable aux intérêts et aux droits d'autres Etats”¹¹; tout acte contraire à ce principe, imputable à un Etat, entraînerait la responsabilité de celui-ci pour les dommages encourus de ce fait par un autre Etat. Selon ce même auteur, l'existence de ce principe en droit international a été affirmée „d'une façon catégorique et absolue”¹², par la Cour Internationale de Justice dans l'arrêt rendu sur l'affaire du détroit de Corfou¹³. Le même principe, souligne-t-il encore, a été „appliqué sous une forme plus nuancée par la sentence arbitrale rendue dans l'affaire de la Fonderie

⁹ Préambule et art. IV, 1 du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

¹⁰ Mohamed Sami Abdel Hamid, *op. cit.*, p. 105.

¹¹ G. Fischer, „Droit International et expérimentation des armes nucléaires”, *A.F.D.I.*, 1956, p. 316.

¹² *Ibidem*.

¹³ Le 22 octobre 1946, une escadre de navires de guerre britanniques quitta le port de Corfou et, s'avancant dans la direction du Nord, s'engagea dans un chenal, antérieurement déminé. A l'extérieur de la baie de Saranda, le bateau *Saumarez* heurta une mine et fut gravement avarié. Un autre bateau, *Le Volage*, fut envoyé à son aide et reçut l'ordre de le remorquer. Alors qu'il remorquait le navire avarié, *Le Volage* heurta une mine et subit aussi de sérieux dommages. Il réussit néanmoins à remorquer l'autre navire et le ramener à Corfou. Trois semaines plus tard, le détroit Nord de Corfou fut déminé par les dragueurs britanniques et vingt-deux mines amarrées en furent détachées.

du Trail¹⁴. Le Tribunal arbitral a estimé que l'interdiction faite à un Etat d'utiliser son territoire d'une manière préjudiciable à un autre Etat était conditionnelle : l'acte incriminé devait comporter des conséquences sérieuses¹⁵.

Eu égard que l'utilisation de l'énergie nucléaire, même à des fins pacifiques, entraîne des conséquences que l'on peut qualifier comme sérieuses, il est à estimer que la théorie de M. Fischer contient quelques éléments pouvant résider à la base d'une responsabilité internationale pour dommages nucléaires.

Cependant d'autres auteurs sont d'avis que pour apporter une solution à ce problème tout en ce maintenant sur le terrain de la conception traditionnelle concernant la responsabilité internationale en matière de dommages nucléaires, il faudrait procéder à une construction juridique abstraite d'une nature tout à fait nouvelle.

Ce, parce que — dit Paul Reuter — „les circonstances dans lesquelles des dommages extrêmement graves peuvent être provoqués à la suite des développements techniques de la vie moderne posent des problèmes que les droits nationaux commencent à peine à envisager, mais que le droit international public ne pourra plus ignorer longtemps. Une action licite d'un Etat peut provoquer des dommages incalculables“¹⁶.

Pour faire jouer la responsabilité internationale, selon cet auteur, on pourrait partir du fait de l'existence de certaines entreprises comportant certains risques, assez normaux pour que pareilles activités ne soient pas frappées d'interdiction, mais qui peuvent „entraîner une obligation de réparer les dommages si le risque se réalise“¹⁷.

Le problème se trouve résolu dans ce cas-ci en se basant sur l'hypothèse d'une activité qui ne mène pas à la violation d'une règle de droit international, c'est-à-dire en vertu d'une action licite, dans le cadre de la théorie du risque encouru, qui justifie une action en réparation. Et notre auteur note à l'appui d'une telle interprétation : „Nul ne peut dire actuellement qu'il existe une telle règle en droit international ; mais comme l'humanité n'a jamais reculé devant les expériences les plus dangereuses, il est possible que cette règle soit adoptée au moins partiellement“¹⁸.

¹⁴ Il s'agit du fleuve Columbia dont la source est au Canada. A Trail, localité du Canada, le fleuve Columbia passe à proximité d'une fonderie. La distance entre Trail et la frontière est de sept milles. En 1896 la Compagnie „Breen Copper Smelter“ déployait son activité dans la fonderie et il en résultait 70 tonnes de déchets sulfuriques se déversant dans le fleuve. Tous ces déchets provoquaient des dommages aux fermiers des Etats-Unis établis près de ce fleuve. Cf. Nations Unies, *Recueil des Sentences Arbitrales*, vol. III, pp. 1913—1920.

¹⁵ G. Fischer, *loc. cit.*, p. 316.

¹⁶ Paul Reuter, *Principes de droit international public*, R.C.A.D.I., 1961/2, t. 103, p. 591.

¹⁷ *Ibidem*.

¹⁸ *Ibidem*.

Cependant, compte tenu du fait que la théorie dominante dans le domaine de la responsabilité internationale est celle de l'acte illicite, il nous faut voir de plus près si une telle théorie du risque peut être considérée à l'heure actuelle comme étant reçue par la doctrine et la pratique en droit international. A ce propos, le professeur Georges Berlia, représentant marquant de la doctrine dominante, précisait : „Certes, la logique n'interdit pas de concevoir un domaine où l'acte illicite ne serait plus une condition nécessaire de la responsabilité et où, sous la dénomination de risque, c'est le dommage qui serait la raison d'être, et non plus seulement la mesure de la responsabilité. Mais, à notre sens, c'est un progrès difficile à réaliser, à espérer même“¹⁹. Cependant, M. Reuter relève qu'il existe déjà „des réclamations basées sur une causalité pure ; dans certaines hypothèses, par exemple en matière d'accidents atomiques, des indemnités ont été versées, mais toujours à titre gracieux...“²⁰.

Les adeptes d'une telle conception font observer que l'évolution technique de la société mena, au début de ce siècle, à l'adoption d'une théorie unitaire du risque.

Ces constructions juridiques, basées sur le droit écrit ou sur la coutume, ont pour objet „la protection du public et de la personne ainsi que de la propriété selon les termes du droit international en vigueur et de la nécessité de fixer les règles de protection découlant des normes générales du droit, de telle sorte qu'elles ne forment pas une entrave au développement et à l'emploi de l'énergie nucléaire pour le bien du plus grand nombre“²¹.

Le problème dont il s'agit ici est celui de savoir si l'on peut dégager la règle ou le principe de droit international pouvant fonder la responsabilité internationale des Etats au cas d'un accident nucléaire. Certes, du moment où des conventions ou des traités internationaux sont intervenus aux fins de la réparation des dommages nucléaires, le problème peut être considéré comme résolu ; mais, eu égard que quelques-uns de ces accords ne sont pas encore entrés en vigueur et qu'il existe nombre d'Etats qui n'y sont pas participants ou adhérents, la question doit toujours être mise à l'examen pour qu'une solution lui soit

¹⁹ Georges Berlia, „De la responsabilité internationale de l'Etat, La technique et les principes du droit public“, *Etudes en l'honneur de G. Scelle*, t. 2. (Paris, 1950), p. 886. Cité d'après Mohamed Sami Abdel Hamid, *op. cit.*, p. 222.

²⁰ Paul Reuter, *op. cit.*, p. 593. L'auteur parle ici de l'affaire des pêcheurs japonais et aussi de l'affaire des Bastardy Claims entre les Etats-Unis et l'Islande. Le stationnement des troupes étrangères en Islande a entraîné des perturbations démographiques qui se traduisent en une charge pour l'économie.

²¹ Paul Ruegger, „Considérations sur la responsabilité des Etats en cas d'accidents nucléaires“, *Mélanges Sfériadès*, Athènes, 1961, vol. I. p. 334.

trouvée du point de vue de l'ordre international, par rapport à ces derniers Etats.

En effet, en l'occurrence, on peut bien se demander : Est-ce qu'une obligation de réparation à caractère international peut être mise à la charge d'un tel Etat, au cas d'un accident nucléaire et quel en est le fondement juridique, en l'absence d'un engagement conventionnel spécial ? En ce qui concerne l'existence d'une obligation à réparation, internationalement imputable, le Dr. I. M. Anghel précise dans une étude récente : „Notre réponse est catégoriquement affirmative“²².

Pour ce qui est des constructions juridiques ayant pour objet de justifier les trois possibilités rappelées plus haut de faire jouer la responsabilité de l'Etat dans le domaine nucléaire, nous avons déjà montré qu'elles sont basées sur la théorie de l'acte illicite, ou sur le concept du risque.

En considérant que le système de la responsabilité en droit international comme en droit interne est comme chaque système un édifice complexe, „prétendre fonder la responsabilité sur une seule notion, qu'elle soit celle de faute, de l'acte illicite ou du risque, c'est trop simplifier un problème fort complexe“²³.

Comme nous avons déjà, essayé de démontrer la théorie de l'acte illicite ne peut pas fonctionner dans le domaine nucléaire, car l'utilisation pacifique n'étant pas interdite l'Etat ne commet aucun acte illicite. Deuxièmement, tant en droit interne, que dans le droit international conventionnel, la pratique est unanime à déclarer que la responsabilité causale ou pour le risque créé est le seul instrument efficace dans le cas des dommages nucléaires. Alors, il sera vraiment très difficile d'essayer de mettre, pour le droit international coutumier, quelque chose de différent, à la place des institutions éprouvées déjà dans la pratique des Etats.

Nous avons aussi vu que la possibilité d'une responsabilité internationale sans acte illicite est partiellement admise dans la doctrine de droit international. Nous disons bien partiellement, car la majorité des auteurs considèrent que si „on rattache la responsabilité à l'idée de risque, on est instinctivement entraîné, puisqu'il s'agit d'un risque social imposé à l'Etat non pas en tant que coupable, mais seulement en tant qu'expression de la collectivité, à ne reconnaître de droit qu'à l'Etat dont relève la partie lésée elle-même“²⁴.

Si on essayait de conclure on pourrait dire que pendant toute une longue période, la doctrine de l'acte illicite est la

²² Dr. Ion M. Anghel, „Aspects du problème de la responsabilité civile concernant l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire“, *Revue roumaine de droit* (Revista română de drept). n° 12/1970.

²³ Mohamed Sami Abdel Hamid, *op. cit.*, p. 222—223.

²⁴ Jacques Dumas, *op. cit.*, p. 215.

doctrine dominante, mais nous pouvons trouver, et nous avons essayé de démontrer ça, l'existence des germes d'une théorie de la responsabilité causale.

L'événement qui marque le passage vers une théorie unitaire du risque, c'est l'évolution technique de la société, et spécialement les commencements de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Dans ce processus nous assistons à une évolution du droit écrit ou coutumier ayant comme buts „la protection du public et de la personne aussi que de la propriété“ selon les termes du droit international en vigueur, et de la nécessité de fixer les règles de protection découlant des normes générales du droit, de telle sorte qu'elles ne forment pas une entrave au développement et à l'emploi de l'énergie nucléaire pour le bien du plus grand nombre“²⁵.

Aujourd'hui il ne fait aucun doute que la grande majorité des auteurs qui s'occupent des questions de la responsabilité dans le domaine nucléaire, sont d'accord que le fondement de cette responsabilité est le risque créé, la conséquence étant une responsabilité causale.

Comment devons nous considérer le problème de la responsabilité objective pour le risque nucléaire, dans le cadre général de la responsabilité ? La réponse qui paraît être la bonne, est que la responsabilité objective pour les risques nucléaires est une exception, à la règle, et cette règle est la responsabilité basée sur la notion d'acte illicite.

Ce qu'il faut souligner est le fait qu'il ne s'agit ici d'une conclusion basée sur des spéculations d'ordre purement théorique, car les caractéristiques mêmes de l'énergie nucléaire demandent des règles de responsabilité différentes étant donné que l'énergie atomique est elle aussi une source différente des autres sources d'énergie. Cette responsabilité n'est pas une exception singulière, elle fait partie du cadre général de l'institution de la responsabilité et elle doit être considérée comme telle.

Mais, pour terminer ces quelques considérations générales, nous devons montrer qu'il y a des auteurs qui, écartant l'institution de la responsabilité en droit interne et international, s'ingénient à mettre à la base des dédommagements pour accidents nucléaires soit un système d'assurance à l'échelle nationale ou internationale, soit un autre principe. A ce propos, un intérêt particulier offre l'opinion mise en avant par le Dr. Ion Anghel, dans son article mentionné plus haut²⁶ selon laquelle le droit à réparation de la victime n'est pas basé sur l'idée de responsabilité, mais prend naissance au moment de l'accident nucléaire, ce droit étant indépendant et extérieur à l'institution de la responsabilité.

²⁵ Paul Ruegger, *op. cit.*, p. 334.

²⁶ Ion M. Anghel, *loc. cit.*, p. 32.

Pour intéressantes que soient pareilles constructions juridiques, elles ne sauraient aucunement avoir d'appui ni dans la pratique, ni au point de vue théorique. En réalité, c'est d'une longue tradition que jouit l'institution de la responsabilité en matière de dommages, se fondant sur un mécanisme mis au point au cours du temps, qui lui assure le fonctionnement dans les situations diverses de la vie sociale. D'autre part, tant les législations internes que les conventions internationales dans ce domaine posent d'une manière expresse comme fondement d'une demande en réparation pour dommages nucléaires le principe de la responsabilité, de sorte que tout autre principe, quel qu'il soit, ne saurait être invoqué à cet effet.

Section I. — CARACTÉRISTIQUES DU RÉGIME INSTITUÉ PAR LES CONVENTIONS INTERNATIONALES DANS LE DOMAINE DE LA RESPONSABILITÉ POUR DOMMAGES NUCLÉAIRES

Si l'adoption par certains États de règles de droit interne dans le domaine de la responsabilité nucléaire a présenté une importance particulière — que nous avons mise en valeur au début de notre étude —, il n'en reste pas moins que la réglementation sur le plan international s'est avérée elle aussi nécessaire et d'un grand intérêt : „Jamais peut-être dans l'histoire de l'humanité — nous dit Piérard — l'homme et les nations n'ont pris conscience avec plus d'acuité de leur destin inéluctable d'universalité. L'établissement dans toutes les parties du monde d'installations atomiques de plus en plus nombreuses, l'utilisation croissante de matières radioactives dans l'industrie, l'agriculture et la médecine, le transport de ces matières et ceux de combustibles irradiés, comportent une multiplication et une extension correspondante des risques et aussi la possibilité des dommages largement répandus au-delà des frontières d'un pays“²⁷.

C'est en considération de ces faits que les organisations internationales spécialisées ont eu pour mission, dès leur création, de déployer des efforts en vue de contribuer à la réglementation internationale de la responsabilité civile pour de tels dommages nucléaires. On a vu ainsi aboutir ces efforts à la conclusion de quelques conventions internationales dont la première fut la Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, signée le 29 juillet 1960 par les 16 Etats membres de l'Organisation européenne de coopération économique (Convention de Paris). Ensuite a été adoptée, grâce à l'initiative et à l'action entreprise par l'Agence internationale

²⁷ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 351.

de l'énergie atomique (AIEA), fondée en 1957, la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, signée le 21 mai 1963 (Convention de Vienne). Une autre Convention, complémentaire à la Convention de Paris de 1960, a été conclue le 31 janvier 1963, mais, comme elle établit un cadre juridique portant sur l'intervention de l'Etat dans l'acte de dédommagement des victimes d'accidents nucléaires, cette convention fera l'objet de notre analyse au chapitre suivant.

On peut affirmer qu'à l'heure actuelle le régime de la responsabilité civile pour dommages nucléaires sur le plan international est réglementé par les deux Conventions précitées, la Convention de Paris et la Convention de Vienne, celle-ci étant, par le nombre important des participants, d'une portée quasi-universelle ²⁸.

L'AIEA ayant pour tâche, dès sa fondation, de faire établir une convention internationale minima concernant la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, le directeur général de l'Agence constitue en décembre 1958 un groupe d'experts qui élabora l'année suivante, à l'issue de plusieurs réunions, un projet de convention dont communication a été faite aux Etats membres. Ensuite, fut institué le 1^{er} février 1961 un Comité intergouvernemental qui établit un projet de convention révisé sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires au mois de décembre 1962. Ce projet de convention révisé constitua la base de discussion de la Conférence internationale sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, tenue par l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne, du 29 avril au 19 mai 1963.

Les travaux de la Conférence se sont déroulés sous la présidence de M. N. Lokur (Inde), ayant comme vice-présidents M. K. Petrželka (Tchécoslovaquie) et M. M. K. Dadzie (Ghana). On a élu également une Commission plénière ²⁹, un Comité des clauses finales ³⁰, ainsi qu'un Comité de rédaction ³¹. A la suite des discussions portées en séances plénières, le texte définitif

²⁸ Nous pensons à l'article XXIV de la Convention de Vienne qui empêche certains Etats d'adhérer à celle-ci, malgré le caractère universel qu'elle devrait avoir. Il s'agit de la bien connue formule qui limite l'adhésion aux seuls Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, d'une institution spécialisée ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

²⁹ Président : M.A.D. McKnight (Australie) ; Vice-président : M. M. Ghelmegeanu (Roumanie) ; Rapporteur : M. C. A. Dunshee de Abranches (Brésil).

³⁰ Président : M. J. de Erice (Espagne) ; Membres : Brésil, Colombie, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ghana, Indonésie, Japon, Liban, Maroc, Pays-Bas, Tchécoslovaquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques.

³¹ Président : M. J. P. H. Trevor (Royaume-Uni) ; Membres : M. E. E. Spingarn (Etats-Unis d'Amérique), M. M. Lagorce (France), M. K. Farkas (Hongrie), M. M. Nacht (Israël), M. G. Arangio Ruiz (Italie), M. D. M. Cabrera Macia (Mexique), M. U. Nordenson (Suède), M. S. N. Bratuj (Union des Républiques socialistes soviétiques).

de la convention a été adopté³² par la Conférence diplomatique le 20 mai 1963.

Avant de passer à l'examen par le détail de ce texte, il nous faut mentionner que la Convention de Vienne, à la différence d'autres Conventions internationales et des législations nationales, contient des normes minima constituant un cadre général qui ne remplace aucunement la législation nationale en la matière. D'ailleurs nombre de dispositions de la Convention font des renvois aux lois atomiques internes ou à d'autres règles du même ordre juridique. Ayant pour but d'instituer un système juridique uniforme, à l'échelle mondiale, tout autant dans l'intérêt des personnes ayant subi un dommage que dans celui des exploitants d'installations nucléaires, des transporteurs et des fournisseurs et non pas de rechercher les solutions les plus parfaites ou les plus complètes, la Conférence de Vienne a établi des normes fondamentales, pouvant s'adapter à la communauté internationale toute entière.

La Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire a été préparée sous l'égide de l'OECE³³ qui, le 29 février 1956, institua un Comité spécial de l'énergie nucléaire où étaient représentés tous les Etats membres de cette organisation, ainsi que les Etats-Unis et le Canada, en qualité de membres associés. Aux fins d'élaborer un régime juridique à appliquer à l'industrie nucléaire, on décida, le 19 juillet 1956, la création d'un Comité de direction de l'énergie nucléaire avec un programme propre : „Etant donné que le programme ne se limitait pas à l'étude et à la coordination des dispositions législatives et administratives des Etats membres, mais envisageait aussi un effort de développement des techniques nucléaires, grâce à une action directe dans le domaine de la recherche et de l'industrie, le Conseil décidait de créer un organe spécialisé, l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire, dont les statuts ont été approuvés par les Etats membres le 17 décembre 1957, et dont l'action a commencé le 1^{er} février 1958“³⁴. L'article II des statuts précisait que l'Agence devait procéder à l'élaboration d'un régime commun aux pays participants en matière de responsabilité civile et de l'assurance des risques atomiques. En base d'un rapport établi par un groupe de travail, institué le 24 janvier 1957, le Comité de direction de l'énergie nucléaire a

³² Le texte de la Convention de Vienne se trouve dans l'annexe A de la présente thèse.

³³ Il faut faire ici la distinction entre l'OCDE et l'OECE, car au moment de la signature de la Convention, l'organisation s'appelait Organisation européenne de coopération économique.

³⁴ Maurice Picard, *La Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire*.

chargé un groupe d'experts de préparer un projet de convention. C'est ce projet qui a été soumis par l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire aux pays membres pour observations et, après les observations adressées et les modifications apportées, le projet de convention a été adopté.

La Convention de Paris de l'OECE ne fait qu'édicter certaines règles ou principes généraux, pour aboutir à un système uniforme, commun aux Parties contractantes. C'est pour cela que „chaque fois que l'unanimité ne s'est pas réalisée entre les pays qui sont parties à la Convention, le renvoi à la loi atomique nationale ou à défaut au droit commun de ces pays, s'impose inéluctablement. Ensuite, que la promulgation d'une législation nationale sur la responsabilité civile nucléaire devient, par le fait même, une nécessité urgente pour les pays qui n'en possèdent encore une“³⁵. Quant au problème même de la responsabilité, l'Exposé des motifs de la Convention de Paris précise : „Le problème de la responsabilité civile consiste essentiellement à savoir à qui, dans quelle mesure et à quelles conditions incombe la responsabilité juridique envers les personnes qui peuvent avoir subi des dommages causés par des accidents nucléaires“³⁶. Cette Convention comporte quelques restrictions dont une première au point de vue géographique, car ses dispositions ne s'appliquent pas aux accidents nucléaires survenus sur le territoire d'Etats qui ne sont pas participants ou aux dommages survenus encourus sur ces territoires, sauf disposition contraire de la législation d'une partie contractante (art. 2 et 29 (a)), réserve faite du cas spécial des transporteurs. Aux termes de la Convention, le territoire comprend aussi les eaux territoriales³⁷. Une autre restriction vise l'exclusion du champ d'application de la Convention de certaines installations ne présentant pas un risque élevé pour le public : „Il en est ainsi des établissements servant à l'entreposage de substances nucléaires en cours de transport, des laboratoires destinés à la recherche scientifique et des accélérateurs de particules“³⁸.

1. Définitions

Tant la Convention de Paris que celle de Vienne débutant par des définitions, en vue de faire éclairer leurs dispositions, nous allons en relever ici quelques-unes, tout d'abord la signification de la notion d'exploitant nucléaire.

³⁵ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 351.

³⁶ *Exposé des motifs de la Convention de l'OECE, Agence Européenne pour l'énergie nucléaire*, Paris, 29 juillet 1962, p. 32.

³⁷ *Exposé des motifs de la Convention de Paris, op cit.* p. 32.

³⁸ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 353.

— *L'exploitant nucléaire*, défini en fonction des dispositions de l'ordre interne par les deux Conventions, est désigné par la Convention de Vienne dans les termes suivants : „Exploitant“ en ce qui concerne une installation nucléaire, signifie la personne désignée ou reconnue par l'Etat où se trouve l'installation comme l'exploitant de cette installation“³⁹, tandis que la Convention de Paris prévoit à l'article 1, a, Vi, la définition suivante : „la personne désignée ou reconnue par l'autorité publique compétente comme étant l'exploitant de cette installation nucléaire“.

L'exposé des motifs de cette dernière Convention précise que : „Dans le cas où il existe un système de licence ou d'autorisation, l'exploitant est le bénéficiaire de la licence ou de l'autorisation. Dans tous les autres cas, c'est la personne qui, par décision de l'autorité publique compétente, est tenue, en vertu de la Convention, d'avoir la couverture financière nécessaire pour faire face au risque de la responsabilité civile“⁴⁰. Quant à pareille exigence, nous sommes tout à fait de l'avis de M. J. P. Piérard affirmant : „qu'il est impensable, dans l'état actuel des choses, qu'un Etat puisse admettre sur son territoire l'installation non contrôlée ni autorisée d'établissements nucléaires présentant un potentiel de danger aussi élevé que par exemple un réacteur de puissance“⁴¹ et qu'ainsi une condition concernant la couverture financière est superflue.

— *Installation nucléaire*. Sont exclus de la définition et donc du régime instauré par les deux Conventions, les entreprises „...de l'extraction et du traitement des minerais d'uranium à faible radioactivité“⁴², les réacteurs utilisés par un moyen de transport „maritime ou aérien comme source d'énergie, que ce soit pour la propulsion ou à toute autre fin“⁴³, la fusion nucléaire qui, bien que pouvant prendre peut-être à l'avenir un développement remarquable, n'est pas prise en considération, car „tant que ses possibilités d'application ne seront pas mieux connues, il ne semble ni possible ni nécessaire de couvrir la fusion nucléaire“⁴⁴.

Une autre exclusion d'ordre général se rapporte à l'utilisation des radioisotopes : l'ample domaine de l'application des radioisotopes dans l'industrie, le commerce, la médecine et l'agri-

³⁹ Article premier, 1, c, de la Convention de Vienne.

⁴⁰ Exposé des motifs de la Convention de Paris, *op. cit.*, p. 36.

⁴¹ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 355.

⁴² Article 1^{er} a, i, de la Convention de Paris.

⁴³ Article 1^{er}, 1, j, de la Convention de Vienne et article 1^{er} a, ii, de la Convention de Paris.

⁴⁴ Exposé des motifs, *op. cit.*, p. 36.

culture n'est régi ni par la Convention de Paris ⁴⁵, ni par celle de Vienne ⁴⁶.

Selon ces deux Conventions, dans le terme „installation nucléaire“ rentrent : les réacteurs nucléaires, les usines utilisant du combustible nucléaire pour la production de matières nucléaires, y compris les usines de traitement de combustible nucléaire irradié, ainsi que tout stockage de matières nucléaires, à l'exclusion des stockages en cours de transport ⁴⁷.

— *Accident nucléaire.* Une première rédaction du projet de Convention pour la Conférence de Vienne, vraisemblablement influencée par la terminologie anglo-saxonne, donnait une définition de l'incident nucléaire, de sorte que „Dans la notion d'incident étaient compris l'accident, fait unique, aussi bien qu'un enchaînement de faits durant une certaine période“ ⁴⁸, ce qui rapproche cette définition de celle qui a été adoptée dans le texte définitif, pour l'accident nucléaire, où il est précisé que ces faits successifs doivent avoir la même origine ⁴⁹. La Convention de Paris a retenu en tant que critérium la radioactivité, l'accident nucléaire y étant défini comme un fait, ou une succession de faits de même origine, causant des dommages qui sont dus soit à la radioactivité, soit aux propriétés toxiques, explosives ou autres propriétés dangereuses des combustibles nucléaires ⁵⁰.

— *Dommages couverts par les Conventions de Paris et de Vienne.* Sont couverts, aux termes de l'article 3 de la Convention de Paris, les dommages suivants :

— tous les dommages provoqués aux personnes et

⁴⁵ Article 1^{er}, a, ii) de la Convention de Paris : „Installation nucléaire“ signifie les réacteurs à l'exception de ceux qui font partie d'un moyen de transport ; les usines de préparation ou de fabrication de substances nucléaires ; les usines de séparation des isotopes de combustibles nucléaires ; les usines de traitement de combustibles nucléaires irradiés ; les installations de stockage de substances nucléaires à l'exclusion du stockage de ces substances en cours de transport, ainsi que toute autre installation dans laquelle des combustibles nucléaires ou des produits ou des déchets radioactifs sont détenus et qui serait désignée par le Comité de Direction de l'Agence Européenne pour l'Energie Nucléaire (appelé ci-après le Comité de Direction).

⁴⁶ Dans la Convention de Vienne, l'exclusion est contenue dans la définition de „Matière nucléaire“ qui n'est pas donnée par la Convention de Paris et qui n'englobe pas le combustible sous forme d'uranium naturel ou appauvri ou certains types de radioisotopes destinés aux divers emplois (V. Responsabilité civile... p. 72 ; art. I, § 1, alinéas g et h).

⁴⁷ Article 1^{er}, a, ii, de la Convention de Paris et article 1^{er}, j, iii, de la Convention de Vienne.

⁴⁸ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 436.

⁴⁹ Article 1^{er}, 1, l), de la Convention de Vienne : „Accident nucléaire“ signifie tout fait ou toute succession de faits de même origine qui cause un dommage nucléaire.

⁵⁰ Cf. J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 153.

— les dommages matériels aux biens, à l'exclusion des biens détenus par l'exploitant, qui sont sous sa garde ou sous son contrôle ou se rapportent à l'installation, de moyen de transport endommagé lors de l'accident ainsi que des biens appartenant à l'exploitant lui-même.

Conformément aux dispositions de la Convention de Vienne rentrent dans la catégorie des dommages nucléaires ceux qui, par rapport aux dommages classiques résultant des activités industrielles, présentent un caractère extraordinaire et ne peuvent être couverts par une police d'assurance habituelle. Les Commentaires sur le projet de convention précisent à ce sujet : „Le caractère extraordinaire de ces dommages peut résider, non seulement dans leur ampleur, mais aussi dans le fait que les rayonnements ionisants sont capables de produire des effets à distance, à retardement ou indirects“ ⁵¹.

Quant aux dommages moraux, ils ne sont pas exclus par le texte des deux Conventions, mais la décision sur la question de la recevabilité d'une demande en réparation à ce titre est laissée à la législation nationale. C'est une solution, à notre sens, très appropriée car il est difficile d'établir une règle conventionnelle en matière de dommages moraux, eu égard à la différence existant à ce sujet entre les systèmes juridiques nationaux.

— *Personne*. Cette première définition figurant à l'article I de la Convention de Vienne est assez large et, ce qui nous semble avoir une importance particulière, y est reconnue comme sujet de la responsabilité „toute organisation internationale ayant la personnalité juridique en vertu du droit de l'Etat où se trouve l'installation“ ⁵².

Il est à observer tout d'abord que le texte ne précise pas s'il s'agit seulement d'organisations intergouvernementales, ou bien s'il se rapporte aussi aux organisations non-gouvernementales ⁵³. Une telle précision eût été très opportune. Néanmoins, on doit relever que cette disposition, à l'effet de tenir pour responsables des organisations internationales équipées de réacteurs nucléaires, n'a pas été acceptée par toutes les délégations. Ainsi, M. Vilkov (Union Soviétique) déclarait que „de l'avis du Gouvernement de l'Union Soviétique, dans le cas d'une organisation internationale agissant en qualité d'exploitant nucléaire — au sens de la Convention — sur le territoire d'un Etat où

⁵¹ Responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, *op. cit.*, p. 75.

⁵² Article 1^{er}, 1, a, de la Convention de Vienne.

⁵³ Dans son intervention, le représentant de la Roumanie, le prof. M. Ghelmegeanu, précisait que : le droit international, comme la Charte des Nations Unies, reconnaît deux types d'organisations internationales : les organisations intergouvernementales et les organisations non-gouvernementales. „Responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, *op. cit.*, p. 125.

cette organisation jouit de la personnalité juridique, la responsabilité pour tout dommage nucléaire demeurera à la charge de l'Etat lui-même et de l'Etat seul⁵⁴.

2. *Principes fondamentaux des Conventions de Paris et de Vienne*

Après ce bref aperçu concernant les définitions portées aux premiers articles des Conventions étudiées, relevons maintenant les principes juridiques fondamentaux caractérisant le système de la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, reconnu par ces deux documents internationaux.

a) *Principe de la canalisation de la responsabilité sur l'exploitant*

Ce principe — bien connu — que l'on a d'ailleurs rencontré dans les lois atomiques nationales, est prévu aussi aux articles 3, 4 (a), (c) et 6⁵⁵ de la Convention de Paris et à l'article II, § 1, de la Convention de Vienne⁵⁶ : selon leurs prescriptions, c'est l'exploitant et lui seul qui est responsable de tout dommage nucléaire résultant d'un accident nucléaire survenu dans son installation nucléaire.

Au cas d'un accident nucléaire engageant la responsabilité de plusieurs exploitants, l'obligation à réparer le dommage revêt un caractère solidaire et cumulatif⁵⁷. Le principe de la responsabilité exclusive de l'exploitant, privant celui-ci de toute possi-

⁵⁴ *Ibidem*, p. 126.

⁵⁵ Article 6, a) et b) de la Convention de Paris : „le droit à réparation pour un dommage causé par un accident nucléaire ne peut être exercé que contre un exploitant responsable de ce dommage conformément à la présente Convention“... et „Aucune personne n'est tenue de réparer un dommage causé par un accident nucléaire...“.

⁵⁶ Article II, 1, de la Convention de Vienne : „...1' exploitant d'une installation nucléaire est responsable de tout dommage nucléaire dont il est prouvé qu'il a été causé par un accident nucléaire“... survenu dans l'installation nucléaire ou mettant en jeu une matière nucléaire qui provient de, ou qui est envoyée à, cette installation nucléaire.

⁵⁷ La Convention de Vienne, à l'article II, 3, a), prévoit que „lorsqu'un dommage nucléaire engage la responsabilité de plusieurs exploitants, ils en sont solidairement et cumulativement responsables, dans la mesure où il est impossible de déterminer, avec certitude, quelle est la partie du dommage attribuable à chacun d'eux“.

La règle concernant le cumul des montants maximum ne s'applique pas, dans le cas de la Convention de Paris, aux accidents survenus en cours de transport. Dans ce cas, le montant total des indemnités payables est égal au montant le plus élevé de la responsabilité fixée pour l'un des exploitants en cause. Comme la Convention ne s'occupe pas du partage des responsabilités entre exploitants solidaires, c'est, à notre avis, le droit commun du partage de la responsabilité entre deux personnes solidairement responsables qui devrait s'appliquer.

bilité de recours contre les fournisseurs ou autres personnes, est respecté d'une manière stricte dans la Convention de Vienne. Pourtant, deux exceptions à cette règle y sont prévues. Il s'agit, en premier lieu du cas, visé à l'article II, 2, des Etats dont la législation dispose que, dans certaines conditions, le transporteur ou la personne manipulant des déchets radioactifs peuvent à leur demande et avec le consentement de l'exploitant intéressé, être désignés comme exploitants, en ce qui concerne les matières nucléaires transportées ou les déchets éliminés. Dans ce cas, il résulte que „l'exploitant d'une installation se trouve entièrement exonéré à la suite du transfert de la responsabilité à des transporteurs ou à des personnes assurant l'élimination des déchets“⁵⁸.

Le deuxième cas, prévu à l'article II, § 5, implique la possibilité d'une responsabilité „en plus de l'exploitant“⁵⁹, la disposition concernant la canalisation de celle-ci sur le seul exploitant étant „sans effet sur l'application de toute convention internationale de transport qui était en vigueur ou ouverte à la signature, à la ratification ou à l'adhésion lorsque la présente Convention (Convention de Vienne, n.n.) a été ouverte à la signature“⁶⁰. Une pareille responsabilité incombant à une autre personne qu'à l'exploitant a été prévue „du fait que le principe de la responsabilité exclusive peut se trouver en contradiction avec les principes juridiques traditionnels dans certains Etats et que, pour ce qui est des envois de matières nucléaires, ledit principe peut être incompatible avec les accords internationaux en matière de transport“⁶¹.

Ainsi, le principe de la canalisation de la responsabilité sur l'exploitant est-il appliqué d'une manière conséquente par la Convention de Vienne⁶².

En revanche, la Convention de Paris contient des dispositions plus souples, l'article 6, f) donnant à l'exploitant un droit de recours aux cas suivants :

- „i) si le dommage résulte d'un acte ou d'une omission procédant de l'intention de causer un dommage contre la personne physique, auteur de l'acte ou de l'omission internationale ;
- i) si et dans la mesure où le recours est prévu expressément par contrat ;

⁵⁸ Responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, *op. cit.*, p. 79.

⁵⁹ *Ibidem*.

⁶⁰ Article II, § 5, de la Convention de Vienne.

⁶¹ Responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, *op. cit.*, p. 79.

⁶² En effet, dans le premier cas, la personne autre que l'exploitant devient un exploitant dans le sens de la Convention, sur la base de son accord, et dans le deuxième cas, il ne s'agit pas d'une exonération de responsabilité, mais d'une responsabilité solidaire.

- iii) si et dans la mesure où sa responsabilité se trouve engagée en vertu de l'article 7 e) par un accident nucléaire en cours de transit effectué sans son consentement, pour un montant excédant celui qui est fixé en ce qui le concerne, conformément à l'article 7 b), contre le transporteur ayant effectué le transit, sauf si ce transit a pour objet de sauver des vies ou des biens ou est provoqué par des circonstances indépendantes de la volonté du transporteur"⁶³.

Dans le cadre du même principe de la canalisation, la Convention de Paris apporte des précisions dans un cas spécial, disposant que „dans l'hypothèse d'un accident nucléaire provoqué par des matières volées, perdues ou abandonnées, la responsabilité incombe à l'exploitant de l'installation d'où les matières provenaient immédiatement avant l'accident"⁶⁴.

Il faut mentionner encore dans ce domaine de la comparaison⁶⁵ entre les deux Conventions, que la Convention de Vienne contient, à la différence de celle de Paris, une disposition intéressante aux termes de laquelle la victime a le droit d'intenter une action directe contre la personne qui fournit une garantie financière si le droit du tribunal le prévoit⁶⁶.

b) *La nature de la responsabilité*

C'est en se fondant sur les risques particuliers que comporte l'utilisation de l'énergie nucléaire pour la collectivité et en raison de la difficulté de faire la preuve d'une faute, de la part de l'exploitant, eu égard à la nouveauté des techniques nucléaires, que l'on a adopté, en vertu des deux Conventions, le principe de la responsabilité objective en matière de dommages nucléaires, résultant des risques, indépendamment de toute faute⁶⁷. Cela ne signifie cependant pas que le fait seul d'entreprendre une activité nucléaire ou de transporter des matières nucléaires ou déchets radioactifs entraînerait une présomption de faute ; ce n'est qu-au moment où l'accident survient dans l'installation nucléaire que prend naissance une telle responsabilité objective⁶⁸.

Il n'est plus nécessaire d'insister encore sur l'importance que présente une responsabilité du type objectif dans le domaine nucléaire, mais on peut faire relever que „Si on demandait aux

⁶³ Article 6, f) de la Convention de Paris.

⁶⁴ Exposé des motifs de la Convention de Paris, *op. cit.*, p. 42.

⁶⁵ Il s'agit des différences dues surtout, d'après nous, au fait que la Convention de Vienne ayant un champ d'application plus large, contient des dispositions générales, tandis que celle de Paris peut entrer dans les détails.

⁶⁶ Article II, 7, de la Convention de Vienne.

⁶⁷ Articles 33 et 4 de la Convention de Paris et article IV de la Convention de Vienne.

⁶⁸ Cf. Exposé des motifs de la Convention de Paris, *op. cit.*, pp. 36—38.

victimes de prouver qu'il y a eu faute ou négligence de la part de l'exploitant, on leur imposerait une lourde charge sans donner à l'exploitant ni son garant financier aucun avantage pratique correspondant⁶⁹. D'ailleurs, tel qu'il en a été fait mention au chapitre III, le principe de la responsabilité objective a été reçu, en droit interne, en matière de dommages nucléaires, dans la plupart des pays.

Certes, suivant ce principe, la victime, aux fins de fonder sa demande en réparation, est obligée d'établir le lien de causalité entre le fait générateur de préjudice et le dommage subi, aucune disposition conventionnelle contraire n'étant prescrite à ce sujet. Néanmoins, on peut observer que : „Ceci n'empêcherait cependant nullement une législation nationale de prendre toute mesure propre à améliorer le sort des victimes qui seraient en proie aux difficultés parfois insurmontables résultant de l'établissement du facteur causal, par exemple en autorisant les parties lésées à asseoir la responsabilité de leurs dommages sur des présomptions raisonnables et suffisantes“⁷⁰.

La responsabilité absolue de l'exploitant est une responsabilité totale, car elle ne comporte pas les cas d'exonération classiques, tels la force majeure, le cas fortuit, la faute d'un tiers et la faute même de la victime.

On a noté à ce propos : „Les seuls cas d'exonération prévus concernent les dommages causés par un accident nucléaire dû à certains troubles de caractère international comme les actes d'un conflit armé ou d'une invasion, de caractère politique comme la guerre civile ou l'insurrection, enfin à des cataclysmes naturels de caractère exceptionnel, c'est-à-dire catastrophiques et totalement imprévisibles ; tous ces événements, en effet, mettent en jeu la responsabilité de la nation dans son ensemble“⁷¹.

Il faut remarquer cependant que la Convention de Vienne prescrit l'exonération au cas de conflit armé⁷², mais dans le cas d'un cataclysme naturel de caractère exceptionnel, une pareille exonération s'impose seulement dans la mesure où le droit interne n'en dispose pas autrement⁷³.

L'article IV de la Convention de Vienne s'occupant d'un dommage dû aux effets associés d'un accident nucléaire et d'un

⁶⁹ Responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, *op. cit.*, p. 81.

⁷⁰ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 439.

⁷¹ Responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, *op. cit.*, p. 82.

⁷² Article IV, 3, a) de la Convention de Vienne : Aucune responsabilité n'incombe à un exploitant, en vertu de la présente Convention pour un dommage nucléaire causé par un accident nucléaire résultant directement d'actes de conflit armé, d'hostilités, de guerre civile ou d'insurrection.

⁷³ Article IV, 3, b) : Sauf dans la mesure où le droit de l'Etat où se trouve l'installation en dispose autrement, l'exploitant n'est pas tenu responsable du dommage nucléaire causé par un accident nucléaire résultant directement d'un cataclysme naturel de caractère exceptionnel.

ou plusieurs autres événements de nature non nucléaire, décide que l'exploitant est tenu responsable pour la totalité du dommage ⁷⁴.

En vertu de la Convention de Vienne, l'exploitant n'est pas responsable du dommage causé à l'installation nucléaire elle-même, au moyen de transport sur lequel la matière nucléaire en cause se trouvait au moment de l'accident nucléaire ⁷⁵, la responsabilité encourue par l'exploitant dans les autres cas étant limitée, quant à son montant.

La Convention de Paris précise, en matière de responsabilité, à l'article 9 que „sauf disposition contraire de la législation nationale, l'exploitant n'est pas responsable des dommages causés par un accident nucléaire, si cet accident est dû à des actes d'un conflit armé, d'une invasion, d'une guerre civile, d'une insurrection ou à des cataclysmes naturels de caractère exceptionnel“. Selon son libellé, c'est une prescription qui sert à suppléer aux lois internes : „sauf disposition contraire de la législation nationale“, toutes les autres prévisions de la Convention étant semblables à celles des lois internes atomiques des pays participants. Il importe de faire remarquer aussi que cette Convention n'a pas retenu, elle non plus, la force majeure comme cas d'exonération, sauf le cataclysme naturel de grande ampleur, comme prévu à l'article 9 suscité.

c) *Le transport des matières nucléaires*

Nous avons eu l'occasion de faire montrer que dans le cas de conventions internationales à un nombre plus restreint de participants, on peut aboutir à une réglementation plus détaillée, les possibilités d'un accord étant plus fréquentes. Un exemple pratique à ce sujet nous est fourni par la réglementation des transports de matières nucléaires, telle qu'elle a été instituée par la Convention de Paris : „S'il est un secteur de l'activité humaine qui s'insère presque inexorablement dans un contexte international, c'est bien celui des transports de marchandises et d'équipement. Quoi d'étonnant dès lors que la Convention de l'OECE ait statué dans ce domaine avec un grand luxe de détails et de précision“ ⁷⁶.

Quant à la responsabilité pour dommages survenus en cours de transport, c'est le transporteur qui devrait en être responsable. Pour le cas qui nous intéresse, on a observé que : „Toutefois, dans le cas de matières radioactives, des considérations particulières interviennent. Le transporteur ne sera généralement pas en état de vérifier les précautions prises par l'expéditeur des

⁷⁴ Article IV, 4, de la Convention de Vienne.

⁷⁵ *Ibidem*, article IV, 5.

⁷⁶ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 358.

matières quant à leur emballage et à l'étanchéité des récipients" ⁷⁷. Ce qui plus est, vu que, dans le cas d'un accident, l'assurance-transport ne couvre que la valeur des marchandises transportées, les tiers subissant des dommages à la suite d'un accident nucléaire survenu en cours de transport, se verraient dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits à réparation. Voilà pourquoi on a concentré la responsabilité sur l'exploitant de l'installation nucléaire de provenance des matières nucléaires transportées, le transporteur n'étant responsable que d'une manière exceptionnelle.

La responsabilité du fait de l'accident nucléaire incombe en principe à l'exploitant qui expédie les matières nucléaires, celui-ci ayant la charge d'emballer les matières radioactives en conformité des règles de sécurité et de protection de la santé applicables aux transports ⁷⁸.

Pour ce qui est de l'étendue et du transfert de cette responsabilité assumée par l'exploitant expéditeur, il y a trois cas à envisager :

— le transport effectué d'une installation sise dans un Etat contractant et destiné à une autre installation située dans un Etat contractant, cas où l'exploitant de l'installation expéditrice est responsable jusqu'à ce que les substances nucléaires aient été prises en charge par l'exploitant destinataire, qui devient à son tour responsable ⁷⁹ ;

— l'envoi d'un Etat contractant à un Etat non contractant, quand l'exploitant expéditeur est responsable jusqu'à ce que les matières nucléaires aient été déchargées du moyen de transport qui les a amenées ⁸⁰ ;

— le transport de matières nucléaires provenant d'un Etat non-contractant, destinées à une installation située dans un Etat contractant, quand l'exploitant de l'installation est responsable dès le chargement des matières nucléaires sur le moyen de transport, pour autant qu'il ait donné son consentement à cette expédition.

Les deux dernières solutions, adoptées par la Convention de Paris, ainsi que par la Convention de Vienne, diffèrent étant donné que les règles conventionnelles ne peuvent rendre responsables que des personnes relevant de la juridiction des pays participants ou adhérents.

Dans l'interprétation des dispositions en la matière, „il appartient évidemment au tribunal compétent de dire, dans des

⁷⁷ Exposé des motifs de la Convention de Paris, *op. cit.*, p. 42.

⁷⁸ Article 4 (a) de la Convention de Paris : L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable de tout dommage, conformément à la présente Convention, s'il est établi qu'il est causé par un accident nucléaire survenu hors de cette installation et mettant en jeu des substances nucléaires transportées en provenance de cette installation...

⁷⁹ Article 4, i), de la Convention de Paris.

⁸⁰ *Ibidem*, ii).

cas particuliers, ce qu'il faut entendre par „prise en charge“, „chargement“ et „déchargement“ ; mais l'exploitant responsable devant remettre au transporteur un certificat délivré par l'assureur désignant l'itinéraire couvert et la garantie financière obligatoire prévue par la Convention, il est évident que le sens de ces termes et expressions sera précisé dans ledit certificat⁸¹.

Le transporteur peut, à titre d'exception, être tenu responsable pour des dommages nucléaires au cas où :

— la responsabilité de celui-ci est prévue par la loi nationale, les Etats participants ayant la faculté d'édicter une règle pareille, en vertu de la Convention ;

— le transporteur bénéficie de la garantie financière imposée par la Convention à l'exploitant ;

— il y a une décision de l'autorité publique, aux termes de laquelle, pour chaque cas, à la demande du transporteur et avec le consentement de l'exploitant, le transporteur prend à sa charge la responsabilité⁸².

C'est en prenant en considération l'existence de nombre d'accords internationaux⁸³ régissant la responsabilité en matière de transports, que l'article 6 b) vise la responsabilité de l'exploitant dans la teneur suivante : „Aucune autre personne n'est tenue de réparer un dommage causé par un accident nucléaire ; toutefois, cette disposition ne peut affecter l'application des accords internationaux dans le domaine des transports qui sont en vigueur ou ouverts à la signature, à la ratification ou à l'adhésion, à la date de la présente Convention“.

d) *La limitation de la responsabilité de l'exploitant nucléaire.*

C'est l'un des principes essentiels de toutes les lois atomiques que nous avons étudiées et il a été reçu également par les Conventions internationales en matière de dommages nucléaires. La limitation de la responsabilité, telle qu'elle est instituée par le régime conventionnel international peut s'expliquer sous plusieurs points de vue. En premier lieu, on peut affirmer que, eu égard au caractère objectif de la responsabilité de l'exploitant nucléaire, il est juste que celle-ci soit limitée, quant à son étendue. En outre, une responsabilité illimitée aurait pour effet de décourager les investissements dans l'industrie nucléaire, argument qui est assez logique, mais il n'a pas de pertinence dans le domaine nucléaire où la plupart des investissements sont dus à

⁸¹ Maurice Picard, *op. cit.*, p. 352.

⁸² Cf. J. P. Piérard, *op. cit.*, pp. 359—360.

⁸³ Ces accords internationaux, on le sait, sont nombreux : Convention de Bruxelles du 23 septembre 1910, du 25 août 1926, du 10 mai 1952 et du 10 octobre 1957 en matière de transports maritimes ; Convention de Varsovie du 12 octobre 1929, Convention de Rome du 7 octobre 1952, Convention de Chicago du 7 décembre 1944, en matière de transport aérien ; Convention de Berne du 25 octobre 1952, en matière de transport par chemin de fer.

l'Etat et non pas aux particuliers en quête de profit. Enfin, selon un troisième argument — le plus justifié, à notre sens — l'assurance des risques étant obligatoire pour les activités nucléaires, il serait à peu près impossible aux exploitants d'obtenir de la part des assureurs la garantie exigée, au cas où ceux-ci ne sont pas à même de connaître l'étendue éventuelle de leurs obligations⁸⁴.

Ainsi qu'on l'a indiqué lors de l'examen des lois atomiques des divers pays, la responsabilité de l'exploitant peut être limitée à un montant „par accident“ au „par installation“. C'est le système „par accident“⁸⁵ qui a été adopté par les deux Conventions de Vienne et de Paris.

Bien que nous ayons exprimé notre avis quant à la limitation du montant de la responsabilité „par accident“, il nous faut encore ajouter qu'un tel système présente bien des avantages pour les victimes au cas d'une succession d'accidents, celles-ci étant à même de bénéficier du montant minimum affecté pour chaque accident⁸⁶.

⁸⁴ Cf. C. Wilfred Jenks, „Liability for Ultra-Hazardous Activities in International Law“, *Recueil des Cours*, vol. I, 1966, p. 184. „Most compelling is the requirement that strict liability for potentially large amounts is generally accompanied by an obligation to provide security, through insurance, deposit, guarantee or otherwise, for the amount of the potential liability, and such security cannot readily be provided for an undefined and unlimited amount“. C'est aussi l'avis de Maurice Picard qui disait que : „Le principe de la limitation de la responsabilité de l'exploitant ne pouvait être guère contesté. Soumettre l'exploitant à une garantie illimitée eût entravé ou même empêché l'expansion d'une branche essentielle de la production, dont l'avenir s'annonce d'une importance capitale pour le bien de tous“. Maurice Picard, *op. cit.*, p. 354.

⁸⁵ Article V de la Convention de Vienne et article 7 de la Convention de Paris.

⁸⁶ Dans le premier projet de la Convention de Vienne, l'accord n'existait pas quant au critère. On proposait deux alternatives : limitation de la responsabilité à 5 millions de dollars (minimum) „par accident“, où limitation de la responsabilité à 15 millions de dollars „par installation“ pour les accidents survenant dans l'installation durant la période d'une année. Cette variante exigeait en outre que la responsabilité de l'exploitant ne puisse jamais être inférieure à 5 millions de dollars „par accident“. A peu près la même chose est arrivée à la conférence pour la rédaction de la Convention de Paris. La grande difficulté a été constituée par la fixation du montant de la responsabilité, „par accident“ où „par installation“. „Les assureurs insistaient pour obtenir cette dernière solution, en faisant observer que la notion d'accident est par elle-même assez imprécise à raison du caractère particulier que présente le risque nucléaire, et que, d'autre part, la notion couvre non seulement la responsabilité civile envers les tiers, mais aussi les dommages subis par les réacteurs eux-mêmes, dont la valeur peut atteindre des sommes extrêmement élevées“ (Maurice Picard, *op. cit.*, p. 358). Or, pouvoir connaître le montant exact de leurs engagements est une chose essentielle pour les assureurs. Malgré leur avis, la Convention retient le principe de la limitation par accident, afin de ne pas exposer les victimes éventuelles à des situations dramatiques au cas où la somme affectée aurait été utilisée à la suite d'un ou plusieurs accidents.

La Convention de Vienne, qui renferme des prévisions minima, dispose que le montant constituant la limite de la responsabilité pour dommages nucléaires soit de 5 millions de dollars „par accident“, afin d'être accessible à tous les Etats. Cependant, en vertu de cette même Convention, les Etats participants ont la faculté d'établir sur le plan national des montants plus élevés comme limite de la responsabilité civile pour dommages nucléaires⁸⁷. Ainsi, les documents de la Conférence soulignent-ils : „Ces normes internationales minima sont fixes, c'est-à-dire qu'elles ne varient pas selon le risque particulier à une installation nucléaire ou à un envoi donné. Il est possible qu'un montant variable puisse être adopté sur le plan national, surtout si l'Etat assume un supplément de responsabilité ; toutefois, l'adoption d'un montant variable sur le plan international présupposerait l'existence d'une autorité centrale chargée d'évaluer les risques“⁸⁸.

Quant à la Convention de Paris, elle stipule à son article 7 que „le montant maximum de la responsabilité de l'exploitant pour les dommages causés par un accident nucléaire est fixé à 15.000.000 d'unités de compte de l'Accord Monétaire Européen, telles qu'elles sont définies à la date de la présente Convention (appelées ci-après unités de compte). Toutefois, un autre montant plus ou moins élevé peut être fixé par la législation d'une Partie contractante, compte tenu de la possibilité pour l'exploitant d'obtenir l'assurance ou une autre garantie financière requise à l'article 10, sans toutefois que le montant ainsi fixé puisse être inférieur à 5.000.000 d'unités de compte“.

Donc, la limitation de la responsabilité est fixée pour l'exploitant à 15 millions d'u/c AME, par accident, les Etats contractants pouvant établir un montant plus élevé ou inférieur, le montant minimum devant en tout cas ne pas aller au-dessous de 5 millions de dollars.

Les rédacteurs de ce texte ont dû avoir en vue d'une part que le quantum fût assez élevé pour permettre qu'une indemnisation suffisante soit accordée aux victimes, et de l'autre qu'il ne dépassât pas les moyens financiers des assureurs. Il a été également tenu compte des différences sensibles quant aux ressources et au niveau de vie des divers pays appelés à signer la Convention, et ce sont là les considérations qui ont fait aboutir à la fixation des limites du montant de 5 à 15 millions d'u/c AME.

⁸⁷ La Convention de Vienne n'établit pas une limitation de la responsabilité. Elle donne seulement le droit aux Etats de limiter cette responsabilité à condition que cette limite ne soit pas inférieure à 5 millions de dollars.

⁸⁸ Responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, *op. cit.*, p. 84.

e) *La prescription*

La responsabilité objective de l'exploitant nucléaire est limitée aussi dans le temps, en raison de la prescription des droits à faire valoir par les victimes des dommages nucléaires, institution juridique intégrée dans les deux Conventions en question. Compte tenu des dispositions des lois internes en la matière, il a été fixé un délai d'extinction de dix ans⁸⁹ à compter de la date de l'accident nucléaire, disposition qui est associée à d'autres prévisions en concordance avec les diverses législations nationales se rapportant au même problème.

Aux termes de la Convention de Vienne, hormis la prescription de dix ans, il a été précisé que dans le cas d'un accident nucléaire mettant en jeu une matière nucléaire volée, perdue, jetée par-dessus bord ou abandonnée, le délai court à partir de la date du vol, de la perte, etc. En outre, les Etats participants ou adhérents à la Convention peuvent adopter une prescription plus longue „si ce surcroît de responsabilité est garanti par une couverture d'assurance ou autre, ou par l'intervention des fonds publics“⁹⁰. Certes, la prolongation du délai ne peut, en aucun cas, porter atteinte au droit à réparation des personnes ayant intenté, avant l'expiration du délai de dix ans, une action d'indemnisation⁹¹. Cette décision est fondée sur les effets différés des dommages nucléaires : „Il est possible que tous ces effets ne se manifestent pas dans un délai de dix ans. Cependant, dix ans représentent un compromis raisonnable. Ce délai couvre la plupart des effets différés pour lesquels il est possible d'établir un rapport de causalité adéquat, sans exposer l'exploitant à des risques inassurables. En ce qui concerne les dommages qui pourraient se manifester après un délai de dix ans, certains Etats voudront peut-être les couvrir par des mesures directes ou par une indemnisation de l'exploitant“⁹².

Une autre disposition conventionnelle porte que toute personne qui a intenté une demande en réparation dans le délai fixé peut modifier sa demande pour tenir compte de toute aggravation du dommage, même après l'expiration du délai de dix ans, tant qu'un jugement définitif n'est pas intervenu⁹³.

Selon la Convention, les Etats peuvent fixer aussi un délai de prescription ou d'extinction qui ne doit pas être inférieur à trois ans à compter de la date à laquelle la victime du dommage nucléaire a eu ou aurait dû avoir connaissance de ce

⁸⁹ Article VI, 1, de la Convention de Vienne, et article 8 de la Convention de Paris.

⁹⁰ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 442.

⁹¹ Article VI, 1, de la Convention de Vienne.

⁹² Responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, *op. cit.*, p. 86.

⁹³ Article VI, 4, de la Convention de Vienne.

dommage et de l'identité de l'exploitant qui en est responsable, sans que le délai de dix ans puisse être dépassé⁹⁴.

La Convention de Paris, tout en adoptant le délai général de prescription de dix ans, apporte certaines précisions. Ainsi, il y est fait, comme dans les législations nationales, une distinction entre la prescription et la déchéance, l'article 8 (a) portant à ce sujet que „les actions en réparation, en vertu de la présente Convention, doivent être intentées sous peine de déchéance, dans le délai de dix ans à compter de l'accident nucléaire“. „Toutefois — est-il précisé ensuite — la législation nationale peut fixer un délai de déchéance ou de prescription de deux ans au moins, soit à compter du moment où le lésé a eu connaissance du dommage et de l'exploitant responsable, soit à compter du moment où il a dû raisonnablement en avoir connaissance, sans que le délai de dix ans puisse être dépassé“. Pareils délais de deux ans sont prévus par les lois nationales, telles que les lois allemande, suisse, anglaise (à compter du moment où la victime a eu connaissance du dommage) et la loi suédoise (à compter du moment où elle aurait dû normalement avoir connaissance du dommage). En même temps, le délai de dix ans reste un délai d'extinction ou de déchéance, aucune action ne pouvant être intentée contre l'exploitant responsable ou contre son assureur après l'expiration de ce délai. Néanmoins, la Convention reconnaît le droit qu'ont les Etats de fixer, dans leur législation interne, un délai de prescription supérieur à dix ans si „des mesures pour couvrir la responsabilité de l'exploitant à l'égard des actions en réparation introduites après l'expiration du délai de dix ans“⁹⁵ sont prises.

L'Exposé des motifs de la Convention de Paris notait à ce sujet : „Dans deux cas seulement, des actions peuvent être intentées hors du délai de dix ans. Un Etat peut laisser subsister le droit à réparation au-delà de ce délai à condition qu'il s'engage à indemniser l'exploitant en cas de réclamation présentée hors du délai de dix ans (article 8, c). En outre, en cas d'aggravation des dommages au titre desquels une action en réparation a été intentée dans les délais, une demande complémentaire peut être présentée au-delà des délais à condition que le tribunal compétent n'ait pas encore rendu de jugement définitif (article 8, d)“.

f) *Garantie financière*

Le maintien d'une garantie financière représente une nécessité pour tout exploitant nucléaire, cette mesure étant prévue par toutes les législations en la matière : „Contrepartie traditionnelle de la limitation de responsabilité de l'exploitant, l'assurance ou toute autre sûreté doit obligatoirement garantir la

⁹⁴ Article VI, § 3, de la Convention de Vienne.

⁹⁵ Article 8, (c), de la Convention de Paris.

réalité de la couverture ainsi offerte aux victimes pour la réparation des dommages nucléaires⁹⁶.

L'intégration de ce principe par la Convention de Vienne présente tant un aspect théorique, ce principe étant aussi confirmé sur le plan international, qu'une portée pratique, étant donné que, grâce à cette confirmation, les victimes de dommages nucléaires de tous les pays contractants ou adhérents à la Convention, n'auront plus à craindre l'insolvabilité des exploitants de la nouvelle industrie responsables.

Quant aux personnes auxquelles incombe cette obligation, il a été précisé : „Lorsque des installations nucléaires sont directement exploitées par un Etat contractant ou par une de ses subdivisions politiques (Canton, Etat, République ou autre entité politique, partiellement souveraine, d'une fédération ou confédération), la convention n'exige pas le maintien d'une garantie financière que la responsabilité directe d'un Etat équivaut à toute autre garantie. Toutefois, cette exonération de l'obligation de maintenir une telle garantie ne s'étend pas aux installations exploitées par des entreprises d'Etat dotées de la personnalité juridique“⁹⁷.

Suivant la Convention de Paris, la garantie financière peut prendre la forme d'une caution financière, consister en avoirs liquides, sans doute, plutôt en une assurance, la combinaison d'une assurance et d'une garantie de l'Etat pouvant être également acceptable⁹⁸, tandis que la Convention de Vienne prescrit que le montant, la nature et les conditions de l'assurance ou de la garantie sont déterminés par l'Etat où se trouve l'installation⁹⁹.

Etant donné que la couverture et la montant limité de responsabilité sont établis par accident, on peut se demander judicieusement comment on peut concilier cette disposition conventionnelle avec les prescriptions des lois nationales qui imposent une couverture par installation. La question a été résolue en France, où l'exploitant est tenu de faire compléter la garantie après un accident nucléaire, à la suite de nouvelles négociations avec l'assureur. En outre, il a été décidé que, dans le cas de faillite ou d'impossibilité manifeste de l'exploitant de rétablir la garantie financière, après un accident, c'est l'Etat qui est obligé de faire en sorte que l'exploitant dispose d'une garantie couvrant sa responsabilité. Comme il a été mentionné, „Les Parties contractantes pourraient être amenées à intervenir dans ces cas pour éviter que leur responsabilité internationale ne puisse être mise en jeu“¹⁰⁰.

⁹⁶ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 443.

⁹⁷ Responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, *op. cit.*, p. 37.

⁹⁸ Cf. Exposé des motifs de la Convention de Paris, *op. cit.*, p. 58.

⁹⁹ Article VII, 1, de la Convention de Vienne.

¹⁰⁰ Exposé des motifs de la Convention de Paris, *op. cit.*, p. 58.

Il est naturel que tous les exploitants d'installations nucléaires, comme les universités ou les instituts de recherche équipés de petits réacteurs de recherche soient obligés de fournir la garantie requise.

Bien que ceci représente une lourde charge pour des universités ou instituts de recherche, il y a lieu de remarquer que dans ces cas les risques n'étant pas tellement grands les primes d'assurance ne sauraient elles non plus être trop élevées et d'autre part, l'Etat où se trouvent pareilles institutions peut prendre sur lui une partie de la garantie exigée. Aux fins d'éviter que la couverture ne soit inférieure au montant fixé, l'article 10 (c) de la Convention de Paris spécifie : „l'assureur ou toute autre personne ayant accordé une garantie financière ne peut suspendre l'assurance ou la garantie financière prévue au paragraphe (a) du présent article, ou y mettre fin sans un préavis de deux mois au moins donné par écrit à l'autorité publique compétente, ou, dans la mesure où ladite assurance ou autre garantie financière concerne un transport de substances nucléaires, pendant la durée du transport“.

Aux termes de la Convention, c'est l'autorité publique compétente qui a le droit de fixer le type et les conditions de l'assurance et des autres garanties financières.

L'article 10 (c) de la Convention de Paris et l'article VII, § 3, de la Convention de Vienne prévoient que les fonds provenant de l'assurance, de la réassurance ou d'une autre garantie financière sont exclusivement réservés à la réparation des dommages nucléaires.

g) La nature, la forme et l'étendue de la réparation

Etant donné que les législations nationales ont établi d'une manière différente les modalités d'indemnisation des dommages causés par un accident nucléaire, l'article 11 de la Convention de Paris et l'article VIII de la Convention de Vienne spécifient que cette question devra être régie par le droit des tribunaux compétents ¹⁰¹.

J. P. Piérard, dans son commentaire sur la Convention de Paris, remarquait : „Ce qui est important, c'est d'octroyer à tous les ressortissants des pays adhérant à la Convention des garanties minimums d'indemnisation. La nature et la forme que prendra cette réparation constituent des éléments d'une importance relativement secondaire, même si cette uniformité de trai-

¹⁰¹ Article 11 de la Convention de Paris : „La nature, la forme et l'étendue de la réparation, ainsi que la répartition équitable des indemnités seront régies, dans les limites prévues par la présente Convention, par le droit national“.

Article VIII de la Convention de Vienne : „Sous réserve des dispositions de la présente Convention, la nature, la forme et l'étendue de la réparation, ainsi que la répartition équitable des indemnités sont régies par le droit du tribunal compétent“.

tement peut parfois comporter pour certaines catégories de victimes un désavantage par rapport aux dispositions de leur droit national propre¹⁰².

h) *Les problèmes concernant la compétence juridictionnelle*

Selon le droit des divers pays, un accident nucléaire peut conduire à des demandes en réparation devant plusieurs tribunaux ; celui du lieu de l'installation, du lieu de l'accident, du domicile de l'exploitant ou du demandeur. Les auteurs des deux Conventions se sont efforcés d'édicter la règle suivant laquelle la compétence juridictionnelle et partant, la compétence législative, est réservée, en principe, à un seul tribunal, conformément à la règle : un sinistre atomique, un responsable et un seul tribunal compétent. Bien des raisons se trouvent à la base d'une solution pareille, assignant aux tribunaux d'un seul Etat le droit de connaître de toutes les actions dirigées contre un exploitant à la suite du même accident nucléaire.

L'exposé des motifs de la Convention de Paris fait remarquer à ce sujet : „Il est essentiel qu'il y ait un mécanisme juridique unique pour garantir que la limite maximum de la responsabilité ne sera pas dépassée. De plus, si des tribunaux de divers pays pouvaient être saisis et statuer sur des litiges relatifs à un même accident, la répartition équitable des indemnités pourrait poser des problèmes insolubles“¹⁰³.

Les deux Conventions établissent comme tribunal compétent le tribunal du lieu de l'installation¹⁰⁴ ou du lieu de l'accident nucléaire¹⁰⁵, ce qui représente en pratique l'application du principe un accident un seul tribunal compétent.

Les accidents nucléaires survenant en cours de transport ont réclamé des dispositions spéciales. Selon la Convention de Paris, au cas où le lieu de l'accident peut être déterminé, la juridiction compétente est celle où se trouvaient les matières nucléaires au moment de l'accident¹⁰⁶. Si le lieu de l'accident

¹⁰² J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 368.

¹⁰³ Exposé des motifs de la Convention de Paris, *op. cit.*, p. 62.

¹⁰⁴ Article 13 (a) de la Convention de Paris : Les tribunaux compétents en vertu de la législation d'une partie contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est seul responsable, sont seuls compétents pour statuer...

¹⁰⁵ Article XI, 1, de la Convention de Vienne : Sauf dans les cas où le présent article en dispose autrement, les tribunaux de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'accident nucléaire s'est produit sont seuls compétents pour connaître des actions intentées conformément à l'article II.

¹⁰⁶ Article 13 (b) de la Convention de Paris : Dans le cas d'un accident nucléaire survenu en cours de transport, les tribunaux compétents en vertu de la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle se trouvaient lors de l'accident les substances nucléaires mises en jeu, sont seuls compétents, sous réserve des dispositions du paragraphe (c) du présent article.

ne peut pas être déterminé¹⁰⁷ ou si l'accident s'est produit en dehors du territoire des Parties contractantes, le tribunal compétent est celui qui est désigné par la législation de l'Etat membre où est située l'exploitation responsable. Lorsque plusieurs tribunaux pourraient être saisis, il est spécifié, pour maintenir l'unité de juridiction, que le tribunal compétent est celui du lieu d'immatriculation du moyen de transport, à condition, assurément, que ce lieu se trouve sur le territoire d'une Partie contractante¹⁰⁸. L'article 13, (d), (i), 2 précise encore : „Si le moyen de transport n'est pas immatriculé, si son lieu d'immatriculation ne peut être déterminé ou s'il se trouve hors d'un territoire d'une Partie contractante, la compétence est attribuée au tribunal désigné parmi les tribunaux compétents, sur demande d'une Partie contractante intéressée, par le tribunal international créé par la Convention de l'OEECE sur le contrôle de Sécurité en date du 20 décembre 1957, comme étant le plus directement lié à la cause“¹⁰⁹. Dans tous les autres cas, si la responsabilité des exploitants de plusieurs Etats contractants se trouve engagée, la compétence est attribuée, par le Tribunal international de Contrôle de Sécurité, „aux tribunaux compétents en vertu de la législation de la Partie contractante désignée par ledit Tribunal, à la demande d'une Partie contractante intéressée“¹¹⁰.

Comme conséquence de l'unité de juridiction, les jugements définitifs rendus par le tribunal compétent „deviennent exécutoires sur le territoire de toute autre Partie contractante dès l'accomplissement des formalités prescrites par la Partie contractante intéressée. Aucun examen du fond de l'affaire n'est plus admis...“¹¹¹.

La Convention de Vienne, aux fins d'écarter la diversité des procédures dans différents tribunaux, pose le principe, conformément à l'article XI, paragraphe 1, de la compétence du tribunal de l'Etat où l'accident nucléaire s'est produit. M. J. P. Piérard, en se rapportant à cette solution, affirme : „Il est permis de se demander a priori si ce changement radical était souhaitable. Le critère de l'installation était théoriquement plus simple puisqu'il n'y aura, en principe, qu'une seule installation responsable et partant, au départ, un seul tribunal compétent. Il est d'autre part à craindre que l'accident puisse se produire quasi-simultanément sur le territoire de plusieurs pays. (Ce qui serait le cas en Europe surtout si l'on imagine facilement qu'un nuage radioactif émis par une installation britannique

¹⁰⁷ Il s'agit en premier lieu du cas de la contamination radioactive qui continue au cours d'un transport pendant tout le trajet.

¹⁰⁸ Article 13, (d), (i), (1) de la Convention de Paris.

¹⁰⁹ Exposé des motifs de la Convention de Paris, *op. cit.*, p. 64.

¹¹⁰ Article 13, (d), (ii), de la Convention de Paris.

¹¹¹ *Ibidem*, (e).

occasionne des dommages en France, aux Pays-Bas, en Belgique, au Grand Duché de Luxembourg et en Allemagne)¹¹². C'est pour pallier pareilles difficultés que le paragraphe 2 de l'article précité de la Convention de Vienne dispose — ressemblant en cela avec la solution adoptée par la Convention de Paris — que „lorsque l'accident nucléaire est survenu en dehors du territoire de toute Partie contractante, ou si le lieu de l'accident n'a pu être déterminé avec certitude, les tribunaux de l'Etat où se trouve l'installation dont relève l'exploitant responsable sont compétents pour connaître de ces actions“¹¹³. Enfin, le paragraphe 3 de l'article XI de la Convention de Vienne prescrit que, dans le cas où les tribunaux de plus d'une Partie contractante seraient compétents, la compétence sera attribuée comme il suit :

- „a) si l'accident nucléaire est survenu en partie en dehors du territoire de toute Partie contractante et en partie sur le territoire d'une seule Partie contractante, aux tribunaux de cette dernière ;
- b) dans tous les autres cas, aux tribunaux de la Partie contractante qui est désignée par accord entre les Parties contractantes dont les tribunaux auraient été compétents en vertu du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 ci-dessus“¹¹⁴.

Ces règles de compétence juridictionnelle sont applicables aux demandes en réparation ci-après :

- „a) actions intentées contre l'exploitant par des personnes ayant subi un dommage nucléaire (article II, paragraphe 1) ;
- b) actions intentées contre les transporteurs ou des personnes manipulant des déchets radioactifs par des personnes ayant subi un dommage nucléaire, si de telles actions sont autorisées par l'Etat où se trouve l'installation (article II, paragraphe 2) ;
- c) actions contre d'autres personnes responsables si l'Etat où se trouve l'installation choisit le système dit de la couverture (article II, paragraphe 6) ;
- d) actions directes contre la personne qui fournit une garantie financière, si le droit du tribunal compétent le prévoit (article II, paragraphe 7)“¹¹⁵.

En ce qui concerne les autres types d'actions dérivant d'un accident nucléaire, elles ne relèvent pas de la Convention, mais du droit interne.

¹¹² J. P. Piérard, *op. cit.*, pp. 449—450.

¹¹³ Article XI, 2, de la Convention de Vienne.

¹¹⁴ Article XI, 3, de la Convention de Vienne.

¹¹⁵ Responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, *op. cit.*, p. 91.

Les jugements définitifs rendus par les tribunaux compétents, aux termes des deux Conventions, sont reconnus sur le territoire de toute Partie contractante. Les textes conventionnels prévoient également que dans l'application des dispositions respectives et du droit national, il ne sera fait aucune discrimination fondée sur la nationalité, le domicile ou la résidence¹¹⁶.

La Convention de Paris prévoit une exception à la *lex fori*, quand il s'agit d'une installation située sur le territoire d'une autre Partie contractante que celle dont relève le tribunal compétent, disposant que „le montant de la responsabilité de l'exploitant en cause n'est pas fixé par la *lex fori*, mais par la loi de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'installation est située ; c'est cette loi qui règle également le point de savoir si cette responsabilité inclut ou non le dommage causé au moyen de transport“¹¹⁷.

L'exception en question est fondée sur l'existence de montants variables dans les divers Etats, en ce qui concerne la limitation de responsabilité, ce qui entraîne une situation différente pour les victimes. C'est pour écarter une telle situation que l'on a intégré dans la Convention l'exception ayant trait au droit applicable. „La solution — nous dit J. P. Piérard — eût été de décréter un chiffre unique comme limite de l'intervention des exploitants et non un chiffre minimum susceptible seulement d'être augmenté“¹¹⁸.

i) *L'intervention de l'Etat*

La limitation de la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires a pour résultat de réduire les fonds alloués au titre de réparation, surtout au cas d'un accident catastrophique qui pourrait laisser les victimes sans aucune protection ou sans une protection suffisante. Mais „Pour des raisons sociales et psychologiques, il semble difficile d'accepter cette conséquence sans reconnaître que l'intervention de l'Etat peut être nécessaire“¹¹⁹.

Les deux Conventions renferment pareilles dispositions dont le but est de „prévoir une responsabilité et en garantir l'efficacité dans des conditions telles que la charge puisse être supportée par les exploitants et les assureurs, sans que l'industrie nucléaire puisse être mise en péril“¹²⁰.

La Convention de Vienne stipule *expressis verbis*, à son article VII portant sur la garantie financière, le principe de l'intervention obligatoire de l'Etat pour assurer le paiement

¹¹⁶ Il s'agit des dispositions de l'art. XIII de la Convention de Vienne et 14 (a) de la Convention de Paris.

¹¹⁷ Exposé des motifs de la Convention de Paris, *op. cit.*, p. 66.

¹¹⁸ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 372.

¹¹⁹ Exposé des motifs de la Convention de Paris, *op. cit.*, p. 66.

¹²⁰ Maurice Picard, *op. cit.*, p. 364.

des indemnités pour dommages nucléaires. C'est une intervention obligatoire ¹²¹, bien que conditionnelle, opérant seulement au cas de l'insuffisance de l'assurance ou de la garantie financière.

La Convention de Paris précise à ce sujet, à l'article 15 :

„a) Il appartient à chaque Partie contractante de prendre les mesures qu'elle estime nécessaires en vue d'accroître l'importance de la réparation prévue par la Convention ;

b) pour la part des dommages dont la réparation proviendrait d'une intervention financière mettant en jeu des fonds publics et qui excéderait le montant minimum de 5 millions d'unités de compte prévu à l'article 7, l'application de ces mesures, quelle que soit leur forme, pourrait être soumise à des conditions particulières dérogeant aux dispositions de la présente Convention“.

Aussi bien la Convention de Paris que celle de Vienne reconnaissent — il nous faut le remarquer — le principe de l'intervention de l'Etat dans le domaine de la responsabilité nucléaire, bien qu'en vertu de la Convention de Paris une telle intervention ne représente pas une obligation formelle imposée aux Etats participants.

Pour ce qui est des rapports entre l'Etat et les exploitants responsables dans le cadre de cette intervention, il est naturel que ce soit l'Etat qui doive en déterminer la portée.

En se rapportant, à l'article XIV, au principe de l'immunité juridictionnelle des Etats, la Convention de Vienne dispose : „Si une action est intentée en vertu de la présente Convention devant le tribunal compétent aux termes de l'article XI, aucune immunité de juridiction découlant des règles du droit national ou du droit international ne peut être invoquée, sauf en ce qui concerne les mesures d'exécution“ ¹²². Il est pourtant à souligner que l'adoption d'une telle règle, basée sur la différence existant entre les actes *juris imperii* et les actes *juris gestionis* de l'Etat, n'a pas été réalisée à l'unanimité des voix, lors de la Conférence de Vienne. Ainsi, le représentant de la Tchécoslovaquie déclarait que „l'article XII (actuellement devenu XIV, n.n.), étant donné qu'il concerne la souveraineté d'un Etat, ne peut pas être appliqué, ni politiquement, ni pratiquement. On ne peut contraindre aucun Etat à renoncer à son immunité et à plaider devant les tribunaux d'un autre Etat“ ¹²³. D'ailleurs les réserves faites dans le texte même de l'article au sujet de

¹²¹ Article VII, 1, de la Convention de Vienne : „L'Etat où se trouve l'installation assure le paiement des indemnités pour dommages nucléaires reconnues comme étant à la charge de l'exploitant en fournissant les sommes nécessaires dans la mesure où l'assurance ou la garantie financière ne serait pas suffisante, sans que ce paiement puisse toutefois dépasser la limite éventuellement fixée en vertu de l'article V.“

¹²² Article XIV de la Convention de Vienne.

¹²³ Responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, *op. cit.*, p. 362.

l'immunité de l'Etat, sont de nature à priver de tout poids pratique les dispositions dont nous avons fait mention.

Les deux Conventions internationales portant sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires ne comprennent pas seulement les prescriptions fondamentales dont nous venons de faire l'analyse, mais y sont insérées également toute une série de clauses finales touchant les différends, les réserves, la ratification et l'entrée en vigueur, tout comme les modifications éventuelles, l'adhésion, la durée, la révision et le retrait, ainsi que la notification sur l'application aux entités territoriales relevant d'une Partie contractante qui en assure les relations internationales.

SECTION II. — LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES POUR LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE ET LA RESPONSABILITÉ POUR LES DOMMAGES NUCLÉAIRES

L'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques offre un intérêt particulier pour tous les Etats, eu égard à ses applications dans divers domaines tels : la technologie, l'économie, la médecine, la recherche scientifique en général. En ce qui concerne la nécessité de la coopération internationale dans ce domaine, M. R. Liénard relève : „Pour domestiquer le monstre atomique, pour le réduire à l'échelle des besoins et des tolérances équilibrées de l'humaine nature, pour assurer le triomphe final de l'esprit sur les forces déchaînées de la matière, il ne faudra néanmoins que la mise en commun de toutes les ressources et de toutes les sagesse des nations“¹²⁴. En effet, la mise en pratique des connaissances sur l'énergie nucléaire n'a pas eu seulement des résultats sur le plan de la révolution scientifique, mais son influence se fait ressentir en égale mesure sur la technique actuelle. D'autre part, pour pouvoir passer à l'utilisation de cette nouvelle source d'énergie à des fins pacifiques, il faut disposer de grandes possibilités d'investissements, avoir des outillages nouveaux, de plus en plus compliqués. C'est là la raison pour laquelle pendant une certaine période, nombre d'Etats petits ou moyens se verront dans la situation d'être en retard quant à l'utilisation de l'énergie atomique, pour couvrir leurs propres besoins¹²⁵.

Une étroite coopération dans le domaine atomique s'avère donc nécessaire, surtout sous l'aspect de l'aide que les Etats plus

¹²⁴ R. Liénard, *loc. cit.*, p. 662.

¹²⁵ Cf. Gh. Constantin, *Dreptul International Contemporan și folosirea pașnică a energiei atomice* (Le droit international contemporain et l'utilisation pacifique de l'énergie atomique) (Bucarest, 1958), pp. 6—7.

avancés peuvent fournir aux pays qui n'ont pas encore franchi le seuil de l'ère nucléaire.

Citons à ce propos : „Dans le domaine atomique, les coopérations peuvent apparaître de diverses manières. Elles varient non seulement d'un point de vue territorial, selon que les Etats participants sont plus ou moins nombreux, mais aussi du point de vue de la portée même de la coopération instituée qui peut tantôt consister en la création et l'utilisation d'un laboratoire international, tantôt en celle d'un organisme chargé d'apporter une assistance technique nucléaire ou plus simplement d'assurer l'approvisionnement en substances nucléaires en fonctionnant comme une sorte de coopération“ ¹²⁶.

1. *L'Agence internationale de l'énergie atomique*

L'Agence internationale de l'énergie atomique a été créée en tant qu'organisation à vocation universelle. Avant l'institution de cette Agence, il y avait la Commission de l'énergie atomique, fondée le 24 janvier 1946, en base d'une Résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Toujours en 1946, il a été discuté devant les organes compétents de l'O.N.U. la plan Acheson-Baruch-Lilienthal sur le contrôle international dans le domaine nucléaire.

La proposition concernant la création d'une Agence internationale, faite le 8 décembre 1953 devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, a été favorablement accueillie et, après des pourparlers bilatéraux entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, une Résolution de l'Assemblée Générale de l'an 1954 adoptait le principe et jetait les bases d'une telle Agence. On a décidé également de réunir une Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, conférence qui s'est tenue à Genève au mois d'août 1955 : „A la Conférence... ont participé soixante-douze Etats, le Saint-Siège et huit agences spécialisées. La Conférence avait pour but de faire examiner différentes communications d'ordre scientifique et technique“ ¹²⁷.

Le Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique a été établi le 23 octobre 1956 à la suite de la Conférence diplomatique de New York, à laquelle ont participé les représentants de 81 Etats, étant constituée sous rapport juridique le 29 juillet 1957, quand furent déposées les ratifications nécessaires à cet effet (18 ratifications selon l'accord intervenu). Le siège de l'Agence a été fixé à Vienne, où a été tenue la première session, le 23 octobre 1957.

¹²⁶ Claude-Albert Colliard, *Institutions internationales*, 4^{ème} édition, (Paris, 1967), p. 695.

¹²⁷ Wilfred Jenks, *The Common Law of Mankind* (London, 1958), pp. 315—316 : “The Conference ...was attended by representatives of seventy-two States, Holy See and eight specialised agencies. The purpose of the Conference was the consideration of scientific and technical papers“.

Pour ce qui est de sa situation sur le plan international, on peut relever : „L'Agence bien que n'étant pas exactement une institution spécialisée, est placée sous l'égide des Nations Unies et les rapports entre les deux organisations sont définis par un accord approuvé par l'Assemblée Générale de l'O.N.U. le 14 novembre 1957“¹²⁸.

L'Agence a, en général, la structure des organisations spécialisées relevant de l'O.N.U. Ainsi, la Conférence générale, constituée des représentants de tous les Etats membres (présentement au nombre de 103), qui se réunit, en principe, chaque année soumet à son examen le programme fixant les activités à entreprendre par l'Agence, adopte le budget, décide sur l'admission de nouveaux membres, procède à l'élection de certains membres appelés à siéger au Conseil des gouverneurs. Le Conseil des gouverneurs est l'organe exécutif de l'Agence : „Les fonctions du Conseil sont formulées d'une manière générale par l'article VI F du Statut qui prévoit que celui-ci „aura l'autorité de remplir les tâches dont est chargée l'Agence conformément au Statut, ayant à répondre devant la Conférence générale, comme il est prévu au Statut“. Donc, le Conseil a les mains libres dans toute question, à l'exception des celles qui, selon le Statut, doivent avoir l'accord de la Conférence générale“¹²⁹.

Aux termes de l'article 6 du Statut, le nombre des sièges du Conseil est fixé à 25 membres, désignés d'une façon assez compliquée, selon qu'ils appartiennent à un premier groupe de treize ou au deuxième groupe de douze membres. Les treize membres du premier groupe sont choisis par le Conseil sortant, parmi les Etats qui ont un poids plus ou moins grand au point de vue des activités intéressant le développement de l'énergie atomique, selon les critères suivants :

— cinq Etats des plus avancés dans le domaine de la technologie nucléaire sur le plan mondial (en pratique, les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la France, l'Union Soviétique, le Canada) ;

— cinq Etats qui ne figurent parmi les premiers, appelés à représenter quelques-unes des régions suivantes du globe : Amérique du Nord, Amérique Latine, Europe Occidentale, Europe Orientale, Afrique et le Moyen Orient, Asie du Sud-Ouest, Asie du Sud-Est et le Pacifique, Extrême-Orient (les membres sont désignés en fonction d'une technicité relative, régionale, figurant

¹²⁸ Claude Albert Colliard, *op. cit.*, p.?

¹²⁹ D. A. V. Fischer, "The International Atomic Energy Agency, IAEA Training Course of Atomic Energy, Vienne, 16—26 avril 1968, PL. 284, p. 7: "The Board's powers are summed up in Article VI.F. of the Statute which provides that it "shall have authority to carry out the functions of the Agency in accordance with the Statute, subject to its responsibilities to the General Conference as provided in the Statute. "Thus, the Board has a free hand in all matters except where the Statute expressly stipulates that the concurrence of the General Conference must be obtained".

à ce titre le Brésil ou l'Argentine, l'Afrique du Sud, l'Inde, l'Australie et le Japon) ;

— deux Etats fournisseurs de matières premières parmi ceux qui sont énumérés à l'article 6, § 2 (Belgique, Pologne, Portugal, Tchécoslovaquie — la Belgique y étant introduite en raison de l'ancien Congo belge), dans cette catégorie étant élus un membre d'Europe occidentale conjointement avec un autre de l'Europe orientale ;

— enfin un dernier Etat désigné à raison de l'assistance technique qu'il est en mesure de dispenser dans ce domaine, l'un des Etats scandinaves ayant été choisi à ce titre jusqu'à l'heure actuelle.

Les douze autres membres du Conseil sont élus par la Conférence générale, de sorte que les principales régions du globe y soient représentées.

Le Directeur général de l'Agence détient, conformément au Statut, des fonctions administratives : „En pratique, c'est à lui et à son personnel que revient la plupart des activités exécutives du Conseil“ ¹³⁰.

L'Agence a pour tâche de faire augmenter la contribution de l'énergie atomique à la paix et à la prospérité dans le monde entier. La littérature fait, en ce qui concerne les activités de l'Agence, la distinction entre les actes de „promotion“ et les actes de „réglementation“. L'activité de promotion comporte : l'assistance technique (envoi de conseillers techniques, projets de pré-investissements, etc.), la diffusion d'informations et renseignements scientifiques et techniques, développement des moyens de formation de spécialistes et échange de savants dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. On remarque à ce sujet : „Le rôle principal de l'Agence dans le domaine de l'énergie nucléaire est de servir les pays participants en tant que conseiller dans les problèmes de sécurité et de décision économique et d'encourager les Etats membres à échanger des informations“ ¹³¹.

L'Agence possède aussi un pouvoir de réglementation dans le domaine de la sécurité et de la protection sanitaire et elle a établi à ce titre des normes et standards touchant l'exposition à des rayonnements ionisants, ou des règles de sécurité concernant le transport des matières nucléaires.

Enfin, conformément au principe qui préside à l'ensemble de son activité, une tâche particulière est celle de veiller à la mise en oeuvre des moyens nécessaires pour une utilisation pacifique de l'énergie atomique et, pour cela, l'Agence“... institue et

¹³⁰ D. A. V. Fischer, *op. cit.*, p. 8 : „In practice a good deal of the Board's executive responsibilities devolve upon him and his staff“.

¹³¹ *Ibidem*, p. 10 : „The principal role of the Agency in nuclear power is to serve individual countries as a consultant on problems of safety and of economic choice and to encourage member State nations to exchange information“.

applique des mesures visant à garantir que les produits fissiles spéciaux et autres produits, les services, l'équipement, les installations et renseignements qui sont fournis par elle ou par son intermédiaire ne puissent être utilisés de manière à servir à des fins militaires¹³². Dans l'accomplissement de cette mission, un tournant décisif a été marqué, dans l'activité de l'Agence, par l'entrée en vigueur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (5 mars 1970). Sur la nature et la portée de cette tâche, il a été affirmé : „La prise de garanties est liée d'une façon claire aux problèmes de la sécurité internationale. L'Agence doit, par conséquent, avoir un accès direct comme prévu au Statut, aux organes des Nations Unies qui s'occupent de la paix et de la sécurité internationale, notamment l'Assemblée Générale et le Conseil de Sécurité“¹³³.

2. *L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire* (C.E.R.N.)¹³⁴

C'est pendant une Conférence européenne sur la culture, tenue à Lausanne en 1949, que s'est fait jour l'idée de la création d'un laboratoire scientifique européen dans le domaine nucléaire. Là „a été lu par Bantry un message de la part de Louis de Broglie, dans lequel il était proposé de procéder à la fondation, en Europe, d'une institution internationale de recherche qui devrait être équipée par des moyens financiers dépassant les possibilités individuelles des nations membres“¹³⁵.

Ensuite, au cours de la Conférence générale de l'U.N.E.S.C.O. de Florence, en 1950, étant mise à l'examen une proposition visant la fondation d'un Institut de recherche nucléaire, il a été décidé d'instituer un bureau à cette fin, ce qui ne se réalise pourtant pas, car „En vertu de la résolution favorable de la Conférence, Auger, directeur des Sciences Naturelles de l'U.N.E.S.C.O. fut chargé de poursuivre cette tâche, mais on n'a pas affecté les

¹³² C. A. Colliard, *op. cit.*, pp. 706—707.

¹³³ D. A. V. Fischer, *op. cit.*, p. 11 : „The application of safeguards is clearly linked with questions of international security. The Agency must therefore have direct access, as indeed the Statute provides, to the organs of the United Nations that deal with peace and security, namely, the General Assembly and the Security Council“.

¹³⁴ Il y a, apparemment, une contradiction entre le nom de l'organisation et les initiales C.E.R.N. par lesquelles on désigne en pratique cette organisation. Il s'agit en fait des initiales du Conseil européen pour la recherche nucléaire — CERN — sous le nom provisoire duquel l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire a été établie. Même après le changement du nom de l'organisation, c'est ce même sigle CERN qu'on utilise pour la désigner.

¹³⁵ L. Kowarski, *An Account of the Origin and beginnings of CERN*, 61—10/CERN, 10 avril 1961, p. 2 : „A message from Louis de Broglie was read by Bantry, in which the proposal was made to create in Europe an international research institution, to be equipped on a financial scale transcending the individual possibilities of the member nations“.

moyens financiers nécessaires pour pouvoir mettre un tel projet à l'étude détaillée qu'il reclame"¹³⁶.

Enfin, sur convocation de l'U.N.E.S.C.O., une Conférence intergouvernementale des Etats européens, débutant au mois de décembre 1951, aboutissait en février 1952, lors de sa deuxième réunion de Genève, à la signature par onze gouvernements¹³⁷ d'une Convention établissant une organisation provisoire, le „Conseil européen pour la recherche nucléaire“ — C.E.R.N. —. Toujours en 1952, ce Conseil tenait sa première session à Paris, quand furent adoptés les Statuts de cette organisation provisoire, dont le secrétaire général fut désigné en la personne du professeur Amaldi. Une troisième session du Conseil, tenue au mois d'octobre 1952, décida l'installation du laboratoire relevant de l'Organisation à Meyrin. Dans l'évolution de cet organisme, „La sixième réunion du Conseil (du 29 juin au 1^{er} juillet, Paris 1953) marque la transition du C.E.R.N. provisoire, tel qu'il avait été défini dans le programme adopté en février, vers le „C.E.R.N. intérimaire“. La Convention signée était ouverte aux ratifications des douze Etats membres“¹³⁸. Cependant, du 1^{er} juillet 1953 jusqu'en septembre 1954, quand cette Convention a été ratifiée par un nombre suffisant d'Etats membres pour assurer une proportion de 75% des contributions financières, c'est l'ancien „C.E.R.N. provisoire“ qui a continué de fonctionner. Enfin, au mois de février 1955, le douzième Etat ratifia la Convention¹³⁹ et en juin la même année était conclu un accord entre le C.E.R.N. et le Conseil Fédéral Suisse aux fins de déterminer le Statut juridique de cette organisation internationale, dont le siège était en Suisse¹⁴⁰. En juillet 1959, l'Autriche devenait membre du C.E.R.N., suivie en novembre 1961 par l'Espagne, mais en juin 1962 la Yougoslavie cessa d'en être membre, conservant la qualité d'observateur, et d'autres Etats tels que la Pologne et la Turquie reçurent le même statut.

¹³⁶ *Ibidem*, p. 9 : "Under the favourable resolution of the Conference, Auger, as UNESCO's Director of Natural Science, obtained the authority to act, but these was as yet no moyen appropriation on a scale which a detailed expert study of such a project obviously require".

¹³⁷ Les Gouvernements signataires sont : la Belgique, le Danemark, la France, la Grèce, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la République Fédérale d'Allemagne, la Suède, la Suisse, la Yougoslavie; le Royaume-Uni a le statut d'observateur.

¹³⁸ L. Kowarski, *op. cit.*, p. 3 : "The sixth meeting of the Council (29th June-1st July, Paris 1953) marked the transition from the provisional CERN as defined by its original programme adopted in February 1952, to the "Interim CERN". The Convention was signed, and became available for ratifications by the twelve Member States".

¹³⁹ Ces Etats membres fondateurs du CERN sont les suivants : Belgique, Danemark, France, Grèce, Italie, Norvège, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Yougoslavie.

¹⁴⁰ Accord entre le Conseil Fédéral Suisse et l'Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire, afin de déterminer le statut juridique de cette Organisation en Suisse. CERN/115/Rev. 5, 11 juin 1955.

Dans la réalisation de ses buts, le C.E.R.N. signa au mois de septembre 1965 un accord avec l'Etat français, en vertu duquel l'Organisation prenait à bail quelques terrains sis en territoire français, de sorte que son activité s'étendait aussi en France, mais son siège demeura en Suisse ¹⁴¹.

Le C.E.R.N. passa aussi, en juillet 1967, un Accord de coopération avec le Comité d'Etat pour l'utilisation de l'énergie atomique de l'U.R.S.S., établissant un programme de recherches scientifiques et techniques communes au moyen de l'accélérateur de 76 GeV de Serpukov ¹⁴².

Le conseil approuva, au mois de décembre 1967, les termes d'une Convention révisée, qui cependant conservait l'essentiel de la Convention initiale ¹⁴³. C'est à l'article I de la Convention révisée que sont exposées les tâches qui sont à la charge du C.E.R.N. : „L'Organisation assure la collaboration entre Etats européens pour la recherche nucléaire de caractère purement scientifique et fondamental, ainsi que pour d'autres recherches en rapport essentiel avec celles-ci. L'Organisation s'abstient de toute activité à fins militaires et les résultats de ses travaux expérimentaux et théoriques sont publiés ou de toute autre façon rendus accessibles“ ¹⁴⁴. Donc, on peut y relever trois principes à faire valoir par l'Organisation, notamment : le principe que les recherches sont de caractère purement scientifique, le principe que toute activité militaire est bannie, enfin, comme il convient à un organisme scientifique, le principe que le résultat des travaux entrepris sont publiés ou au moins communiqués“ ¹⁴⁵.

Quant à la structure de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), il y a lieu de mentionner que c'est le Conseil, composé de deux délégués pour chaque Etat membre ¹⁴⁶, qui est l'organe suprême de décision. C'est au Conseil que revient la tâche de déterminer les grandes lignes de la politique de recherche, de prévoir les ressources financières nécessaires, ainsi que de disposer du personnel assurant ces activités. Il adopte le budget, exerce le contrôle sur les dépenses effectuées et publie les comptes vérifiés ¹⁴⁷. A la tête du Conseil sont élus pour une

¹⁴¹ Contrat de bail en profit de l'organisation européenne pour la recherche nucléaire des terrains appartenant à l'Etat français et mis par lui à la disposition de ladite organisation, Genève, 13 septembre 1965.

¹⁴² Accord concernant la coopération scientifique et technique entre l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, dénommée ci-après le „CERN“, et le Comité d'Etat de l'U.R.S.S. pour l'utilisation de l'énergie atomique dénomé ci-après le „Comité d'Etat“, Moscou, le 4 juin 1967.

¹⁴³ Trente-sixième session du Conseil, Genève, 13 et 14 décembre 1967, Revision de la Convention de CERN, CERN/716/Rev. 5, 24 novembre 1967.

¹⁴⁴ Article II, 1, de la Convention de CERN, CERN/716, Rev. 5, p. 5.

¹⁴⁵ Claude-Albert Colliard, *op. cit.*, p. 697.

¹⁴⁶ Article V, 1 de la Convention de CERN.

¹⁴⁷ Article V, 2 de la Convention de CERN.

période d'une année, un président et deux vice-présidents, leurs mandats ne pouvant être renouvelés plus de deux fois consécutives¹⁴⁸. La plupart des décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des Etats membres représentés et votants, chaque Etat disposant d'une seule voix¹⁴⁹. Toutefois, lorsqu'il s'agit de l'admission de nouveaux membres, c'est l'unanimité qui est requise. Au cas où est mise aux voix une activité relevant d'un programme supplémentaire, l'Etat qui n'y contribue pas sous rapport financier, ne prend pas part au vote.

Il y a aussi d'autres organes reliés au Conseil, tels le Comité du Conseil, le Comité des directives scientifiques, le Comité des finances, et le Comité européen sur les futurs accélérateurs (ECFA). Les présidents de ces trois Comités, institués par le Conseil, siègent au Comité du Conseil qui est constitué des représentants de tous les Etats membres, un par Etat.

Le Comité des directives scientifiques¹⁵⁰, composé de savants, choisis à raison de leurs propres mérites scientifiques et non en qualité de représentants de leurs pays, fournit au Conseil des informations dans le domaine de la recherche, tout en montrant les effets que peuvent avoir les résultats de ces recherches sur l'activité de l'Organisation.

Le Comité des finances est chargé d'examiner les prévisions budgétaires que lui soumet le Directeur général, et de les faire transmettre pour décision au Conseil.

Le Comité européen sur les futurs accélérateurs (ECFA), — constitué à la suite d'une décision prise par le Directeur général conjointement avec le président du Comité des directives scientifiques, en janvier 1963, en exécution d'une recommandation formulée par le Conseil à sa session du mois de décembre 1962 —, réunit un nombre représentatif de physiciens européens, indépendants du CERN. A la suite des délibérations de ceux-ci, on a abouti à la formulation d'importantes recommandations touchant les mesures à prendre et les installations à construire, en vue de poursuivre les efforts entrepris en Europe dans le domaine de la physique subnucléaire.

Pour ce qui est des contributions financières des Etats participants, chaque Etat doit subvenir aux dépenses d'immobilisation et aux dépenses courantes entraînées par le fonctionnement de l'Organisation, suivant un barème que l'on fixe tous les trois ans en fonction du revenu national net, tel qu'il est établi par l'O.N.U.

Cet Institut a été créé en vertu d'un accord international, signé à Moscou le 26 mars 1956 par les représentants des onze pays participants¹⁵¹. Le Traité respectif prévoit, à l'article 3, la

¹⁴⁸ Article V, 11 de la Convention de CERN.

¹⁴⁹ Article V, 4 de la Convention de CERN.

¹⁵⁰ Article V, 12 de la Convention de CERN.

¹⁵¹ Albanie, République Démocratique Allemande, Bulgarie, Chine, République Démocratique de Corée, Hongrie, République Populaire de Mongolie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S.

3. *L'Institut unifié de recherches nucléaires*

possibilité qu'ont d'autres Etats de participer aux travaux de l'Institut, s'ils acceptent l'acte constitutif et sont admis par la majorité des Etats membres. Son organisation peut être résumée comme il suit : „L'Institut est présidé par un Directeur assisté de deux adjoints. Ces personnages sont désignés par l'accord des Etats membres. Le directeur préside le Conseil scientifique constitué par trois savants désignés par chaque Etat. Un Comité des finances composé d'un représentant par Etat approuve le budget et contrôle l'activité financière“¹⁵².

Le préambule de l'accord de Moscou fait souligner l'importance que présente l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et la nécessité de la coopération entre les divers pays, dans le domaine de la physique nucléaire théorique et expérimentale, le but de l'Institut étant justement de réaliser une telle coopération. Pour y aboutir, „L'article 4 précise d'un point de vue scientifique les installations et laboratoires dont doit être doté l'Institut : il comporte transfert à l'organisation internationale par l'Union Soviétique d'un laboratoire de problèmes nucléaires avec un puissant synchrocyclotron ainsi que d'un laboratoire d'électrophysique. En dehors de ces transferts de laboratoires soviétiques existants, il est prévu la construction de divers laboratoires et d'accélérateurs de particules“¹⁵³.

4. *La Commission permanente du COMECON pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire*

Cette Commission a été instituée en 1960, en base d'une décision prise à la session du COMECON, le but de cette Organisation étant défini comme il suit : „Conformément au statut du COMECON, la Commission adopte, avec le consentement de tous les pays intéressés, des décisions dans les problèmes d'organisation et fait des recommandations sur la coopération économique, scientifique et technique, dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, dans les pays du COMECON“¹⁵⁴. Chaque année la Commission se réunit en Conférence, en vue d'exa-

¹⁵² Claude-Albert Colliard, *op. cit.*, p. 698.

¹⁵³ *Ibidem*, p. 698—699.

¹⁵⁴ A. Belov, „The Council for Mutual Economic Assistance“, *IAEA Training Course on the Peaceful Uses of Atomic Energy*, Vienne, 16—26 avril 1968, PL-284, p. 1: „In accordance with the CMEA Charter the Commission adopts, with agreement of all countries concerned, decisions on organizational questions and passes recommendations on economic, scientific and technical cooperation in the peaceful uses of atomic energy to CMEA countries“ (CMEA (The Council for Mutual Economic Assistance) est le nom anglais de COMECON).

miner les questions les plus importantes touchant la coopération scientifique, technique et économique dans le domaine nucléaire.

Le programme de la coopération scientifique comprend l'étude des réacteurs en général : „Une décision prise par le Conseil Exécutif du COMECON en mai 1967 montrait que l'utilisation des réacteurs fournisseurs d'énergie représentera l'une des méthodes les plus importantes pour la production de la chaleur et de l'énergie dans une période à venir“¹⁵⁵. Pendant la période allant de 1967 à 1970 on a envisagé le développement de la production de tels réacteurs, jusqu'à ceux ayant une capacité de mille mégawatts. Le programme établi a pour but les recherches portant sur les méthodes les plus économiques concernant la production des combustibles nucléaires. Pour ce qui est du programme des recherches fondamentales et la diffusion des connaissances, il y a lieu de citer : „L'élaboration de nouveaux problèmes et d'investigations scientifiques et technologiques nécessite un ample échange d'expérience entre les spécialistes et savants de tous les pays intéressés. La Commission s'engage à prendre l'initiative de symposions, séminaires et conférences des scientifiques et des spécialistes sur les différents aspects de leur travail“¹⁵⁶.

La commission a pour tâche aussi de s'occuper des questions touchant à la standardisation et à l'utilisation pratique des isotopes.

5. L'Agence européenne pour l'Energie nucléaire (ENEA)

Voyons tout d'abord les considérations qui présidèrent à la fondation de cette organisation. Ainsi, de l'avis de Colliard : „Les études entreprises dans le cadre de l'OECE au cours des années 1953, 1954, ont montré que la situation énergétique de l'Europe occidentale était déficitaire et devait le devenir davantage au cours de la période à venir. Pour tenter d'enrayer ce déficit, les experts ont estimé qu'il convenait de développer la production de l'énergie nucléaire et que les efforts à cette fin, rendus possibles par le potentiel industriel et financier de l'Europe, seraient plus efficaces s'ils étaient réalisés par une coordination des efforts nationaux et une coopération entre les pays européens“¹⁵⁷. C'est à cette fin que le Conseil de l'OECE décida, le 18 juillet 1956, d'instituer un Comité de direction, ayant comme objectif de définir l'action commune à entreprendre et de présenter un projet

¹⁵⁵ A. Belov, *op. cit.*, p. 5 : A decision taken by the COMECON Executive Committee in May 1967 says that the use of nuclear reactors for power generation will be one of the most important methods of heat and power production in the long-term prospect“.

¹⁵⁶ *Ibidem*, p. 6 : “The elaboration of new problems and scientific and technological research necessitate a broad exchange of experience between specialists and scientists from the countries concerned. The Commission sponsors symposia, seminars and conferences of scientists and specialists concerned with various aspects of this work”.

¹⁵⁷ Claude-Albert Colliard, *op. cit.*, p. 694.

sur la création d'une Agence européenne pour l'énergie nucléaire. Le 17 décembre 1957, le Conseil en établit les statuts, mis en vigueur le 1^{er} février 1958, l'Agence se trouvant placée sous les auspices de l'OECE ; ses membres sont les mêmes que ceux de cette dernière Organisation. Quant à ses tâches, il est relevé : „Les buts de l'ENEA, tels qu'ils sont précisés à l'article 1 du Statut, consistent dans la promotion du développement de la production et de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire dans les pays membres par la coopération et par la mise en accord des mesures prises à chaque niveau national“ ¹⁵⁸.

L'Agence, dont le sigle (ENEA) est rendu selon la dénomination anglaise, a été créée en base d'une Décision du Conseil de l'OECE. Bien qu'elle ne possède pas de personnalité juridique, son Secrétariat faisant partie du Secrétariat de l'OCDE, l'Agence a une certaine indépendance fonctionnelle ayant une structure propre et son directeur général. Dans cette situation, „L'Agence est dirigée sur deux niveaux, en premier lieu par son Comité de direction pour l'énergie nucléaire, et en second lieu par le Conseil de l'OCDE...“ ¹⁵⁹. Le fonctionnement propre de l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire comporte les organes suivants : „L'organe directeur est le Comité de direction qui a été créé avant l'Agence et qui groupe les fonctionnaires responsables des programmes de développement atomique dans les divers Etats membres. Un représentant de l'Euratom participe aux réunions du Comité ainsi que des représentants des Etats-Unis, du Canada et de l'Espagne qui apparaissent comme associés. Le Comité est assisté par des commissions techniques à compétence générale ou spéciale qui mettent en oeuvre la solidarité atomique dans des domaines divers. Un secrétariat permanent prépare les travaux du Comité et des commissions, il assure l'exécution de leurs délibérations“ ¹⁶⁰.

Les buts poursuivis par l'Agence, tels qu'ils sont précisés à l'article 1 du Statut, comportent :

- la promotion de la coopération scientifique et technique entre les pays membres ;
- la création d'entreprises communes ;
- l'approvisionnement en combustible nucléaire ;
- la mise en accord et l'élaboration d'une législation nucléaire touchant la protection de la population, les accidents de travail, la responsabilité civile.

¹⁵⁸ Richard M. Stein, *The European Nuclear Energy Agency, IAEA Training Course on the Legal Aspects of Peaceful Uses of Atomic Energy*, Vienne, 16—26 avril, 1968, p. 2 : „The purposes of ENEA as defined in Article 1 of its Statute, is to further the development of the production and uses of nuclear energy for peaceful purposes by the participating countries through cooperation between these countries and the harmonisation of measures taken at the national level“.

¹⁵⁹ *Ibidem*, p. 3 : „The Agency is governed on two levels, firstly by its own Steering Committee for Nuclear Energy and secondly by the OECD Council...“.

¹⁶⁰ Claude-Albert Colliard, *op. cit.*, p. 700.

C'est en vue d'assurer l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire que „Simultanément avec la création de l'ENEA, il a été signé par les pays membres la Convention du 20 décembre 1957 sur l'établissement du Contrôle de Sécurité dans le domaine de l'énergie nucléaire. L'institution de ce contrôle, prévu d'ailleurs dans le Statut de l'ENEA, avait pour but de faire garantir que les activités dans les entreprises et liées aux matériaux, équipement et services utilisés par l'Agence ou sous son contrôle ne seront pas affectées à des fins militaires“¹⁶¹. Ce contrôle de l'Agence porte sur les entreprises communes, mais les Etats membres peuvent se mettre d'accord pour faire étendre ce système à l'industrie nationale aussi. En vertu de la même Convention, il a été créé un Tribunal international, ayant une existence distincte de celle de l'ENEA ou de l'OCDE, dont les sept juges sont nommés par la décision du Conseil de l'OCDE, tribunal appelé à connaître des réclamations concernant le contrôle de sécurité institué.

Pour ce qui est des entreprises communes, il y a lieu de mentionner l'*Eurochemic*¹⁶² à Mol, en Belgique, le projet Halden¹⁶³, en Norvège, le projet Dragon¹⁶⁴, en Grande-Bretagne, le projet Seibersdorf¹⁶⁵, en Autriche.

¹⁶¹ Richard M. Stein, *op. cit.*, p. 15 : “Simultaneous with the creation of ENEA, member countries signed the Convention of 20th December 1957 on the Establishment of a Security Control in the field of Nuclear Energy. The establishment of a such control was, in fact provided for in the ENEA Statute in order to ensure that the operation of joint undertakings and the materials, equipment and services made available by the Agency or under its supervision should not further any military purposes”.

¹⁶² The European Company for the Chemical Processing of Irradiated Fuels, créé par une Convention signée le 20 décembre 1957 et entrée en vigueur le 27 juillet 1959. Signataires : Autriche, Belgique, Danemark, France, R. F. d'Allemagne, Italie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Suède, Suisse, Espagne et Turquie.

¹⁶³ Créé par l'Accord International signé le 11 juin 1958. Les signataires sont : Institut for Atom-energy (Norvège), Österreichische Studiengesellschaft für Atomenergie (Autriche), Commission de l'Energie nucléaire (Danemark), Commission de l'Energie Atomique (Finlande), les groupes allemands Siemens-Schuckertwerks AG, Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft (AEG) et Nuklear-Chemie und Metallurgie GmbH (NUkem), Comitato Nazionale per l'Energia Nucleare (Italie), Reactor Centrum (Pays-Bas), Aktiebolaget Atomenergi (Suède), le Gouvernement de la Confédération Suisse, Atomic Energy Authority (Royaume-Uni). L'Institut pour la Recherche de l'Energie Atomique (Japon) devient partie à l'accord le 1^{er} mai 1967.

¹⁶⁴ Créé par l'Accord signé le 23 mars 1959, révisé et résigné le 19 novembre 1962. Les signataires sont : Atomic Energy Authority (Royaume-Uni), la République d'Autriche, Atomic Energy Commission (Danemark), Institut for Atom-energi (Norvège), Aktiebolaget Atomenergi (Suède) et le Gouvernement de la Confédération Suisse.

¹⁶⁵ Créé par un Accord international signé le 16 septembre 1964 entre Österreichische Studiengesellschaft für Atomenergie GmbH (SGAE), l'OECE et l'AIEA. Les pays participants : Autriche, Belgique, Danemark, France, R. F. d'Allemagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Norvège, Espagne, Suède, Suisse, Royaume Uni et Euratom.

6. *La Communauté européenne de l'énergie atomique*
(C.E.E.A. ou Euratom).

L'Euratom représente l'une des trois Communautés européennes, à savoir : la Communauté européenne du charbon et de l'acier (C.E.C.A.), la Communauté européenne économique (C.E.E. ou le Marché Commun) et enfin, la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom). „Ces réalisations de l'intégration européenne ont été effectuées en deux phases : premièrement, les six Etats membres actuels ont conclu en 1951 le Traité instituant la CECA, et deuxièmement, les Traités instituant respectivement la CEE et la CEEA sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1958“ ¹⁶⁶.

C'est l'article 1^{er} du Traité instituant la C.E.E.A. qui en définit la mission, essentiellement celle „de contribuer par l'établissement des conditions nécessaires, à la formation et à la connaissance rapide des industries nucléaires, à l'élévation du niveau de vie dans les Etats membres et au développement des échanges avec les autres pays“.

Le deuxième titre du Traité comporte dix chapitres portant respectivement sur le développement de la recherche, la diffusion des connaissances, la protection sanitaire, les investissements, les entreprises communes, l'approvisionnement, le contrôle de sécurité, le régime de propriété, le marché commun nucléaire et les relations extérieures ¹⁶⁷.

Toutes ces activités peuvent être ramenées à trois catégories, visant :

- les mesures relevant de l'exercice des pouvoirs publics ;
- les mesures du domaine de la recherche ;
- les mesures pour le développement de l'industrie nucléaire.

L'intervention des pouvoirs publics concerne le contrôle de sécurité et la protection sanitaire. Sont soumis au contrôle de sécurité les minerais, les matières brutes et matières fissiles spéciales, aux fins de vérifier si ces matières ne sont pas détournées de leurs usages pacifiques ainsi que pour faire respecter les dispositions sur l'approvisionnement ou les engagements que la Communauté a souscrits en base d'un accord conclu avec un Etat tiers ou une organisation internationale. Pour cela, „Il est à souligner que ce contrôle est limité aux matières et ne s'étend pas aux installations dans lesquelles les matières sont utilisées. Seulement dans la mesure où la connaissance des caractéristiques fondamentales de l'installation est nécessaire pour effectuer le contrôle, les utilisateurs sont tenus d'informer la Commission de ces caractéristiques“ ¹⁶⁸.

¹⁶⁶ H. J. Glaesner, „La Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom)“, *Cours sur les aspects juridiques de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire*, Vienne, 16—26 avril 1968, PL-284, p. 1.

¹⁶⁷ *Ibidem*, p. 6.

¹⁶⁸ *Ibidem*, p. 7.

En ce qui concerne le développement de la recherche, il faut montrer que „la Communauté ne vise ni à absorber les établissements de recherche des Etats membres, ni à se substituer aux instances nationales pour définir leurs programmes, ni à concevoir un programme qui serait en quelque manière un „concurrent“ des programmes des Etats membres“¹⁶⁹. On envisage trois modalités pour mener à son accomplissement ce programme qui ressortit soit directement des établissements du Centre commun de recherche de l'Euratom, soit d'un établissement associé (appartenant à un Etat membre, mais sous la direction d'un Comité où figure un représentant de l'Euratom), soit enfin, des organismes nationaux tels des universités ou entreprises privées ayant passé des contrats avec la Communauté. En vue du développement de l'industrie nucléaire, le Traité de Rome prévoyait la constitution d'un marché commun nucléaire comportant la suppression des douanes et un tarif commun.

Pour ce qui est de l'approvisionnement en matières nucléaires, „Le principe fondamental du chapitre Approvisionnements est l'accès égal aux ressources des matières nucléaires. Selon ce principe, toutes pratiques sont interdites qui ont pour but d'assurer à certains utilisateurs une position privilégiée, et c'est également pour mettre en oeuvre ce principe que l'on a créé à l'époque l'Agence d'Approvisionnement“¹⁷⁰. Celle-ci est un organisme spécial, doté de personnalité juridique et d'autonomie financière¹⁷¹. Elle dispose d'une certaine indépendance par rapport à la Commission, bien qu'elle reste sous son contrôle et on souligne que „L'Agence joue le rôle d'un intermédiaire entre les producteurs et les utilisateurs“¹⁷². Conformément aux prescriptions contenues dans le chapitre VI du Traité, l'Agence bénéficie d'une option et du droit de conclure des contrats touchant les matières nucléaires. Ceci signifie que toutes ces matières importées ou produites dans la Communauté doivent faire l'objet d'une offre à l'Agence qui est en droit de décider si elle veut prendre en charge ou non pareilles matières.

On peut conclure en affirmant que „pour la première fois on a pensé donner la forme d'une institution d'intégration sociale et politique à des activités qui, en principe, ne dépassent pas le cadre de la recherche scientifique et de l'organisation de l'exploitation de nouvelles sources d'énergie“¹⁷³.

¹⁶⁹ Jacques Issac-Georges, „La Communauté européenne de l'énergie atomique (*Euratom*) : mission, organisation“, *Aspects du Droit de l'énergie atomique* (Paris, 1965), p. 437.

¹⁷⁰ H. J. Glaesner, *op. cit.*, p. 15.

¹⁷¹ Les Statuts de l'Agence ont été adoptés par le Conseil en 1958.

¹⁷² Claude-Albert Colliard, *op. cit.*, p. 703.

¹⁷³ Riccardo Monaco, „Le Traité instituant l'*Euratom*, comparaison avec ceux de la CEEA et de la CEE“, *Aspects du Droit de l'énergie atomique* (Paris, 1968), p. 448.

7. La responsabilité des organisations internationales pour dommages causés aux tiers

La coopération entre Etats en vue de l'utilisation de l'énergie atomique a mené, comme il a été exposé, à la création de toute une série d'organisations internationales, dont la nécessité s'est fait sentir en raison de la nature particulière, totalement nouvelle, de la technique basée sur cette source d'énergie : „Enfin, des problèmes techniques tout à fait nouveaux apparaissaient qui, par leur caractère même et par toutes leurs conséquences, semblent requérir une action internationale concertée ; tel a été le cas de la découverte et de l'utilisation de l'énergie atomique ; il est apparu à la fois qu'il fallait une action internationale pour empêcher l'utilisation de l'énergie atomique à des fins de guerre, et une action internationale pour développer cette énergie en vue de fins pacifiques, aussi bien pour les recherches que pour un mécanisme rationnel d'utilisation“¹⁷⁴.

On peut classer, comme on le sait, les diverses organisations internationales, à plusieurs points de vue.

Elles diffèrent tout d'abord par leur objet, qui peut être d'ordre politique général, pareilles organisations ayant pour but d'assurer et de maintenir la paix, ou d'ordre technique et ce sont ces organisations techniques qui nous intéressent.

En ce qui concerne le champ d'application, „Un deuxième critérium de classification est basé sur le fait que certaines organisations sont universelles, tandis que d'autres sont régionales“¹⁷⁵. A ce sujet, on peut faire mention, dans le domaine qui nous préoccupe, de l'Agence internationale pour l'Energie atomique par comparaison avec l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire.

On peut faire aussi une distinction entre l'étendue et les pouvoirs des organisations internationales, certaines qui ont des pouvoirs plus étendus étant des organisations „supranationales“ ou „superétatiques“, tel l'*Euratom*, et les autres exerçant des fonctions de coordination et de coopération.

Un problème que nous devons poser dans le cadre de la responsabilité en matière de dommages nucléaires, est celui de savoir quelle est la situation de la victime d'un dommage résultant des activités nucléaires de ces organisations internationales. Est-ce qu' on peut formuler une demande en réparation à l'encontre de celles-ci ou la victime doit-elle faire valoir ses droits envers l'Etat de siège de l'institution internationale ? Le point de départ dans la solution d'une telle question est constitué par le

¹⁷⁴ *Cours d'Institutions Internationales rédigé d'après la sténotypie du cours et avec l'autorisation de Mme Paul Bastid*. Les Cours du droit (Paris, 1955—1956), p. 176.

¹⁷⁵ D. W. Bowett, *The Law of International Institutions*, (London, 1963), p. 10 : „Another possible basis of classification is the fact that some organisations are global whereas others are regional“.

problème de la personnalité juridique des organisations internationales.

C'est là un problème sujet à controverses dont les détails ne sauraient rentrer dans le cadre de notre étude. Pour ce qui est de la définition de la personnalité juridique, on peut relever, selon Eagleton, que : „A legal person... is an entity having rights and duties under a system of law. It is a personality separate from and independent of those persons who created it or are part of it“¹⁷⁶. Il faut ajouter encore que l'étendue de ces droits et devoirs diffère d'une organisation internationale à l'autre et qu'ils ne doivent pas être nécessairement semblables aux droits et devoirs des Etats¹⁷⁷, dans le cadre de la société internationale. Cependant, on doit préciser, à ce sujet, si le droit international peut assigner aux organisations internationales des droits et des devoirs distincts de ceux des Etats qui en sont parties. Le statut juridique des organisations internationales comportant des droits et des obligations prend sa source dans les règles prescrites par le traité constitutif, qui représente l'accord des parties : „Or puisque les règles de droit ne dérivent que des accords conclus entre les membres de la Communauté, accords dont la force obligatoire n'est pas établie par un acte de volonté d'une autorité supérieure aux contractants, la qualité de sujets, en d'autres termes la personnalité juridique des membres, commence à se manifester au moment où ils se lient explicitement par des accords, ou se comportent en fait comme s'ils étaient liés par des accords tacites“¹⁷⁸. En ce qui concerne l'organisation créée en base d'un tel accord, on peut relever la conception d'Anzilotti affirmant que „la société répond du fait de ses membres et c'est seulement contre la société que peut être dirigée l'action de l'Etat lésé“¹⁷⁹, idée qui est soutenue par nombre d'auteurs¹⁸⁰. La doctrine en la matière était formulée,

¹⁷⁶ Clyde Eagleton, „International Organization and the law of responsibility“, *Recueil des Cours de l'Académie de Droit International*, t. 76, 1950/1, p. 327.

¹⁷⁷ Clyde Eagleton, *loc. cit.*, p. 385 et suivantes, et D. W. Bowet, *op. cit.*, p. 274.

¹⁷⁸ M. Pilotti, „Les Unions des Etats“, *Recueil des Cours de l'Académie de Droit International*, vol. 24, 1923/4, p. 479. Cité d'après C. Eagleton, *op. cit.*, p. 328.

¹⁷⁹ Dionisio Anzilotti, *Cours de Droit International*, 1^{er} vol., (Paris, 1929), p. 471.

¹⁸⁰ Voir aussi sur ce sujet : P. Fauchille, *Traité de Droit International public* (Paris, 1922), 1^{er} vol, pp. 514—515. P. C. Jessup, „A Modern Law of Nations“ (New York, 1948), Ch. II, John Dewei, „The Historic Background of Corporate Legal Personality“, *Yale Law Journal*, vol. XXXV, 1926, p. 673, 655, 657. John Fischer Williams, „The Legal Characters of the Bank for International Settlements“, *American Journal of International Law*. Vol. 24, 1930, p. 666. F. Ruffini, „De la protection internationale des droits sur les oeuvres littéraires et artistiques“, *Recueil des Cours de l'Académie de Droit International*, vol. 12, 1926/2, p. 391—574. G. Schwartzberger, *International Law* (London, 1945), vol. 1, p. 35 et 62. Jan Hosttie, „Le Statut international du Rhin“, *Recueil des Cours de l'Académie de*

dès l'an 1926, par Ruffini : „la pratique la plus récente du droit international, aussi bien que la doctrine dominante, nous permettent d'affirmer que les Unions internationales... sont des sujets de droit international, douées d'une véritable personnalité internationale“¹⁸¹. C'est aussi l'avis de D. W. Bowet qui, dans l'édition récente de son livre *The law of International Institutions*, montre qu'à l'heure actuelle il est permis d'affirmer que la plupart des institutions internationales intergouvernementales possèdent la personnalité juridique¹⁸². Une telle conclusion généralement reconnue par la doctrine a été d'ailleurs confirmée aussi par la Cour Internationale de Justice, dans son Avis Consultatif bien connu, du 11 avril 1949, sur la réparation des dommages subis au service des Nations Unies, aux termes suivants : „La Cour est d'avis que cinquante Etats, représentant une très large majorité de la communauté internationale, avaient le pouvoir, conformément au droit international, de créer une entité possédant une personnalité internationale objective et non pas simplement une personnalité reconnue par eux seuls...“¹⁸³.

En se référant à cet avis Jean Salmon précise que „Depuis le fameux avis de la CIJ... il ne fait en effet plus de doute que les organisations internationales sont, au même titre que les Etats, mais dans une mesure plus étroite, des sujets du droit international“¹⁸⁴.

Donc, selon la doctrine et la jurisprudence internationale, les Etats ont le droit et sont en mesure de créer des organismes à personnalité internationale distincte, à volonté juridique propre et ayant une sphère de compétence particulière. Bien qu'ayant une personnalité dérivée ou secondaire, se fondant sur les accords constitutifs, les organisations internationales sont sujets du droit international¹⁸⁵ et elles participent à l'élaboration de celui-ci, surtout en ce qui concerne le droit administratif international.

Droit International, vol. 28, 1929/3, p. 209. P. C. Jessup, „The Great Lakes-St. Lawrence Deep Waterway Treaty“, *American Journal of International Law*, vol. 26, 1932, p. 816. W. G. Penfield, „The Legal Statute of the Pan American Union“, *American Journal of International Law*, vol. XX, 1926, p. 257.

¹⁸¹ Fr. Ruffini, *op. cit.*, p. 493.

¹⁸² D. W. Bowet, *The Law of International Institutions*, Second Edition (London, 1970), p. 303—304... it is permissible to assume that most organisations created by a multilateral intergovernmental agreement will, so far as they are endowed with functions on the international plane, possess some measures of international personality in addition to the personality within the systems of municipal law of the members which all the agreements on privileges and immunities (and often the basic constitutions) provide for.

¹⁸³ Cour Internationale de Justice, Recueil des Arrêts, avis consultatifs et ordonnances, *op. cit.*, (1949), p. 185.

¹⁸⁴ Jean J. A. Salmon, *op. cit.*, p. 11.

¹⁸⁵ Voir dans ce domaine les théories exposées par Fr. Ruffini, *op. cit.*, pp. 492—493.

Cependant, on ne peut mettre sur le même plan, sous ce rapport, organisations internationales et Etats, étant donné que ce sont toujours ceux-ci qui restent au centre même de la vie internationale.

Dans l'exercice de leur compétence, telle qu'elle est réglementée par le texte constitutif et en conséquence de leur personnalité internationale, les organisations internationales ont un certain pouvoir réglementaire et, dans quelques cas, elles peuvent mener des négociations et, en vertu d'accords qu'elles concluent, prendre des engagements dans la sphère de leur compétence : „C'est ainsi que les organisations internationales ont reçu dans certains cas le droit de passer des traités qui les engagent directement ; elles auront également dans certains cas le droit d'avoir une représentation internationale propre, le droit de conclure des accords pour soumettre certains différends à l'arbitrage..."¹⁸⁶.

L'existence de certains droits et devoirs pour les organisations internationales constitue le fondement même de la personnalité internationale, est l'avis de Ph. Cahier qui précise que „...sera sujet de droit l'entité qui sera titulaire des droits et des devoirs qui lui sont conférés immédiatement et sans intermédiaire par un ordre juridique donné“¹⁸⁷).

De même, pour faire éclairer la question qui nous préoccupe, c'est-à-dire celle de la responsabilité à encourir par les organisations internationales atomiques du fait des dommages nucléaires causés, il faut mentionner que tant la doctrine que la jurisprudence sont d'accord à attribuer à ces organisations le droit de formuler des réclamations à caractère international. Ainsi, „En général, les Conventions qui créent les organisations internationales, leur reconnaissent les privilèges qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions, c'est-à-dire des immunités spéciales. Certaines organisations internationales ont aussi ce que la Cour Internationale de Justice a appelé une „personnalité internationale objective“¹⁸⁸ et par voie de conséquence „la qualité de présenter des réclamations internationales“¹⁸⁹.

Est-ce que, par réciprocité, ces organisations ne pourraient-elles encourir une responsabilité pour des dommages causés comme suite de leurs activités ? De l'avis de Ph. Cahier qui est l'un des auteurs qui ont serré de très près le problème de la personnalité des organisations internationales, la responsabilité est une des caractéristiques, avec le but et la volonté, de la personnalité internationale. „On peut rallier à la volonté la caractéris-

¹⁸⁶ Mme Paul Bastid, *op. cit.*, p. 337.

¹⁸⁷ Philippe Cahier, *Etude des accords de siège conclus entre les organisations internationales et les états où elles résident*, thèse (Milano, 1959), p. 20.

¹⁸⁸ Mme Paul Bastid, *op. cit.*, p. 337.

¹⁸⁹ Cour Internationale de Justice, *op. cit.*, p. 185.

tique de la responsabilité. En effet, du moment qu'une organisation a une volonté qui s'exerce librement et accomplit des actes, elle va répondre de ses actes si ceux-ci transgressent les règles de droit"¹⁹⁰. Un deuxième argument nous est fourni par l'article premier de la Convention de Vienne en matière de dommages nucléaires, aux termes duquel le concept de „personne“ — dans le sens de personne responsable, certes — renferme aussi „toute organisation internationale ayant la personnalité juridique en vertu du droit de l'Etat où se trouve l'installation“¹⁹¹. La portée d'une pareille stipulation ne saurait être négligée, eu égard au caractère quasi-universel de ce document dans le domaine du droit atomique international. Il faut encore relever qu'aux termes de l'article 25 de l'Accord intervenu entre le Conseil Fédéral Suisse et l'Organisation européenne de la recherche nucléaire, sur le statut juridique de cette Organisation ayant son siège en Suisse, „la Suisse n'encourt, du fait de l'activité de l'Organisation sur son territoire, aucune responsabilité internationale quelconque pour les actes et omissions de l'Organisation ou pour ceux de ses agents agissant ou s'abstenant dans le cadre de leurs fonctions“¹⁹², ce qui nous amène à affirmer que le principe a été adopté aussi dans la pratique des Etats.

Mais il nous faut montrer que l'adoption d'un tel principe quant à la non-intervention de l'Etat de siège n'a pas obtenu une adhésion unanime. Ainsi, lors des discussions portant sur les termes de l'article de la Convention de Vienne précitée, à la Conférence internationale, M. Vilkov, le délégué de l'U.R.S.S., tenait à préciser, d'une façon tout à fait claire que „...de l'avis du Gouvernement de l'Union Soviétique, dans le cas d'une organisation internationale agissant en qualité d'exploitant — au sens de la Convention — sur le territoire d'un Etat où cette organisation jouit de la personnalité juridique, la responsabilité pour tout dommage nucléaire demeurera à la charge de l'Etat lui-même et de l'Etat seul“¹⁹³.

Un cas qui pose le problème de la responsabilité d'une organisation internationale, est celui pouvant intervenir comme suite des activités revenant à l'Agence internationale de l'énergie ato-

¹⁹⁰ Philippe Cahier, *op. cit.*, p. 23. Le même avis est exprimé par d'autres auteurs. Par exemple Jean Salmon considère que „...les organisations internationales peuvent également être sujets actifs de responsabilité“... (*op. cit.*, p. 11) et D.W. Bowet précise que : „Legal personality implies not only the capacity to bring claims... but also the responsibility of Organization for its own illegal acts“. (*op. cit.*, p. 325).

¹⁹¹ Article premier de la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires.

¹⁹² Accord entre le Conseil Fédéral Suisse et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire pour déterminer le Statut juridique de cette Organisation en Suisse, CERN/115/Rev. 3, 11 juin 1955, p. 8.

¹⁹³ Responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, *op. cit.*, p. 126.

mique. En effet, aux termes de l'article III du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, les Etats participants à ce Traité devant conclure avec l'Agence de Vienne un Accord de garantie, c'est à l'Agence internationale de l'énergie atomique que revient la mission d'assurer le contrôle nécessaire pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire dans les divers Etats, en vertu des arrangements qui auront été passés¹⁹⁴. Cette question a formé l'objet de discussions portées dans le cadre du Comité des garanties, de l'Agence, en spécial pour ce qui est de dommages résultés du fait de ses agents sur le territoire d'un Etat. Ceux-ci, en effectuant le contrôle sur des matières nucléaires ou dans des installations peuvent provoquer des dommages directs ; de même, ils peuvent causer des dommages à un Etat par la communication de certains secrets commerciaux et industriels, ou autres renseignements confidentiels qu'ils auront eu la possibilité d'avoir dans l'exercice de leur fonction¹⁹⁵. Pareils dommages peuvent être très importants. On peut se poser la question si l'Agence peut et doit répondre pour ces dommages.

Le secrétariat de cette organisation estime que „l'accord (il s'agit de l'accord de garanties à conclure entre l'Agence et les Etats, parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires) devrait contenir une clause sur la responsabilité en cas de dommage causé par une Partie à une autre Partie“¹⁹⁶. Il s'ensuit que les deux Parties visées par l'Accord de garanties — tant l'Etat que l'Agence — peuvent encourir une responsabilité du fait des dommages qu'elles peuvent se causer l'une à l'autre.

Cette même idée, mise en relief par le document du Secrétariat, a été reprise par les représentants de plusieurs Etats, lors des travaux du Comité des garanties de l'Agence¹⁹⁷. Le premier rapport de ce Comité offre déjà une certaine nuance : „L'Accord devrait prévoir que toute demande en réparation faite par une Partie à l'Accord à l'autre Partie pour tout dommage,

¹⁹⁴ Comme le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est entré en vigueur le 5 mars 1970 et que les Etats se sont obligés d'entamer des pourparlers avec l'AIEA 180 jours après l'entrée en vigueur, ces négociations ont commencé le 1^{er} septembre 1970.

¹⁹⁵ Cf. *Responsabilité internationale de l'Agence résultant des garanties*. Note du Directeur général, Document Gov/Com. 22/27 du 25 juin 1970, p. 1—4.

¹⁹⁶ *Accords de garanties à conclure dans le cadre du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires*, Note du Directeur général, Document Gov/Com. 22/3 du 1^{er} juin 1970, p. 20.

¹⁹⁷ *Analytical classification of views communicated by Member States*, note by the Director General, Document Gov/Com. 22/6 du 15 juin 1970, p. 34 : „It would have to be stipulated that the Agency shall indemnify the contracting State for any damages caused by its agents in the exercise of their duties“ ; et „the agreement should include appropriate provisions covering the Agency's responsibility for damages caused by it or by its agents“.

autre que le dommage causé par un accident nucléaire (souligné par l'auteur), résultant de la mise en oeuvre des garanties en vertu de l'Accord est réglée conformément au droit international¹⁹⁸. Défendre une telle position qui exclut les dommages nucléaires du champ de la responsabilité de l'Agence, vu que les arguments à l'appui nous semblent être sans fondement, serait nier la réalité des faits et les principes généraux en la matière¹⁹⁹.

Donc, il y a lieu d'affirmer que, pour l'instant, les positions concernant le problème de la responsabilité à encourir par l'AIEA du fait des dommages causés dans l'exercice de ses fonctions pour la mise en oeuvre de l'Accord de garantie sont divergentes, exprimant soit l'idée d'une responsabilité internationale totale de l'Agence, tant pour les dommages nucléaires que pour les dommages classiques, soit une responsabilité limitée aux dommages classiques, soit, enfin la négation de toute responsabilité de l'Agence pour des dommages causés aux divers Etats.

Conclusions

En nous occupant dans ce chapitre spécialement du problème ayant trait à la responsabilité pour dommages nucléaires, nous en avons dégagé trois aspects, notamment : la possibilité d'appliquer dans ce domaine les règles du droit international classique, le régime conventionnel international actuel en matière de dommages nucléaires et la responsabilité que peuvent encourir les organisations internationales du fait de leurs activités consacrées à la coopération internationale dans le domaine de l'énergie atomique.

Quant au premier aspect, nous avons fait relever que le dommage nucléaire pouvant atteindre plusieurs pays entraîne une responsabilité internationale de l'Etat, mais la possibilité d'appliquer en l'occurrence le droit international fondé sur l'acte illicite présente pour le moment seulement un intérêt théorique vu l'absence de précédent à ce sujet et l'existence de normes spéciales réglementant le droit à réparation dans le domaine nucléaire sur les plans national et international.

En effet, les lois atomiques internes ainsi que les Conventions internationales viennent de consacrer dans le domaine de

¹⁹⁸ *Premier rapport du Comité des garanties* (1970), Document Gov/1420 du 27 juillet 1970, p. 8. .

¹⁹⁹ Il s'agit d'arguments de fait qui peuvent être facilement réfutés. A titre d'exemple, nous pourrions montrer l'argument qu'il n'est pas nécessaire de prévoir la responsabilité de l'Agence car ses inspecteurs ne pourraient pas produire de dommages étant donné qu'ils ne font pas de manœuvres concrètes et ce sont les employés nationaux qui en font sur demande de l'inspecteur. On peut aisément répondre que dans ce cas-là il n'y aurait pas de raison à s'opposer qu'une pareille disposition soit introduite, si la responsabilité de l'Agence ne se trouve pas engagée.

la responsabilité pour dommages nucléaires des principes tout à fait nouveaux tels que : responsabilité objective absolue, sans considération de faute, canalisation de la responsabilité sur l'exploitant, limitation de la responsabilité, nécessité de l'existence d'une garantie financière, etc.

Pour ce qui est du régime international conventionnel, ce sont les deux Conventions de Paris et de Vienne touchant la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires qui renferment, en dehors des „normes unifiées de droit matériel et des règles de conflit unifiées pour déterminer la loi nationale compétente... des normes unifiées pour déterminer la juridiction compétente et d'autres relatives à l'exécution des jugements“²⁰⁰, certaines règles qui ressortent du droit international public. Sont à relever, à ce propos, les articles qui stipulent l'intervention de l'Etat au cas où les réparations à payer dépassent le montant de la garantie fixée.

Arrêtons-nous de plus près sur la régime institué par les deux Conventions étudiées.

Tout d'abord, c'est la Convention de Paris qui, en apportant des solutions rationnelles aux problèmes posés pour faire assurer l'essor de l'industrie atomique, reconnaissait aussi la place que doit avoir l'intervention de l'Etat. L'accord des participants sur quelques principes essentiels marqua une étape importante dans la promotion de l'utilisation pacifique de la nouvelle source d'énergie : „Est-il inopportun de répéter que, quelles que soient les imperfections qu'on puisse relever à charge de la Convention, le fait qu'un accord sur certains points ait pu être réalisé au sein d'un groupe aussi nombreux, constitue à lui seul un progrès énorme dans la voie de l'unification du droit de la responsabilité nucléaire“²⁰¹. Ces principes sur lesquels on est tombé d'accord sont les suivants :

- la responsabilité exclusive et objective ;
- la limitation du montant de la responsabilité à 15 millions de dollars, en général, et à 5 millions de dollars au minimum ;
- la limitation de la responsabilité dans le temps, un délai de 10 ans étant prévu en principe à compter de la date à laquelle s'est produit l'accident nucléaire ;
- l'obligation pour l'exploitant de l'installation nucléaire de disposer d'une garantie couvrant sa responsabilité ;
- la compétence d'un seul tribunal, celui du lieu de l'installation, instance appelée à statuer sur toutes les actions découlant d'un même accident nucléaire.

Pareils principes ne constituent d'ailleurs pas une innovation sur les lois atomiques internes, où ils ont été posés pour la

²⁰⁰ Mihail Ghelmegeanu, „Responsabilité civile pour dommages nucléaires“ dans *Revue Roumaine des Sciences Sociales*, hommage au professeur Trajan Ionaşco, n° 2, 1968, p. 208.

²⁰¹ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 375.

première fois, mais ils ont obtenu une consécration dans l'ordre international.

Bien que cette Convention ait marqué une étape importante dans l'évolution du droit atomique international, on peut y relever certains défauts dont nous devons faire état. Ainsi, certaines dispositions conventionnelles offrent une grande flexibilité dans leur application, comme dans le cas de la prescription des droits à faire valoir au titre de réparation pour dommages nucléaires. Le délai retenu par les participants avait été fixé à dix ans, „Mais cette uniformité est factice, cette unanimité conditionnelle puisque le principe de la prescription décennale est assorti de la possibilité de raccourcir ou d'allonger ce délai“²⁰². Selon les dispositions de la Convention le délai de prescription peut varier, en pratique, dans les divers Etats, de deux à trente années, cet écart étant — semble-t-il — trop grand surtout quand il s'agit d'une Convention dont le but était celui d'établir des règles uniformes relatives à la responsabilité, sur le plan international.

On peut ensuite faire observer que ce texte ne renferme aucune disposition qui stipule une intervention obligatoire de l'Etat dans la réparation des dommages nucléaires. Mais, vu que certaines législations atomiques nationales des divers pays prescrivent une intervention de l'Etat, même s'il ne s'agit pas toujours d'une action obligatoire, offrent également maintes solutions à ce sujet, il est regrettable que l'on n'ait pas formulé, lors de la conclusion de la Convention, le vœu visant l'adoption de telles mesures dans l'ordre interne de tous les Etats participants.

En conclusion, il y a lieu de souligner que la Convention de Paris, malgré ces quelques remarques, a contribué d'une façon essentielle à la codification du droit de la responsabilité nucléaire, les Etats tombant d'accord sur certaines règles dont la Convention ultérieure — la Convention de Vienne — a tenu compte aussi.

Cette dernière Convention, d'un caractère universel, ayant un large champ d'application, devait établir des normes minima, acceptables par des pays aux systèmes juridiques très différents, ce qui a parfaitement réussi : „Il nous faut en effet reconnaître que, à la plupart des grands problèmes de principe, une solution minimum satisfaisante a été donnée : responsabilité en cas de transport, établissement d'une garantie financière, délai de prescription...“²⁰³.

Tout en relevant l'intérêt que présente la consécration de ces principes dans un texte conventionnel d'une telle portée, nous croyons pouvoir formuler quelques observations, quant au contenu même ou à certaines dispositions de la Convention.

²⁰² *Ibidem*, p. 378.

²⁰³ *Ibidem*, p. 455.

En premier lieu, il faut dire que certains problèmes ne sont d'aucune manière visés par la Convention, tel celui de l'intervention de l'Etat dans la réparation des dommages nucléaires ou celui des dommages différés ou anonymes, qui ne sont pas non plus réglementés. Bien que l'on puisse considérer que ces problèmes n'auraient pu être envisagés dans une Convention d'un caractère général, on est enclin à y voir l'omission de ces cas qui, cependant, ont trouvé une solution dans maintes lois nationales.

En second lieu, certaines dispositions n'étant pas suffisamment claires peuvent prêter à des interprétations qui ne sont pas en accord avec les principes généraux concernant la responsabilité nucléaire. Ainsi, le principe de la limitation de la responsabilité de l'exploitant, reconnu par toute loi nucléaire interne, est formulée, à l'article V, de la manière suivante : „L'Etat où se trouve l'installation *peut* (souligné par l'auteur) limiter la responsabilité de l'exploitant à un montant qui ne sera pas inférieur à 5 millions de dollars par accident nucléaire“. Le libellé de ce paragraphe peut faire croire que la Conférence de Vienne n'a pas adopté, en tant que principe à respecter, la limitation de la responsabilité nucléaire, du moment que les Etats ont la possibilité et non pas le devoir de limiter cette responsabilité. Mais ceci est en contradiction avec la solution retenue par la plupart des lois atomiques internes qui font subordonner la responsabilité objective de l'exploitant à une limitation de son montant.

Pour ce qui est de ce montant même, qui doit bénéficier d'une garantie financière, contrepartie habituelle du caractère objectif de la responsabilité de l'exploitant, il y a lieu de faire relever que l'article VII de la Convention de Vienne en laissant à l'Etat où se trouve l'installation le soin de le fixer, ainsi que de déterminer la nature de ce montant et les conditions de l'assurance, est à même de mener, dans les divers pays, à des montants variables qui n'assurent pas une situation semblable pour toutes les victimes d'un accident nucléaire, quand il eût été plus simple, nous semble-t-il, ayant déjà l'expérience de la législation interne de prévoir, dans la Convention même, au moins le montant de cette garantie obligatoire.

Mais, malgré quelques imperfections ou manques, inévitables dans une Convention à portée universelle, la Convention de Vienne vient de constituer un cadre général, dont les détails peuvent être précisés en base des lois internes ou par des conventions régionales.

A part cela, nous avons discuté de l'origine de la structure et de la compétence des organisations internationales constituées jusqu'à l'heure actuelle dans le domaine nucléaire, à propos desquelles — et c'est là le troisième aspect du problème que nous avons étudié — nous nous sommes posé la question de la res-

ponsabilité internationale qu'elles peuvent encourir. Ces organisations possèdent, suivant la doctrine et la jurisprudence, la personnalité internationale et elles sont en droit de recevoir des indemnités pour dommages subis. Dans cette situation, on a exprimé l'avis que, au point de vue théorique, les organisations internationales peuvent et doivent encourir la responsabilité des dommages causés aux Etats ou aux particuliers du fait de leurs activités. D'ailleurs, comme le précise Ph. Cahier : „Si l'entité personne morale ne possède pas le pouvoir de réclamation, la réalisation de son but pourrait être mise en échec par n'importe qui. Ce droit de réclamation n'est somme toute que l'autre face de la responsabilité de la personne morale internationale“²⁰⁴. Dans la pratique cependant, le problème de la responsabilité internationale de ces organisations n'a pas obtenu une solution unitaire, dans certains cas une telle responsabilité étant reconnue et dans d'autres, elle n'est pas admise.

²⁰⁴ Ph. Cahier, *op. cit.*, p. 24.

CHAPITRE VI

LA RESPONSABILITÉ ET LA GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE DE L'ÉTAT ; LE SYSTÈME D'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LE CADRE DE LA RESPONSABILITÉ POUR LES DOMMAGES NUCLÉAIRES

Bien que la responsabilité en matière de dommages nucléaires incombe à l'exploitant de l'installation nucléaire, dans les limites établies en conformité des possibilités du marché des assurances, il s'est manifesté la tendance d'une intervention de l'Etat agissant en qualité de garant au-delà du montant de responsabilité de l'auteur, dont les risques sont d'ordinaire obligatoirement couverts par une assurance.

Il faut de demander tout d'abord sur quel principe peut être fondée l'intervention des fonds publics dans l'indemnisation des victimes d'un sinistre atomique. A ce sujet, on peut souligner que l'Etat, qui doit assurer le bien-être de la société par l'utilisation de toute découverte nouvelle dans un tel but, en assure la responsabilité au cas où l'application de cette découverte entraîne des dommages. R. Fornasier nous dit : „En effet, sur le plan des principes, l'industrie nucléaire n'est pas, du moins à ses débuts, une activité rentable pour celui qui l'exerce ; de plus, elle comporte des risques énormes. Ces risques ne peuvent donc être imposés purement et simplement à l'exploitant nucléaire en contrepartie du bénéfice qu'il tire de son activité dangereuse, sous peine d'entraver sérieusement le développement de cette nouvelle industrie. En réalité les bénéfices de l'activité nucléaire d'aujourd'hui iront à toute la société de demain et par conséquent c'est dans une large mesure la société elle-même, dont la continuité est incarnée dans l'Etat, qui devrait supporter au moins une partie des risques“¹.

Encore peut-on soutenir que la responsabilité de l'Etat est directement engagée du fait des autorisations ou licences consenties à l'exploitant, ayant, en quelque sorte, „avalisé un risque, celui de la survenance d'une catastrophe dans un établissement dont il a autorisé la mise en activité et dont il lui est loisible de contrôler les opérations“².

L'intervention du pouvoir public constitue une tradition au cas des catastrophes naturelles, telles que tremblements de terre, inondations, etc.. Le sinistre nucléaire pouvant être assi-

¹ R. Fornasier, „Le Droit international face au risque nucléaire“, *Annuaire Français de Droit International*, 1964, p. 307.

² J. P. Piérard, *op. cit.*, pp. 41—42.

milé à une catastrophe, il est concevable que la garantie de l'Etat soit basée sur le même principe.

Sans examiner plus avant les raisons justifiant une pareille intervention, il nous faut considérer, en tout cas, que „devant la carence — justifiée d'ailleurs — de l'assureur privé à couvrir de manière illimitée un risque nucléaire important, l'Etat se doit d'intervenir. L'ensemble de la Communauté nationale qui bénéficie de l'action bienfaisante de l'industrie nucléaire devra secourir ceux de ses membres qui seront frappés, dans leur personne et dans leurs biens, par les effets destructeurs de l'énergie nouvelle“³.

SECTION I. L'INTERVENTION DE L'ÉTAT APRÈS L'ÉPUISEMENT DE LA COUVERTURE FINANCIÈRE DE L'EXPLOITANT : LE SYSTÈME ÉTABLI EN VERTU DES LOIS NATIONALES ATOMIQUES

Comme on le sait, la limitation de la responsabilité pour dommages nucléaires représente l'un des principes résidant à la base des lois atomiques, mais les compagnies d'assurance ne sont pas à même de couvrir les risques d'un montant élevé. C'est pour cela que l'on prévoit, en général, la couverture au moyen de fonds fournis par l'Etat de la différence existant entre le plafond assuré et un certain plafond garanti par l'Etat lui même.

Un tel système est pratiqué par presque tous les Etats sur le territoire desquels il y a des installations nucléaires. Cependant on peut dégager, en ce qui concerne la nature même d'une telle intervention, deux catégories d'Etats, notamment ;

— ceux dont l'intervention est obligatoire jusqu'à un certain montant, et

— ceux où l'intervention n'est pas obligatoire au point de vue juridique, mais quand même possible.

Examinons ci-après la manière dont a été réglementée, par diverses lois nationales, l'intervention obligatoire de l'Etat en matière de dommages nucléaires.

Une telle garantie de l'Etat est présentée par l'*Atomgesetz* de la République Fédérale d'Allemagne, aux articles 36, 38 (1) et (3) et 39 (1), (2) et (3). Il y est décidé que l'intervention de l'Etat ne joue que dans le cas où se trouve engagée la responsabilité relevant d'installations nucléaires, après épuisement, à la suite de demandes en réparation, de la couverture obligatoire de l'exploitant. L'indemnisation à accorder par l'Etat est aussi limitée à un montant dont le plafond ne peut dépasser 500 millions de DM (soit 125 millions dollars), somme de laquelle il est

³ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 42.

à déduire assurément la garantie constituée, conformément à la loi, par l'exploitant nucléaire⁴. L'Etat ne couvre pourtant pas les dommages provoqués à l'installation ou encourus par la personne qui doit constituer la garantie financière (en l'espèce, l'exploitant), ou par celles qui effectuent des travaux se rapportant à l'installation⁵. Remarquons bien que l'Etat peut être exonéré de son obligation à réparation⁶ quand il s'agit de la faute intentionnelle de la personne bénéficiant de la garantie, mais les victimes elles-mêmes ont le droit d'être indemnisées, l'Etat pouvant se prévaloir du droit de recours à l'égard de la personne responsable de l'accident.

L'intitulé même de l'article 36 de l'*Atomgesetz* — *Freistellungsverpflichtung des Bundes* — nous porte à dire — nous citons J. P. Piérard — que „Le terme „*Verpflichtung*“ indique bien qu'il s'agit, dans le chef de l'Etat, d'une véritable obligation de garantir l'exploitant responsable et non d'une simple latitude d'intervention“⁷.

Quant à la pertinence juridique de l'obligation de l'Etat, elle est définie comme étant une garantie à l'égard de l'exploitant bénéficiaire d'une autorisation, par l'intermédiaire duquel l'Etat assure l'indemnisation des victimes. Par conséquent, celles-ci ne pourraient assigner directement l'Etat, mais elles doivent attendre que l'exploitant nucléaire ait demandé l'intervention de celui-ci⁸.

Afin d'assurer la sauvegarde des fonds publics décaissés en vue de restaurer les dommages causés lors d'un accident nucléaire, la loi prévoit un droit de recours de l'Etat :

— contre la personne à laquelle il s'est substitué en intervenant, bien qu'il n'y fût pas tenu, pour verser des indemnités aux victimes d'un dommage nucléaire ;

— contre le garant d'une personne en faveur de laquelle l'Etat a dû intervenir mais dont la responsabilité aurait dû être couverte par ledit redevable de la garantie⁹ ;

— contre l'assureur ou le redevable de la garantie qui a, sans son accord préalable, accepté de satisfaire à une demande en réparation, bien qu'il fût à prévoir que les indemnités allaient dépasser le montant de la garantie, en entraînant ainsi l'intervention de l'Etat. L'assureur ou le garant peuvent se défendre contre un pareil recours, en invoquant que leur décision était

⁴ Nous rappelons ici qu'en R. F. d'Allemagne, la garantie financière est établie pour chaque installation nucléaire, en fonction du danger qu'elle présente, par l'autorité administrative et est révisée tous les deux ans.

⁵ Cf. Législations nucléaires, *op. cit.*, p. 16.

⁶ Article 39 (1), (2) et (3) de l'*Atomgesetz*.

⁷ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 164.

⁸ *Ibidem*, p. 165.

⁹ Article 39 (4) de l'*Atomgesetz*.

basée sur la nécessité où ils se sont trouvés de ne pas commettre une iniquité manifeste¹⁰, en rejetant les demandes respectives.

L'intervention de l'Etat est limitée aussi dans le temps : „L'article 36 émet une condition à l'entrée en action de la garantie de l'Etat. Celle-ci ne joue qu'en faveur des installations qui auront obtenu leur permis d'exploitation avant le 31 décembre 1970 et dont l'activité aura débuté avant cette date¹¹. Mais le terme fixé par la loi peut être prolongé en base d'un arrêté administratif¹².

En conclusion, on peut affirmer que dans la République Fédérale d'Allemagne, l'intervention de l'Etat revêt le même caractère que celle des assureurs, puisqu'elle est obligatoire après épuisement des fonds affectés au titre de la garantie financière de l'exploitant.

Dans la loi atomique d'Autriche¹³, cette matière est réglementée aux articles 21, 22 et 23. Le système de l'intervention de l'Etat est similaire au système allemand de l'*Atomgesetz*, mais la loi autrichienne ne fixe aucun terme quant à la mise en oeuvre de la garantie de l'Etat. Selon l'article 21 (1), l'Etat a l'obligation de fournir des fonds publics au responsable des dommages pour satisfaire aux demandes en réparation intentées contre lui, au-delà du plafond de garantie qui lui est imposé, au cas où cette garantie n'a pas joué, ou si elle est éteinte, ou bien si elle s'est révélée insuffisante. La garantie supplémentaire de l'Etat est obligatoire et aussi limitée, car elle ne peut dépasser la somme de 500 millions de schillings (environ 20 millions dollars)¹⁴.

Dans l'intérêt de la sauvegarde des fonds publics affectés à de pareils dédommagements, l'article 21/(2) précise que l'Etat a un droit de recours contre les responsables prévus par la loi, lorsque ces derniers se sont rendus coupables d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle ou s'ils n'ont pas satisfait à leur devoir de constituer des garanties financières¹⁵ aux fins de couvrir leur responsabilité.

La législation italienne consacre elle aussi le principe de l'intervention de l'Etat, qui doit, au cas où les dommages excè-

¹⁰ Article 39 (5) de l'*Atomgesetz*, Cf. Législations nucléaires, *op. cit.*, pp. 16—17.

¹¹ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 166.

¹² L'idée de base du législateur allemand dans ce domaine est que l'intervention de l'Etat est une mesure transitoire, car la technologie nucléaire fera des progrès, tels que les appareils de sécurité en deviendront plus efficaces.

¹³ La loi fédérale autrichienne du 29 avril 1964, relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1964. Cf. Législations nucléaires, *op. cit.*, p. 22.

¹⁴ Article 23 (1) de la loi atomique autrichienne.

¹⁵ Cf. Législations nucléaires, *op. cit.*, p. 22.

dent la garantie financière de l'exploitant¹⁶, verser la partie excédentaire jusqu'à concurrence de 43.400 millions de livres (environ 69 millions dollars)¹⁷. Lorsque même cette somme serait insuffisante, il revient au tribunal compétent de décider sur une réduction proportionnelle de la réparation à assigner à chacune des personnes lésées (article 25 de la loi italienne).

La loi atomique des Pays-Bas¹⁸, qui comporte une réglementation semblable, dispose que si la garantie financière s'avère insuffisante pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation¹⁹, l'Etat devra mettre à la disposition de l'exploitant des fonds publics jusqu'à concurrence de 120 millions dollars, montant représentant la responsabilité maximale de l'exploitant²⁰, ainsi que la limite de l'intervention de l'Etat. Celui-ci a, évidemment, en vertu de la loi, le droit de recours.

En outre, la loi néerlandaise contient, à l'article 13, une disposition qui présente un intérêt particulier. Suivant cet article, lorsque l'exploitant est dans l'impossibilité de constituer une garantie financière à des conditions raisonnables, ce qui est constaté par le Ministère des Finances, celui-ci est habilité à émettre au compte de l'Etat des polices d'assurances en faveur de l'entreprise nucléaire, comme un assureur, ou de fournir à l'exploitant d'autres garanties financières aux conditions déterminées par lui²¹. Donc, aux termes de la loi l'intervention de l'Etat aux Pays-Bas, à la différence d'autres pays, est mise en action avant tout épuisement de la garantie financière, l'Etat agissant lui-même en qualité d'assureur, de sorte que, en vertu de l'article 13 précité, l'indemnisation à l'aide de fonds publics a lieu sur deux niveaux ; à savoir : premièrement l'Etat accorde des indemnités en tant qu'assureur, et ensuite il intervient au cas où la couverture financière de l'exploitant est insuffisante pour tous les dommages.

Citons encore la loi suédoise n° 45 du 8 mars 1968 portant sur la responsabilité nucléaire, entrée en vigueur le 1^{er} avril

¹⁶ Le montant de la responsabilité de l'exploitant italien ne peut pas dépasser 3.150 millions de livres (environ 5 millions dollars) ; Articles 19 et 20 de la loi italienne, *Gazzetta Ufficiale* du 30 janvier 1963.

¹⁷ Article 19 de la loi n° 1860 du 31 décembre 1962 sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, entrée en vigueur le 14 février 1963, *Gazzetta Ufficiale* du 30 janvier 1963.

¹⁸ Loi néerlandaise du 27 octobre 1965 sur la réglementation en matière de responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1966, publiée au Bulletin des Lois, Règlements et Décrets n° 546 du 31 décembre 1965.

¹⁹ Le montant maximal dont peut être tenu responsable un exploitant aux Pays-Bas est de 430 millions de florins (environ 120 millions dollars), par accident nucléaire. Cependant il est obligé d'avoir une couverture financière jusqu'à concurrence de 50 millions de florins seulement (environ 13,5 millions dollars).

²⁰ Cf. Législations nucléaires, *op. cit.*, p. 62.

²¹ *Ibidem*.

1968, en remplacement de la loi du 3 juin 1960, à caractère provisoire ²² et laquelle a été adoptée aux fins de mettre d'accord la législation nationale avec les conventions internationales dans le domaine, dont la Suède est signataire ²³.

Ce sont les articles 29 et 31 devant être mis en application en vertu d'un décret royal après l'entrée en vigueur de la Convention de Bruxelles, qui ont pour objet de réglementer l'intervention de l'Etat.

Selon l'article 29 (a) de la loi suédoise, au cas où les sommes servant à couvrir la responsabilité de l'exploitant d'une installation nucléaire de Suède ou d'un autre Etat signataire de la Convention complémentaire de Bruxelles seraient insuffisantes à satisfaire aux demandes en réparation, l'Etat s'oblige à faire dédommager à l'aide de fonds publics les parties qui ont été lésées en Suède. Dans ce cas, le montant total des réparations accordées par l'exploitant et par l'Etat ne pourra dépasser le maximum de 120 millions dollars.

Il est prévu encore, à l'article 28, une intervention subsidiaire de l'Etat, dans les limites du montant maximum fixé pour l'exploitant, au cas où celui-ci ou son assureur sont défaillants. Mais l'Etat a contre ceux-ci un droit de recours ²⁴.

Enfin, la loi suédoise, qui est, à notre avis, une des lois les plus complètes en la matière, prend en considération aussi les dommages nucléaires qui n'ont pu être couverts par la garantie financière de l'exploitant ou à l'aide de fonds publics, en base de l'article 29, et pour lesquels on dispose qu'une réparation sera accordée aux victimes, en vertu d'une décision qui sera prise par le Gouvernement et le Parlement.

En passant à l'examen de la loi britannique où l'intervention de l'Etat est prévue aux articles 16 (3) et 18 (1), il nous faut remarquer que, à la différence de la loi italienne, cette loi pose, à son article 13, le principe d'un dédommagement intégral des personnes lésées, même si la garantie de l'exploitant est épuisée à la suite des demandes en réparation intentées devant les tribunaux du Royaume Uni. Après épuisement de la garantie, les demandes seront dirigées contre l'autorité compétente du siège de l'exploitant et les fonds publics nécessaires, pour satisfaire à toutes les demandes fondées, jusqu'à la concurrence d'un montant total de 120 millions dollars, seront fournis par le Parlement. Celui-ci doit encore décider sur le montant et les moyens propres à couvrir des dommages pouvant dépasser cette dernière limite de responsabilité ²⁵.

²² Bulletin de Droit Nucléaire n° 4/1969, p. 37.

²³ Il s'agit en l'occurrence de la Convention de Paris et de la Convention complémentaire de Bruxelles.

²⁴ Cf. Bulletin de Droit Nucléaire, *loc. cit.*, p. 43.

²⁵ Cf. Législations nucléaires, *op. cit.*, p. 69.

Rappelons que le montant maximum de la responsabilité prévu à l'article 18 (1) de la loi britannique²⁶, aux fins de satisfaire aux demandes formulées aux termes de la législation d'un pays contractant²⁷ contre un exploitant nucléaire du Royaume-Uni, a été fixé à 14 millions dollars, la différence éventuelle jusqu'à un total de 120 millions dollars représentant la garantie de l'Etat qui est mise à la disposition des victimes, comme nous l'avons montré, en vertu d'une décision du Parlement.

La loi atomique danoise²⁸ prévoit aux articles 29, 30 et 32, dans la mesure où la garantie financière limitée²⁹ de l'exploitant s'est révélée insuffisante, l'octroi d'allocations d'Etat au titre d'indemnités dues aux victimes d'un dommage nucléaire³⁰ : „De son côté l'Etat possède des droits de recours contre la ou les personnes physiques qui ont causé intentionnellement des dommages ayant entraîné son intervention. Enfin, il possède également des droits de recours contre l'exploitant si celui-ci n'a pas souscrit une assurance appropriée, ou contre l'exploitant et l'assureur si ce dernier n'a pas satisfait à ses obligations“³¹.

Les lois atomiques des pays signataires de la Convention complémentaire de Bruxelles contiennent, en général, des dispositions semblables quant à l'intervention de l'Etat en matière de réparation des dommages nucléaires ; même si l'on n'a pas encore adopté une pareille législation, les Etats participants sont tenus à intervenir dans la réparation des dommages nucléaires après épuisement de la garantie financière de l'exploitant, en vertu des engagements découlant de ladite Convention.

Arrêtons-nous quelque peu sur le système existant dans ce domaine, aux pays qui ne sont pas parties de la Convention complémentaire de Bruxelles, en exposant en premier lieu la situation constatée aux Etats-Unis.

Vu que selon le *Nuclear Energy Act* de 1964 l'Etat était exonéré de toute responsabilité au cas d'un sinistre atomique et que la responsabilité de l'exploitant était soumise à une limitation fixée par l'*Atomic Energy Commission*, c'est à un système de réassurance gouvernementale que l'on passe tout d'abord, pour faire bénéficier les victimes d'une protection efficace : „La

²⁶ La loi britannique de 1965 sur les installations nucléaires, entrée en vigueur le 1^{er} décembre 1965. Législations nucléaires, *op. cit.*, p. 65.

²⁷ Législations nucléaires, *op. cit.*, p. 69.

²⁸ Loi danoise n° 170 du 16 mai 1962 sur les installations nucléaires, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1962. Législations nucléaires, *op. cit.*, p. 31.

²⁹ Le plafond de la garantie financière de l'exploitant est fixé à 70 millions de couronnes (environ 15 millions dollars), pour chaque accident. Le Ministère de la Justice peut, compte tenu de l'installation et des circonstances, fixer un autre montant qui ne saurait être inférieur à 15 millions dollars.

³⁰ Article 29 de la loi atomique danoise.

³¹ Cf. Législations nucléaires, *op. cit.*, p. 33.

Commission ayant préalablement déterminé la couverture financière d'après le critère du montant disponible sur le marché des assurances, le surplus était, en cas de dépassement de ce chiffre par des indemnités trop nombreuses, offert en réassurance auprès du gouvernement des Etats-Unis. Ce système fut vivement critiqué par les assureurs. Ils mettaient en avant le fait que, en dépit de l'instauration d'un mécanisme de réassurance, ils restaient originairement tenus pour le tout — dans une mesure qui dépassait leurs possibilités individuelles — et ils craignaient de voir éventuellement l'Etat réassureur dégager sa responsabilité d'une manière ou d'une autre³².

Ensuite, l'amendement Price-Anderson institua l'intervention de l'Etat, en base d'une convention d'indemnisation que l'exploitant, bénéficiaire de l'autorisation requise, devait conclure, conformément aux dispositions de la Section 170, avec l'*Atomic Energy Commission*. Selon l'article 170 (c), le titulaire d'une autorisation délivrée dans la période allant du 30 août 1954 au 1^{er} août 1957, ainsi que toute personne indemnisée³³ peuvent être dégagés de leur responsabilité au cas où celle-ci dépasserait la couverture financière³⁴ prévue par la loi pour obtenir l'autorisation, en base de cette convention aux termes de laquelle ladite Commission assume l'obligation d'indemniser les victimes. Au point de vue juridique, la Convention en question est un véritable contrat que la loi impose tant à l'exploitant qu'à la Commission qui ne peut ne pas y souscrire du moment que la conclusion de ce contrat lui est réclamée³⁵ par l'exploitant ayant satisfait aux conditions exigées pour l'obtention de l'autorisation nécessaire.

Le montant maximum de la responsabilité des personnes bénéficiant d'une Convention d'indemnisation est, par accident, de 300 millions de dollars, somme qui, additionnée à la garantie financière du contractant ou du titulaire de l'autorisation, ne doit pas dépasser un montant total de 560 millions de dollars³⁶.

Cependant, quelques restrictions ont été apportées à ce principe, notamment :

— En vertu d'un amendement, au cas où le montant de la garantie fournie par les *pools* d'assurances privés dépasse

³² J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 285.

³³ Dans la législation des Etats-Unis le terme „personne indemnisée“ désigne la personne avec laquelle une convention d'indemnisation est passée ou toute autre personne dont la responsabilité civile peut se trouver engagée et non la victime d'un accident nucléaire.

³⁴ Cf. Législations nucléaires, *op. cit.*, pp. 42—43.

³⁵ Cf. J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 43.

³⁶ Cf. Législations nucléaires, *op. cit.*, p. 43.

60 millions de dollars, cette somme est déduite du montant fourni par l'Etat ³⁷.

— L'intervention de l'Etat est limitée aussi à un montant de 100 millions de dollars, lorsque l'accident nucléaire survient en dehors des Etats-Unis, mais qu'il met en cause une installation ou un équipement constituant la propriété des Etats-Unis ou qui sont utilisés sous son contrôle ou en exécution d'un contrat conclu avec les Etats-Unis.

Un système à peu près semblable a été institué au Japon : conformément aux dispositions des articles 10 (1) de la loi n°147 et 2 et 3 de la loi n°148 ³⁸, le gouvernement est autorisé à conclure une convention avec l'exploitant nucléaire, s'engageant à indemniser celui-ci de tous les versements faits au titre de réparation pour dommages nucléaires non couverts par une assurance, à savoir :

- dommages nucléaires causés par un tremblement de terre ou une éruption volcanique ;
- dommages nucléaires causés par l'exploitation normale du réacteur ;
- pour tout autre dommage nucléaire à déterminer par arrêté gouvernemental.

Le montant de la garantie de responsabilité incluse dans la convention est équivalent à la somme de la couverture financière, comme prévu à l'article 4 de la loi n° 184. En outre, on envisage aussi un droit de recours pour l'Etat. Le système japonais, à la différence du système américain, est plus élastique. En effet, vu qu'il ne s'agit pas ici d'une intervention complémentaire de la garantie financière mais bien d'un remplacement de celle-ci, l'article 13 (3) de la loi n° 148 dispose que la convention d'indemnisation peut être révoquée à la demande de l'exploitant, lorsque celui-ci a constitué une garantie autre que celle qui a fait l'objet de la convention.

On peut conclure de ce qui précède que tous les Etats, hormis le Japon, ont admis le principe d'une intervention de l'Etat aux côtés de l'exploitant, en matière de dommages nucléaires.

³⁷ Extension de l'amendement, faite le 29.IX.1965.

³⁸ Le 17.VI.1961 ont été promulguées au Japon les lois n° 147 relative à l'indemnisation des dommages nucléaires et n° 148 relative à l'établissement des Conventions d'indemnisation pour la réparation des dommages nucléaires. Elles sont entrées en vigueur le 15.III.1962 ; Législations nucléaires, *op. cit.*, p. 53.

SECTION II. L'INTERVENTION DE L'ÉTAT APRÈS ÉPUISEMENT DE LA COUVERTURE FINANCIÈRE DE L'EXPLOITANT RÉSULTANT DES OBLIGATIONS INTERNATIONALES. LE MÉCANISME INSTAURÉ PAR LA CONVENTION COMPLÉMENTAIRE À LA CONVENTION DE PARIS DU 29 JUILLET 1960 SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Ainsi qu'il a été constaté, les lois atomiques internes, sauf celle du Japon dont le régime plus flexible vient d'être exposé, ont reconnu d'une manière ou d'une autre³⁹ le principe de l'intervention de l'Etat après l'épuisement de la couverture financière de l'exploitant. Les motifs qui ont déterminé l'adoption d'un tel principe juridique sur le plan national, ont amené les Etats à envisager également une solution au point de vue du droit international. Lors de l'examen des règles de base des Conventions de Paris et de Vienne, nous avons fait ressortir l'importance qu'aurait présentée l'insertion dans ces textes du principe de l'intervention obligatoire de l'Etat⁴⁰.

Il nous reste maintenant à examiner le système nouveau et d'un intérêt tout particulier de coopération entre Etats dans le domaine de l'intervention de l'Etat en matière de dommages nucléaires, système institué par la Convention de Bruxelles. Cette Convention complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire a été signée à Bruxelles le 31 janvier 1963 par les représentants des pays ci-après : Belgique, Danemark, France, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et le Royaume-Uni. C'était là le résultat de la Conférence internationale convoquée par le gouvernement belge et tenue du 28 au 31 janvier 1963 à Bruxelles. Y prirent part les représentants des Etats suivants : la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie, des observateurs ayant également été envoyés par les Etats-Unis, la Grèce ainsi que par certaines organisations internationales.

Pour ce qui est des travaux antérieurs à ladite Conférence, il nous faut prendre comme point de départ l'article 98 du Traité de Rome, dont nous rendons le teneur : „Les Etats membres prennent toutes mesures nécessaires afin de faciliter la

³⁹ Nous pensons surtout à la différence qui existe entre les lois atomiques quant à la nature de l'intervention qui est qualifiée comme obligatoire, parfois facultative, allant jusqu'au système contractuel aux Etats-Unis.

⁴⁰ Voir les pages

conclusion de contrats d'assurance relatifs à la couverture du risque nucléaire. Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, le Conseil, après consultation de l'Assemblée, arrête à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission qui demande au préalable l'avis du Comité économique et social, les directives touchant les modalités d'application du présent article“.

En exécution des prévisions de cet article et aux fins d'élaborer les principes généraux du domaine de la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, pour rendre possible l'assurance du risque nucléaire, il a été constitué en 1957 un groupe de travail du Comité européen des assurances, qui devait rédiger un projet de Convention à ce sujet, destiné en principe aux pays membres de l'*Euratom*, bien qu'ouvert à l'adhésion de tout autre Etat. Le projet de convention, élaboré par ce groupe, énonçait, dans ses 18 articles, des principes généraux et ne comportait ni l'intervention de l'Etat, ni l'indemnisation des dommages moraux, la responsabilité pour lésions corporelles étant limitée à un montant de 10.000 dollars. Vu que de telles dispositions ne pouvaient plus répondre aux exigences de la nouvelle industrie, on institua une Commission européenne de l'énergie atomique ayant pour tâche de mettre au point une Convention complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine nucléaire. Au mois de janvier 1963, à l'issue des réunions et discussions auxquelles prirent part les membres de cette Commission, le texte de la Convention fût adopté : „L'originalité de la „Convention du 31 janvier 1963 complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire“, — communément désignée sous l'appellation contractée „Convention complémentaire de Bruxelles“ —, réside en ce qu'elle institue pour les dommages causés par un accident nucléaire un régime de réparation qui fait jouer la solidarité nationale et internationale entre les pays signataires, alors que les régimes instaurés tant par la Convention de Paris précitée que par la Convention de Vienne du 21 mai 1963, ne comportent pas des indemnisations complémentaires au moyen de fonds publics, venant parfaire celle qui découle de la responsabilité plafonnée de l'exploitant“⁴¹. Un tel caractère complémentaire par rapport à la Convention de Paris du 29 juillet 1960,

⁴¹ Maurice Lagorce, „La Convention complémentaire de Bruxelles et son fonds de garantie mutuelle intergouvernemental“, *Cours sur les aspects juridiques de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique*, Vienne, 16—26 avril 1963, PL-284, p. 1.

est attesté par le préambule de la Convention de Bruxelles⁴², ainsi que par nombre de références insérées dans le texte même de celle-ci : „Cela est tellement vrai, que seules pourront adhérer à la Convention Euratom (Convention de Bruxelles, *note de l'auteur*), les parties ayant ratifié le Traité de Paris“⁴³.

Aussi, les définitions et les règles de réparation édictées par la Convention de Paris sont-elles valables pour la Convention de Bruxelles et les dispositions de celle-ci s'appliquent-elles, sous certaines réserves, aux installations visées par la Convention de Paris. Leur durée de validité est la même, comme il est prévu à l'article 23⁴⁴ de la Convention de Bruxelles.

— *Champ d'application de la Convention de Bruxelles.*

Ayant un caractère complémentaire, la Convention de Bruxelles vise, en ce qui concerne l'étendue de son champ d'application, seulement les réparations des dommages causés par un accident nucléaire dont la responsabilité incombe, suivant la Convention de Paris, à l'exploitant d'une installation située sur le territoire d'une Partie contractante aux deux Conventions. Donc, les accidents survenus dans leur entier sur le territoire d'un Etat non contractant ne relèvent pas du régime conventionnel, sauf disposition législative contraire prise par la Partie contractante de l'installation concernée (art. 2, Convention de Paris), avec le consentement des Parties contractantes à la Convention de Bruxelles (art. 14, b). A ce sujet, M. Lagorce fait remarquer : „Corrélativement, la Convention complémentaire ne peut jouer que dans la mesure où les tribunaux d'une Partie contractante aux deux Conventions sont compétents, conformément à la Convention de Paris, exigeance toute logique si l'on considère que le tribunal compétent décidera du montant de la réparation dont les Etats signataires devront à un titre ou à un autre supporter la plus grande partie de la charge“⁴⁵. De plus, selon l'article 2, a, ii) de la Convention, les installations concernées devraient figurer sur la liste des installations nucléaires à

⁴² „Les Hautes Parties Contractantes...“ Parties à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, conclue dans le cadre de l'Organisation européenne de coopération économique.

„Désireuses d'apporter un complément aux mesures prévues dans cette Convention, en vue d'accroître l'importance de la réparation des dommages qui pourraient résulter de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques“.

„Sont convenues de ce qui suit...“.

⁴³ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 402.

⁴⁴ Article 23 de la Convention de Bruxelles, *Annuaire européen*, vol. XI, 1963, pp. 282—298.

a) La présente Convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la Convention de Paris“.

⁴⁵ Maurice Lagorce, *loc. cit.*, p. 4.

usage pacifique, que les Parties établissent au moment de leur adhésion et qu'elles doivent tenir à jour. Pourtant, dans une annexe faisant partie intégrante de la Convention, les Parties contractantes s'obligent à réparer les dommages pour lesquels est responsable un exploitant dont l'installation ne figurerait pas, en raison de son utilisation, sur la liste de celles à usage pacifique, en s'efforçant de rendre les règles se rapportant à cette réparation aussi proches que possible des dispositions respectives prévues par la Convention.

En outre, ainsi qu'il a été noté : „La Convention complémentaire ajoute aux conditions précédentes relatives au lieu et à la nature de l'installation, au lieu de l'accident et à la compétence des conditions supplémentaires ayant trait au lieu des dommages, et dans certains cas à la nationalité des victimes⁴⁶, faisant usage en cela de la faculté donnée par l'article 15, b de la Convention de Paris d'édicter des exigences particulières dérogeant à la règle de non-discrimination entre les victimes“⁴⁷.

— Mécanisme institué par la Convention

On n'est pas sans se rappeler que les lacunes les plus graves de la Convention de l'OECE consistaient dans l'établissement d'une limite trop basse du minimum de responsabilité (5 millions de dollars), ainsi que dans l'absence de toute prescription touchant l'obligation à assumer par les Etats membres en ce qui concerne leur intervention dans la réparation des dommages causés par l'énergie atomique, l'intervention de ceux-ci ayant, selon ladite Convention, un caractère facultatif.

C'est aux fins de remédier à de tels manques que l'article 3 de la Convention de Bruxelles prescrit que les Parties contractantes s'engagent à réparer les dommages en cause à concurrence de 120 millions dollars par accident. Le système que la Convention a établi comporte quant au dédommagement des victimes — et c'est là son originalité — trois étages successifs, notamment : la garantie financière privée de l'exploitant, l'intervention de l'Etat au niveau national, et, enfin, une couverture publique collective relevant de l'ensemble des signataires de la Convention.

Ainsi, le processus habituel a pour point de départ ce premier étage, qui est constitué par l'indemnisation effectuée à l'aide des fonds de la couverture financière exigée de l'exploitant responsable, telle que police d'assurances, autre garantie privée ou, éventuellement publique, dont le montant est fixé par la législation des pays membres et sur le territoire desquels se

⁴⁶ Il y a par exemple le cas des victimes qui ont subi le dommage sur un navire ou aéronef en haute mer ou au-dessus, les seuls ressortissants d'une Partie contractante aux deux Conventions étant indemnisés.

⁴⁷ Maurice Lagorce, *op. cit.*, p. 5.

trouve l'installation⁴⁸. Quant à la portée de cette indemnisation, on note : „Le plafond de ce premier étage se situera généralement selon toute vraisemblance entre 5 millions d'unités de compte AME — chiffre minimum de la responsabilité de l'exploitant — et 15 millions d'unités de compte — chiffre maximum inscrit dans la Convention de Paris —, tout dépassement de ce montant entraînant l'obligation d'apporter à l'exploitant, en quelque sorte à titre privé, la garantie d'Etat correspondante, en raison de l'impossibilité d'obtenir sur le marché d'assurance nucléaire, tout au moins dans la conjonction actuelle, une garantie atteignant ce niveau“⁴⁹.

Le deuxième étage est représenté par l'intervention obligatoire de l'Etat sur le territoire duquel se trouve située l'installation nucléaire relevant de l'exploitant dont la responsabilité est mise en cause. On fait remarquer au sujet de cette intervention : „Les fonds publics relayeront la couverture financière après épuisement de celle-ci, et seront fournis jusqu'à ce que, additionnés aux fonds prévus dans la première tranche, ils atteignent la chiffre de 70 millions de dollars“⁵⁰.

Au-delà de ce dernier chiffre, nous sommes en présence du troisième étage : c'est l'indemnisation au moyen de fonds publics sous forme d'une contribution effectuée par l'ensemble des Etats contractants, qui intervient jusqu'à un plafond de 120 millions dollars.

— Délais de prescription

L'article 6 de la Convention de Bruxelles prescrit un délai de dix ans à compter du moment de l'accident nucléaire qui entraîne la déchéance, un autre délai de 20 ans à partir de la date du vol, de la perte, du jet par-dessus bord ou de l'abandon de matières nucléaires, produits ou déchets radioactifs, étant établi d'une manière subsidiaire. En ce qui concerne d'autres délais, M. Lagorce fait la remarque suivante : „Quant à la faculté ouverte par la Convention de Paris d'instituer un délai supplémentaire de déchéance ou de prescription de deux ans au moins à compter du moment où le lésé a eu connaissance du dommage et de l'exploitant responsable — ou du moment où il a dû raisonnablement en avoir connaissance — l'article 7 de la Convention complémentaire en limite l'usage à la création d'un délai de prescription uniforme de 3 ans“⁵¹. En ce qui concerne le délai d'extinction de dix ans, il y a lieu d'observer qu'en vertu de la Convention de Paris, ce délai peut être prolongé, tandis que la Convention de Bruxelles porte, à l'article 6 : „pour le calcul des fonds à allouer en vertu de la présente Convention,

⁴⁸ Article 7 (b) de la Convention de Paris.

⁴⁹ Maurice Lagorce, *loc. cit.*, p. 7.

⁵⁰ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 407.

⁵¹ Maurice Lagorce, *loc. cit.*, p. 8.

seuls sont pris en considération les droits à réparation exercés dans un délai de dix ans à compter de l'accident nucléaire". Cette prescription décennale est obligatoire seulement pour „l'évaluation des dommages indemnifiables en vertu de la présente Convention“⁵² et „Il s'ensuit que, conformément à l'article 8 c) de la Convention OEEC, „chaque Partie contractante peut fixer un délai de déchéance supérieur à dix ans, pour l'introduction des actions en réparation, mais dans ce cas, les droits à réparation exercés au-delà du délai prescrit par la présente Convention ne sont pas opposables aux autres Parties contractantes“⁵³.

— Réparation du dommage

L'article 8 de la Convention complémentaire de Bruxelles pose le principe théorique de la réparation intégrale des dommages causés, en prescrivant aussi le recours à l'équité, au cas où le montant total des demandes à satisfaire dépasse le plafond de 120 millions de dollars ou celui, éventuellement plus élevé, pouvant résulter du cumul de responsabilités prévu à l'article 5, b) de la Convention de Paris⁵⁴.

Il est à souligner encore que l'article 8 de la Convention de Bruxelles confirme le principe selon lequel „...les droits à réparation sont accordés conformément aux dispositions prévues par le droit national“⁵⁵.

— Règles de procédure

Pour ce qui est de la portée de telles règles, on peut citer : „L'introduction du principe de l'intervention obligatoire des Etats à l'échelle internationale, a rendu nécessaire l'adoption de dispositions réglementant cette intervention, et toute une série d'articles de la Convention édicte des règles de sauvegarde des fonds publics consacrés par les Gouvernements à la réparation des dommages d'origine nucléaire. Il s'agit tout d'abord des règles applicables en cas de cumul de responsabilités, de telle

⁵² Article 6 de la Convention complémentaire de Bruxelles.

⁵³ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 410—411.

⁵⁴ Article 8 de la Convention complémentaire de Bruxelles, *op. cit.*, p. 288 : „Toute personne bénéficiant des dispositions de la présente Convention a droit à la réparation intégrale du dommage subi, conformément aux dispositions prévues par le droit national. Toutefois, chaque Partie contractante peut fixer des critères de réparation équitables pour le cas où le montant des dommages dépasse où risque de dépasser :

i) 120 millions d'unités de compte, ou

ii) la somme la plus élevée qui résulterait d'un cumul de responsabilités en vertu de l'article 5 b) de la Convention de Paris.

⁵⁵ „Droit des Communautés européennes“, *Les Nouvelles (Bruxelles, 1969)*, p. 1187.

sorte que l'intervention des fonds publics ne joue que dans la limite d'une indemnisation totale de 120 millions d'u/c AME, pour un seul accident"⁵⁶.

Au cas où les fonds publics relèvent de plusieurs Parties contractantes, la charge de chacune de ces Parties est proportionnelle au nombre de ses installations impliquées dans l'accident nucléaire⁵⁷.

Et encore, „L'article 5 traite des recours dont peut disposer un exploitant aux termes de la Convention de Paris, et oblige chaque Partie contractante à prendre des dispositions législatives pour que toute partie qui a alloué des fonds publics puisse également bénéficier de ce droit de recours. De plus, est inscrite dans cet article, la faculté d'instituer un recours permettant la récupération des fonds publics à l'encontre de l'exploitant, dont la faute serait démontrée"⁵⁸.

La sauvegarde des fonds publics constitue de même l'objectif des articles 3 d)⁵⁹ et 9 c)⁶⁰ de la Convention qui délimitent nettement les obligations revenant aux exploitants de celle qui incombent aux fournisseurs de fonds publics. Ainsi, les Parties contractantes ne sont obligées d'allouer des fonds publics qu'après que les fonds du premier étage (ceux de la couverture financière) aient été épuisés.

Les modalités d'octroi d'allocations publiques sont déterminées, en vertu de l'article 9, par la Partie contractante dont les

⁵⁶ Article 4 a) de la Convention complémentaire de Bruxelles : „Si un accident nucléaire entraîne un dommage qui implique la responsabilité de plusieurs exploitants, le cumul de responsabilités prévu à l'article 5 b) de la Convention de Paris ne joue, dans la mesure où des fonds publics visés à l'article 3 (b), (ii) (iii) doivent être alloués, qu'à concurrence d'un montant de 120 millions d'unités de compte“.

⁵⁷ Article 4 b) de la Convention complémentaire de Bruxelles : „Le montant global des fonds publics alloués en vertu de l'article 3 b) (ii) et (iii) ne peut dépasser, dans ce cas, la différence entre 120 millions d'unités de compte et le total des montants déterminés pour ces exploitants conformément à l'article 3 b) i) ou, dans le cas d'un exploitant dont l'installation nucléaire est située sur le territoire d'un Etat non-contractant à la présente Convention, conformément à l'article 7 de la Convention de Paris. Si plusieurs Parties contractantes sont tenues d'allouer des fonds publics, conformément à l'article 3 b) ii), la charge de cette allocation est répartie entre elles au prorata du nombre des installations nucléaires situées sur le territoire de chacune d'elles qui sont impliquées dans l'accident nucléaire et dont les exploitants sont responsables“.

⁵⁸ Maurice Lagorce, *loc. cit.*, p. 9.

⁵⁹ Article 3 d) de la Convention complémentaire de Bruxelles : „Les créances découlant de l'obligation pour l'exploitant de réparer des dommages ou de payer des intérêts et dépens au moyen des fonds alloués conformément aux paragraphes b), ii) et iii) et p) du présent article ne sont exigibles à son égard qu'au fur et à mesure de l'allocation effective de ces fonds“.

⁶⁰ *Ibidem*, article 9 c) : „Aucune Partie contractante n'est tenue d'allouer les fonds publics visés à l'article 3 b) ii) et iii) tant que des fonds visés à l'article 3 b) i) restent disponibles“.

tribunaux sont compétents, conformément à l'article 13 de la Convention de l'OECE, aux fins d'assurer le principe de l'unité de procédure.

Aussi, la Partie contractante dont les tribunaux sont compétents est-elle tenue à :

— consulter l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'installation en vue d'adopter des mesures relatives à la nature, à la forme et à l'étendue de la réparation et aux modalités de répartition des fonds publics du deuxième étage et pour permettre à ladite Partie contractante d'intervenir dans le procès et de participer aux transactions concernant la réparation⁶¹ ;

— allouer les fonds publics du deuxième étage à la place de la Partie sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable, à condition de se faire rembourser par celle-là—ultérieurement⁶² ;

— informer toutes les Parties contractantes, dès que la réparation des dommages d'origine nucléaire risque de faire jouer le troisième étage d'intervention⁶³. La Partie contractante dont les tribunaux sont compétents possède aussi le pouvoir exclusif de demander et d'attribuer les fonds publics du troisième étage⁶⁴, ainsi que celui d'user, le cas échéant, au nom et

⁶¹ Article 11 b) de la Convention complémentaire de Bruxelles : „Dans l'adoption de toutes dispositions législatives, réglementaires ou administratives postérieures au moment de l'accident nucléaire et relatives à la nature, à la forme et à l'étendue de la réparation, aux modalités d'allocation des fonds publics visés à l'article 3 b) ii) et, le cas échéant, aux critères de répartition de ces fonds, la Partie contractante dont les tribunaux sont compétents consulte la Partie contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable. En outre, elle prend toutes mesures nécessaires pour permettre à celle-ci d'intervenir dans les procès et de participer aux transactions concernant la réparation“.

⁶² Article 11 a) de la Convention complémentaire de Bruxelles : „Si les tribunaux compétents relèvent d'une Partie contractante autre que celle sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable, les fonds publics visés à l'article 3 b) ii) et p) sont alloués par la première de ces Parties. La Partie contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable rembourse à l'autre les sommes versées. Ces deux Parties contractantes déterminent d'un commun accord les modalités de remboursement“.

⁶³ *Ibidem*, article 10 (a) :

„La Partie contractante dont les tribunaux sont compétents est tenue d'informer les autres Parties contractantes de la survenance et des circonstances d'un accident nucléaire dès qu'il apparaît que les dommages causés par cet accident dépassent ou risquent de dépasser le montant de 70 millions d'unités de compte. Les Parties contractantes prennent sans délai toutes dispositions nécessaires pour régler les modalités de leurs rapports à ce sujet“.

⁶⁴ Article 10, b) de la Convention complémentaire de Bruxelles : „Seule la Partie contractante dont les tribunaux sont compétents peut demander aux Parties contractantes l'allocation des fonds publics visés à l'article 3 b) iii) et f) et a compétence pour attribuer ces fonds“.

pour le compte des autres Parties contractantes, des recours ouverts pour la récupération des fonds publics alloués par elles ⁶⁵.

Il importe de mentionner aussi, selon M. Lagorce, la „Dernière mesure de sauvegarde des fonds publics : une Partie contractante peut toujours conclure avec un Etat non-contractant un accord bilatéral prévoyant une indemnisation à l'aide des fonds publics. Encore faut-il noter que cet accord ait reçu le consentement des autres Parties contractantes et que les réparations consenties ne soient pas plus favorables que celles de la Convention“ ⁶⁶.

— Base de la répartition

L'un des problèmes soulevés par l'application de la Convention de Bruxelles est celui de la clé ou de la base pouvant servir à la détermination de la quote-part qui revient à chacune des Parties contractantes dans le dédommagement des victimes au troisième niveau de l'intervention. Il va de soi qu'on ne peut imposer la même contribution au Grand-Duché du Luxembourg et à la République Fédérale d'Allemagne par exemple. La répartition pourrait s'opérer soit en base de la capacité financière des Etats, soit en tenant compte des risques potentiels que présentent les installations nucléaires des Parties contractantes. L'article 12 de la Convention de Bruxelles a adopté un double critérium, dont il est tenu compte en proportions égales, à savoir : le critère de la capacité financière (le revenu national), et celui de la puissance thermique développée par les réacteurs utilisés dans le pays respectif (à défaut d'une estimation valable concernant les risques potentiels).



La Convention de Bruxelles présente une importance particulière du fait qu'elle a établi, pour la première fois, un cadre juridique pour la coopération des Etats dans le domaine de la responsabilité nucléaire, ceux-ci se solidarisant en vue de faire accroître les fonds destinés au dédommagement des victimes d'un accident nucléaire. Grâce à cet instrument juridique, les disponibilités financières affectées aux victimes de ces dommages ont pu passer de 5 millions dollars.

Cette intervention obligatoire des Etats, basée sur le principe d'une garantie mutuelle intergouvernementale, est réalisée par l'intermédiaire du système dénommé „le système d'intervention à trois étages“, qui fut une création tout à fait nouvelle,

⁶⁵ Article 10 c) de la Convention complémentaire de Bruxelles : „Cette Partie Contractante exerce, le cas échéant, les recours visés à l'article 5 pour le compte des autres Parties contractantes qui auraient alloué des fonds publics au titre de l'article 3 b) iii) et f).

⁶⁶ Maurice Lagorce, *loc. cit.*, p. 11.

imaginée par les auteurs de la Convention de Bruxelles. Aussi, on ne peut plus retenir le grief qui a été formulé à l'encontre de la Convention de Paris, touchant le fait que ce document ne préconisait pas une intervention obligatoire de l'Etat dans le processus de dédommagement des victimes.

La solution adoptée à Bruxelles constitue un premier exemple de la volonté de coopération entre Etats, sur le plan international, pour assurer aux victimes d'un accident nucléaire une protection plus efficace, ainsi que pour faire promouvoir la nouvelle industrie dans des buts pacifiques.

SECTION III. L'INTERVENTION DE L'ETAT EN CE QUI CONCERNE LES DOMMAGES DIFFÉRÉS ET ANONYMES

Nous ne pouvons conclure ce chapitre traitant de l'intervention de l'Etat en matière de dommages nucléaires, sans nous attarder tant soit peu sur les dommages différés et les dommages non-identifiés. Le régime de ceux-ci s'insère dans le droit atomique qui représente un système logique dont les règles reflètent les traits caractérisant la nouvelle source d'énergie. Les institutions s'y rapportant sont liées les unes aux autres, tels le régime et la notion de dommages différés et anonymes qui ont leur raison d'être tant dans le système de la responsabilité objective que dans le régime de la prescription instituée dans le droit atomique.

1. *Dommages futurs ou différés et dommages non-identifiés*

La responsabilité d'un exploitant nucléaire n'est plus engagée après les délais de prescription ou d'extinction des droits à faire valoir par les victimes d'un accident nucléaire, délais qui ont été fixés, comme il a été montré, à dix ou trente ans à compter de la date du sinistre atomique. L'adoption de ces délais représente un compromis entre la tendance exprimée par les assureurs qui insistaient sur la nécessité d'une limitation plus accusée dans le temps de leurs engagements, et les données de la science médicale touchant l'apparition tardive des effets d'une exposition aux radiations nucléaires. „Le fait que les manifestations d'une exposition peuvent apparaître avec un retard considérable allant jusqu'à 35 ans présente une signification particulière surtout en ce qui concerne l'établissement du système de la limitation“⁶⁷.

⁶⁷ E. Blythe Stason, Samuel D. Estep, William J. Pierce, *Atoms and the Law*, *op. cit.*, p. 506 : "The fact that the manifestations of exposure may be delayed for considerable periods of time, up to at least thirty-five years, is significant particularly for purposes of the statute of limitations question".

Donc, il y a des dommages pouvant se manifester après le délai de prescription et lesquels n'entraînent plus la responsabilité de l'exploitant. C'est le cas des effets différés quand on peut découvrir l'existence et l'origine du dommage plus de dix ans après l'événement dommageable, mais il y a aussi des situations où, tout en connaissant l'origine et l'auteur du dommage, la victime ne peut se rendre compte de l'étendue véritable que peut avoir le dommage.

Prenons, pour illustrer cette situation, le cas d'une personne qui, ayant subi un dommage d'origine nucléaire dont elle connaît l'auteur, a intenté, dans le délai de deux ans prévu par certaines lois atomiques dans cette hypothèse, l'action en réparation, en obtenant par voie de justice la compensation pour le dommage tel qu'il se manifestait à la date respective. Même dans l'hypothèse où un délai de deux ans ne serait pas prescrit, la victime est intéressée à obtenir une réparation le plus tôt possible, pour pouvoir bénéficier des fonds constituant la couverture de l'exploitant dont la responsabilité est limitée. C'est, comme il a été noté, un des aspects du problème des dommages futurs. Mais, après avoir obtenu satisfaction à la date de l'action, la victime peut se trouver, par suite de la progression de la maladie et après expiration du délai de prescription, avoir subi un dommage de beaucoup plus important.

Une pareille manifestation des dommages futurs ou différés peut comporter des situations variées, dont les dommages génétiques qui apparaissent à peine chez les descendants. Cependant, malgré la variété de ces possibilités théoriques ou pratiques, on peut définir le dommage futur ou différé comme celui se rapportant à une victime qui ne connaît ni l'existence de ce domaine, ni son auteur, ou qui prend connaissance de l'étendue exacte du dommage encouru seulement après expiration des délais de prescription prévus par la loi en la matière.

Une autre situation est encore à envisager. C'est celle de la victime qui, sans ignorer l'existence du préjudice, n'en connaît cependant pas l'auteur. Il s'agit précisément ici des dommages non identifiés, dont l'existence est liée au caractère objectif ou causal de la responsabilité de l'exploitant nucléaire. En effet : „Le problème de causalité est connexe à celui des dommages anonymes, à ceux dont l'origine sera à tout jamais inconnue mais dont il sera pourtant établi qu'ils ont été causés par une incidence nucléaire“⁶⁹. Encore un cas peut survenir, notamment celui d'une victime qui, tout en connaissant l'auteur du dommage, n'est pas en mesure d'établir devant les juges le rapport de causalité entre le dommage et l'événement générateur de préjudice. Tout comme dans l'hypothèse des dommages différés, la victime du dommage nucléaire n'est pas à même de faire valoir ses droits à réparation.

⁶⁹ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 118.

La notion de dommage anonyme vise ainsi des cas où l'auteur peut soit ne pas être connu, soit ne pas être en toute certitude désigné comme tel pour être rendu responsable. Cependant, comme on ne peut purement et simplement ignorer la situation des victimes, celle-ci doit être éclairée sous le rapport de l'identification de la personne qui pourrait être rendue responsable du fait des dommages encourus par ces victimes. A cet effet, on peut envisager trois solutions.

— Une solution logique et qui peut aisément se présenter en pratique est celle où l'on considère que dans ce cas peut être rendu responsable l'exploitant de l'installation atomique la plus proche du lieu où le dommage est apparu⁷⁰. Mais, eu égard au mode dont est réalisée l'action des radiations d'origine nucléaire, une telle solution ne manque pas de prêter à bien des difficultés quant à son application aux cas concrets. Ainsi, souligne-t-on à juste raison : „Le caractère latent des dommages nucléaires rend difficile la détermination du moment de l'impact des rayons. La lésion peut avoir été provoquée des années avant l'apparition des premiers symptômes, lors de la visite d'installations nucléaires dans un pays étranger. Elle peut être la résultante de l'échappée simultanée de substances radioactives à partir de deux ou plusieurs réacteurs situés à proximité de la résidence de la victime“⁷¹. Ce sont là les considérations qui nous ont porté à estimer comme inadéquate cette solution se rapportant à l'établissement de la responsabilité.

— On peut aussi rendre responsable pour de tels dommages non identifiés, la communauté de tous les exploitants de réacteurs d'un pays ou d'une certaine zone. Ceci offre l'avantage d'une réparation à grande échelle et la solution semble juste au point de vue de la morale juridique étant donné que les radiations ayant engendré les dommages, sauf celles dues à la radioactivité naturelle, ne pourraient provenir que de l'une des installations nucléaires en fonction⁷². Mais une telle solution n'entraîne pas seulement des difficultés d'ordre juridique, mais aussi des conséquences dangereuses sur le plan pratique, pouvant conduire à la diminution du sens et du sentiment de la responsabilité individuelle quant à la prise des mesures de sécurité et de contrôle relevant des installations nucléaires.

⁷⁰ J. P. Piérard montre à la page 119 de son ouvrage cité que des dispositions semblables peuvent être trouvées dans un projet de la loi autrichienne qui tend à modifier le code fluvial dans le sens de rendre responsable pour les dégâts provoqués par les eaux polluées jusqu'à preuve du contraire, la riverain géographiquement le plus proche du lieu du sinistre, compte tenu du genre d'exploitation qu'il exerce. On donne aussi comme exemple la loi belge sur la réparation des dommages causés par le gros gibier. Dans le cadre de cette loi, les propriétaires des bois les plus proches en sont présumés responsables.

⁷¹ *Ibidem*, p. 120.

⁷² J. P. Piérard, *op. cit.* p. 120.

— Enfin, une troisième solution en la matière se réfère à l'intervention de l'Etat qui pourrait prendre en charge les dommages non identifiés, en en organisant la responsabilité : „Ce faisant, il resterait dans le cadre normal de ses attributions puisqu'il assumerait, envers une partie de la collectivité sociale, les victimes des dommages nucléaires, un service qui ne peut pas être presté par les voies normales du recours...”⁷³.

2. *Les solutions apportées par les législations nationales, en matière de dommages différés et de dommages à causes non identifiées.*

Aux Etats-Unis, tant l'*Atomic Energy Act* du 30 août 1954 que l'*Amendement Price-Anderson* sur la responsabilité civile, entré en vigueur le 2 septembre 1957, ne comportent pas de dispositions visant les dommages nucléaires futurs ou non identifiés. En outre, il est à souligner : „En raison du système fédéral du gouvernement en vertu duquel les règles d'attribution de la responsabilité ont été d'abord fixées par les Etats, la législation fédérale en matière de responsabilité nucléaire n'a pas sensiblement affecté les règles existantes de responsabilité sauf pour l'établissement d'un plafond de responsabilité légale”⁷⁴.

Il s'ensuit que, pour trouver une solution au problème des dommages nucléaires futurs et non identifiés, aux Etats-Unis, il faut se reporter au régime de la responsabilité pour des dommages en droit commun. Etant donné que, en règle générale, le droit commun des Etats-Unis admet la réparation des dommages futurs, il n'y a pas de raison pour refuser l'indemnisation de pareils dommages dus à l'énergie atomique⁷⁵. Il n'en reste pas moins que, vu le principe *more probable that not* qui s'applique par les tribunaux américains au cas des dommages futurs, on se trouve en présence de grandes difficultés, quant aux preuves à produire. Selon le principe précité, la victime doit, pour faire valoir ses droits, établir la preuve que la survenance d'un préjudice futur est plus probable que son non survenance. Ceci donne lieu à des solutions d'ordre spéculatif, sans fondement réel, comme par exemple dans le cas où une personne ayant établi qu'elle présenterait 51% de chances de probabilité de devenir la victime d'un cancer se voit attribuer une indemnisation qui est assez importante pour une maladie qui, peut-être, n'apparaîtra jamais. Par contre, une personne censée ne présenter que 40% de chances de probabilité, verra sa demande rejetée et, malgré tout, le

⁷³ *Ibidem*.

⁷⁴ Législations nucléaires, *op cit.*, p. 44.

⁷⁵ Pour une analyse plus détaillée du système américain de responsabilité et ses possibilités d'application aux dommages futurs atomiques, voir le travail cité : J. P. Piérard, p. 122—131.

cancer pouvant apparaître par la suite, cette victime ne recevra pas un seul centime au titre de réparation ⁷⁶.

C'est pour remédier à de telles difficultés et pour obvier aux injustices intervenant dans le dédommagement des victimes que les auteurs américains MM. Stason Estep et Pierce ont proposé, dans leur ouvrage *Atoms and the Law*, la création d'un fonds commun — *Contingent Injury Fund* — destiné à être affecté à la réparation des dommages nucléaires différés. C'est un essai de mettre d'accord les principes de la responsabilité avec les traits caractérisant les dommages nucléaires. Quant à la répartition de ce fonds, il est indiqué, en premier lieu : „Le concept fondamental en est assez simple. Nous nions tout droit à réparation au moment de l'exposition pour un dommage qui n'apparaîtra, le cas échéant, qu'à l'avenir“ ⁷⁷. Selon ce principe, bien qu'une personne ait été exposée aux rayonnements, elle ne pourra recevoir aucune indemnité, tant que le dommage n'aura pas apparu. Ensuite, nos auteurs de remarquer : „De surplus, nous estimons que l'on doit permettre et même exiger que le demandeur ait le droit d'introduire une action au moins pour faire établir l'obligation que le défendeur a contracté envers lui, le non-respect du standard de conduite imposé, ainsi que le fait de l'exposition du demandeur aux irradiations“ ⁷⁸. Selon les auteurs américains cités, la victime, bien qu'elle ne soit pas en mesure d'obtenir un dédommagement, peut ou même elle doit établir que l'exploitant n'a pas respecté l'obligation générale lui revenant de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher que des dommages ne se produisent ⁷⁹. Un arrêt judiciaire préalable peut quand même intervenir au sujet du dommage futur : „Le demandeur aura encore la tâche de faire prouver : 1) le pourcentage possible de réalisation d'un dommage à subir dans l'avenir et 2) l'étendue (la valeur) éventuelle de ce dommage, au cas où il se produit. Au cas où il a été démontré le bien-fondé de la demande, ainsi que la négligence du défendeur et le fait de l'irradiation du demandeur, on doit déterminer le pourcentage de possibilité du dommage futur, de même que le montant de celui-ci. Aux fins d'établir ces données préliminaires, on doit admettre toutes statistiques médicales adéquates, que l'on fournira par écrit ou

⁷⁶ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 126.

⁷⁷ Stason, Estep, Pierce, *Atoms and the Law*, *op. cit.*, p. 514 : "The basic concept is a simple one. We would deny any right to recover at the time of exposure for any injury that will occur, if at all, only in the future".

⁷⁸ *Ibidem* : "We would allow or even require, however, that the plaintiff bring an action at once to establish the duty owed to him by the defendant, the breach of the required standard of conduct, and the fact of the plaintiff's exposure to the radiations".

⁷⁹ Il s'agit ici d'une disposition visant la réalisation du système de responsabilité civile basée sur la négligence.

oralement⁸⁰. Ainsi, le demandeur, tout en établissant le montant du dommage différé, ne recevra rien, mais le défendeur dont la responsabilité a été également établie aura l'obligation de faire verser une certaine somme au *Contingent Injury Fund* ou de maintenir une assurance en vue de couvrir le dommage, tant que le danger de son apparition subsiste : „La somme qui doit être déposée par le défendeur respectif au compte des dommages futurs sera appréciée en fonction du total des dommages prévus en considération du fait multiplié par le pourcentage de probabilité de l'apparition du dommage. Par exemple, si l'on établit que le demandeur a, par suite de son exposition aux irradiations, 25% de chances pour être victime d'un cancer et que, si un tel dommage survient, le dédommagement en sera de 20.000 dollars, le défendeur doit contribuer, au moment de cette première audience, seulement avec une somme de 5.000 dollars⁸¹. En versant au *Contingent Injury Fund* la somme établie, l'exploitant responsable se trouve exonéré de toute autre obligation envers la victime : „Si le préjudice probable escompté survient, la victime s'adresse au *Contingent Injury Fund* et, après avoir rapporté la preuve de son état, l'étendue de son préjudice et d'un lien de causalité avec l'irradiation originaire, elle a la faculté d'obtenir à titre de compensation, une somme égale ou inférieure à celle fixée par le premier juge. Les considérations de fait et de droit, de même que la fixation d'un dommage maximum qui avaient fait l'objet de la décision originaire, restent acquises⁸². C'est de cette manière que fonctionne ce système, imaginé par les auteurs américains. Le *Contingent Injury Fund* présente l'avantage d'élargir le cercle des personnes participant à la réparation des dommages. A la place de l'exploitant nucléaire qui aurait dû déboursier une somme pouvant être assez grande, on voit apparaître l'organisme en question qui en a la charge. Grâce au système adopté, la personne res-

⁸⁰ *Ibidem* : "In addition, the plaintiff shall have the burden of proving (1) the percentage of occurrence of a future, disabling injury and (2) the probably monetary dimensions of that injury, should it develop. Should a duty be found to exist and should the defendant be found negligent and to have irradiated the plaintiff, there would then be a determination of the percentage of probability of future injury and the amount of the probable damage. For purposes of this preliminary determinations all reliable medical statistics in both oral and published form, should be freely admissible".

⁸¹ *Ibidem*, p. 514 : "The amount which would be made available by the particular defendant for the future contingency would be measured by the total damages predicted by the trier of fact multiplied by the percentage probability of the injury's occurrence. For example if it is determined that the plaintiff, as a result of the exposure has a twenty-per cent chance of developing cancer, and that, should such injury develop, his damages will be dollars 20.000, the defendant, at the time the first proceeding, need only contribute dollars 5.000".

⁸² J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 128.

ponsable n'est plus dans l'incertitude quant aux sommes à verser pour des dommages différés qui peuvent se produire, la victime n'ayant plus rien à lui demander du moment que, par le paiement du montant établi, elle se trouve libérée de toute obligation envers la victime. Le système offre de même un grand avantage pour la victime qui est assurée qu'elle recevra une compensation au cas où le dommage apparaîtrait, n'ayant plus à craindre la disparition ou l'insolvabilité du responsable. On peut relever aussi l'importance que présente ce système dans le domaine de l'administration des preuves. En effet, la procédure entamée aussitôt après l'intervention de l'irradiation, sans attendre l'apparition du dommage, donne la possibilité à la victime de recueillir les témoignages les plus récents, pour établir les faits à même de justifier sa demande en réparation.

Cependant, des critiques ont été formulées au sujet du fondement même de cette institution, telle celle de M. J. P. Piérard, qui affirme : „Des indemnités seront versées à fonds perdu à la Caisse de dépôts, alors que le préjudice futur dont elles sont censées représenter la réparation anticipée, ne se produira en réalité jamais. Par contre, des décaissements seront effectués par des défendeurs responsables et les sommes payées ne représenteront pour ces derniers qu'une partie seulement de la compensation globale du préjudice qu'ils auraient dû normalement réparer entièrement“⁸³. Certes, l'institution du *Contingent Injury Fund* ne représente pas une solution idéale, mais grâce à ce fonds on peut assurer la compensation entre les sommes versées et qui ne doivent pas être payées, et les sommes qui doivent être multipliées par le „Fond“ pour couvrir les dommages respectifs, apparus. C'est en base du même principe que fonctionnent les assurances de divers types partout dans le monde, et l'on n'a pas considéré que le système soit inadéquat. Nous ne saurions donc accéder à la critique formulée par M. Piérard à l'encontre du *Fonds* institué aux Etats-Unis en matière de dommages différés ; si nous prenons, à titre d'exemple, le cas de certains assurés qui ont payé pendant 20 ans des primes pour un véhicule qui n'a subi aucun dommage, alors que d'autres ayant subi un dommage quelques mois seulement après la conclusion du contrat d'assurance se voient attribuer des sommes importantes par la compagnie d'assurances, au titre de réparation, cela ne veut pas dire que le système ne soit pas bon.

Mais si les auteurs américains considèrent que „La théorie proposée pourrait être adoptée de telle manière que l'on puisse utiliser seulement les assurances privées, sans l'intervention d'un fonds administré par le gouvernement fédéral ou par une autorité interétatique“⁸⁴, on peut reprocher à l'encontre d'une

⁸³ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 128—129.

⁸⁴ Stason, Estep, Pierce, Atoms and the Law, *op. cit.*, p. 518.

telle position, penserons-nous, qu'elle ne tient pas compte de la nécessité d'une intervention de l'Etat dans ce domaine. En effet, une institution à caractère privé ne peut jamais effectuer des paiements qui dépasseraient ses capacités, tandis que le problème ne se pose pas pour un organisme d'Etat, qui doit en principe faire face à toutes les circonstances.

A part cette remarque, nous sommes d'avis que la solution trouvée aux Etats-Unis en la matière, très en avance par rapport à la jurisprudence, présente, par son originalité, un intérêt particulier pour l'évolution du droit atomique.

Le problème des dommages futurs et anonymes constitue aussi l'objet de certaines dispositions de l'*Atomgesetz* de la République Fédérale d'Allemagne. Dans le chapitre de cette loi concernant les dispositions finales, l'article 53 ayant trait au recensement des dommages d'origine inconnue prévoit que : „Les dommages qui, à la lumière des connaissances scientifiques du moment, sont imputables à l'effet des radiations de substances radioactives, et dont l'auteur ne peut pas être identifié, doivent être enregistrés et examinés par le Ministère fédéral de l'Energie atomique et des Eaux“. Ces dispositions qui ne s'attaquent pas au fond du problème, ne reconnaissent pas à la victime un droit à réparation ; elles visent seulement l'enregistrement de tels dommages, afin de mieux connaître la fréquence des dommages nucléaires différés et anonymes. Ceci est, d'ailleurs, souligné dans l'exposé des motifs de la loi allemande : „Dans ce but, il est demandé que ces dommages différés soient enregistrés et examinés auprès d'un organisme central. L'article 53 ne contient aucune obligation dans ce sens : c'est une simple latitude laissée aux victimes. Si les recherches prescrites venaient à établir que les dommages causés par radiation et dont les auteurs ne peuvent être retrouvés, se présentent fréquemment, il faudrait alors voir dans quelle mesure l'ensemble de tous les auteurs possibles de tels dommages ne devraient pas être rendus responsables pour lesdits dommages“⁸⁵. Donc, la législation nucléaire ouest-allemande est basée sur l'idée que l'existence des dommages différés et anonymes est due à l'état actuel des connaissances scientifiques dans ce domaine et que le progrès rapide de celles-ci ne manquera pas de contribuer à donner une solution au problème.

En tout cas, l'enregistrement prévu par la loi pour les dommages anonymes, auprès du Ministère fédéral de l'Energie atomique et des Eaux, peut offrir aux victimes des facilités quant à la détermination de l'auteur du dommage. Possédant des connaissances de beaucoup plus étendues que les victimes qui n'ont d'ordinaire aucune affinité avec l'utilisation de l'énergie atomique, n'ignorant ni l'emplacement des réacteurs, ni les cas de

⁸⁵ Exposé des motifs de l'*Atomgesetz*, cité d'après J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 183.

survenance des accidents nucléaires, les experts du ministère respectif sont à même de mieux faire identifier l'auteur probable du dommage.

Quant à la réparation des dommages anonymes, le législateur allemand envisage dans l'exposé des motifs la possibilité d'une responsabilité collective embrassant tous les auteurs présumés, proposition dont fait état également M. J. P. Piérard : „Suggestion de bon sens mais dont il conviendrait de préciser encore la portée : s'agit-il de tous ceux — exploitants de réacteurs et détenteurs de matières fissiles — qui exercent effectivement leur activité dans la République Fédérale d'Allemagne, ou bien d'un groupe géographiquement plus réduit sur qui pèse de fortes présomptions de responsabilité“⁸⁶.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, l'idée centrale ayant guidé le législateur allemand avait pour point de départ le fait que la physique atomique actuelle n'est pas encore en mesure de fournir toutes les explications nécessaires au sujet des effets que peut avoir l'utilisation de l'énergie nucléaire et que, pour pallier ces déficiences, il fallait inscrire dans la loi atomique (*l'Atomgesetz*) certaines dispositions spéciales, telles celles visant l'enregistrement des dommages anonymes ou différés. Ceci, jusqu'à ce que le progrès de la science pût rendre possible la résolution de pareils problèmes. D'ailleurs, c'est toujours en raison de cet état de choses que la loi allemande en la matière a une durée limitée à la différence d'autres lois nationales atomiques, qui ne limitent pas leur durée de validité.

En Suisse, où, comme dans la plupart des pays, les délais de prescription des droits à réparation pour dommages nucléaires sont de deux et de dix ans, on a posé aussi le problème touchant la situation des victimes qui découvrent tant l'existence que l'origine du dommage dix ans après la survenance de l'accident nucléaire. C'est la loi fédérale du 23 décembre 1959 sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et la protection contre les radiations qui, dans les articles 18 et 19, réglemente cette question, sous le titre „Dommages différés“.

L'article 18 est conçu dans les termes suivants :

„a) Action en réparation :

1. Après l'expiration du délai de prescription de dix ans ou, le cas échéant, après l'expiration du délai plus long prévu par le droit pénal, le lésé peut faire valoir ses prétentions en réparation de dommages corporels contre le Fonds pour dommages atomiques différés.

2. Les prétentions contre le Fonds se prescrivent par deux ans à compter du jour où le lésé a eu connaissance du dommage et de la personne qui en est responsable“.

⁸⁶ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 184.

Aussi, conformément aux dispositions de cet article, des dommages nucléaires apparaissant après l'écoulement du délai de dix ans peuvent faire l'objet d'une demande en réparation. Mais, à cette fin, il y a plusieurs conditions à remplir. Tout d'abord, il doit s'agir de dommages corporels, qui seuls sont visés par le texte. En second lieu, il importe de relever que même dans les cas de ces dommages reste valable le délai de prescription de deux ans à compter du jour où le lésé a eu connaissance du dommage et de la personne qui en est responsable. Troisièmement, la dommage doit être réel et non pas différé. Certes, en dehors de ces conditions, il faut encore tenir compte d'autres circonstances dont la preuve incombe au demandeur, tel le lien de causalité. C'est seulement après la production de ces preuves que la victime est en droit de bénéficier de la réparation demandée. Etant donné qu'après l'écoulement du délai de dix ans l'exploitant est exonéré de toute responsabilité, les demandes en question doivent être adressées au Fonds pour dommages atomiques différés, formant l'objet de l'article 19 de la loi suisse⁸⁷.

Ce Fonds est, en vertu des dispositions de l'article 19, une institution de droit public, ayant une personnalité juridique distincte et „Comme l'énonce l'Exposé des motifs, „la victime a exactement les mêmes droits à l'égard du Fonds qu'envers la personne responsable et son assureur avant l'écoulement du délai de prescription civile. Seul l'obligé change. En vertu de ce principe, si une contestation s'élève entre parties, les tribunaux ordinaires seront compétents“⁸⁸.

Le mode de constitution, l'organisation et le fonctionnement de ce Fonds destiné à la réparation des dommages différés — le

⁸⁷ Article 19 :

b) Fonds pour dommages atomiques différés :

1. Le fonds pour les dommages atomiques différés est institué par le Conseil Fédéral ; il est placé sous sa surveillance et a la personnalité juridique. Le Conseil fédéral nomme une commission de gestion de 5 à 7 membres.

2. Les exploitants des installations atomiques et les bénéficiaires d'une autorisation de transport, qui d'après l'article 12, alinéa 4, assument la responsabilité, doivent verser au fonds des contributions qui ne peuvent excéder un tiers de la prime de l'assurance responsabilité civile obligatoire. Dans cette limite, le Conseil fédéral fixe, par voie d'ordonnance, le montant des contributions. Il dispense de l'obligation de verser des contributions lorsque le fonds a atteint un montant approprié.

3. La Commission de gestion du fonds perçoit les contributions. Ses décisions peuvent être déférées au Tribunal fédéral par voie de recours de droit administratif, conformément à l'article 97 de la loi fédérale d'organisation judiciaire du 16 décembre 1943.

4. La Fédération peut accorder des avances au fonds. L'Assemblée fédérale peut dispenser entièrement ou partiellement de l'obligation de les restituer.

5. En ce qui concerne l'emplacement de la fortune du fonds, la tenue des comptes et l'exonération d'impôt, l'article 108, alinéa 1^{er}, 1^e et 2^e phrases, et l'article 110 de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance vieillesse et survivance sont applicables par analogie.

⁸⁸ J. P. Piérard, *op. cit.*, p. 211.

seul qui existe jusqu'à l'heure actuelle — offrent un intérêt tout particulier. Il est constitué des sommes versées par les exploitants des installations nucléaires ou par les transporteurs de matières nucléaires qui en ont assumé la responsabilité, ces sommes ne devant pas dépasser le tiers de la prime payée au titre d'assurance responsabilité civile. Encore y-a-t-il lieu de préciser que les prévisions concernant ces sommes constituent des dispositions maximales et que le Conseil Fédéral, qui exerce la surveillance sur ce Fonds et en nomme la Commission de gestion de 5 à 7 membres, peut établir des contributions moins importantes ou même dispenser les personnes responsables de tout versement au cas où on a atteint le montant nécessaire à ce Fonds.

Dans le cadre de l'économie de ce Fonds, il est encore une disposition qu'il importe de faire relever. Il s'agit de l'intervention de l'Etat, telle qu'elle est prescrite au paragraphe 4 de l'article 19 : „La Confédération peut accorder des avances au Fonds. L'Assemblée fédérale peut dispenser entièrement ou partiellement de l'obligation de les restituer“. Une pareille intervention aura lieu, naturellement, au cas de la survenance de dommages différés très importants et quand le Fonds, bien qu'alimenté par les versements maxima (le tiers de l'assurance responsabilité civile par exploitant ou transporteur), ne peut pas satisfaire à la totalité des demandes en réparation.

L'ingénieux système établi par la législation suisse correspond, pensons-nous, aux besoins des victimes des dommages nucléaires différés.

Cependant le système suisse a été l'objet de quelques critiques dont il faut faire mention. Ainsi, pour certains auteurs, le Fonds constitue une substitution de la responsabilité individuelle de l'exploitant par une responsabilité civile collective, ce qui aurait pour effet de faire souffrir les préoccupations visant le renforcement de la sécurité des installations ou des transports. Une autre critique, formulée par J. P. Piérard dans son ouvrage *Responsabilité civile, Energie atomique et Droit comparé*, se rapporte au droit qui revient au Conseil fédéral (art. 19, §2) de faire suspendre l'obligation incombant à l'exploitant ou au transporteur assimilé de verser des contributions ou même de dispenser certains de ceux-ci de toute contribution audit Fonds. Ceci peut conduire à des iniquités en ce qui concerne la situation d'un ancien et d'un nouvel exploitant qui bénéficie de pareilles mesures, mais il est possible de trouver des solutions à ce sujet, ce qui rentre assez bien dans le cadre large de la loi suisse.

Enfin, un grief assez lourd mis à la charge de ce Fonds est constitué par le fait que l'Etat n'est pas obligé d'une manière formelle à intervenir dans la réparation des dommages différés, ce qui peut avoir des conséquences nuisibles pour les victimes. Voilà ce qu'en dit M. J. P. Piérard : „Supposons en effet la survenance d'un important sinistre. Dix années s'écoulent et des

nombreuses demandes en réparation sont adressées au Fonds des dommages différés. L'assiette du Fonds s'avère insuffisante pour désintéresser les victimes et l'Etat intervient par des avances auprès du Fonds. Entre temps, les contributions des exploitants sont portées au plafond maximum du tiers de la prime d'assurance, mais ces efforts nouveaux sont insuffisants pour amortir les prêts consentis par la Confédération. L'Assemblée fédérale, nous apprend l'article 19, peut dispenser entièrement ou partiellement de l'obligation de les restituer⁸⁹. Une telle situation est due au fait que d'une part les versements des exploitants sont limités au tiers de la prime d'assurance responsabilité civile, et d'autre part, l'article 19 ne prescrit pas une intervention obligatoire de l'Etat, en sorte que des victimes peuvent ne recevoir aucun dédommagement.

En Suède, la réparation des dommages différés constitue l'objet des articles 29 (a), 31 (a) et 32 (a) de la Loi n°45 du 8 mars 1968 sur la responsabilité nucléaire, au chapitre traitant de l'intervention de l'Etat. En effet, selon la loi suédoise, au cas des demandes en réparation introduites dix ans après la date de l'accident mais moins de trente ans depuis ce moment, c'est l'Etat qui se substitue aux exploitants nucléaires responsables.

L'intervention de l'Etat est limitée à „un montant équivalent à 120 millions d'u/c AME“⁹⁰ (article 31 (a). Pour ce qui est des dommages différés, l'article 32 (a) nous apprend : „Lorsque des dommages consécutifs à un accident nucléaire dont un exploitant suédois est responsable ne sont pas apparus avant la prescription des droits à réparation prévue par la présente loi, mais dans un délai de trente ans à partir de la date de l'accident, ces dommages sont réparés par l'Etat. Il en va de même, lorsque des dommages nucléaires sont apparus avant la prescription des droits à réparation et que la victime a omis, pour des raisons considérées comme valables d'exercer ses droits contre l'exploitant responsable“⁹¹.

L'Etat se substituant, conformément à la loi, à l'exploitant responsable, au cas des dommages différés, les victimes qui les ont encourus, doivent, aux fins d'obtenir l'indemnisation de la part de l'Etat, remplir certaines conditions, telles que :

— démontrer l'existence du dommage ;

— prouver le lien de causalité entre le dommage et le fait générateur du préjudice qui soit imputable à un exploitant nucléaire ;

⁸⁹ *Ibidem*, p. 214.

⁹⁰ Bulletin de droit nucléaire, n° 4 de 1969, p. 42.

⁹¹ *Ibidem*.

— présenter la demande dans un délai ne dépassant pas trente ans de la date de l'accident.

Tout ceci rentre dans la procédure ordinaire relevant de l'institution de la réparation en droit nucléaire, de sorte qu'il est difficile de formuler une critique quelconque à l'encontre du système adopté par la Suède. Bien que ce système soit le meilleur qui existe jusqu'à présent dans le domaine des dommages différés, on est fondé de dire que les dommages anonymes s'en trouvent exclus du fait que la victime d'un pareil dommage n'est pas à même d'en désigner l'auteur qui doit être, en l'occurrence, substitué par l'Etat.

Faisons, pour conclure, un court bilan touchant les réglementations internes dans divers pays, en matière de dommages anonymes et différés.

En ce qui concerne les dommages anonymes, on a pu remarquer qu'ils ne constituent l'objet d'une indemnisation dans le droit interne d'aucun pays.

Différents arguments ont été mis en avant pour justifier la non indemnisation de tels dommages. Un premier argument fait ressortir que le principe de la responsabilité est basé sur l'existence d'un préjudice et d'une personne qui en est légalement responsable. Vu que dans le cas d'un dommage anonyme, l'existence d'une personne responsable ne saurait être prouvée, il serait inconcevable que la victime reçoive une indemnisation provenant d'une autre source. On a fait valoir aussi une autre raison, fondée sur le fait que jusqu'à maintenant on n'a pas identifié de maladies causées exclusivement par les rayonnements nucléaires. Des maladies telles que le cancer, la leucémie, etc., peuvent fort bien avoir été provoquées par des causes autres que celles imputées aux irradiations. Enfin, un troisième argument que l'on a avancé tient compte du fait que les réacteurs nucléaires ne représentent pas la seule source des radiations pouvant faire encourir des dommages et que les radiations naturelles et les rayons cosmiques ont, eux aussi, une influence malfaisante sur l'organisme humain. Nul ne pourrait nier la pertinence de telles raisons et l'on comprend bien pourquoi les dommages anonymes sont exclus du champ d'application des lois nucléaires.

Néanmoins, nous allons essayer de démontrer dans ce qui suit, la nécessité et la possibilité d'envisager l'octroi de dédommagements pour ces victimes aussi.

En examinant les arguments que l'on a invoqués à l'appui de la non-indemnisation des dommages anonymes, arrêtons-nous au premier argument, selon lequel, en l'absence de la personne responsable, on ne pourrait faire valoir aucun droit à réparation. Mais on ne pourrait donner une réponse aussi catégorique si

l'on prend en considération, que, même dans le cadre de la responsabilité traditionnelle, il y a des prévisions légales qui imposent à l'Etat la responsabilité pour un dommage anonyme. Tel est le cas d'un accident d'automobile dont l'auteur qui a pris la fuite reste inconnu : la victime de l'accident est dédommée dans ce cas, selon les lois sur les accidents automobiles, par l'Etat. Nous nous demandons pourquoi une telle solution ne serait pas applicable aux dommages anonymes. La pratique offre encore d'autres solutions relevant du domaine même du droit atomique. Ainsi, des institutions telles que le *Fonds de dédommagements*, institué par la loi suisse ou le *Contingent Injury Fund*, préconisé par les auteurs américains Stason, Estep et Pierce dans l'ouvrage *Atoms and the Law* pourraient, pensons-nous, trouver fort bien une application au cas des dommages anonymes. En effet, si une victime démontre l'existence d'un dommage d'origine nucléaire, sans pouvoir pour autant prouver quelle est la personne responsable, elle peut, vu la nature du dommage, en rendre responsable la communauté des exploitants nucléaires, ce dommage ayant pu être causé par l'une ou plusieurs installations.

Pour ce qui est de l'argument suivant lequel il serait bien difficile d'apprécier si une maladie est due à un accident nucléaire ou si sa cause est d'une autre nature, bien que ceci soit tout à fait juste, il n'en reste pas moins que dans des cas concrets, grâce au progrès de la science médicale et en analysant les circonstances, on peut avoir la certitude ou au moins présumer une cause se rapportant à une installation nucléaire. Ainsi, au cas où la victime habite aux environs d'un réacteur nucléaire, le juge peut être amené à faire sienne la présomption de l'origine nucléaire de la maladie.

Enfin, il reste encore le fait que des irradiations nocives peuvent avoir leur source soit dans une installation, soit dans des phénomènes naturels, tels les rayons cosmiques ou la radiation naturelle. Départager ces sources différentes, est chose assez difficile, mais on est ici encore en mesure de faire des présomptions et nous croyons qu'il est préférable d'indemniser une victime même si le doute subsiste, plutôt que de la laisser sans indemnisation aucune.

Les dommages différés ont trouvé une solution dans maintes législations. Ainsi, malgré certaines difficultés, la législation américaine rend possible un dédommagement dans ce cas. Toujours aux Etats-Unis, les auteurs Stason, Estep et Pierce ont proposé d'instituer dans ce but le *Contingent Injury Fund*, offrant un régime qui s'avère être meilleur par rapport au régime existant actuellement aux Etats-Unis.

D'un caractère original et assez méritoire, est la solution offerte en la matière par la loi suisse, à laquelle on peut re-

procher seulement qu'elle ne prévoit pas l'obligation que doit avoir l'Etat d'intervenir si le besoin s'en fait sentir. Enfin, il faut mentionner aussi le régime institué par la loi suédoise, en vertu de laquelle la responsabilité de l'Etat remplace celle de l'exploitant, après expiration des délais de prescription.

Après avoir présenté les différentes solutions que l'on a adoptées dans la pratique, ainsi que les arguments invoqués pour ou contre l'indemnisation des dommages anonymes et différés, nous croyons pouvoir faire, de notre côté aussi, certaines propositions touchant la solution qui devrait s'imposer dans ce domaine. A notre avis, il faudrait envisager à ce sujet des mesures propres à résoudre en même temps tant le problème des dommages différés que celui des dommages anonymes. En effet, ces deux catégories de dommages nucléaires présentent quelques traits communs, dont celui de l'absence, en ces cas, d'une personne responsable à laquelle on puisse faire imputer ces dommages. Ainsi, dans l'hypothèse des dommages différés, l'auteur bien qu'étant connu se trouve être exonéré de toute responsabilité du fait de l'écoulement du délai de prescription, tandis que dans le cas des dommages anonymes, il n'est pas possible de faire désigner d'une façon certaine la personne coupable.

Vu que dans les deux cas il s'agit de dommages ayant leur cause dans une installation ou dans plusieurs installations nucléaires et que le responsable n'est plus tenu à les réparer ou il est inconnu, c'est à la collectivité des exploitants d'un certain territoire, épaulée par l'Etat, incombe l'obligation du dédommagement de ces victimes.

Voilà pourquoi nous estimons que l'on devrait instituer un Fonds de réparation pour dommages différés et anonymes, ayant une personnalité juridique propre. Les moyens de ce fonds seraient constitués par des versements, représentent des sommes qui ne devraient pas dépasser 25% de la prime d'assurance, fournis par les exploitants nucléaires. En outre, compte tenu de la puissance du réacteur et de son emplacement, l'Etat pourrait faire établir un montant spécial par installation. De même, afin que l'application du principe de la responsabilité collective n'entraîne pas — à ce que l'on avance si souvent — un manque d'intérêt dans les mesures de sécurité revenant à chaque installation, on pourrait décider que les contributions à payer par les installations qui ont provoqué des dommages subissent une augmentation.

Pour qu'un Fonds de ce type corresponde à la fonction qu'on lui attribuerait, force est de prescrire qu'une intervention de l'Etat soit obligatoire dans les cas où les moyens existants ne suffisent pas à couvrir les dommages à réparer, bien que les contributions des exploitants aient été portées à leur maximum. Cette intervention représente le couronnement de ce système,

l'acte d'intervention étant justifié au point de vue théorique en tant que manifestation de la responsabilité de la communauté toute entière dans des cas spéciaux de sinistre.

Dans son application pratique, le système que nous proposons peut se prêter à des développements variés. Ainsi, l'Etat pourrait, au titre d'encouragement, dispenser, pour une période déterminée ou d'une façon permanente, certaines installations nucléaires telles celles des universités, des centres de recherche, etc., des versements destinés audit Fonds.

Le système que nous envisageons n'est certes pas parfait, mais dans l'état actuel de la pratique existant dans le domaine du droit atomique et compte tenu des remarques faites par certains auteurs, un pareil système serait à même d'assurer la réparation tant des dommages différés que des dommages anonymes qui ne font pas encore l'objet d'une réglementation en droit interne ou international.

Conclusions

En traitant dans ce chapitre du problème concernant l'intervention de l'Etat en matière de réparation des dommages nucléaires, nous en avons dégagé, aux sections respectives, les principes ainsi que les solutions d'ordre pratique que l'on vient d'adopter en droit interne ou international à ce sujet.

En conclusion, on peut affirmer que l'intervention de l'Etat constitue, dans le cadre de l'institution de la responsabilité pour dommages nucléaires, une règle générale, l'un des principes généraux du droit atomique en la matière.

Ce principe s'est imposé tout d'abord en raison du caractère catastrophique que peut revêtir, de par sa nature, un sinistre atomique, ainsi que du fait que les compagnies d'assurances ne sont pas à même de couvrir des risques d'un montant aussi grand, bien que les moyens financiers du marché des assurances se soient accrus ces derniers temps. Donc, une intervention de l'Etat s'avère être, à ce titre, nécessaire.

D'autre part, la collectivité entière bénéficiant de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, l'Etat, en tant qu'expression ultime de la communauté nationale, doit pourvoir à la réparation des dommages causés à la suite de la mise en pratique de cette nouvelle source d'énergie. Sous le rapport subjectif, c'est à l'Etat qu'incombe la tâche de s'occuper de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, ayant un intérêt particulier à faire promouvoir cette énergie, dont les utilisations complexes sont à peine prévisibles à l'avenir.

Ce sont pareilles considérations qui résident à la base des solutions apportées dans ce domaine par les lois spéciales in-

ternes (lois atomiques) ; de même, le principe de l'intervention obligatoire de l'Etat a été reconnu par la Convention de Bruxelles, qui en a institué un régime spécial sur le plan du droit international.

Un problème plus délicat est celui du dédommagement des victimes ayant subi des dommages différés ou anonymes. Nous avons étudié les systèmes existants à ce propos dans diverses législations, ainsi que les propositions mises en avant par certains auteurs, en essayant, à la fin de ce chapitre, de faire nos propres suggestions quant au système à adopter en la matière.

CONCLUSIONS FINALES

Sans renchérir sur certaines des conclusions que nous avons formulées dans les développements de notre thèse en fin des chapitres ou des sections, ce sont quelques considérations d'ordre plutôt général que nous tenterons de présenter ici touchant les aspects divers que peut offrir le problème de la responsabilité en matière de dommages nucléaires, tant en droit interne qu'en droit international.

Bien qu'au prime abord il puisse sembler quelque peu exagéré de conférer à cette institution la prédominance, sous plus d'un point, parmi les règles régissant le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, nous croyons ne pas nous tromper en affirmant que nul ne saurait méconnaître une telle vérité. En effet, le rôle que l'institution de la responsabilité pour dommages nucléaires assume dans le cadre du droit atomique, dont le but est celui de faire promouvoir la nouvelle source d'énergie au service de la paix et d'assurer aussi la protection efficace de la population contre les dangers qu'elle peut encourir à la suite de la mise en oeuvre de cette nouvelle industrie, n'est-il pas incontestable ? En raison de la nécessité d'accomplir des tâches semblables, la responsabilité nucléaire ne constitue-t-elle pas la pièce maîtresse du système du droit atomique ?

La réponse en est certes — pensons-nous —, affirmative. Mais il importe de savoir en outre la nature propre de cette responsabilité, les traits caractéristiques par lesquels elle se distingue pour réclamer un régime juridique spécifique. Pour répondre à de pareilles questions, il nous faut prendre comme point de départ les traits propres au dommage nucléaire, qui lui confèrent une position singulière dans l'ensemble des risques que peuvent entraîner d'autres industries dangereuses visées par diverses lois, ou par rapport aux dommages connus qui sont prévus en droit commun. En effet, le dommage nucléaire peut revêtir plusieurs formes qui lui sont particulières. En pre-

mier lieu, il peut gagner une ampleur telle, qu'il acquière le caractère d'une véritable catastrophe. Ensuite, la persistance de ses effets qui sont, nous le savons, plus ou moins différés est capable de nous les faire voir se manifester même jusque chez les descendants des victimes. S'il s'agit enfin de pertes matérielles dues à des accidents nucléaires, le coût des travaux qu'exige la décontamination en vue de la *restitutio in integrum* des biens endommagés serait si élevé qu'il s'avérerait plus onéreux que le remplacement même de ces biens.

C'est en considération de tous ces aspects que l'on a institué en la matière une responsabilité de type nouveau, conformément au principe selon lequel les accidents spéciaux imposent une responsabilité spéciale.

Nous ne pouvons cependant nous empêcher de nous poser encore la question de savoir quelle est, au vrai, cette nature spéciale de la responsabilité nucléaire? S'agit-il en fait d'une responsabilité sous tous points différente de celle qui est consacrée par les systèmes de droit existants? En nous appliquant à y répondre, nous devons reconnaître que l'institution de la responsabilité a fait, tout au long de son existence, ses épreuves en s'adaptant aux besoins toujours nouveaux de la société et que, à l'issue de ce travail d'adaptation dans le domaine nucléaire aussi, on se trouve à l'heure actuelle en la présence d'une nouvelle construction juridique spécifique, celle de la responsabilité nucléaire.

En discutant des problèmes pouvant être soulevés quant à cette spécificité, il faut juger si la responsabilité nucléaire, telle qu'elle a été définie en droit interne et en droit international, constitue une catégorie juridique distincte, ou si elle peut rentrer dans le cadre de la responsabilité classique, civile et internationale, dont elle constituerait, en somme, un cas d'espèces (ou une variante).

Chercher à trouver, pour justifier la réparation en matière de dommages nucléaires, des fondements dans une „assurance collective“, ou en d'autres principes, est, certes, possible, mais c'est un essai bien oiseux au regard de la réglementation existante en la matière. En effet, les lois atomiques nationales statuant en matière de réparation de tels dommages traitent de la responsabilité, en en utilisant les concepts fondamentaux, tels ceux de préjudice, personne responsable (l'exploitant), rapport de causalité, etc.. De même, au cas où ces textes juridiques n'offrent pas une solution dans certaines situations concrètes, on doit se reporter aux principes généraux du domaine de la responsabilité. Ainsi, l'institution visant le dédommagement des victimes d'accidents nucléaires, bien que d'un caractère spécial, relève-t-elle de celle de la responsabilité commune pour des dommages causés à des tiers dans leurs personnes ou dans leurs biens.

Envisageant le problème de la responsabilité nucléaire dans son ensemble, notre étude examine l'application de celle-ci tant dans l'ordre juridique interne que sur le plan du droit international, ce qui pose la question du caractère unitaire de cette institution. L'est-il ou ne l'est-il pas ? A ce sujet, il a été relevé les principes généraux, communs, qui, dérivant des caractéristiques du dommage nucléaire, se trouvent à la base de la réparation dans les deux ordres. C'est donc là un argument favorable à l'idée d'unité de cette institution. D'autre part, les dispositions visant la responsabilité nucléaire comportent l'intervention de l'Etat, que celui-ci exerce en tant que personne responsable non seulement en droit international, ce qui est tout naturel, mais aussi en droit interne où une responsabilité de l'Etat, comme expression de la communauté toute entière, n'est prévue qu'à titre exceptionnel. Dans l'ordre interne, la responsabilité de l'Etat n'est en effet engagée la plupart du temps que par suite d'actes dommageables qu'il peut commettre comme sujet de droit commun.

Les raisons justifiant l'intervention de l'Etat ont été exposées dans l'ouvrage et nous ne pensons pas qu'il faille y revenir. Néanmoins, tâchons de déceler s'il y a une différence entre l'intervention d'Etat exercée en vertu de la loi interne, et celle qui s'exerce en exécution d'un engagement conventionnel. Quoiqu'une réponse décisive à ce sujet ne soit pas facile à donner dans l'état actuel du développement de la doctrine en droit nucléaire, celle-ci en résultera — croyons-nous — d'elle-même si nous prenons le cas d'un Etat qui, conformément à sa législation est obligé d'intervenir après épuisement de la couverture financière de l'exploitant responsable — donc, sur le plan national —, en comparaison avec l'obligation similaire que celui-ci assume — cette fois-ci internationalement —, en vertu de la Convention de Bruxelles, de contribuer jusqu'à un certain plafond au dédommagement des victimes d'un accident nucléaire. Remarquons, en outre, que tant en droit interne qu'en droit international, on trouve les mêmes principes généraux en matière de responsabilité nucléaire tels : la canalisation de la responsabilité, la limitation de celle-ci, etc. Si une différence est à signaler, c'est celle qui se rapporte à l'origine de ces obligations, à leur fondement juridique. Ainsi, dans le premier cas, il s'agit d'une loi interne exprimant la propre volonté de l'Etat, tandis que le cas visé par la Convention précitée représente l'accord des Etats participants. Compte tenu de la liaison existant entre la responsabilité nucléaire de l'Etat dans l'ordre interne et sur le plan international, on pourrait dire que dans ce cas on est en présence d'une véritable internationalisation de la responsabilité interne. Un tel phénomène, associé à celui qui est observé ces derniers temps concernant le droit qu'auraient les individus d'ester en justice devant les instances internationales, ne marquerait-il un rapprochement entre le droit interne des Etats et le droit international ? Reconnaissons bien qu'à l'étape

actuelle de l'évolution, une réponse n'en est guère aisée et bornons-nous à faire relever seulement ce problème, dont l'intérêt tout particulier pour la doctrine et la pratique du droit ne saurait échapper à qui que ce soit.

En considérant les lois atomiques nationales, les conventions sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, telle celles de Paris et de Vienne, ainsi que la Convention complémentaire de Bruxelles instituant un régime d'indemnisations complémentaires pour des dommages causés par un accident nucléaire au moyen de fonds publics des pays signataires, le problème se pose d'un départage à faire entre les dispositions internes d'une part et celles qui relèvent du droit international privé et celles qui sont du domaine du droit international public. A ce sujet, il y a lieu de faire remarquer que les prescriptions visant l'unification des normes touchant la responsabilité civile de l'exploitant dans les pays participants ressortissent au droit international privé, tandis que celles qui ont pour objet de faire jouer la solidarité internationale des Etats en ce qui concerne la réparation des dommages nucléaires rentrent dans le cadre des règles intéressant le droit international public.

Nous nous sommes ingénié, en étudiant le problème de la responsabilité nucléaire dans son ensemble, sur ses différents plans, à en dégager les principes généraux tant du domaine de la responsabilité civile de l'exploitant que de celui relevant de l'intervention de l'Etat, sans pour autant dissocier les dispositions conventionnelles analysées des domaines respectifs, eu égard justement à l'étroite interdépendance existant entre les dispositions en question.

Examinée sous ces divers angles, la responsabilité nucléaire représente un chapitre du droit atomique qui constitue un secteur distinct du droit, ou mieux encore, en raison de considérations théoriques et pratiques, une branche à part. En effet, au point de vue de la théorie générale, le droit, en tant qu'ensemble de normes réglementant les rapports sociaux entre particuliers ou les relations entre Etats et organisations internationales, comporte plusieurs domaines distincts ou branches autonomes, selon les rapports sociaux considérés ou ayant un objet d'étude propre. Ainsi, le droit atomique a pour objet l'étude des normes juridiques du domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, utilisation qui conduit à l'établissement de certains rapports entre les sujets de droit et à l'apparition de certaines institutions. Tout ceci confère aux relations de ce domaine d'activités sociales des traits spécifiques menant à l'apparition de cette nouvelle branche de droit dans laquelle rentre aussi le problème de la responsabilité en matière de dommages nucléaires.

Le développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques est, de toute évidence, freiné par la possibilité d'en appliquer les réalisations dans des buts militaires. Ceci mènerait à faire proli-

férer les armes atomiques, à faire peser sur toute l'humanité la menace d'une répétition à un degré encore inconnu des horreurs que l'on a vues à la fin de la dernière guerre. Une solution radicale, et la meilleure, serait l'interdiction absolue des armes nucléaires et la destruction des stocks existants, ce qui aurait pour résultat de libérer d'importants moyens matériels et humains aux fins d'assurer le développement de l'énergie nucléaire pour le bien commun des peuples.

Un premier pas dans cette voie fut marqué par l'adoption du *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* qui prescrit l'obligation pour les Etats non dotés d'armes nucléaires de ne pas s'en procurer ou d'en produire, tandis que les Etats se trouvant en la possession de telles armes ont pris l'engagement de faire bénéficier les autres Etats des nouvelles découvertes du domaine de la science et de la technologie nucléaire, sous certaines conditions prévues à l'article III du Traité.

Aussi la coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ne représente-t-elle pas seulement une nécessité objective, mais aussi une obligation d'ordre juridique assumée sur le plan international par les Etats participants ou adhérents audit Traité. Une telle coopération intéresse au plus haut point les Etats en voie de développement, pour lesquels la mise en place d'installations nucléaires ne signifierait pas seulement une aide matérielle et technique, mais en même temps la possibilité de franchir plus vite le fossé les séparant des pays développés.

Pour aboutir à l'accomplissement d'une coopération de cette nature sur le plan international, l'institution de la responsabilité nucléaire joue, dans l'ensemble des règles et institutions du droit atomique, un rôle important que nous pouvons envisager sous deux aspects différents. Premièrement, en tenant compte des buts que se propose le droit atomique et qui sont ceux de protéger et de promouvoir, nous avons fait clairement ressortir l'importance que présentent les règles instituant la responsabilité nucléaire pour la protection des personnes et des biens matériels, ainsi que la portée de celles-ci pour faire aboutir à l'adoption des techniques et des dispositifs le mieux appropriés aux installations nucléaires, d'un caractère si complexe et tellement dangereux, par l'exploitant rendu responsable de tout accident nucléaire.

De même, en second lieu, vu le rôle qui revient à la responsabilité en général en tant qu'instrument assurant le respect des normes et des principes généraux du domaine du droit international public, où il n'y a pas un organe central de création et d'exécution du droit, on ne saurait nier une telle fonction à la responsabilité pour dommages nucléaires aussi.

Le développement de l'énergie atomique partout dans le monde, la multiplication des installations nucléaires à l'avenir,

l'intensification de la coopération internationale dans ce domaine, tout cela ne manquera pas de poser de nouveaux problèmes aux juristes. Ainsi, la conclusion des accords de garanties prévus par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires aura pour effet de rendre nécessaire une recherche plus poussée quant à la responsabilité incombant aux organisations internationales à l'égard des Etats, ou de ceux-ci envers de telles organisations.

Mais, à notre avis, ce sont les principes et les règles des lois atomiques nationales ou les dispositions conventionnelles du domaine de la responsabilité en matière de dommages nucléaires qui constituent une base sur laquelle on puisse étayer de nouveaux développements. La science tout comme l'évolution de la société, ne peut s'arrêter.

L'utilisation à des fins pacifiques des explosions nucléaires, comme la mise en application de l'énergie thermonucléaire, viendront sans nul doute, grâce aux nouveaux problèmes qui se feront ainsi jour, enrichir cette nouvelle branche du droit qu'est le droit atomique, d'une si grande importance pour le progrès de l'humanité à cette étape de la révolution technique et scientifique.

CONVENTION SUR LA RESPONSABILITE CIVILE DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE NUCLEAIRE *)

Paris, 29 juillet 1960

LES GOUVERNEMENTS de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de l'Espagne, de la République Française, du Royaume de Grèce, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume de Suède, de la Confédération Suisse et de la République Turque ;

CONSIDERANT que l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire, créée dans le cadre de l'Organisation européenne de coopération économique (appelée ci-après l'„Organisation“), est chargée de promouvoir l'élaboration et l'harmonisation des législations intéressant l'énergie nucléaire dans les pays participants, en ce qui concerne notamment le régime de la responsabilité civile et de l'assurance des risques atomiques ;

DESIREUX d'assurer une réparation adéquate et équitable aux personnes victimes de dommages causés par des accidents nucléaires, tout en prenant les mesures nécessaires pour éviter d'entraver le développement de la production et des utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ;

CONVAINCUS de la nécessité d'unifier les règles fondamentales applicables dans les différents pays à la responsabilité découlant de ces dommages, tout en laissant à ces pays la possibilité de prendre, sur le plan national, les mesures complémentaires qu'ils estimeraient nécessaires et éventuellement d'étendre les dispositions de la présente Convention aux dommages résultant d'accidents dus à des radiations ionisantes qu'elle ne couvre pas ;

SONT CONVENUS de ce qui suit :

Article premier

a) Au sens de la présente Convention :

i) „Un accident nucléaire“ signifie tout fait ou succession de faits de même origine ayant causé des dommages, dès lors que ce fait ou ces faits ou certains des dommages causés proviennent ou

* Texte incluant les dispositions du Protocole additionnel à la Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire signé à Paris le 28 janvier 1964.

résultent des propriétés radioactives, ou à la fois des propriétés radioactives et des propriétés toxiques, explosives ou autres propriétés dangereuses des combustibles nucléaires ou produits ou déchets radioactifs.

ii) „Installation nucléaire“ signifie les réacteurs à l'exception de ceux qui font partie d'un moyen de transport ; les usines de préparation ou de fabrication de substances nucléaires ; les usines de séparation des isotopes de combustibles nucléaires ; les usines de traitement de combustibles nucléaires irradiés ; les installations de stockage de substances nucléaires à l'exclusion du stockage de ces substances en cours de transport, ainsi que toute autre installation dans laquelle des combustibles nucléaires ou des produits ou des déchets radioactifs sont détenus et qui serait désignée par le Comité de Direction de l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire (appelée ci-après le „Comité de Direction“).

iii) „Combustibles nucléaires“ signifie les matières fissiles comprenant l'uranium sous forme de métal, d'alliage ou de composé chimique (y compris l'uranium naturel), le plutonium sous forme de métal, d'alliage ou de composé chimique et toute autre matière fissile qui serait désignée par le Comité de Direction.

iv) „Produits ou déchets radioactifs“ signifie les matières radioactives produites ou rendues radioactives par expositions aux radiations résultant des opérations de production ou d'utilisation de combustibles nucléaires, à l'exclusion, d'une part, des combustibles nucléaires et, d'autre part, des radioisotopes qui, hors d'une installation nucléaire, sont utilisés ou destinés à être utilisés à des fins industrielles, commerciales, agricoles, médicales ou scientifiques.

v) „Substances nucléaires“ signifie les combustibles nucléaires (à l'exclusion de l'uranium naturel et de l'uranium appauvri) et les produits ou déchets radioactifs.

vi) „Exploitant“ d'une installation nucléaire signifie la personne désignée ou reconnue par l'autorité publique compétente comme l'exploitant de cette installation nucléaire.

b) Le Comité de Direction pourra décider qu'une catégorie d'installations nucléaires, de combustibles nucléaires ou de substances nucléaires sera, en raison des risques réduits qu'elle comporte, exclue du champ d'application de la présente Convention.

Article 2

La présente Convention ne s'applique ni aux accidents nucléaires survenus sur le territoire d'Etats non-contractants ni aux dommages subis sur ces territoires, sauf si la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable en dispose autrement, sans préjudice toutefois des droits prévus à l'article 6 e).

Article 3

a) L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable conformément à la présente Convention :

- i) de tout dommage aux personnes ; et
- ii) de tout dommage aux biens, à l'exclusion

1. de l'installation nucléaire elle-même et des biens qui se trouvent sur le site de cette installation et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec elle ;

2. dans les cas prévus à l'article 4, du moyen de transport sur lequel les substances nucléaires en cause se trouvent au moment de l'accident nucléaire, s'il est établi que ce dommage (appelé ci-après le „dommage“) est causé par un accident nucléaire mettant en jeu soit des combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs détenus dans cette installation, soit des substances nucléaires provenant de cette installation, sous réserve des dispositions de l'article 4.

b) Lorsque des dommages sont causés conjointement par un accident nucléaire et un accident autre qu'un accident nucléaire, le dommage causé par ce second accident, dans la mesure où on ne peut le séparer avec certitude du dommage causé par l'accident nucléaire, est considéré comme un dommage causé par l'accident nucléaire. Lorsque le dommage est causé conjointement par un accident nucléaire et par une émission de radiations ionisantes qui n'est pas visée par la présente Convention, aucune disposition de la présente Convention ne limite ni n'affecte autrement la responsabilité de toute personne en ce qui concerne cette émission de radiations ionisantes.

c) Une Partie contractante peut prévoir dans sa législation que la responsabilité de l'exploitant d'une installation nucléaire située sur son territoire comprend tout dommage qui provient ou résulte de rayonnements ionisants émis par une source quelconque de rayonnements se trouvant dans cette installation nucléaire, autre que les sources dont il est fait mention au paragraphe a) du présent article.

Article 4

Dans le cas de transport de substances nucléaires, y compris le stockage en cours de transport, et sans préjudice de l'article 2 :

a) L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable de tout dommage, conformément à la présente Convention, s'il est établi qu'il est causé par un accident nucléaire survenu hors de cette installation et mettant en jeu des substances nucléaires transportées en provenance de cette installation, à condition que l'accident survienne :

i) avant que la responsabilité des accidents nucléaires causés par les substances nucléaires n'ait été assumée, aux termes d'un contrat écrit, par l'exploitant d'une autre installation nucléaire ;

ii) à défaut de dispositions expresses d'un tel contrat, avant que l'exploitant d'une autre installation nucléaire n'ait pris en charge les substances nucléaires ;

iii) si les substances nucléaires sont destinées à un réacteur faisant partie d'un moyen de transport, avant que la personne dûment autorisée à exploiter ce réacteur n'ait pris en charge les substances nucléaires ;

iv) si les substances nucléaires ont été envoyées à une personne se trouvant sur le territoire d'un Etat non-contractant, avant qu'elles n'aient été déchargées du moyen de transport par lequel elles sont parvenues sur le territoire de cet Etat non-contractant.

b) L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable de tout dommage, conformément à la présente Convention, s'il est établi qu'il est causé par un accident nucléaire survenu hors de cette installation et mettant en jeu des substances nucléaires au cours de transports à destination de cette installation, à condition que l'accident survienne :

i) après que la responsabilité des accidents nucléaires causés par les substances nucléaires lui aura été transférée, aux termes d'un contrat écrit, par l'exploitant d'une autre installation nucléaire ;

ii) à défaut de dispositions expresses d'un contrat écrit après qu'il aura pris en charge les substances nucléaires ;

iii) après qu'il aura pris en charge les substances nucléaires provenant de la personne exploitant un réacteur faisant partie d'un moyen de transport ;

iv) si les substances nucléaires ont été envoyées, avec le consentement par écrit de l'exploitant, par une personne se trouvant sur les territoire d'un Etat non-contractant, après qu'elles auront été chargées sur le moyen de transport par lequel elles doivent quitter le territoire de cet Etat non-contractant.

c) L'exploitant responsable conformément à la présente Convention doit remettre au transporteur un certificat délivré par ou pour le compte de l'assureur ou de toute autre personne ayant accordé une garantie financière conformément à l'article 10. Le certificat doit énoncer le nom et l'adresse de cet exploitant ainsi que le montant, le type et la durée de la garantie. Les faits énoncés dans le certificat ne peuvent être contestés par la personne par laquelle ou pour le compte de laquelle il a été délivré. Le certificat doit également désigner les substances nucléaires et l'itinéraire couverts par la garantie et comporter une déclaration de l'autorité publique compétente que la personne visée est un exploitant au sens de la présente Convention.

d) La Législation d'une Partie contractante peut prévoir qu'à des conditions qu'elle détermine, un transporteur peut être substitué, en ce qui concerne la responsabilité prévue par la présente Convention, à un exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire de ladite Partie contractante, par décision de l'autorité publique compétente, à la demande du transporteur et avec l'accord de l'exploitant, si les conditions requises à l'article 10 a) sont remplies. Dans ce cas, le transporteur est considéré, aux fins de la présente Convention, pour les accidents nucléaires survenus en cours de transport de substances nucléaires, comme exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire de ladite Partie contractante.

Article 5

a) Si les combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs mis en jeu dans un accident nucléaire ont été détenus successivement dans plusieurs installations nucléaires et sont

détenus dans une installation nucléaire au moment où le dommage est causé, aucun exploitant d'une installation dans laquelle ils ont été détenus antérieurement n'est responsable du dommage.

b) Toutefois, si un dommage est causé par un accident nucléaire survenu dans une installation nucléaire et ne mettant en cause que des substances nucléaires qui y sont stockées en cours de transport, l'exploitant de cette installation n'est pas responsable lorsqu'un autre exploitant ou une autre personne est responsable en vertu de l'article 4.

c) Si les combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs mis en jeu dans un accident nucléaire ont été détenus dans plusieurs installations nucléaires et ne sont pas détenus dans une installation nucléaire au moment où le dommage est causé, aucun exploitant autre que l'exploitant de la dernière installation nucléaire dans laquelle ils ont été détenus, avant que le dommage ait été causé, ou que l'exploitant qui les a pris en charge ultérieurement, n'est responsable du dommage.

d) Si le dommage implique la responsabilité de plusieurs exploitants conformément à la présente Convention, leur responsabilité est solidaire et cumulative; toutefois lorsqu'une telle responsabilité résulte du dommage causé par un accident nucléaire mettant en jeu des substances nucléaires en cours de transport, soit dans un seul et même moyen de transport, soit, en cas de stockage en cours de transport, dans une seule et même installation nucléaire, le montant total maximum de la responsabilité desdits exploitants est égal au montant le plus élevé fixé pour un des exploitants conformément à l'article 7. En aucun cas, la responsabilité d'un exploitant résultant d'un accident nucléaire ne peut dépasser le montant fixé, en ce qui le concerne, à l'article 7.

Article 6

a) Le droit à réparation pour un dommage causé par un accident nucléaire ne peut être exercé que contre un exploitant responsable de ce dommage conformément à la présente Convention: il peut également être exercé contre l'assureur ou contre toute autre personne ayant accordé une garantie financière à l'exploitant conformément à l'article 10, si un droit d'action directe contre l'assureur ou toute personne ayant accordé une garantie financière est prévu par le droit national.

b) Sous réserve des dispositions du présent article, aucune autre personne n'est tenue de réparer un dommage causé par un accident nucléaire; toutefois, cette disposition ne peut affecter l'application des accords internationaux dans le domaine des transports qui sont en vigueur ou ouverts à la signature,

à la ratification ou à l'adhésion, à la date de la présente Convention.

c) i) Aucune disposition de la présente Convention n'affecte la responsabilité :

1. de toute personne physique qui, par un acte ou une omission procédant de l'intention de causer un dommage, a causé un dommage résultant d'un accident nucléaire dont l'exploitant, conformément à l'article 3 a) ii) 1 et 2 ou à l'article 9, n'est par responsable en vertu de la présente Convention ;

2. de la personne dûment autorisée à exploiter un réacteur faisant partie d'un moyen de transport pour un dommage causé par un accident nucléaire, lorsqu'un exploitant n'est par responsable de ce dommage en vertu de l'article 4 a) iii) ou b) iii).

ii) L'exploitant ne peut être rendu responsable, en dehors de la présente Convention, d'un dommage causé par un accident nucléaire, sauf lorsqu'il n'est pas fait usage de l'article 7 c), et alors seulement dans la mesure où des dispositions particulières ont été prises en ce qui concerne le dommage au moyen de transport, soit dans la législation nationale, soit dans la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire.

d) Toute personne qui a réparé un dommage causé par un accident nucléaire en vertu d'un accord international visé au paragraphe b) du présent article ou en vertu de la législation d'un Etat non-contractant acquiert par subrogation, à concurrence de la somme versée, les droits dont la personne ainsi indemnisée aurait bénéficié en vertu de la présente Convention.

e) Toute personne ayant son lieu principal d'exploitation sur le territoire d'une Partie contractante, ou ses préposés, qui ont réparé un dommage nucléaire causé par un accident nucléaire survenu sur le territoire d'un Etat non-contractant ou un dommage subi sur ce territoire, acquièrent, à concurrence de la somme versée, les droits dont la personne ainsi indemnisée aurait bénéficié en l'absence de l'article 2.

f) L'exploitant n'a un droit de recours que :

i) si le dommage résulte d'un acte ou d'une omission procédant de l'intention de causer un dommage, contre la personne physique auteur de l'acte ou de l'omission intentionnelle ;

ii) si et dans la mesure où le recours est prévu expressément par contrat.

g) pour autant que l'exploitant ait un droit de recours contre une personne en vertu du paragraphe f) du présent article, ladite personne ne peut avoir un droit contre l'exploitant en vertu des paragraphes d) ou e) du présent article.

h) Si la réparation du dommage met en jeu un régime national ou public d'assurance médicale, de sécurité sociale ou de réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, les droits des bénéficiaires de ce régime et les recours

éventuels pouvant être exercés contre l'exploitant sont réglés par la loi de la Partie Contractante ou les règlements de l'organisation intergouvernementale ayant établi ce régime.

Article 7

a) Le total des indemnités payables pour un dommage causé par un accident nucléaire ne peut dépasser le montant maximum de la responsabilité, fixé conformément au présent article.

b) Le montant maximum de la responsabilité de l'exploitant pour les dommages causés par un accident nucléaire est fixé à 15.000.000 d'unités de compte de l'Accord monétaire européen, telles qu'elles sont définies à la date de la présente Convention (appelées ci-après „unités de compte“). Toutefois, un autre montant plus ou moins élevé peut être fixé par la législation d'une Partie contractante, compte tenu de la possibilité pour l'exploitant d'obtenir l'assurance ou une autre garantie financière requise à l'article 10, sans toutefois que le montant ainsi fixé puisse être inférieur à 5 000 000 d'unités de compte. Les montants prévus au présent paragraphe peuvent être convertis en monnaie nationale en chiffres ronds.

c) L'exception résultant de l'alinéa a) ii) 2 de l'article 3 peut être écartée par la législation d'une Partie contractante, à condition qu'en aucun cas l'inclusion des dommages au moyen de transport n'ait pour effet de réduire la responsabilité de l'exploitant pour les autres dommages à un montant inférieur à 5 000 000 d'unités de compte.

d) Le montant fixé en vertu du paragraphe b) du présent article pour la responsabilité des exploitants d'installations nucléaires situées sur le territoire d'une Partie contractante ainsi que les dispositions de la législation d'une Partie contractante prises en vertu du paragraphe c) du présent article, s'appliquent à la responsabilité desdits exploitants quel que soit le lieu de l'accident nucléaire.

e) Une Partie contractante peut subordonner le transit de substances nucléaires à travers son territoire, à la condition que le montant maximum de la responsabilité de l'exploitant étranger en cause soit augmenté, si elle estime que ledit montant ne couvre pas d'une manière adéquate les risques d'un accident nucléaire au cours de ce transit. Toutefois, le montant maximum ainsi augmenté ne peut excéder le montant maximum de la responsabilité des exploitants d'installations nucléaires situées sur le territoire de cette Partie contractante.

f) Les dispositions du paragraphe e) du présent article ne s'appliquent pas :

i) au transport par mer lorsqu'il y a, en vertu du droit international, un droit de refuge dans les ports de ladite Partie contractante, par suite d'un danger imminent, ou un droit de passage inoffensif à travers son territoire ;

ii) au transport par air lorsqu'il y a, en vertu d'un accord ou du droit international, un droit de survol du territoire ou d'atterrissage sur le territoire de ladite Partie contractante.

g) Les intérêts et dépens liquidés par le tribunal saisi d'une action en réparation en vertu de la présente Convention ne sont pas considérés comme des indemnités au sens de la présente Convention et sont dus par l'exploitant en sus du montant des réparations qui peuvent être dues en vertu du présent article.

Article 8

a) Les actions en réparation, en vertu de la présente Convention, doivent être intentées sous peine de déchéance, dans le délai de dix ans à compter de l'accident nucléaire. Toutefois, la législation nationale peut fixer un délai de déchéance supérieur à dix ans, si la Partie contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable prévoit des mesures pour couvrir la responsabilité de l'exploitant à l'égard des actions en réparation introduites après l'expiration du délai de dix ans et pendant la période de prolongation de ce délai. Toutefois, cette prolongation du délai de déchéance ne peut porter atteinte en aucun cas aux droits à réparation en vertu de la présente Convention des personnes ayant intenté contre l'exploitant une action du fait de décès ou de dommages aux personnes avant l'expiration dudit délai de dix ans.

b) Dans le cas de dommage causé par un accident nucléaire mettant en jeu des combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs qui étaient, au moment de l'accident, volés, perdus, jetés par-dessus bord ou abandonnés et n'avaient pas été récupérés, le délai visé au paragraphe a) de cet article est calculé à partir de la date de cet accident nucléaire, mais il ne peut en aucun cas être supérieur à vingt ans à compter de la date du vol, de la perte, du jet par-dessus bord ou de l'abandon.

c) La législation nationale peut fixer un délai de déchéance ou de prescription de deux ans au moins, soit à compter du moment où le lésé a eu connaissance du dommage et de l'exploitant responsable, soit à compter du moment où il a dû raisonnablement en avoir connaissance, sans que le délai établi en vertu des paragraphes a) et b) de cet article puisse être dépassé.

d) Dans les cas prévus à l'article 13 c) ii), il n'y a pas de déchéance de l'action en réparation si, dans le délai prévu au paragraphe a) du présent article,

i) une action a été intentée, avant que le Tribunal visé à l'article 17 n'ait pris une décision, devant l'un des tribunaux entre lesquels ledit Tribunal peut choisir, si le Tribunal désigne comme tribunal compétent un autre tribunal que celui devant lequel l'action a déjà été intentée, il peut fixer un délai dans lequel l'action doit être intentée devant le tribunal compétent ainsi désigné ;

ii) une demande a été introduite auprès d'une Partie contractante intéressée en vue de la désignation du tribunal compétent par le Tribunal conformément à l'article 13 c) ii), à condition qu'une action soit intentée après cette désignation dans le délai qui serait fixé par ledit Tribunal.

e) Sauf disposition contraire du droit national, une personne ayant subi un dommage causé par un accident nucléaire qui a intenté une action en réparation dans le délai prévu au présent article peut présenter une demande complémentaire en cas d'aggravation du dommage après l'expiration de ce délai, tant qu'un jugement définitif n'est pas intervenu.

Article 9

L'exploitant n'est pas responsable des dommages causés par un accident nucléaire si cet accident est dû directement à des actes de conflit armé, d'hostilités, de guerre civile, d'insurrection ou, sauf disposition contraire de la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle est située son installation nucléaire, à des cataclysmes naturels de caractère exceptionnel.

Article 10

a) Tout exploitant devra être tenu, pour faire face à la responsabilité prévue par la présente Convention, d'avoir et de maintenir, à concurrence du montant fixé conformément à l'article 7, une assurance ou une autre garantie financière correspondant au type et aux conditions déterminés par l'autorité publique compétente.

b) L'assureur ou toute autre personne ayant accordé une garantie financière ne peut suspendre l'assurance ou la garantie financière prévue au paragraphe a) du présent article, ou y mettre fin sans un préavis de deux mois au moins donné par écrit à l'autorité publique compétente, ou, dans la mesure où ladite assurance ou autre garantie financière concerne un transport de substances nucléaires, pendant la durée de ce transport.

c) Les sommes provenant de l'assurance, de la réassurance ou d'une autre garantie financière ne peuvent servir qu'à la réparation des dommages causés par un accident nucléaire.

Article 11

La nature, la forme et l'étendue de la réparation, ainsi que la réparation équitable des indemnités sont régies, dans les limites prévues par la présente Convention, par le droit national.

Article 12

Les indemnités payables conformément à la présente Convention, les primes d'assurance et de réassurance ainsi que les sommes provenant de l'assurance, de la réassurance ou d'une autre garantie financière en vertu de l'article 10 et les intérêts et dépens visés à l'article 7 g), sont librement transférables entre les zones monétaires des Parties contractantes.

Article 13

a) Sauf dans les cas où le présent article en dispose autrement, les tribunaux de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'accident nucléaire est survenu, sont seuls compétents pour statuer sur les actions introduites en vertu des articles 3, 4, 6 a) et 6 e).

b) Lorsqu'un accident nucléaire survient hors des territoires des Parties contractantes, ou que le lieu de l'accident nucléaire ne peut être déterminé avec certitude, les tribunaux de la Partie contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable sont seuls compétents.

c) Lorsqu'en vertu des paragraphes a) ou b) du présent article les tribunaux de plusieurs Parties contractantes sont compétents, la compétence est attribuée,

i) si l'accident nucléaire est survenu en partie en dehors du territoire de toute Partie contractante et en partie sur le territoire d'une seule Partie contractante, aux tribunaux de cette dernière ;

ii) dans tout autre cas, aux tribunaux de la Partie contractante désignée, à la demande d'une Partie contractante intéressée, par le Tribunal visé à l'article 17, comme étant la plus directement liée à l'affaire.

d) Lorsque les jugements prononcés contradictoirement ou par défaut par le tribunal compétent en vertu des dispositions du présent article sont exécutoires d'après les lois appliquées par ce tribunal, ils deviennent exécutoires sur le territoire de toute autre Partie contractante dès l'accomplissement des formalités prescrites par la Partie contractante intéressée. Aucun nouvel examen du fond de l'affaire n'est admis. Cette disposition ne s'applique pas aux jugements qui ne sont exécutoires que provisoirement.

e) Si une action en réparation est intentée contre une Partie contractante en vertu de la présente Convention, ladite Partie contractante ne peut invoquer son immunité de juridiction devant le tribunal compétent en vertu du présent article, sauf en ce qui concerne les mesures d'exécution.

Article 14

a) La présente Convention doit être appliquée sans aucune discrimination fondée sur la nationalité, le domicile ou la résidence.

b) Le „droit national“ et la „législation nationale“ signifient le droit ou la législation nationale du tribunal compétent en vertu de la présente Convention pour statuer sur les actions résultant d'un accident nucléaire ; le droit ou la législation nationale est applicable pour toutes les questions de fond et de procédure qui ne sont pas réglées spécialement par la présente Convention.

c) Le droit et la législation nationales doivent être appliqués sans aucune discrimination fondée sur la nationalité, le domicile ou la résidence.

Article 15

a) Il appartient à chaque Partie contractante de prendre les mesures qu'elle estime nécessaires en vue d'accroître l'importance de la réparation prévue par la présente Convention.

b) Pour la part des dommages dont la réparation proviendrait d'une intervention financière mettant en jeu des fonds publics et qui excéderait le montant minimum de 5 000 000 d'unités de compte prévu à l'article 7, l'application de ces mesures, quelle que soit leur forme, pourrait être soumise à des conditions particulières dérogeant aux dispositions de la présente Convention.

Article 16

Les dispositions prises par le Comité de Direction en vertu de l'article 1 a) ii), 1 a) iii) et 1 b), sont adoptées par accord mutuel des membres représentant les Parties contractantes.

Article 17

Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention sera examiné par le Comité de Direction et à défaut de solution amiable soumis, à la demande d'une Partie contractante intéressée, au Tribunal créé par la Convention en date du 20 décembre 1957 sur l'établissement d'un contrôle de sécurité dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Article 18

a) Des réserves portant sur une ou plusieurs dispositions de la présente Convention peuvent être formulées à tout moment avant la ratification ou l'adhésion à la présente Convention, ou

avant la notification faite en vertu de l'article 23 en ce qui concerne le ou les territoires visés par cette notification ; ces réserves ne sont recevables que si leurs termes ont été expressément acceptés par les Signataires.

b) Toutefois, l'acceptation d'un Signataire n'est pas requise, si celui-ci n'a pas lui-même ratifié la Convention dans un délai de douze mois à partir de la date où la notification de la réserve lui a été communiquée par le Secrétaire général de l'Organisation, conformément à l'article 24.

c) Toute réserve acceptée conformément au présent article peut être retirée à tout moment par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation.

Article 19

a) La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

b) La présente Convention entrera en vigueur dès que cinq au moins des Signataires auront déposé leur instrument de ratification. Pour tout Signataire qui la ratifiera ultérieurement, la présente Convention entrera en vigueur dès qu'il aura déposé son instrument de ratification.

Article 20

Les modifications à la présente Convention seront adoptées par accord mutuel de toutes les Parties contractantes. Elles entreront en vigueur lorsqu'elles auront été ratifiées ou confirmées par les deux tiers des Parties contractantes. Pour toutes Parties contractantes qui les ratifieront ou confirmeront ultérieurement, les modifications entreront en vigueur à la date de cette ratification ou confirmation.

Article 21

a) Tout Gouvernement d'un pays membre ou associé de l'Organisation, non Signataire de la présente Convention, pourra y adhérer par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation.

b) Tout Gouvernement d'un autre pays non Signataire de la présente Convention pourra y adhérer par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation et avec l'accord unanime des Parties contractantes. L'adhésion prendra effet à la date de cet accord.

Article 22

a) La présente Convention est conclue pour une durée de dix ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Toute Partie contractante pourra mettre fin en ce qui la concerne à l'application de la présente Convention au terme de ce délai en donnant un préavis d'un an à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation.

b) La présente Convention restera par la suite en vigueur pour une période de cinq ans, vis-à-vis des Parties contractantes qui n'auront pas mis fin à son application conformément au paragraphe a) du présent article et ultérieurement, par périodes successives de cinq ans, vis-à-vis des Parties contractantes qui n'y auront pas mis fin au terme de l'une de ces périodes, en donnant un préavis d'un an à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation.

c) Une conférence sera convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation pour examiner la révision de la présente Convention, au terme de la période de cinq ans qui suivra la date de son entrée en vigueur ou, à tout autre moment, à la demande d'une Partie contractante, dans un délai de six mois à compter de cette demande.

Article 23

a) La Présente Convention s'applique aux territoires métropolitains des Parties contractantes.

b) Tout Signataire ou Partie contractante peut, au moment de la signature ou de la ratification de la présente Convention ou de son adhésion à la présente Convention, ou ultérieurement à tout moment, indiquer par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation que la présente Convention s'applique à ceux de ses territoires, y compris les territoires pour lesquels la Partie contractante est responsable dans les relations internationales, auxquels elle n'est pas applicable en vertu du paragraphe a) du présent article et qui sont désignés dans la notification. Une telle notification peut, en ce qui concerne tout territoire qui y est désigné, être retirée en donnant un préavis d'un an à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation.

c) Les territoires d'une Partie contractante, y compris ceux pour lesquels elle est responsable dans les relations internationales, auxquels la présente Convention ne s'applique pas, sont considérés aux fins de ladite Convention comme territoires d'un Etat non-contractant.

Article 24

Le Secrétaire général de l'Organisation donnera communication à tous les Signataires et Gouvernements ayant adhéré à la Convention de la réception des instruments de ratification, d'adhésion et de retrait, ainsi que des notification faites en vertu de l'article 23 et des décisions prises par le Comité de Direction en vertu de l'article 1 a) ii), 1 a) iii) et 1 b). Il leur notifiera également la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, le texte des modifications adoptées et la date de l'entrée en vigueur desdites modifications, ainsi que les réserves faites conformément à l'article 18.

CONVENTION COMPLEMENTAIRE A LA CONVENTION
DE PARIS DU 29 JUILLET 1960 SUR LA RESPONSABILITE
CIVILE DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE
NUCLEAIRE *)

LES GOUVERNEMENTS de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de l'Espagne, de la République Française, de la République Italienne, du Grand-Duché, de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume de Suède et de la Confédération Suisse ;

PARTIES à la Convention du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, conclue dans le cadre de l'Organisation européenne de coopération économique devenue l'Organisation de coopération et de développement économiques et telle qu'elle a été modifiée par le Protocole additionnel conclu à Paris, le 28 janvier 1964 (ci-après dénommée „Convention de Paris“).

DESIREUX d'apporter un complément aux mesures prévues dans cette Convention, en vue d'accroître l'importance de la réparation des dommages qui pourraient résulter de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ;

SONT CONVENUS de ce qui suit :

Article premier

Le régime complémentaire à celui de la Convention de Paris, institué par la présente Convention, est soumis aux dispositions de la Convention de Paris ainsi qu'aux dispositions fixées ci-après.

Article 2

a) Le régime de la présente Convention s'applique aux dommages causés par des accidents nucléaires autres que ceux qui sont survenus entièrement sur le territoire d'un Etat non contractant à la présente Convention :

i) dont la responsabilité incombe, en vertu de la Convention de Paris, à l'exploitant d'une installation nucléaire à usage pacifique, située sur le territoire d'une Partie contractante à la présente Con-

* Texte incluant les dispositions du Protocole additionnel à la Convention du 31 janvier 1963 complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, signé à Paris le 28 janvier 1964.

vention (ci-après dénommée „Partie contractante“) et figurant sur la liste établie et mise à jour dans les conditions prévues à l'article 13, et

ii) subis

1. sur le territoire d'une Partie contractante ou

2. en haute mer ou au-dessus, à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé sur le territoire d'une Partie contractante ou

3. en haute mer ou au-dessus, par un ressortissant d'une Partie contractante à condition, s'il s'agit de dommages à un navire ou à un aéronef, que celui-ci soit immatriculé sur le territoire d'une Partie contractante, sous réserve que les tribunaux d'une Partie contractante soient compétents conformément à la Convention de Paris.

b) Tout Signataire ou Gouvernement adhérent à la Convention peut, au moment de la signature de la présente Convention ou de son adhésion à celle-ci ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, déclarer qu'il assimile à ses propres ressortissants, aux fins de l'application du paragraphe

a) ii) ci-dessus, les personnes physiques qui ont leur résidence habituelle sur son territoire au sens de sa législation, ou certaines catégories d'entre elles.

c) Au sens du présent article, l'expression „ressortissant d'une Partie contractante“ couvre une Partie contractante ou toute subdivision politique d'une telle Partie, ou toute personne morale de droit public ou de droit privé, ainsi que toute entité publique ou privée n'ayant pas la personnalité juridique établie sur le territoire d'une Partie contractante.

Article 3

a) Dans les conditions fixées par la présente Convention, les Parties contractantes s'engagent à ce que la réparation des dommages visés à l'article 2 soit effectuée à concurrence d'un montant de 120 millions d'unités de compte par accident.

b) Cette réparation est effectuée :

i) à concurrence d'un montant au moins égal à 5 millions d'unités de compte, fixé à cet effet en vertu de la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable, au moyen de fonds provenant d'une assurance ou d'une autre garantie financière ;

ii) entre ce montant et 70 millions d'unités de compte, au moyen de fonds publics à allouer par la Partie contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable ;

iii) entre 70 et 120 millions d'unités de compte, au moyen de fonds publics à allouer par les Parties contractantes selon la clé de répartition prévue à l'article 12.

c) A cet effet, chaque Partie contractante doit :

i) soit fixer, conformément à l'article 7 de la Convention de Paris, le montant maximum de la responsabilité de l'exploitant à 120 millions d'unités de compte et disposer que cette responsabilité est couverte par l'ensemble des fonds visés au paragraphe b) ci-dessus ;

ii) soit fixer le montant maximum de la responsabilité de l'exploitant à un niveau au moins égal à celui qui est fixé conformément au paragraphe b) i) ci-dessus et disposer qu'au delà de ce montant et jusqu'à 120 millions d'unités de compte, les fonds publics visés au paragraphe b) ii) et iii) ci-dessus sont alloués à un titre différent de celui d'une couverture de la responsabilité de l'exploitant ; toutefois, elle ne doit pas porter atteinte aux règles de fond et de procédure fixées par la présente Convention.

d) Les créances découlant de l'obligation pour l'exploitant de réparer des dommages ou de payer des intérêts et dépens au moyen des fonds alloués conformément aux paragraphes b) ii) et iii) et f) du présent article ne sont exigibles à son égard qu'au fur et à mesure de l'allocation effective de ces fonds.

e) Les Parties contractantes s'engagent à ne pas faire usage dans l'exécution de la présente Convention de la faculté prévue à l'article 15 b) de la Convention de Paris d'édicter des conditions particulières :

i) pour la réparation des dommages effectués au moyen des fonds visés au paragraphe b) i) ci-dessus ;

ii) en dehors de celles de la présente Convention, pour la réparation des dommages effectuée au moyen des fonds publics visés au paragraphe b) ii) et iii) ci-dessus.

f) Les intérêts et dépens visés à l'article 7 g) de la Convention de Paris sont payables au-delà des montants indiqués au paragraphe b) ci-dessus. Dans la mesure où ils sont alloués au titre d'une réparation payable sur les fonds visés :

i) au paragraphe b) i) ci-dessus, ils sont à la charge de l'exploitant responsable ;

ii) au paragraphe b) ii) ci-dessus, ils sont à la charge de la Partie contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de cet exploitant ;

iii) au paragraphe b) iii) ci-dessus, ils sont à la charge de l'ensemble des Parties contractantes.

g) Au sens de la présente Convention, „unité de compte“ signifie l'unité de compte de l'Accord monétaire européen, telle qu'elle est définie à la date de la Convention de Paris.

Article 4

a) Si un accident nucléaire entraîne un dommage qui implique la responsabilité de plusieurs exploitants, le cumul des responsabilités prévu à l'article 5 d) de la Convention de Paris ne joue, dans la mesure où des fonds publics visés à l'article 3 b) ii) et iii) doivent être alloués, qu'à concurrence d'un montant de 120 millions d'unités de compte.

b) Le montant global des fonds publics alloués en vertu de l'article 3 b) ii) et iii) ne peut dépasser, dans ce cas, la différence entre 120 millions d'unités de compte et le total des montants déterminés pour ces exploitants, conformément à l'article 3 b) i)

ou, dans le cas d'un exploitant dont l'installation nucléaire est située sur le territoire d'un Etat non-contractant à la présente Convention, conformément à l'article 7 de la Convention de Paris. Si plusieurs Parties contractantes sont tenues d'allouer des fonds publics, conformément à l'article 3 b) ii), la charge de cette allocation est répartie entre elles au prorata du nombre des installations nucléaires situées sur le territoire de chacune d'elles qui sont impliquées dans l'accident nucléaire et dont les exploitants sont responsables.

Article 5

a) Dans le cas où l'exploitant responsable a un droit de recours conformément à l'article 6 f) de la Convention de Paris, la Partie contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de cet exploitant adopte dans sa législation les dispositions nécessaires pour permettre à cette Partie contractante et aux autres Parties contractantes, de bénéficier de ce recours dans la mesure où des fonds publics sont alloués au titre de l'article 3 b), ii), iii) et f).

b) Cette législation peut prévoir à l'encontre de cet exploitant des dispositions pour la récupération des fonds publics alloués au titre de l'article 3 b) ii), iii) et f) si le dommage résulte d'une faute qui lui soit imputable.

Article 6

Pour le calcul des fonds à allouer en vertu de la présente Convention, seuls sont pris en considération les droits à réparation exercés dans un délai de dix ans à compter de l'accident nucléaire. En cas de dommage causé par un accident nucléaire mettant en jeu des combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs qui étaient, au moment de l'accident, volés, perdus, jetés par-dessus bord ou abandonnés et n'avaient pas été récupérés, un tel délai ne peut, en aucun cas, être supérieur à vingt ans à compter de la date du vol, de la perte, du jet par-dessus bord ou de l'abandon. Il est en outre prolongé dans les cas et aux conditions fixés à l'article 8 d) de la Convention de Paris. Les demandes complémentaires présentées après l'expiration de ce délai, dans les conditions prévues à l'article 8 e) de la Convention de Paris, sont également prises en considération.

Article 7

Lorsqu'une Partie contractante fait usage de la faculté prévue à l'article 8 c) de la Convention de Paris, le délai qu'elle fixe est un délai de prescription de trois ans à compter soit du moment

où le lésé a eu connaissance du dommage et de l'exploitant responsable, soit du moment où il a dû raisonnablement en avoir connaissance.

Article 8

Toute personne bénéficiant des dispositions de la présente Convention a droit à la réparation intégrale du dommage subi, conformément aux dispositions prévues par le droit national. Toutefois, chaque Partie contractante peut fixer des critères de répartition équitables pour le cas où le montant des dommages dépasse ou risque de dépasser :

- i) 120 millions d'unités de compte ; ou
- ii) la somme plus élevée qui résulterait d'un cumul de responsabilités en vertu de l'article 5 d) de la Convention de Paris,

sans qu'il en résulte, quelle que soit l'origine des fonds et sous réserve des dispositions de l'article 2, de discrimination en fonction de la nationalité, du domicile ou de la résidence de la personne ayant subi le dommage.

Article 9

a) Le régime d'allocation des fonds publics visés à l'article 3 b) ii), iii) et f) est celui de la Partie contractante dont les tribunaux sont compétents.

b) Chaque Partie contractante prend les dispositions nécessaires pour que les personnes ayant subi un dommage puissent faire valoir leurs droits à réparation sans avoir à entamer des procédures différentes selon l'origine des fonds destinés à cette réparation.

c) Aucune Partie contractante n'est tenue d'allouer les fonds publics visés à l'article 3 b) et iii) tant que des fonds visés à l'article 3 b) i) restent disponibles.

Article 10

a) La Partie contractante dont les tribunaux sont compétents est tenue d'informer les autres Parties contractantes de la survenance et des circonstances d'un accident nucléaire dès qu'il apparaît que les dommages causés par cet accident dépassent ou risquent de dépasser le montant de 70 millions d'unités de compte. Les Parties contractantes prennent sans délai toutes dispositions nécessaires pour régler les modalités de leurs rapports à ce sujet.

b) Seule la Partie contractante dont les tribunaux sont compétents peut demander aux autres Parties contractantes l'allocation des fonds publics visés à l'article 3 b) iii) et f) et a compétence pour attribuer ces fonds.

c) Cette Partie contractante exerce, le cas échéant, les recours visés à l'article 5 pour le compte des autres Parties contractantes qui auraient alloué des fonds publics au titre de l'article 3 b) iii) et f).

d) Les transactions intervenues conformément aux conditions fixées par la législation nationale au sujet de la réparation des dommages effectuée au moyen des fonds publics visés à l'article 3 b) ii) et iii) seront reconnues par les autres Parties contractantes, et les jugements prononcés par les tribunaux compétents au sujet d'une telle réparation deviendront exécutoires sur le territoire des autres Parties contractantes conformément aux dispositions de l'article 13 d) de la Convention de Paris.

Article 11

a) Si les tribunaux compétents relèvent d'une Partie contractante autre que celle sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable, les fonds publics visés à l'article 3 b) ii) et f) sont alloués par la première de ces Parties. La Partie contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable rembourse à l'autre les sommes versées. Ces deux Parties contractantes déterminent d'un commun accord les modalités du remboursement.

b) Dans l'adoption de toutes dispositions législatives, réglementaires ou administratives postérieures au moment de l'accident nucléaire et relatives à la nature, à la forme et à l'étendue de la réparation, aux modalités d'allocation des fonds publics visés à l'article 3 b) ii) et, le cas échéant, aux critères de répartition de ces fonds, la Partie contractante dont les tribunaux sont compétents consulte la Partie contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable. En outre, elle prend toutes mesures nécessaires pour permettre à celle-ci d'intervenir dans les procès et de participer aux transactions concernant la réparation.

Article 12

a) La clé de répartition selon laquelle les Parties contractantes allouent les fonds publics visés à l'article 3 b) iii) est calculée :

i) à concurrence de 50%, sur la base du rapport existant entre, d'une part, le produit national brut aux prix courants de chaque Partie contractante et, d'autre part, le total des produits nationaux bruts aux prix courants de toutes les Parties contractantes, tels qu'ils résultent de la statistique officielle publiée par l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'année précédant celle au cours de laquelle l'accident nucléaire sera survenu ;

ii) à concurrence de 50%, sur la base du rapport existant entre, d'une part, la puissance thermique des réacteurs situés sur le terri-

toire de chaque Partie contractante et, d'autre part, la puissance thermique totale des réacteurs situés sur l'ensemble des territoires des Parties contractantes. Ce calcul sera effectué sur la base de la puissance thermique des réacteurs figurant, à la date de l'accident, sur la liste prévue à l'article 2 a) i). Cependant, un réacteur n'est pris en considérations pour ce calcul qu'à partir de la date à laquelle il a atteint, pour la première fois, la criticalité.

b) Au sens de la présente Convention, „puissance thermique“ signifie :

i) avant la délivrance de l'autorisation d'exploitation définitive, la puissance thermique prévue ;

ii) après cette délivrance, la puissance thermique autorisée par les autorités nationales compétentes.

Article 13

a) Chaque Partie contractante doit faire figurer sur la liste prévue à l'article 2 a) i) toutes les installations nucléaires à usage pacifique situées sur son territoire, répondant aux définitions de l'article premier de la Convention de Paris.

b) A cet effet, chaque Signataire ou Gouvernement adhérent à la présente Convention communique, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, le relevé complet de ces installations, au Gouvernement belge.

c) Ce relevé contient :

i) pour toutes les installations non encore achevées, l'indication de la date prévue d'existence du risque d'accident nucléaire ;

ii) et de plus, pour les réacteurs, l'indication de la date à laquelle il est prévu qu'ils atteindront pour la première fois la criticalité et l'indication de leur puissance thermique.

d) Chaque Partie contractante communique, en outre, au Gouvernement belge, la date exacte de l'existence du risque d'accident nucléaire et, pour les réacteurs, celle à laquelle ils ont atteint pour la première fois la criticalité.

e) Chaque Partie contractante communique au Gouvernement belge toute modification à apporter à la liste. Au cas où la modification comporte l'adjonction d'une installation nucléaire, la communication doit être faite au moins trois mois avant la date prévue d'existence du risque d'accident nucléaire.

f) Si une Partie contractante est d'avis que le relevé ou une modification à apporter à la liste communiquée par une autre Partie contractante n'est pas conforme aux dispositions de l'article 2 a) et aux dispositions du présent article, elle ne peut soulever d'objections à cet égard qu'en les adressant au Gouvernement belge dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle elle a reçu une notification conformément au paragraphe h) ci-dessous.

g) Si une Partie contractante est d'avis qu'une des communications requises conformément au présent article n'a pas été faite dans les délais prescrits, elle ne peut soulever d'objections qu'en les adressant au Gouvernement belge dans un délai de trois mois à compter du moment où elle a eu connaissance des faits qui auraient dû, selon elle, être communiqués.

h) Le Gouvernement belge notifiera dès que possible à chaque Partie contractante les communications et objections qu'il aura reçues conformément au présent article.

i) L'ensemble des relevés et modifications visés au paragraphes b), c), d) et e) ci-dessus constitue la liste prévue à l'article 2 a) i), étant précisé que les objections présentées aux termes des paragraphes f) et g) ci-dessus ont effet rétroactif au jour où elles ont été formulées, si elles sont admises.

j) Le Gouvernement belge adresse aux Parties contractantes, sur leur demande, un état à jour comprenant les installations nucléaires tombant sous la présente Convention et les indications fournies à leur sujet en vertu du présent article.

Article 14

a) Dans la mesure où la présente Convention n'en dispose pas autrement, chaque Partie contractante peut exercer les compétences qui lui sont dévolues par la Convention de Paris, et toutes les dispositions ainsi prises sont opposables aux autres Parties contractantes pour l'allocation des fonds publics visés à l'article 3 b) ii) et iii).

b) Toutefois les dispositions prises par une Partie contractante conformément aux articles 2, 7 c) et 9 de la Convention de Paris ne sont opposables à une autre Partie contractante pour l'allocation des fonds publics visés à l'article 3 b) ii) et iii) que si elles ont reçu son consentement.

c) la présente Convention ne s'oppose pas à ce qu'une Partie contractante prenne des dispositions en dehors du cadre de la Convention de Paris et de la présente Convention, sous réserve toutefois que ces dispositions n'entraînent pas d'obligations supplémentaires pour les autres Parties contractantes dans la mesure où des fonds publics de ces Parties sont en cause.

Article 15

a) Toute Partie contractante peut conclure avec un Etat non contractant à la présente Convention un accord portant sur la réparation, au moyen de fonds publics, de dommages causés par un accident nucléaire.

b) Dans la mesure où les conditions de réparation résultant d'un tel accord ne sont pas plus favorables que celles résultant

des dispositions prises pour l'application de la Convention de Paris et de la présente Convention par la Partie contractante considérée, le montant des dommages indemnifiables en vertu d'un tel accord et causés par un accident nucléaire couvert par la présente Convention peut être pris en considération, en vue de l'application de l'article 8, deuxième phrase pour le calcul du montant total des dommages causés par cet accident.

c) En aucun cas, les dispositions des paragraphes a) et b) ci-dessus ne peuvent affecter les obligations incombant en vertu de l'article 3 b) ii) et iii) aux Parties contractantes qui n'auraient pas donné leur consentement à un tel accord.

d) Toute Partie contractante qui se propose de conclure un tel accord doit faire part de son intention aux autres Parties contractantes. Les accords conclus doivent être notifiés au Gouvernement belge.

Article 16

a) Les Parties contractantes se consulteront à l'égard de tous les problèmes d'intérêt commun posés par l'application de la présente Convention et de la Convention de Paris, notamment des articles 20 et 22 c) de cette dernière.

b) Elles se consulteront sur l'opportunité de réviser la présente Convention au terme de la période de cinq ans qui suivra la date de son entrée en vigueur, et à tout autre moment à la demande d'une Partie contractante.

Article 17

Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention sera soumis, à la demande d'une Partie contractante intéressée, au Tribunal européen pour l'énergie nucléaire créé par la Convention en date du 20 décembre 1957 sur l'Établissement d'un contrôle de sécurité dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Article 18

a) Des réserves portant sur une ou plusieurs dispositions de la présente Convention peuvent être formulées à tout moment avant la ratification de la présente Convention, si leurs termes ont été expressément acceptés par tous les Signataires, ou lors, soit de l'adhésion, soit de l'utilisation des dispositions des articles 21 et 24, si leurs termes ont été expressément acceptés par tous les Signataires et Gouvernements adhérents à la présente Convention.

b) Toutefois, l'acceptation d'un Signataire n'est pas requise si celui-ci n'a pas lui-même ratifié la présente Convention dans un délai de douze mois à partir de la date où la notification de la réserve lui a été communiquée par le Gouvernement belge conformément à l'article 25.

c) Toute réserve acceptée conformément aux dispositions du paragraphe a) ci-dessus peut être retirée à tout moment par notification adressée au Gouvernement belge.

Article 19

Un Etat ne peut devenir ou rester Partie contractante à la présente Convention que s'il est Partie contractante à la Convention de Paris.

Article 20

a) L'Annexe à la présente Convention fait partie intégrante de cette dernière.

b) La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement belge.

e) La présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt du sixième instrument de ratification.

d) Pour chaque Signataire ratifiant la présente Convention après le sixième dépôt, elle prendra effet trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification.

Article 21

Les modifications à la présente Convention sont adoptées du commun accord des Parties contractantes. Elles entrent en vigueur à la date à laquelle toutes les Parties contractantes les auront ratifiées ou confirmées.

Article 22

a) Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, toute Partie contractante à la Convention de Paris qui n'a pas signé la présente Convention peut demander à y adhérer par notification adressée au Gouvernement belge.

b) L'adhésion requiert l'accord unanime des Parties contractantes.

c) A la suite de cet accord, la Partie contractante à la Convention de Paris ayant demandé l'adhésion dépose son instrument d'adhésion auprès du Gouvernement belge.

d) L'adhésion prendra effet trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion.

Article 23

a) La présente Convention reste en vigueur jusqu'à l'expiration de la Convention de Paris.

b) Toute Partie contractante pourra mettre fin, en ce qui la concerne, à l'application de la présente Convention au terme du délai de dix ans fixé à l'article 22 a) de la Convention de Paris, en donnant un préavis d'un an à cet effet notifié au Gouvernement belge. Dans le délai de six mois suivant la notification de ce préavis, chaque Partie contractante pourra par une notification au Gouvernement belge mettre fin à la présente Convention, en ce qui la concerne, à la date où elle cessera d'avoir effet à l'égard de la Partie contractante qui aura effectué la première notification.

c) L'expiration de la présente Convention ou le retrait d'une des Parties contractantes ne met pas fin aux obligations que chaque Partie contractante assume en vertu de la présente Convention pour la réparation des dommages causés par un accident nucléaire survenant avant la date de cette expiration ou de ce retrait.

d) Les Parties contractantes se consulteront en temps opportun sur les mesures à prendre après l'expiration de la présente Convention ou le retrait d'une ou de plusieurs Parties contractantes, afin que soient réparés, dans une mesure comparable à celle prévue par la présente Convention, les dommages causés par des accidents survenus après la date de cette expiration ou de ce retrait, et dont la responsabilité incombe à l'exploitant d'une installation nucléaire qui était en fonctionnement avant cette date sur les territoires des Parties contractantes.

Article 24

a) La présente Convention s'applique aux territoires métropolitains des Parties contractantes.

b) Toute Partie contractante qui désire que la présente Convention soit rendue applicable à un ou plusieurs territoires pour lesquels, conformément à l'article 23 de la Convention de Paris, elle a indiqué que cette dernière Convention s'applique, adresse une demande au Gouvernement belge.

c) L'application de la présente Convention à ces territoires requiert l'accord unanime des Parties contractantes.

d) A la suite de cet accord, la Partie contractante intéressée adresse au Gouvernement belge une déclaration qui prend effet à compter du jour de sa réception.

e) Une telle déclaration peut, en ce qui concerne tout territoire qui y est désigné, être retirée par la Partie contractante qui

l'a faite, en donnant un préavis d'un an à cet effet notifié au Gouvernement belge.

f) Si la Convention de Paris cesse d'être applicable à un de ces territoires, la présente Convention cesse également de lui être applicable.

Article 25

Le Gouvernement belge donne communication à tous les Signataires et Gouvernements ayant adhéré à la Convention, de la réception des instruments de ratification, d'adhésion, de retrait et de toutes autres notifications qu'il aurait reçues. Il leur notifie également la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, le texte des modifications adoptées et la date d'entrée en vigueur de ces modifications, ainsi que les réserves faites conformément à l'article 18.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas de la présente Convention.

FAIT à Bruxelles, le 31 janvier 1963, en français, en allemand, en anglais, en espagnol, en italien et en néerlandais, les six textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Gouvernement belge qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les autres Signataires et aux Gouvernements ayant adhéré à la Convention.

CONVENTION DE VIENNE RELATIVE A LA RESPONSABILITE CIVILE EN MATIERE DE DOMMAGES NUCLEAIRES

(CN — 12/46, 20 mai 1963)

LES PARTIES CONTRACTANTES,

AYANT RECONNU, qu'il est souhaitable d'établir des normes minima pour assurer la protection financière contre les dommages résultant de certaines utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

CONVAINCUES qu'une convention relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires contribuera également au développement de relations amicales entre les Nations, quels que soient leurs régimes constitutionnels et sociaux.

ONT DECIDE de conclure une convention à cet effet, et en conséquence, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

1. Au sens de la présente Convention,

a) „Personne“ signifie toute personne physique, toute personne morale de droit public ou de droit privé, toute organisation internationale ayant la personnalité juridique en vertu du droit de l'Etat où se trouve l'installation, tout Etat et ses subdivisions politiques, ainsi que toute entité publique ou privée n'ayant pas la personnalité juridique.

b) „Ressortissant d'une Partie contractante“ comprend une Partie contractante ou toute subdivision politique d'une telle Partie ou toute personne morale de droit public ou de droit privé, ainsi que toute entité publique ou privée n'ayant pas la personnalité juridique, établie sur le territoire d'une Partie contractante.

c) „Exploitant“, en ce qui concerne une installation nucléaire, signifie la personne désignée ou reconnue par l'Etat où se trouve l'installation comme l'exploitant de cette installation.

d) „Etat où se trouve l'installation“, en ce qui concerne une installation nucléaire, signifie la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'installation est située, si elle n'est située sur le territoire d'aucun Etat, la Partie contractante qui l'exploite ou autorise son exploitation.

e) „Droit du tribunal compétent“ signifie le droit du tribunal qui a la compétence juridictionnelle en vertu de la présente Convention, y compris les règles relatives aux conflits de lois.

f) „Combustible nucléaire“ signifie toute matière permettant de produire de l'énergie par une réaction en chaîne de fission nucléaire.

g) „Produit ou déchet radioactif“ signifie toute matière radioactive obtenue au cours du processus de production ou d'utilisation d'un combustible nucléaire, ou toute matière rendue radioactive par exposition aux rayonnements émis du fait de ce processus, à l'exclusion des radioisotopes parvenus au dernier stade de fabrication et susceptibles d'être utilisés à des fins scientifiques, médicales, agricoles, commerciales ou industrielles.

h) „Matière nucléaire“ signifie :

i) Tout combustible nucléaire, autre que l'uranium naturel ou appauvri, permettant de produire de l'énergie par une réaction en chaîne de fission nucléaire hors d'un réacteur nucléaire, que ce soit par lui-même ou en combinaison avec d'autres matières ;

ii) Tout produit ou déchet radioactif.

i) „Réacteur nucléaire“ signifie toute structure contenant de combustible nucléaire disposé de telle sorte qu'une réaction en chaîne de fission nucléaire puisse s'y produire sans l'apport d'une source de neutrons.

j) „Installation nucléaire“ signifie :

i) Tout réacteur nucléaire, à l'exclusion de ceux qui sont utilisés par un moyen de transport maritime ou aérien comme source d'énergie, que ce soit pour la propulsion ou à toute autre fin ;

ii) Toute usine utilisant de combustible nucléaire, pour la production de matières nucléaires et toute usine de traitement de matières nucléaires, y compris les usines de traitement de combustible nucléaire irradié ;

iii) Tout stockage de matières nucléaires, à l'exclusion de stockages en cours de transport.

Il est entendu que l'Etat où se trouve l'installation peut considérer comme une seule installation nucléaire plusieurs installations nucléaires se trouvant sur le même site et dont un même exploitant est responsable.

k) „Dommage nucléaire“ signifie :

i) Tout décès, tout dommage aux personnes, toute perte de biens ou tout dommage aux biens, qui provient ou résulte des propriétés radioactives ou d'une combinaison de ces propriétés et des propriétés toxiques, explosives ou autres propriétés dangereuses d'un combustible nucléaire, de produits ou déchets radioactifs se trouvant dans une installation nucléaire ou de matières nucléaires qui proviennent d'une installation nucléaire en émanant ou y sont envoyées ;

ii) Tout autre perte ou dommage ainsi provoqué, dans le cas et dans la mesure où le droit du tribunal compétent le prévoit ;

iii) Si le droit de l'Etat où se trouve l'installation en dispose ainsi, tout décès, tout dommage aux personnes, toute perte de biens ou tout dommage aux biens, qui provient ou résulte de tout rayonnement ionisant émis par toute autre source de rayonnement se trouvant dans une installation nucléaire.

1) „Accident nucléaire“ signifie tout fait ou toute succession de faits de même origine qui cause un dommage nucléaire.

2. L'Etat où se trouve l'installation peut, lorsque les risques encourus sont suffisamment limités, soustraire de petites quantités de matières nucléaires à l'application de la présente Convention, sous réserve que :

a) Les limites maxima pour l'exclusion de ces quantités aient été établies par le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique ;

b) Pour toute exclusion, par l'Etat où se trouve l'installation respecte ces limites.

Le Conseil des gouverneurs procédera périodiquement à une revision de ces limites.

ARTICLE II

1. L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable de tout dommage nucléaire dont il est prouvé qu'il a été causé par un accident nucléaire :

a) Survenu dans cette installation nucléaire ;

b) Mettant en jeu une matière nucléaire qui provient ou émane de cette installation et survenu :

i) Avant que la responsabilité des accidents nucléaires causés par cette matière n'ait été assumée, aux termes d'un contrat écrit, par l'exploitant d'une autre installation nucléaire ;

ii) A défaut de dispositions expresses d'un tel contrat, avant que l'exploitant d'une autre installation nucléaire n'ait pris en charge cette matière ;

iii) Si cette matière est destinée à un réacteur nucléaire utilisé par un moyen de transport comme source d'énergie, que ce soit pour la propulsion ou à toute autre fin, avant que la personne dûment autorisée à exploiter ce réacteur n'ait pris en charge la matière nucléaire ;

iv) Si cette matière a été envoyée à une personne se trouvant sur le territoire d'un Etat non contractant, avant qu'elle n'ait été déchargée du moyen de transport par lequel elle est parvenue sur le territoire de cet Etat non contractant ;

c) Mettant en jeu une matière nucléaire qui est envoyée à cette installation et survenu :

i) Après que la responsabilité des accidents nucléaires causés par cette matière lui aura été transférée, aux termes d'un contrat écrit, par l'exploitant d'une installation nucléaire ;

ii) A défaut de dispositions expresses d'un contrat écrit, après qu'il aura pris en charge cette matière ;

iii) Après qu'il aura pris en charge cette matière provenant de la personne exploitant un réacteur nucléaire utilisé par un moyen de transport comme source d'énergie, que ce soit pour la propulsion ou à toute autre fin ;

iv) Si cette matière a été envoyée, avec le consentement par écrit de l'exploitant, par une personne se trouvant sur le territoire

d'un Etat non contractant, seulement après qu'elle aura été chargée sur le moyen de transport par lequel elle doit quitter le territoire de cet Etat.

Il est entendu que si un dommage nucléaire est causé par un accident nucléaire survenu dans une installation nucléaire et mettant en cause des matières nucléaires qui y sont stockées en cours de transport, les dispositions de l'alinéa a) du présent paragraphe ne s'appliquent pas si un autre exploitant ou une autre personne est seul responsable en vertu des dispositions des alinéas b) et c) du présent paragraphe.

2. L'Etat où se trouve l'installation peut disposer dans sa législation que, dans les conditions qui pourront y être spécifiées, un transporteur de matières nucléaires ou une personne manipulant des déchets radioactifs peut, à sa demande et avec le consentement de l'exploitant intéressé, être désigné ou reconnu comme l'exploitant à la place de celui-ci, en ce qui concerne respectivement les matières nucléaires ou les déchets radioactifs. En pareil cas, ce transporteur ou cette personne sera considéré, aux fins de la présente Convention, comme l'exploitant d'une installation nucléaire dans le territoire de cet Etat.

3. a) Lorsqu'un dommage nucléaire engage la responsabilité de plusieurs exploitants, ils en sont solidairement et cumulativement responsables, dans la mesure où il est impossible de déterminer avec certitude quelle est la part du dommage attribuable à chacun d'eux.

b) Lorsqu'un accident nucléaire survient en cours de transport de matières nucléaires, soit dans un seul et même moyen de transport, soit, en cas de stockage en cours de transport, dans une seule et même installation nucléaire, et cause un dommage nucléaire qui engage la responsabilité de plusieurs exploitants, la responsabilité totale ne peut être supérieure au montant le plus élevé applicable à l'égard de l'un quelconque d'entre eux conformément à l'article V.

c) Dans aucun des cas mentionnés aux alinéas a) et b) ci-dessus, la responsabilité d'un exploitant ne peut être supérieure au montant applicable à son égard conformément à l'article V.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 ci-dessus, lorsque plusieurs installations nucléaires relevant d'un seul et même exploitant sont en cause dans un accident nucléaire, cet exploitant est responsable pour chaque installation nucléaire en cause à concurrence du montant applicable à son égard conformément à l'article V.

5. Sauf disposition contraire de la présente Convention, aucune personne autre que l'exploitant n'est responsable d'un dommage nucléaire. Toutefois, la présente disposition est sans effet sur l'application de toute convention internationale de transport qui était en vigueur ou ouverte à la signature, à la ratification ou à l'adhésion à la date à laquelle la présente Convention a été ouverte à la signature.

6. Aucune personne n'est responsable d'une perte ou d'un dommage qui n'est pas un dommage nucléaire conformément à

l'alinéa k) du paragraphe 1 de l'article premier, mais qui aurait pu être inclus comme tel conformément à l'alinéa k) ii) de ce même paragraphe.

7. Une action directe peut être intentée contre la personne qui fournit une garantie financière conformément à l'article VII, si le droit du tribunal compétent le prévoit.

ARTICLE III

L'exploitant responsable en vertu de la présente Convention doit donner au transporteur un certificat délivré par l'assureur ou par la personne qui fournit la garantie financière requise conformément à l'article VII, ou en son nom. Le certificat indique le nom et l'adresse de l'exploitant, ainsi que le montant, la nature et la durée de validité de la garantie ; la personne par laquelle ou au nom de laquelle le certificat a été délivré ne peut contester ces indications. Le certificat précise en outre quelle est la matière nucléaire à laquelle la garantie s'applique et il contient une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat où se trouve l'installation attestant que la personne indiquée est un exploitant au sens de la présente Convention.

ARTICLE IV

1. L'exploitant est objectivement responsable de tout dommage nucléaire en vertu de la présente Convention.

2. Si l'exploitant prouve que le dommage nucléaire résulte, en totalité ou en partie, d'une négligence grave de la personne qui l'a subi ou que cette personne a agi ou omis d'agir dans l'intention de causer un dommage, le tribunal compétent peut, si son droit en dispose ainsi, dégager l'exploitant en totalité ou en partie, de l'obligation de réparer le dommage subi par cette personne.

3. a) Aucune responsabilité n'incombe à un exploitant, en vertu de la présente Convention, pour un dommage nucléaire résultant directement d'actes de conflit armé, d'hostilités, de guerre civile ou d'insurrection.

b) Sauf dans la mesure où le droit de l'Etat où se trouve l'installation en dispose autrement, l'exploitant n'est pas tenu responsable du dommage nucléaire causé par un accident nucléaire résultant directement d'un cataclysme naturel de caractère exceptionnel.

4. Lorsqu'un dommage nucléaire et un dommage non nucléaire sont causés par un accident nucléaire ou conjointement par un accident nucléaire et un ou plusieurs autres événements, cet autre dommage, dans la mesure où on ne peut le séparer avec certitude du dommage nucléaire, est considéré, aux fins de la présente Convention, comme un dommage nucléaire causé par l'accident

nucléaire. Toutefois lorsqu'un dommage est causé conjointement par un accident nucléaire visé par la présente Convention et par une émission de rayonnements ionisants non visée par elle, aucune disposition de la présente Convention ne limite ni n'affecte autrement la responsabilité, envers les personnes qui subissent un dommage nucléaire ou par voie de recours ou de contribution, de toute personne qui pourrait être tenue responsable du fait de cette émission de rayonnements ionisants.

5. L'exploitant n'est pas responsable, en vertu de la présente Convention, du dommage nucléaire causé :

a) A l'installation nucléaire elle-même ou aux biens qui se trouvent sur le site de cette installation et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec elle ;

b) Au moyen de transport sur lequel la matière nucléaire en cause se trouvait au moment de l'accident nucléaire.

6. Tout Etat où se trouve l'installation peut prévoir dans sa législation que l'alinéa b) du paragraphe 5 ci-dessus n'est pas applicable, sous réserve qu'en aucun cas la responsabilité de l'exploitant pour un dommage nucléaire autre que le dommage nucléaire au moyen de transport ne devienne inférieure à 5 millions de dollars des Etats-Unis de l'Amérique par accident nucléaire.

7. Aucune dispositions de la présente Convention n'affecte :

a) La responsabilité de toute personne physique qui a causé, par un acte ou une omission procédant de l'intention de causer un dommage, un dommage nucléaire dont l'exploitant, conformément au paragraphe 3 ou au paragraphe 5 ci-dessus, n'est pas responsable en vertu de la présente Convention ;

b) La responsabilité de l'exploitant, en dehors de la présente Convention, pour un dommage nucléaire dont, conformément à l'alinéa b) du paragraphe 5 ci-dessus, l'exploitant n'est pas responsable en vertu de la présente Convention.

ARTICLE V

1. L'Etat où se trouve l'installation peut limiter la responsabilité de l'exploitant à un montant qui ne sera pas inférieur à 5 millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique par accident nucléaire.

2. Tout montant de la responsabilité fixé conformément au présent article ne comprend pas les intérêts ou dépens alloués par un tribunal au titre d'une action en réparation d'un dommage nucléaire.

3. Le dollar des Etats-Unis d'Amérique mentionné dans la présente Convention est une unité de compte qui équivaut à la valeur or du dollar des Etats-Unis d'Amérique à la date du 29 avril 1963, c'est-à-dire 35 dollars pour une once d'or fin.

4. Le chiffre indiqué au paragraphe 6 de l'article IV et au paragraphe 1 ci-dessus peut être converti en monnaie nationale en chiffres ronds.

ARTICLE VI

1. Le droit à réparation en vertu de la présente Convention est éteint si une action n'est pas intentée dans les dix ans à compter de la date de l'accident nucléaire. Toutefois, si, conformément au droit de l'Etat où se trouve l'installation, la responsabilité de l'exploitant est couverte par une assurance ou toute autre garantie financière ou grâce à des fonds publics pendant une période supérieure à dix ans, le droit du tribunal compétent peut prévoir que le droit à réparation contre l'exploitant n'est éteint qu'à l'expiration de la période pendant laquelle la responsabilité de l'exploitant est ainsi couverte conformément au droit de l'Etat où se trouve l'installation. Cette prolongation du délai d'extinction ne porte atteinte en aucun cas au droit à réparation en vertu de la présente Convention des personnes ayant intenté contre l'exploitant, avant l'expiration dudit délai de dix ans, une action du fait de décès ou de dommages aux personnes.

2. Lorsqu'un dommage nucléaire est causé par un accident nucléaire mettant en jeu une matière nucléaire qui, au moment de l'accident nucléaire, avait été volée, perdue, jetée par-dessus bord ou abandonnée, le délai visé au paragraphe 1 ci-dessus est calculé à partir de la date de cet accident nucléaire, mais il ne peut en aucun cas être supérieur à vingt ans à compter de la date du vol, de la perte, du jet par-dessus bord ou de l'abandon.

3. Le droit du tribunal compétent peut fixer un délai d'extinction ou de prescription qui ne sera pas inférieur à trois ans à compter de la date à laquelle la victime du dommage nucléaire a eu ou aurait dû avoir connaissance de ce dommage et de l'identité de l'exploitant qui en est responsable, sans que les délais indiqués aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus puissent être dépassés.

4. A moins que le droit du tribunal compétent n'en dispose autrement, toute personne qui affirme avoir subi un dommage nucléaire et qui a intenté une action en réparation dans le délai applicable en vertu du présent article peut modifier sa demande pour tenir compte de toute aggravation du dommage, même après l'expiration de ce délai, tant qu'un jugement définitif n'a pas été prononcé.

5. Si la compétence juridictionnelle doit être attribuée conformément à l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article XI et qu'une demande à cet effet ait été présentée à l'une des Parties contractantes habilitées à ce faire, dans le délai applicable en vertu du présent article, toute action peut être intentée dans les six mois qui suivent l'attribution de compétence, au cas où celle-ci interviendrait moins de six mois avant l'expiration de ce délai.

ARTICLE VII

1. L'exploitant est tenu de maintenir une assurance ou toute autre garantie financière couvrant sa responsabilité pour dommage nucléaire ; le montant, la nature et les conditions de l'assurance ou de la garantie sont déterminés par l'Etat où se trouve l'installation. L'Etat où se trouve l'installation assure le paiement des indemnités pour dommage nucléaire reconnues comme étant à la charge de l'exploitant, en fournissant les sommes nécessaires dans la mesure où l'assurance ou la garantie financière ne serait pas suffisante, sans que ce paiement puisse toutefois dépasser la limite éventuellement fixée en vertu de l'article V.

2. Rien dans le paragraphe 1 ci-dessus n'oblige une Partie contractante ni aucune de ses subdivisions politiques, telles qu'Etats ou Républiques, à maintenir une assurance ou toute autre garantie financière couvrant sa responsabilité comme exploitant.

3. Les fonds provenant d'une assurance ou de toute autre garantie financière ou fournis par l'Etat où se trouve l'installation, conformément au paragraphe 1 ci-dessus, sont exclusivement réservés à la réparation due en application de la présente Convention.

4. L'assureur ou tout autre garant financier ne peut suspendre l'assurance ou la garantie financière prévue au paragraphe 1 ci-dessus ou y mettre fin sans un préavis de deux mois au moins donné par écrit à l'autorité publique compétente, ni, dans la mesure où ladite assurance ou autre garantie financière concerne un transport de matières nucléaires, pendant la durée de ce transport.

ARTICLE VIII

Sous réserve des dispositions de la présente Convention, la nature, la forme et l'étendue de la réparation, ainsi que la répartition équitable des indemnités, sont régies par le droit du tribunal compétent.

ARTICLE IX

1. Si les dispositions d'un régime d'assurance maladie, d'assurance sociale, de sécurité sociale, d'assurance des accidents du travail ou des maladies professionnelles comportent l'indemnisation des dommages nucléaires, les droits à réparation, en vertu de la présente Convention, des bénéficiaires de ce régime, ainsi que les droits de recours contre l'exploitant responsable prévus par ce régime, sont déterminés, sous réserve des dispositions de la présente Convention, par le droit de la Partie contractante ou

les règlements de l'organisation intergouvernementale qui ont établi de tels régimes.

2. a) Si un ressortissant d'une Partie contractante, autre que l'exploitant a réparé un dommage nucléaire en vertu d'une convention internationale ou du droit d'un Etat non contractant, il acquiert par subrogation, à concurrence de la somme versée, les droits dont la personne ainsi indemnisée aurait bénéficié en vertu de la présente Convention. Aucune personne ne pourra acquérir un droit quelconque de cette manière dans le cas et dans la mesure où l'exploitant a contre elle un droit de recours en vertu de la présente Convention.

b) Aucune disposition de la présente Convention ne saurait empêcher un exploitant qui a payé un indemnité pour un dommage nucléaire au moyen de fonds autres que ceux qui ont été fournis conformément au paragraphe 1 de l'article VII de recouvrer sur la personne fournissant une garantie financière en application dudit paragraphe ou sur l'Etat où se trouve l'installation, à concurrence de la somme qu'il a versée, le montant que la personne ainsi indemnisée aurait obtenu en vertu de la présente Convention.

ARTICLE X

L'exploitant n'a droit de recours que :

a) Si un tel droit a été expressément prévu par un contrat écrit;

b) Ou, si l'accident nucléaire résulte d'un acte ou d'une omission procédant de l'intention de causer un dommage, contre la personne physique qui a agi ou omis d'agir dans cette intention.

ARTICLE XI

1. Sauf dans les cas où le présent article en dispose autrement, les tribunaux de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'accident nucléaire s'est produit sont seuls compétents pour connaître des actions intentées conformément à l'article II.

2. Lorsque l'accident nucléaire est survenu en dehors du territoire de toute Partie contractante, ou si le lieu de l'accident n'a pu être déterminé avec certitude, les tribunaux de l'Etat où se trouve l'installation dont relève l'exploitant responsable sont compétents pour connaître de ces actions.

3. Lorsque les tribunaux de plus d'une Partie contractante peuvent être compétents conformément aux paragraphes 1 ou 2 ci-dessus, la compétence est attribuée :

a) Si l'accident nucléaire est survenu en partie en dehors du territoire de toute Partie contractante et en partie sur le territoire d'une seule Partie contractante, aux tribunaux de cette dernière ;

b) Dans tous les autres cas, aux tribunaux de la Partie contractante qui est désignée par accord entre les Parties contractantes dont les tribunaux auraient été compétents en vertu du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 ci-dessus.

ARTICLE XII

1. Tout jugement définitif prononcé par un tribunal ayant la compétence juridictionnelle en vertu de l'article XI doit être reconnu sur le territoire de toute autre Partie contractante à moins que :

- a) Le jugement n'ait été obtenu par dol ;
- b) La personne contre laquelle le jugement a été prononcé n'ait pas eu la possibilité de présenter sa cause dans des conditions équitables ;
- c) Le jugement ne soit contraire à l'ordre public de la Partie contractante où il doit être reconnu ou ne soit pas conforme aux normes fondamentales de la justice.

2. Tout jugement définitif qui est reconnu et dont l'exécution est demandée dans la forme requise par le droit de la Partie contractante où cette exécution est recherchée, est exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement d'un tribunal de cette Partie contractante.

3. Toute affaire sur laquelle un jugement a été rendu ne peut faire l'objet d'un nouvel examen au fond.

ARTICLE XIII

La présente Convention et le droit national applicable en vertu de ses dispositions sont appliqués sans aucune discrimination fondée sur la nationalité ou la résidence.

ARTICLE XIV

Si une action est intentée en vertu de la présente Convention devant le tribunal compétent aux termes de l'article XI, aucune immunité de juridiction découlant des règles du droit national ou du droit international ne peut être invoquée, sauf en ce qui concerne les mesures d'exécution.

ARTICLE XV

Toute Partie contractante prend les mesures voulues pour assurer que la réparation d'un dommage nucléaire ainsi que les intérêts et dépens alloués à ce titre par un tribunal, les primes d'assurance et de réassurance ainsi que les fonds provenant d'une assurance, d'une réassurance ou d'une autre garantie financière ou les dons fournis par l'Etat où se trouve l'installation, conformément à la présente Convention, sont librement convertibles dans la monnaie de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le dommage a été subi, de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le demandeur a sa résidence habituelle

et, en ce qui concerne les primes et prestations des assurances et réassurances, dans les monnaies spécifiées par le contrat d'assurance ou de réassurance.

ARTICLE XVI

Nul n'aura le droit de recevoir une réparation en vertu de la présente Convention dans la mesure où il a déjà obtenu réparation du même dommage nucléaire en vertu d'une autre convention internationale sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

ARTICLE XVII

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application des conventions ou accords internationaux relatifs à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire qui sont en vigueur ou ouvertes à la signature, à la ratification ou à l'adhésion à la date à laquelle la présente Convention est ouverte à la signature, en ce qui concerne les Parties à ces accords ou conventions.

ARTICLE XVIII

La présente Convention ne saurait être interprétée comme affectant les droits que pourrait avoir une Partie contractante en vertu des règles générales de droit international public en ce qui concerne un dommage nucléaire.

ARTICLE XIX

1. Toute Partie contractante qui conclut un accord en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article XI communique sans délai le texte dudit accord au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, pour information et pour communication aux autres Parties contractantes.

2. Toute Partie contractante communique au Directeur général, pour information et pour communication aux autres Parties contractantes, le texte de ses lois et règlements relatifs aux questions traitées par la présente Convention.

ARTICLE XX

Nonobstant le fait qu'une Partie contractante aura mis fin à l'application de la présente Convention en ce qui la concerne, conformément à l'article XXV, où l'aura dénoncée conformément à l'article XXVI, les dispositions de la présente Convention res-

tent applicables pour tout dommage nucléaire causé par un accident nucléaire avant la date à laquelle la présente Convention a cessé de s'appliquer à l'égard de cette Partie contractante.

ARTICLE XXI

La présente Convention sera ouverte à la signature des Etats représentés à la Conférence internationale sur la responsabilité civile en matière de dommage nucléaires, tenue à Vienne du 29 Avril au 19 mai 1963.

ARTICLE XXII

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

ARTICLE XXIII

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt du cinquième instrument de ratification et, pour tout Etat qui la ratifiera par la suite, trois mois après le dépôt de l'instrument de ratification de cet Etat.

ARTICLE XXIV

1. Tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies, d'une institution spécialisée ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique non représenté à la Conférence internationale sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, tenue à Vienne du 29 Avril au 19 Mai 1963, pourra adhérer à la présente Convention.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

3. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt de son instrument d'adhésion, à condition qu'elle soit entrée en vigueur conformément à l'article XXIII.

ARTICLE XXV

1. La présente Convention est conclue pour une période de dix ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Toute Partie contractante pourra mettre fin, en ce qui la concerne, à l'application de la présente Convention au terme de cette période en donnant un préavis de un an à cet effet au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

2. La présente Convention restera par la suite en vigueur pour une période de cinq ans à l'égard des Parties contractantes qui n'auront pas mis fin à son application conformément au paragraphe 1 ci-dessus et, ultérieurement, par périodes successives de cinq ans à l'égard des Parties contractantes qui n'y auront pas mis fin au terme de l'une de ces périodes en donnant un préavis de un an à cet effet au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

ARTICLE XXVI

1. Une conférence sera convoquée par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à tout moment au terme de la période de cinq ans qui suivra la date de son entrée en vigueur, pour examiner la revision de la présente Convention, si un tiers des Parties contractantes en exprime le désir.

2. Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention, par notification au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, dans un délai de douze mois après la première conférence de revision tenue conformément au paragraphe 1 ci-dessus.

3. Toute dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification à cet effet par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

ARTICLE XXVII

Le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique notifiera aux Etats invités à la Conférence internationale sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, tenue à Vienne du 29 avril au 19 mai 1963, et aux Etats ayant adhéré à la Convention :

a) les signatures ainsi que la réception des instruments de ratification au d'adhésion, en application des articles XXI, XII, et XXIV ;

b) la date à laquelle la Convention entrera en vigueur, en application de l'article XXIII ;

c) la réception des notifications de retrait et de dénonciations, en application des articles XXV et XXVI ;

d) les demandes de convocation d'une conférence de revision de la Convention, en application de l'article XXVI.

ARTICLE XXVIII

La présente Convention sera enregistrée par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE XXIX

Le texte original de la présente Convention, dont les versions anglaise, espagnole, française et russe font également foi, sera déposé auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui en délivrera des copies certifiées conformes.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, on signé la présente Convention.

FAIT à Vienne, le 21 mai 1963

TEXTE DU PROTOCOLE DE SIGNATURE
FACULTATIVE

PROTOCOLE DE SIGNATURE FACULTATIVE
CONCERNANT LE REGLEMENT OBLIGATOIRE
DES DIFFERENDS

(CN—12/47, 20 mai 1963)

Les Etats Parties au présent Protocole et à la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, ci-après dénommée «la Convention» qui a été adoptée par la Conférence internationale tenue à Vienne du 29 avril au 19 mai 1963.

EXPRIMANT LEUR DESIR de recourir, pour ce qui les concerne, à la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la solution de tout différend touchant l'interprétation ou l'application de la Convention, à moins qu'un autre mode de règlement n'ait été accepté d'un commun accord par les parties dans un délai raisonnable.

SONT CONVENUS de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Les différends relatifs à l'interprétation où l'application de la Convention relèvent de la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice, qui, à ce titre, pourra être saisie par une requête de toute partie à un différend qui sera elle-même Partie au présent Protocole.

ARTICLE II

Les parties à un différend peuvent convenir, dans un délai de deux mois après notification par l'une d'entre elles à l'autre qu'il existe à son avis un litige, d'adopter, au lieu de saisir la Cour internationale de Justice, une procédure devant un tribunal d'arbitrage. Ce délai étant écoulé, chaque partie peut, par voie de requête, saisir la Cour du différend.

ARTICLE III

1. Les parties peuvent également convenir, dans le même délai de deux mois, de recourir à une procédure de conciliation avant de saisir la Cour internationale de Justice.

2. La Commission de conciliation devra formuler ses recommandations dans les cinq mois suivant sa constitution. Si celles-ci ne sont pas acceptées par les parties au différend dans les deux mois après leur énoncé, chaque partie sera libre de saisir la Cour du différend par voie de requête.

ARTICLE IV

Le présent Protocole sera ouvert à la signature de tous les Etats qui deviendront Parties à la Convention.

ARTICLE V

Le présent Protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

ARTICLE VI

Le présent Protocole restera ouvert à l'adhésion de tous les Etats qui deviendront Parties à la Convention. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

ARTICLE VII

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le même jour que la Convention ou le trentième jour suivant la date de dépôt du second instrument de ratification du Protocole ou d'adhésion à ce Protocole auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, si la deuxième date est postérieure.

2. Pour chaque Etat qui ratifiera le présent Protocole ou y adhérera après son entrée en vigueur conformément au paragraphe 1 ci-dessus, le Protocole entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion de cet Etat.

ARTICLE VIII

Le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique notifiera à tous les Etats qui peuvent devenir Parties à la Convention :

a) les signatures du présent Protocole ainsi que la réception des instruments de ratification ou d'adhésion, conformément aux articles IV, V et VI ;

b) la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur, conformément à l'article VII.

ARTICLE IX

Le texte original du présent Protocole, dont les versions anglaise, espagnole, française et russe font également foi sera déposé auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui en délivrera des copies certifiées conformes.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Vienne, le 21 mai 1963

BIBLIOGRAPHIE

I. DOCUMENTS ET SOURCES

- Responsabilité civile en matière des dommages nucléaires, Actes officiels, Conférence internationale, Vienne, 29 avril 1963, Collection juridique No. 2, Agence Internationale de l'Energie Atomique, Vienne, 1964.
- Législations nucléaires, Agence Européenne pour l'Energie Nucléaire : Responsabilité civile nucléaire (1967) et Organisation et régime général des activités nucléaires (1969).
- Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, Agence Internationale de l'Energie Atomique, CN-12/46, 20 mai 1963.
- Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire de l'OECE de 29 juillet, Agence Européenne pour l'énergie nucléaire, Paris, 29 juillet 1960.
- Convention complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.
- Traité sur la non prolifération des armes nucléaires, Documents AIEA INFCIRC/140, 22 avril 1970.
- Convention pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire (Convention révisée), CERN/716/Rev 5, 67/1298/5/f.
- Accord entre le Conseil fédéral suisse et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire pour déterminer le statut juridique de cette Organisation en Suisse, Organisation européenne pour la recherche nucléaire, CERN/115/Rev 3, 11 juin 1955.
- Accord concernant la coopération scientifique et technique entre l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, dénommée ci-après le CERN, et le Comité d'Etat de l'URSS pour l'utilisation de l'énergie atomique, dénommé ci-après le „Comité d'Etat“, Moscou, le 4 juillet 1967, Documents CERN.
- Contrat de bail au profit de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire des terrains appartenant à l'Etat français et mis par celui-ci à la disposition de ladite Organisation ;
- Accord entre le Gouvernement de la République Française et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire relatif au statut juridique de ladite organisation sur le territoire français ;
- Lettre d'interprétation et accusé de réception, Genève le 13 septembre 1965, Documents CERN.
- Organisation européenne pour la recherche nucléaire. Rapport annuel, 1968, Genève, 1969.
- Atomic Industrial Forum Inc. Financial Protection against Atomic Hazards, January, 1957, (Forum report).
- Atomic Industrial Forum Inc. International Problems of Financial Protection against Nuclear Risk. A study under the auspices of Harvard Law School and the Forum, New York, the Forum, 1959 (Forum report).
- Atomic Industrial Forum Inc. Nuclear Liability Insurance and Indemnity, A commentary, Prep. for the Committee on Legal Problems, New York, the Forum, 1959.

- L'industrie devant l'énergie nucléaire. Conférence de Stresa, partie 2 : Droit atomique, 1960.
- International Law and Agreements relating to Peaceful Uses of Atomic Energy, American Society of International Law, Proceedings 51 : 141—170, 1957.
- Japan Atomic Industrial Forum Inc. Committee for Studies on Atomic Hazards Indemnity, Financial Protection against Atomic Hazards, Preliminary Report, Tokyo, Forum, June, 1958.
- Rapport de F. V. GARCIA AMADOR sur la responsabilité des Etats, A/CN.4/134, 26 janvier 1961.
- Rapport de ROBERT AGO sur la responsabilité des Etats et documents de travaux sur cette même question, A/CN.4/152, 16 janvier 1963.
- Rapport de Sir HUMPREY WALDOCK sur la responsabilité des Etats, Annuaire de la Commission du droit international, 1963, vol. 1, A/CN.4/Ser. A/1963.
- Joint Committee on Atomic Energy, Congress of the United States. Atomic Energy Legislation through 91 st Congress, 1 st Session, Washington, 1970.
- Responsabilité internationale de l'Agence résultant des garanties, Doc. AIEA Gov./Com./22/1970.
- Accords de garantie à conclure dans le cadre du traité sur la non prolifération des armes nucléaires, Doc. AIEA Gov./Com/22/1970.
- Analytical Classification of views communicated by Member States, Doc. AIEA, Gov./Com/22/6, 1970.
- Premier rapport du Comité des garanties, Doc. AIEA Gov./1420 du 27 juillet 1970.

II. TRAVAUX

A. Ouvrages généraux

- ANZILOTTI, D., *Cours de droit international, premier volume : Introduction, Théories générales*. Paris, 1929.
- BASTID, P. Mme., *Cours d'Institutions Internationales rédigé d'après la sténotypie du cours et avec l'autorisation de Mme. Paul Bastid*, Paris, 1955—1956.
- BOWET, D. W., *The Law of International Institutions*, London, 1963.
- BROWNLIE I. *Principles of Public International Law*, Oxford, 1966.
- CAHIER, PH. *Le droit diplomatique contemporain*, Genève, 1962.
- CAVARE, L., *Le droit international public positif*, Paris, 1951.
- COLLIARD, C. A., *Institutions Internationales*, quatrième édition, Paris, 1967.
- DECENCIERE-FERRANDIERE. *La responsabilité Internationale des Etats à raison des dommages subis par des étrangers*, Paris, 1925.
- DELBEZ, L., *Les principes généraux du droit international public*, Droit, de la paix, droit préventif de la guerre, droit de la guerre, troisième édition, Paris, 1964.
- FIORE, P. *International Law Codified and its Legal Sanctions or the Legal Organization of the Society of States*, Translation from the fifth Italian edition, New York, 1968.

- GEAMANU, Gr., *Dreptul internațional contemporan*, București, 1956.
- GUGGENHEIM, P., *Traité de droit international public*, Genève, 1953—1954.
- GANSHOF VAN DER MEERSCH, W. J., *Organisations européennes*, vol. I, Paris, 1966.
- HARPER et. JAMES. *The Law of Torts*, vol. II, Boston et Toronto, 1956.
- JESSUP, PH., *A. Modern Law of Nations*, An Introduction. New York, 1948.
- JENKS, W., *The Common Law of Mankind*, London, 1958.
- KELSEN, H., *Principles of International Law*, 2 th. ed. New York, 1966.
- KOJEVNIKOV, F., *Mejdunarodnoe pravo*, Gosiurizdat, 1957.
- MAZEAUD, H., et L., *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, Paris, 1938.
- O'CONNELL, D. P., *International Law*, London, New York, 1965.
- PERRET, R. L. *De la faute et du devoir en droit international*, Fondement de la responsabilité, Zürich, 1962.
- PLANIOL, M., *Traité élémentaire de droit civil*, onzième édition, Paris, 1939.
- REUTER, P., *Droit international public*, II-ème édition, Paris, 1963.
- REUTER, P. *Institutions Internationales*, Paris, 1955.
- ROUSSEAU, Ch., *Droit international public*, Paris, 1953.
- ROUSSEAU, Ch., *Droit international public*, II-ème édition, Paris, 1965.
- SALMON, J. A., *La responsabilité internationale*, Bruxelles, 1963.
- SCELLE, G., *Précis de droit des gens*, Principes et systématique, Paris, 1934.
- SCELLE, G., *La doctrine de Leon Duguit et les fondements du Droit des Gens*, Paris.
- SORENSEN, M., *Manual of Public International Law*, London, 1968.
- SCHWARTZENBERGER, G., *A Manual of International Law*, Fifth Edition, London, 1967.
- VATTEL *Le droit des gens*, Neuchâtel, 1773.
- SIORAT, L., *Le problème des lacunes en droit international*, Paris, 1959.
- VISSCHER Ch. (de) *Théories et réalités en droit international public*, deuxième édition, Paris, 1955.
- VISSCHER Ch. (de) *La responsabilité des Etats*, Bibl. Vissériana, t. II—IV, sur la Responsabilité internationale.

B. Cours à l'Académie de Droit International de la Haye

- ACCIOLY *Principes généraux de la responsabilité internationale d'après la doctrine et la jurisprudence*, RCADI, 1959/I, p. 330.
- AGO, R., *Le délit international*, RCADI, 1959/I, p. 350.
- ARANGIO-RUIZ, G., *Some international Legal Problems of the Civil Uses of Nuclear Energy*, RCADI, 1962/II, p. 499.
- BASDEVANT, J., *Règles générales du droit de la paix*, RCADI, 1936/IV, p. 5.
- CHARLIER, R. E. *Questions juridiques soulevées par l'évolution de la science atomique*, RCADI, 1957/I, p. 213.
- COHN, G., *La théorie de la responsabilité*, RCADI, 1939/II, p. 209.
- DUMAS, I., *La responsabilité des Etats à raison des crimes et délits commis sur leur territoire au préjudice des étrangers*, RCADI, 1931/II, p. 211.

- GARCIA-AMADOR, F. V., *State responsibility, Some New Problems*, RCADI, 1958/II, p. 369, p. 588.
- JENKS, C. W. *Liability for Ultra-Hazardous Activities in International Law*, RCADI, 1966/I, p. 100.
- PILOTTI, M. *Les Unions des Etats*, RCADI, 1963/IV, p. 479.
- REUTER, P. *Principes de droit international public*, RCADI, 1961/II, p. 36.
- SALVIOLI, *La responsabilité des Etats et la fixation des dommages et intérêts par les tribunaux internationaux*, RCADI, 1929/III, p. 235.
- VISSCHER, Ch. (de) *Le déni de justice en droit international*, RCADI, 1935/II, p. 431.
- VISSCHER, Ch., (de) *Principes de droit international public*, RCADI, 1954/II, p.

C. Monographies

- ANGHEL, I. M., DEAC, F. POPA, *Răspunderea civilă*, București, 1970.
- M., ANZILOTTI, D., *Teoria generale de la responsabilita dello Stato nel diritto internazionale*, Firenze, 1902.
- ARANGIO-RUIZ, G. *La législation nucléaire italienne*, Institut de droit comparé, Paris, 1961.
- BETTE, A., *Compensation of Nuclear Damage in Europe ; System Created by the Brussels Convention of 31 st. Jan. 1963, duppl. to the Paris Convention of 29th. July 1960 on the Third Party Liability in the Field of Nuclear Energy*, Brussels, 1965.
- BILGE, S., *La responsabilité internationale des Etats et son application en matière d'actes législatifs*, Thèse, Istanbul 1950.
- BLYTHE, STASON E., ESTEP, S. D., PIERCE, W. J. *Regulations of Atomic Energy*, The University of Michigan Law School, 1956.
- BORCHARD, E.M. *The Diplomatic Protection of Citizens Abroad*, New York, 1915.
- CAHIER, Ph. *Etude des accords de siège conclus entre les organisations internationales et les états ou elles résident*, Thèse, Milano, 1959.
- CAMIER, M. C. *Responsabilité et assurance du risque atomique dans les droits européens*, Thèse, Dijon, 1960.
- CARLEBACH, A. *Le problème de la faute et sa place dans la norme du droit international*, Paris, 1962.
- CATALA, N. *Les risques atomiques et les entreprises privées américaines*, Centre français de droit comparé, Paris, 1959.
- CHENU, C. A., *L'assurance directe des personnes contre les risques atomiques*, Institut de droit comparé, Paris, 1960.
- CHENU, C.A., *Les dangers atomiques et leurs assurances* Institut de droit comparé, Paris, 1958.
- CHENU, C. A. *Preuve et responsabilité civile atomique. Le lien de causalité*, Institut de droit comparé, Paris, 1960.
- CONSTANTIN, Gh., *Dreptul internațional și folosirea pașnică a energiei atomice*, București 1958.
- CROSSWELL, C. M. *Protection of International Personnel Abroad*, New York, 1952.
- DELCOIGNE, G. RUBINSTEIN, G. *Non prolifération des armes nucléaires et systèmes de contrôle*, Bruxelles, 1970.
- DEVRIENT, J. N. *La responsabilité civile et l'assurance à raison du risque nucléaire*, Genève, 1964.
- DIACONU, I., *Contribution à une étude sur les normes impératives en droit international* (JUS COGENS) thèse, Bucarest, 1971.

- DIXON, A. L., *Atomic Energy for the Lawman*, London, 1950.
- ELSEVIER'S DICTIONARY OF NUCLEAR SCIENCE AND TECHNOLOGY in six languages (English, American, French, Spanish, Italian, Dutch, German), Amsterdam, 1958.
- ERRERA, J. SIMON E. VANDER MEULEN, J. VERNAEVE, L. Euratom. Analyse et commentaire du traité, 1958.
- EAGLETON, C. *The Responsibility of States in International Law*, New York, 1928.
- FISCHER, G., *L'énergie atomique et les Etats Unis ; Droit interne et droit international*, Paris, 1957.
- FURET, M. F. *Expérimentation des armes nucléaires et droit international public*, Paris, 1966.
- GAUTRON, R. *La responsabilité du constructeur de centrale nucléaire*, Institut de droit comparé, Paris, 1959.
- GAUTRON, R. *L'indemnisation des travailleurs victimes de la radioactivité*, Institut de droit comparé, Paris, 1959.
- GAUTRON, R. *De la responsabilité civile et de la protection financière en raison des risques atomiques aux Etats Unis*, Thèse, 1959.
- GOURRIER, J. *La notion juridique d'entreprise commune et les réalisations européennes en matière d'énergie nucléaire*, Institut de droit comparé, Paris, 1962.
- GUARIMO *Responsabilité de l'Etat en matière d'énergie nucléaire*, Colloque franco-italien. 1958.
- HEBERT, J., *La responsabilité au sens du droit nucléaire encourue par EDF en raison de la mise en service des réacteurs de Chinon*, 2 vol. L'électricité de France. 1962.
- HEBERT, J. *Risque nucléaire : I, Régime général, II Régimes particuliers*, dans j. -cl. civil, Responsabilité civile, XXXI bis A) et b) : j. cl. civil : art. 1382—1383 (3-e partie), Nucléaire (risque). 2 fasc. 5, 1963.
- HEBERT, J. *Procédures étrangères d'autorisation des installations nucléaires*, Clamart, EDF, REN 1, Division de droit nucléaire, 1965.
- HEBERT, J. *International Problems of Financial Protection Against Nuclear Risk*. A study under the auspices of Harvard Law School and Atomic Industrial Forum, Inc., New York, 1959.
- JENKS, C. W. *The States of International Organisations*, London, 1962.
- LIURON, H. *Atome et Droit International*, Commentaires sur la domestication juridique de l'énergie nucléaire, Genève, 1962.
- NONNEMACHER, G. G., *Vers un droit atomique*, Essai sur l'internationalisation et la domestication juridique de l'atome, Colmar Imprimerie Alcati, 1956.
- PIERARD, J. P. *Responsabilité civile, énergie atomique et droit comparé*, Bruxelles. 1963.
- RENAULD, J. D., *Problèmes juridiques de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire*, Bruxelles, 1957.
- REINE, Ph. *Le problème des déchets radioactifs*, Institut de droit comparé de Paris, Centre d'études du droit de l'énergie atomique, 1960.
- REINE, Ph. *Radioactivité, réalisations nucléaires françaises et protection civile*, Institut de droit comparé, Paris, 1960.
- RICHE, J. M. *Responsabilité du médecin utilisant les radiations ionisantes*, Institut de droit comparé Paris, 1961.
- SERVOS, J., *Le droit nucléaire allemand*, Institut de droit comparé, Paris, 1961.
- STASON, E. B., *Lectures on Atomic Energy Industrial and Legal Problems*,

University of Michigan Law School.

- STASON, E. B. ESTEP, S. D., PIERCE, W. J. *Atoms and the Law*, Ann Arbor, 1959.
- SZASZ, P. C. *The Law and Practices of the International Atomic Energy Agency*, IAEA, Viena, 1970.
- VERGNE, J. *Les installations nucléaires de base*, Centre français de droit comparé, Paris. 1964.
- VISSCHER, Ch. (de) *La responsabilité des Etats*, bibliotheca Visseriana, tome II-V, sur la responsabilité internationale, Leyden, 1924.
- VISSCHER, Ch., (de) *Who is who in atoms*. An international reference book, 1960.
- VISSCHER, Ch., (de) *Workshop on Legal Problems of Atomic Energy*, University of Michigan Law School, 1956.
- WILLRICH, M. *Non-Proliferation Treaty*. Framework for Nuclear Arms Control, Charlottesville, 1969.

D. *Documents du cours sur les aspects juridiques de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique*

- ARSENAULT, F. *Some Practical Aspects of Safeguards Implimentation*.
- BELOV, A., *The Council for Mutual Economic Assistance*.
- BOULANGER, W. *The Development of Nuclear Law*.
- FISCHER, D.A.V., *The International Atomic Energy Agency*.
- FISCHER, R. J., *Nuclear Energy Liability Insurance in the United States*.
- GLAESNER, H. J., *La Communauté européenne de l'énergie atomique*, (Euratom).
- HALL, J. A., *Ten Years of the International Atom*.
- KHAN, M. A., *Nuclear Power and Developing Countries*.
- LACROIX, M. F., *L'Assurance des risques nucléaires en Europe*.
- LAGORCE, M. *La Convention complémentaire de Bruxelles et son fond de garantie mutuelle intergouvernemental*.
- MAURER, E., *The Work of the Foreign Office Lawyer in the field of Peaceful Uses of Atomic Energy*.
- MILES, C., *Nuclear Installations : Insurance Problems*.
- PEDERSEN, O., *The supply of Nuclear Materials through the I.A.E.A.*
- RAINER, R., *The Legal Aspects of Safeguards*.
- SANTOS, LASURTEGUI, A de los *Comparative Study of National Legislation and Existing International Conventions on Civil Liability in the Field of Nuclear Energy*.
- SHMELEV, V., *Some Technical Aspects of Safeguards*.
- STEIN, R. M., *The European Nuclear Energy Agency*.
- TREVOR, J. P. H., *The United Kingdom Nuclear Legislation*.
- TREVOR, J. P. H., *Third Party Liability : the international legal framework and its transposition into national legislation*.
- TREVOR, J. P. H., *Principles of Civil Liability for nuclear damage*.

E. *Documents du groupe d'études sur les assurances*, Vienne, 24—28 novembre 1969

- CAMPBELL MILES, *Some Considerations Affecting Nuclear Insurance in respect of Land-based Installations*.
- COMITE EUROPEEN DES ASSURANCES. COMMISSION PERMANENTE DU RISQUE ATOMIQUE *Détermination des réserves techniques en matière d'assurance des risques atomiques*.

- COMITE EUROPEEN DES ASSURANCES, COMMISSION PERMANENTE
DU RISQUE ATOMIQUE *L'Assurance „des bris de machines“
dans les installations nucléaires.*
- DANGELMAIER, M. P., *Les assurances contractées par la Centrale
nucléaire d'Obrigheim.*
- HERTEL, G., *Principes fondamentaux de l'assurance contre les risques
nucléaires.*
- RAND, A. C., *A Brief Commentary on Nuclear Insurance in the United
States.*
- VOSSSEN, O., *Material Damage Insurance and Reinsurance of Nuclear
Facilities.*

F. Annuaire français de droit international

- COLLIARD C. A., *La Convention de Bruxelles relative à la responsabilité
des exploitants de navires nucléaires.* A.F.D.I./1962, p. 41.
- FISCHER G., *Euratom* A.F.D.I./1956, p. 695.
- FISCHER G., *L'Agence Internationale de l'Energie Atomique.* A.F.D.I./1956,
p. 616.
- FISCHER, G., *Droit international et expérimentation des armes nucléaires.*
A.F.D.I./1956, p. 308.
- FISCHER G., *L'Accord entre l'O.N.U. et l'Agence Internationale de l'Energie
atomique.* A.F.D.I./1957, p. 375.
- FISCHER G., *L'Accord de coopération entre les Etats Unis et l'Euratom.*
A.F.D.I./1958, p. 540.
- FORNASIER R., *Le droit international face au risque nucléaire.* A.F.D.I./
1964, p. 303.
- HUET P., *L'Action de l'O.E.C.E. dans le domaine de l'énergie nucléaire.*
A.F.D.I./1956, p. 688.
- HUET P., *L'Agence Européenne pour l'énergie nucléaire et la société Euro-
chemic. Contribution à l'étude des sociétés internationales.*
A.F.D.I./1958, p. 512.
- HUET P., *Obligations internationales des Etats européens en matière de
protection sanitaire contre les effets des radiations ionisantes.*
A.F.D.I./1959, p. 704.
- STROHL, P., *Questions juridiques soulevés par la constitution et le
fonctionnement de la Société Eurochemic.* A.F.D.I./1961, p. 569.
- VEDEL G., *Le régime de propriété dans le traité de l'Euratom.* A.F.D.I./
1957, p. 586.

G. Articles

- ANGHEL, I., „La responsabilité pour dommages nucléaires“ *Revue rou-
maine de droit*, no. 2, 1971.
- BALEKJIAN, W. H., „Nuclear Energy as an Object of International Coope-
ration“ : *Annuaire de l'Association des auditeurs et anciens
auditeurs de l'Académie de droit international de la Haye*,
vol. 34, p. 82, 1964.
- BASIJN, J., „Energie nucléaire et problèmes juridiques“, *Journal des Tri-
bunaux*, 26 mai 1957.
- BECHHOEFER, STEIN, „Atoms for peace : The New International Atomic
Energy Agency“, *Michigan Law Review*, 1957.
- BELSER, W. E., „Examen des solutions apportées par les lois nationales
sur la responsabilité dans le domaine de l'énergie nucléaire
aux problèmes posés aux assureurs par la couverture de cette
responsabilité“, *Droit nucléaire européen*, Paris, 1968.

- BERLIA, G., „De la responsabilité internationale de l'Etat, La technique et les principes du droit public“, *Etudes en l'honneur de G. Scelle*, t. 2., Paris, 1950.
- CABLE, CHARLES, M., EARLY, WILLIAM, M., „Torts and the Atom : The Problem of Insurance“ *Kentucky Law Journal*, 1956.
- CHARLIER, „L'énergie atomique et les renouvellements du droit“, *Journal des Tribunaux*, 30 mars, 1958.
- CHENU, Ch. A., „L'atome et le droit“, *Revue des deux mondes*, 15 septembre 1960.
- CHENU, Ch. A., „L'assurance directe des personnes contre les risques atomiques“, *Aspects du droit de l'énergie atomique*, Paris, 1968.
- DANE, J., „New Directions in Government Law Occupational Hazards of Radiation : Liability and Compensation“, *Atomic Law Journal* no. 1, 1962.
- DEMOURES, Y., „La responsabilité de l'exploitant nucléaire au regard de la réglementation française de la responsabilité civile (Principe de canalisation).“, *Droit nucléaire européen*, Paris, 1968.
- DIAMOND, E., „Third Party Liability Associated with Nuclear Installation“, *Atti del Congresso scientifico nucleare. Convegno sul problema della assicurazione degli impianti nucleari*, Roma, vol. 1, 1958.
- DUVAUX, Y., „Le transport des matières radioactives“, *Energie nucléaire* no. 5, 1960.
- ESTEP, S. D., „Radiation Injuries and Statistics. The Need for a New Approach to Injury Litigation“, *Michigan Law Review*, 1960.
- FISCHER, R. J., „Nuclear Energy Liability Insurance in the United States of America“, I.A.E.A., Legal Series no. 5, 1969.
- FISCHERHOF, H., „Essai d'une théorie juridique de la canalisation de la responsabilité sur l'exploitant d'une installation nucléaire“, *Droit nucléaire européen*, Paris, 1968.
- FREEDMAN, M. H., „Nuisance, Ultrahazardous Activities and the Atomic Reactor“, *Temple Law quarterly*, 1957.
- FREEMAN, A. V., „The Development of International Cooperation in the Peaceful Uses of Atomic Energy“, *American Journal of International Law*, vol. 54, 1960.
- GAUTRON, R., „Législations nationales sur les risques nucléaires“, *Revue internationale de droit comparé*, 1960.
- GAUTRON, R., „La responsabilité des risques nucléaires“, *Bulletin de l'Association nationale des docteurs en droit*, no. 5, 1960.
- GHELMEGEANU, M., „La responsabilité civile pour dommages nucléaires dans les conventions internationales concernant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique“, *Revue Roumaine des Sciences Sociales*, Série des Sciences Juridiques, tome 12, no. 2, 1968.
- GOMARD, B., „Legal Problems of Compensation involved in the Use, of Nuclear Energy“, *Scandinavian Studies in Law*, vol. 4, 1960.
- GAUTRON, R., „Législations nationales et conventions internationales“, *Aspects du droit de l'énergie atomique*, Paris, 1968.
- GOODMAN, L., „Radiation Hazard in Industry“, *Atomic Energy Law Journal*, no. 1, 1962.
- HAUNSCHILD, H. H., „Liability and Insurance“, (Atomic Energy) *Nuclear Power*, mars 1961.
- HERBERT, P. C., „Euratom“ *Revue trimestrielle de droit européen*, vol. 1, 1965.
- HEUNESSEY, I., „Indemnification of the U.S. Atomic Energy Commission contractors against Liability for Nuclear incidents, Progress in Nuclear Energy, Series X, Law and administration 3, Nuclear Liability, Oxford, 1962.

- ISAAC-GEORGES, I., „La communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) : mission, organisation“, *Aspects du Droit de l'énergie atomique*, Paris, 1968.
- JESSUP, P. C., „Responsability of States for injuries to Individuals“, *Columbia Law Review*, 1946.
- KAUFMAN, O. K., „Future législation relative à l'énergie atomique“, *Bulletin A.S.E.*, no. 3, 1959.
- KAUFMAN, O. K., „La Convention européenne sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire“, *Revue hellénique de droit international*, 1960.
- KELLER, H. A., BOLLIGER, H., KALFF, B., „On the Economic Implication of the Proposed Non proliferation Treaty ; *Extrait de la Revue de Droit International de sciences diplomatiques et politiques* (The International Law Review), no. 1, 1968.
- KONZ, PIEDER, „Liability for nuclear risks. A Minimum Program of International Action“, *Atomo, petrolio, elettricità*, no. 5, 1959.
- KUIPER, A., „A Look at the New Atomic Energy Law“, *Bulletin of the Scientist*, December, 1954.
- LEVY, E., „L'exercice du droit collectif“, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1903.
- LIENARD, R., „Energie nucléaire et responsabilité civile“, *Revue de droit international et de droit comparé*, no. 4, 1958.
- MARATTE VIGNERON, „Les aspects juridiques de l'assurance des risques atomiques“, *Revue générale assurances terrestres*, no. 28, 1957.
- MONACO, R., „Le traité instituant l'Euratom, comparaison avec ceux de C.E.C.A. et de la C.E.E.“, *Aspects du droit de l'énergie atomique*, Paris, 1968.
- MUNKMAN, J., „Liability for nuclear energy“, *The Law Journal*, no. 4, 1960.
- NONNEMMACHER, G. G., „La responsabilité dans le domaine de la réparation des sinistres atomiques“, *Jahrbuch für internationale Recht*, März 1959.
- NONNEMMACHER, G. G., „Vers une réglementation européenne de la responsabilité civile en matière atomique“, *Mélanges Sfériades*, tome A, vol. I, 1961.
- NIENBURG, A. V., „The International Atomic (Energy) Agency“, A Critical Appraisal ; *The Yearbook of World Affairs*, 1965.
- OLACIREGUI, J. M. L., „Responsabilité civile et droit nucléaire“, *Bulletin de Droit nucléaire*, no. 5, 1970.
- PELZER, N., „Problèmes posés par l'établissement du lien de causalité entre l'accident et le dommage nucléaire. Le problème de la causalité dans le droit de la responsabilité civile nucléaire“, *Droit nucléaire européen*, Paris, 1968.
- PEROLO, M., „Assurance du risque nucléaire“, Rapport 11^e Congrès UNIPÉDE LAUSANNE, 1958, vol. I, 1—2, Messine.
- PICARD, M., „La limitation de la responsabilité des dommages causés par l'énergie nucléaire“, *Revue générale assurances terrestres*, novembre-décembre 1959.
- PICARD, M., „La convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire“, *Journal de Droit International*, t. 89, 1962.
- PIERARD, J. P., „La réparation des dommages nucléaires futurs. Aperçu du droit américain“, dans *Revue du droit international et de droit comparé*, no. 2, 1957.
- PIRET, R., „La responsabilité sans faute en droit belge“, *Revue de Droit International et de Droit comparé*, no. 2—3 1958.
- RENAULD, J. G., „Problèmes juridiques de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire“, *Revue de droit international et de droit comparé*, no. 2, 1957.

- RIEDNATEN, L. (DE), „L'assurance du risque atomique“, *Usine nouvelle*, avril 1957.
- RODIERE, R., „Responsabilité civile et risque atomique“, *Revue internationale de droit comparé*, 1959.
- RUIZ, A. G., „Fournisseurs, transporteurs, et exploitants dans la réglementation de la responsabilité pour accidents nucléaires“, *Atomo, petrolio, elettricità*, no. 6, 1959.
- RUEGGER, B., „Considérations sur la responsabilité internationale des Etats en cas d'incidents nucléaires“, *Mélanges Sfériades*, tome A., vol. I, 1961.
- SIDDALL, E., „Statistical Analysis of Reactors Safety Standards“, *Nucleonics*, February 1959.
- SPENCER BURKETT, J., „Nuclear Accident Survey“, *Nuclear power*, octobre 1960.
- TREVOR, J. P. H., „Principles of Civil Liability for Nuclear Damage“ Legal Series of I.A.E.A., no. 5, 1969.
- VON CAEMMERER, E., „La responsabilité civile du fait des choses inanimées et le risque atomique“, *Revue internationale de droit comparé*, 1957.
- VON MEHREN, „The International Atomic Energy Agency in World politics“, *Journal of International affairs*, no. 157, 1957.
- WAALER, J., „Limitations on Governmental Liability under the Federal Tort Claims Act for Injuries resulting from Nuclear Explosion“, *Atomic Energy law journal*, no. 3, 1959.
- WETS, G., „L'énergie atomique et le droit de l'assurance en Belgique“, *Revue de droit international et de droit comparé*, no. 2—3, 1968.
- WILLRICH, H. L., „Development of International law by the International Atomic Energy Agency“, *Proceedings of the American Society of International Law*, vol. 59, 1963.
- WOLF, M. L., „Some legal aspects of the Atomic Energy Act, *Georgetown law journal*, no. 48, 1947.
- WRIGHT, Q., „Responsability for Injuries to United Nations Officials“, *American Journal of International Law*, no 95, 1949.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
Chapitre I	
<i>Les risques particuliers qu'entraîne l'utilisation de l'énergie atomique .</i>	15
Section I. <i>L'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire</i>	15
1. Les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire	15
2. Les risques nucléaires	16
Section II. <i>Les dommages d'origine nucléaire.</i>	
1. Dommages majeurs et mineurs	19
2. Dommages aux personnes et dommages aux biens	20
a) Sensibilisation aux maladies	20
b) Diminution durée vie	21
c) Dommage génétique	21
d) Stérilité	21
e) Dommage foetal	22
f) Le cancer	22
g) La leucémie	22
h) La cataracte	22
i) L'alopécie	22
3. Dommages aux biens	23
a) L'explosion d'un réacteur	23
b) Le nuage radioactif	23
c) L'eau radioactive	23
d) La destruction des pellicules et films cinématographiques	23
e) L'influence du facteur psychologique	23
4. Dommages à l'installation nucléaire et dommages aux tiers — (Responsabilité civile)	24
a) Dommages à l'installation nucléaire	24
b) Dommages aux tiers	25
Conclusions	25
Chapitre II	
<i>La responsabilité civile dans le droit interne</i>	29
Section I. <i>La responsabilité civile basée sur la faute</i>	29
1. La faute, élément constitutif de la responsabilité civile	30
2. Le dommage, un autre élément de la responsabilité civile	32
3. Le rapport de causalité entre la faute et le dommage	34
a) La force majeure et le cas fortuit	34
b) Le fait de la victime	35
Section II. <i>La responsabilité objective, la théorie du risque</i>	35

Chapitre III

<i>La responsabilité civile pour les dommages nucléaires dans le cadre des diverses législations nationales. Les lois atomiques</i>	43
Section I. <i>Problèmes concernant la responsabilité pour le risque nucléaire dans le droit interne</i>	43
1. Possibilité de faire appliquer le droit commun de la responsabilité aux dommages nucléaires	43
2. Les dommages nucléaires et le lien de causalité	45
Section II. <i>Le régime juridique de la responsabilité civile pour dommages nucléaires instauré par les lois dites atomiques</i>	48
1. La nature de la responsabilité spéciale pour les dommages nucléaires	54
a) Responsabilité objective et absolue de l'exploitant	54
b) Limitation de l'indemnisation en cas d'accident	56
c) Les clauses d'exonération	61
d) La limitation dans le temps, la prescription	64
2. Le principe de la canalisation	69
Section III. <i>La couverture de la responsabilité nucléaire</i>	74
1. L'assurance des risques nucléaires aux Etats Unis	76
2. L'assurance des risques nucléaires en Europe	81
a) Assurance de responsabilité civile	82
b) Assurance des dommages matériels	84
c) Assurance des dommages aux personnes	87
d) Assurance pour les pertes causées par la non-activité du réacteur	88
3. <i>A study Case</i> : La centrale nucléaire d'Obrigheim	89
a) Assurance pour le compte des tiers :	91
— assurance de la responsabilité civile nucléaire	91
— assurance de responsabilité civile au cas d'exposition aux reynonnements	91
— assurance de responsabilité civile classique	92
— assurance de responsabilité civile en cas de pollution des eaux	92
b) Assurance pour le compte du personnel de la centrale :	92
— assurance contre les risques d'irradiation	92
— assurance collective contre les accidents	93
c) Assurance pour le compte de l'exploitant de la centrale :	93
— assurance contre les bris de machines	93
— assurance incendie classique	94
— assurance combinée	95
Section IV. <i>Conclusions et propositions</i>	98
1. Conclusions	98
2. Propositions	99

Chapitre IV

<i>La responsabilité dans le droit international</i>	103
Section I. <i>La nature et le fondement de la responsabilité en droit international public</i>	107
1. Le dommage	107
2. L'acte illicite	108

3. L'imputabilité	111
4. Le problème de la faute	112
5. La théorie du risque	114
6. Les clauses d'exonération de la responsabilité	119
— La légitime défense	119
— La force majeure	120
— L'état de nécessité	120
Section II. <i>Les conditions de recevabilité de l'action en responsabilité</i>	121
1. La règle de l'origine étatique de l'action	121
2. La règle de la nationalité de la victime	122
3. La règle des «clean hands»	122
4. La règle de l'épuisement des moyens du droit interne	123
Chapitre V	
<i>La responsabilité pour dommages nucléaires et le droit international.</i>	125
Section I. <i>Caractéristiques du régime institué par les conventions internationales dans le domaine de la responsabilité pour dommages nucléaires</i>	133
1. Définitions	136
— L'exploitant nucléaire	137
— Installation nucléaire	137
— Accident nucléaire	138
— Dommages couverts par les Conventions de Paris et de Vienne	138
— Personne	139
2. Principes fondamentaux des Conventions de Paris et de Vienne	140
a) Principe de la canalisation de la responsabilité sur l'exploitant	140
b) La nature de la responsabilité	142
c) Le transport des matières nucléaires	144
d) La limitation de la responsabilité de l'exploitant nucléaire	146
e) La prescription	149
f) Garantie financière	150
g) La nature, la forme et l'étendue de la réparation	153
h) Les problèmes concernant la compétence juridictionnelle	152
i) L'intervention de l'Etat	156
Section II. <i>Les organisations internationales pour la coopération dans le domaine de l'énergie atomique et la responsabilité pour dommages nucléaires</i>	158
1. L'Agence internationale de l'énergie atomique	159
2. L'organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN)	162
3. L'Institut unifié de recherches nucléaires	166

4. La Commission permanente du COMECON pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire	166
5. L'Agence européenne pour l'Energie nucléaire (ENEA)	167
6. La Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA) ou Euratom)	170
7. La responsabilité des organisations internationales pour dommages causés aux tiers	172
Conclusions	178

Chapitre VI

<i>La responsabilité et la garantie supplémentaire de l'Etat ; le système d'intervention de l'Etat dans le cadre de la responsabilité pour les dommages nucléaires</i>	183
--	-----

Section I. <i>L'intervention de l'Etat après l'épuisement de la couverture financière de l'exploitant ; le système établi en vertu des lois nationales atomiques</i>	184
--	-----

Section II. <i>L'intervention de l'Etat après l'épuisement de la couverture financière de l'exploitant résultant des obligations internationales. Le mécanisme instauré par la Convention complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire</i>	192
— Champ d'application de la Convention de Bruxelles	194
— Mécanisme institué par la Convention	195
— Délais de prescription	196
— Réparation du dommage	197
— Règles de procédure	197
— Base de la répartition	200

Section III. <i>L'intervention de l'Etat en ce qui concerne les dommages différés et anonymes</i>	201
1. Dommages futurs ou différés et dommages non-identifiés	201
2. Les solutions apportées par les législations nationales en matière de dommages différés et de dommages à causes non-identifiées	204

Conclusions	216
-----------------------	-----

<i>Conclusions finales</i>	217
--------------------------------------	-----

Annexes

Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire Paris, 29 juillet 1960	223
Convention complémentaire à la convention de Paris du 29 juillet 1960	237
Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, 20 mai 1963	249
Protocole de signature facultative	263

Bibliographie	266
-------------------------	-----

Lucrarea executată sub comanda nr. 57 la Oficiul Economic
Central „Carpați”, Întreprinderea poligrafică „Bucureștii-Noi”,
str. Hrisovului nr. 18 A, sectorul 8, București
